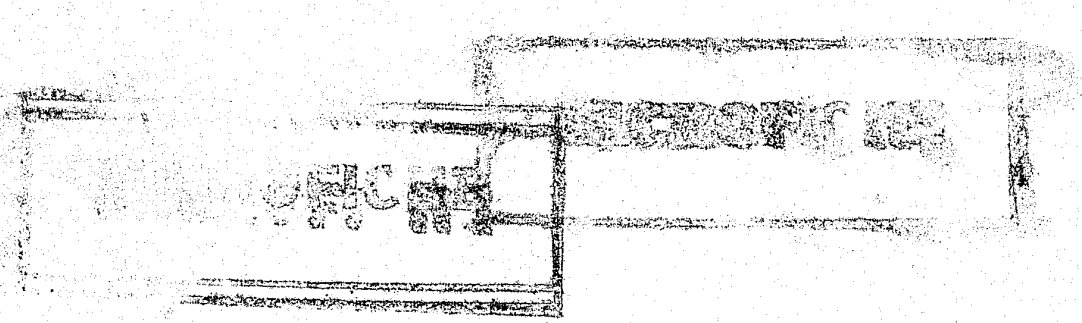
If you have issues viewing or accessing this file contact us at NCJRS.gov.

Canadian Criminology Annotated Bibliography

Criminologie canadienne Bibliographie commentée



43591

CRIMINOLOGIE CANADIENNE: BIBLIOGRAPHIE COMMENTÉE

La criminalité et l'administration de la justice criminelle au Canada

Préparé sous la direction de/Prepared under the direction of

GERTRUDE ROSENBERG
Centre international de criminologie comparée/
International Centre for Comparative Criminology
Montréal

par/by

KATIA LUCE MAYER

assistée par/assisted par

LISE BRUNET-AUBRY

NCJRS

OCT 25 1977

ACQUISITIONS

CANADIAN CRIMINOLOGY: ANNOTATED BIBLIOGRAPHY

Crime and the Administration of Criminal Justice in Canada

Rapport de recherche préparé en vertu d'un contrat conclu avec le Solliciteur général du Canada et publié avec l'autorisation de L'HON. FRANCIS FOX, Solliciteur général du Canada.

A research report prepared under contract with the Solicitor General of Canada and published under the authority of the HON. FRANCIS FOX, Solicitor General of Canada.

Les idées exprimées dans le présent rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Solliciteur général du Canada.

The views expressed in this report are those of the author and do not necessarily reflect the views of the Solicitor General of Canada.

PRÉFACE

Une bibliographie constitue à la fois un instrument de travail pour le chercheur et aussi une sorte d'inventaire de la recherche faite dans une discipline donnée.

Le présent travail a été réalisé par une équipe dirigée par G. Rosenberg; elle a assumé la direction de cette recherche pour l'année 1975. La révision et la mise à jour ont été effectuées par Katia-Luce Mayer et Lise Brunet-Aubry au cours de l'année 1976. Un très grand effort a été fait pour assurer une utilisation facile de l'ouvrage: les index et la classification des références tiennent compte des systèmes les plus adaptés aux matériaux diversifiés et parfois hétéroclites qui font l'objet de la recherche en criminologie. Une mise à jour annuelle de cette documentation est prévue et ce premier volume doit constituer le point de départ d'une classification systématique de la production dans le domaine de la criminologie au Canada.

Bien que presqu'inexistante avant 1960, la recherche en criminologie s'est beaucoup développée depuis. Venant de domaines divers tels que la psychologie et la sociologie pour les recherches étiologiques, du droit, des sciences administratives et des sciences sociales en ce qui concerne la resocialisation du délinquant et l'administration de la justice, toutes ces recherches ne sont pas sans liens entre elles. Elles s'articulent autour d'une conception générale de la science du crime, du criminel et de la criminalité d'une part, et de la prévention du crime, du traitement du criminel et de l'administration de la justice d'autre part.

Cette mutation des "criminologies" qui se sont développées très normalement à partir des disciplines-mères dans les sciences sociales et juridiques en une criminologie intégrée, science appliquée mettant l'accent sur la politique criminelle, a été observée à travers le monde depuis vingt ans. Il aurait été impossible de ne pas constater une évolution similaire au Canada, et cette évolution prend de l'ampleur avec l'accroissement des ressources universitaires et gouvernementales affectées à la recherche en criminologie. Par ailleurs, les particularismes nationaux si évidents au début du développement de chaque discipline tendent à s'atténuer. La "physiologie" de la recherche canadienne en criminologie diffère de moins en moins de celle de la recherche faite dans d'autres pays.

Comme chaque initiative première, cette bibliographie doit souffrir d'inévitables faiblesses, d'insuffisances, d'erreurs. Ce n'est pas l'indulgence que nous sollicitons mais la critique de la

communauté scientifique afin de pouvoir améliorer cet instrument de travail pour qu'il nous serve mieux à tous.

Denis Szabo,
Directeur

Centre international de criminologie comparée
Montréal, Québec.

PREFACE

A bibliography constitutes not only a working tool for the researcher but also a general picture of the scientific research already produced in a specific field.

The present study was carried out by a team under the direction of Gertrude Rosenberg during 1975. It was revised and brought up to date by Katia Luce Mayer and Lise Brunet-Aubry in 1976.

A great effort was made to make the bibliography easy to consult. Indexes and classification of references take into account the systems best adapted to the diversified and often unusual material which makes up the body of criminological research. The intention is to bring the bibliography up to date annually. This volume should be considered as a starting point of a classification of the criminological work produced in Canada.

Though almost non-existent before 1960, criminological research has progressed rapidly since then. Developing from various fields--psychology and sociology for etiological research; law, the administrative and social sciences for resocialization of the delinquent and the administration of justice--there is a connecting thread in that they all function around a general concept of the science of crime, the criminal and criminality, on the one hand; and prevention of crime, treatment of the criminal and the administration of criminal justice on the other.

This mutation of criminologies which developed normally from the mother-disciplines in the social and juridical sciences into a integrated criminology (an applied science stressing criminal policy), was observed throughout the world during the past twenty years. It would have been impossible for a similar evolution not to have occurred in Canada, especially considering the increase in university and government resources available to criminological research. In addition, the national characteristics so evident at the start of a developing discipline tend to die out, and the processes and activities of Canadian criminological research differ less and less from that done in other countries.

Like all first steps, this bibliography inevitably has weaknesses, gaps and errors. We ask not for indulgence but for critical comments from the scientific community so that this working instrument can be improved in the future to better serve us all.

Denis Szabo
Director
International Centre for
Comparative Criminology
Montreal, Quebec

INTRODUCTION

PORTÉE DE LA BIBLIOGRAPHIE

Au cours des dernières années, les demandes les plus fréquemment formulées auprès du Centre international de criminologie comparée, furent des demandes de matériel canadien portant sur des domaines tels que la criminalité, la prévention, le traitement et l'administration de la justice au Canada. Cependant, il nous a été dit et répété qu'il y a très peu de matériel disponible dans ce domaine et que ce qui existe s'avère, soit éparpillé, soit difficile à localiser, particulièrement quand quelqu'un fait des recherches sur un sujet donné, comme c'est souvent le cas, plutôt que de compiler les travaux d'auteurs spécifiques.

Ces lacunes, même si elles sont parfois exagérées, ont quand même un fondement. Il existe plusieurs types de bibliographies: des bibliographies relatives à des domaines spécifiques, des bibliographies qui font état des documents canadiens dans l'ensemble des documents provenant des Etats-Unis et d'autres pays, des listes telles que Ouvrages de Criminologie publiés au Canada produites par la Société canadienne de Criminologie, cette dernière fournissant des références sur une grande partie de la production canadienne selon les types de publications (livres, brochures) et selon les auteurs, mais non selon les sujets traités.

Il nous a donc semblé essentiel d'élaborer un tel ouvrage de référence, en recensant les travaux de nature purement criminologique touchant la situation canadienne. Cet ouvrage de référence serait d'ailleurs d'une grande utilité aux étudiants, chercheurs et professeurs qui désirent avoir une vue générale de l'expérience canadienne en matière de criminalité, de délinquance ou des domaines qui leur sont connexes. Malgré un nombre important d'ouvrages canadiens rédigés sur des sujets variés, relevant de la criminologie, tous ne faisaient pas spécifiquement référence aux activités canadiennes et de ce fait ne furent pas inclus dans la bibliographie.

Même si nous voulions faire une bibliographie la plus exhaustive possible, le temps était limité. Nous avons donc décidé de répertorier les ouvrages parus de 1960 à 1976. D'une part, il nous a semblé qu'une période d'une quinzaine d'années serait amplement suffisante et, d'autre part, la recherche criminologique était à peu près inexistante au Canada avant 1960.

Nous avons essayé d'obtenir la plus complète représentation régionale possible, bien que nous sachions que cette

représentation ne serait pas équivalente pour toutes les régions, le Québec et l'Ontario produisant, de loin, le plus grand nombre de travaux gouvernementaux et individuels. Certaines autres régions canadiennes n'ont tout simplement pas fourni un apport important dans ce domaine, bien que nous ayons tenté d'inclure dans la bibliographie tout ce que nous pouvions retracer en provenance de ces endroits.

Afin de compléter le répertoire, pour voir dans quelle mesure les criminologues canadiens sont représentés dans les revues étrangères, toujours au sujet de ce qui se fait au Canada, nous avons cru bon de donner en appendice un bref aperçu des articles parus dans les périodiques de Belgique, de France, d'Angleterre et des États-Unis.

MÉTHODE DE TRAVAIL

Le recensement des publications s'est fait de deux façons: premièrement, les sources bibliographiques suivantes ont été consultées: "Abstracts on Criminology and Penology", "Crime and Delinquency Abstracts", "Psychological Abstracts", "Sociological Abstracts", "Abstracts on Police Science". Il va de soi que nous avons également consulté nos propres collections, ainsi que celles de l'École de Criminologie de l'Université de Montréal et de la Bibliothèque des Sciences sociales de la même Université, celles du Ministère du Solliciteur général et celles du Service des Références du L.E.A.A. (Law Enforcement Assistance Administration), Ministère de la Justice des États-Unis. En second lieu, plus de 200 lettres circulaires furent envoyées aux directeurs des centres canadiens de criminologie, des départements de sociologie, de psychologie, de service social, de droit ainsi qu'aux bibliothécaires des universités, aux ministères gouvernementaux appropriés, tant fédéraux que provinciaux (Ministère de la Justice, Attorney General, Services Correctionnels, Bien-Être social) et à plusieurs sociétés d'aide aux prisonniers de même qu'à des associations bénévoles. Enfin des périodiques en provenance de Belgique, de France, d'Angleterre et des États-Unis furent également dépouillés.

Le résultat fut étonnant, puisque nous eûmes ainsi énormément de listes retraçant des ouvrages publiés et des ouvrages inédits, ainsi qu'un nombre plus restreint de documents. Le matériel ainsi accumulé fut codifié sur fiche, les mots clés précisés et le choix des résumés fut fait en fonction de la qualité et de l'importance de l'ouvrage, des sujets traités et aussi des auteurs, de même qu'en fonction de la disponibilité du matériel.

CLASSIFICATION

Il y avait plusieurs façons possibles d'entreprendre la classification de ce matériel, et nous avons finalement choisi ce qui nous apparaissait comme l'assemblage le plus logique, compte tenu du type de données que nous avions. Nous avons commencé par les

raisons du comportement criminel, les types de crimes et de criminels étudiés, pour passer aux façons de punir, d'incarcérer, de traiter, de resocialiser et d'aider les délinquants et les criminels et ensuite à un aperçu de notre système d'administration de la justice. Finalement, nous nous sommes arrêtés à la façon dont la criminologie est enseignée au Canada et à quelques attitudes fondamentales devant la recherche.

Nous avons donc établi cinq divisions principales, tel qu'indiqué à la table des matières, chacune ayant ses propres subdivisions. Les entrées sont numérotées consécutivement. À l'intérieur de chacune des subdivisions les entrées sont faites par ordre alphabétique selon les noms des auteurs. Le type de document est indiqué en dessous de l'entrée numérique par une des lettres suivantes:

A : article tiré d'un périodique

G : document et recherche gouvernementaux

R : rapport de recherche

V : volume imprimé

T : thèse

Nous aurions souhaité que cette bibliographie soit complètement bilingue, mais il nous aurait fallu beaucoup plus de temps. Aussi avons-nous adopté la solution suivante: les ouvrages anglais ont été résumés en anglais, les ouvrages français en français et les ouvrages bilingues (tels ceux du Solliciteur général ou ceux de la Commission de réforme du droit) ont été résumés dans les deux langues. La table des matières et l'index des mots clés sont présentés séparément dans les deux langues officielles. Il n'y a évidemment qu'un seul index des noms d'auteurs, cependant les provinces dont les noms anglais et français diffèrent ont été présentés sous leurs deux dénominations (ex: Terre-Neuve, Newfoundland).

REMERCIEMENTS

Nous devons souligner le travail acharné et la compétence de Mesdames Katia-Luce Mayer et Lise Brunet-Aubry sans lesquelles cette recherche n'aurait pu être menée à bien. Nous tenons aussi à remercier Mademoiselle Viviane Sarkis et Madame Tanya Rosenberg qui ont assumé tout l'énorme travail de dactylographie, ainsi que Madame Dorothy Creïnstein qui a bien voulu faire la traduction du français à l'anglais pour plusieurs textes. Aussi, à chacune d'elles, nous sommes redevables pour l'esprit d'équipe exceptionnel qu'elles ont démontré tout au long de cette recherche.

Nos remerciements vont aussi à tous ceux qui ont donné suite à nos demandes de matériel et de documents, et qui, de ce fait, nous ont donné l'opportunité d'inclure dans notre recherche une certaine quantité d'ouvrages inédits.

Gertrude Rosenberg

Centre international de criminologie comparée
Montréal, Québec

INTRODUCTION

PURPOSE AND SCOPE

In the course of the past few years, the most frequent request to the Documentation Services of the International Centre for Comparative Criminology has been for Canadian material in the field of crime, its prevention and treatment, and the administration of justice in Canada. We have been told again and again that there is not a great deal available in this field and that what exists is scattered and difficult to locate, particularly when one is looking for subject matter, as most people are, rather than for the work of specific authors.

The writer feels that these complaints, exaggerated though they may be, have some truth in them. There are bibliographies in special areas, there are bibliographies which include Canadian material among the bulk of documents originating in the United States and other countries, and there is the valuable listing by the Canadian Criminology and Corrections Association, Correctional Literature Published in Canada, which gives much of the Canadian production according to category of publication (book, pamphlet, etc.) and author, but not subject.

We therefore felt it was essential to compile such a reference book by assembling works of a purely criminological nature bearing on the situation in Canada. This reference book will be extremely useful for students, researchers and professors who would like to have a general view of Canadian experience in the matter of crime, delinquency or their related fields. Despite the fact that there are a number of important Canadian works on a variety of criminological subjects, not all of them refer specifically to the Canadian situation and were therefore not included in the bibliography. While we wanted to make a bibliography that would be as all-inclusive as possible, time was limited. We therefore decided to include only works published from 1960 to 1976. On the one hand, we felt that a period of about fifteen years would be ample, and on the other, criminological research was practically non-existent before 1960.

We tried to obtain as complete a regional representation as possible. It is obvious that this representation was not going to be equal, Quebec and

Ontario producing by far the largest number of works, both governmental and individual. Some of the other areas of the country simply have not yet produced a great deal and we have endeavoured to include everything we could ferret out for these areas.

To complete the listing, we were interested in seeing to what extent Canadian criminologists were represented in foreign journals, again in writing about the Canadian experience, and an Appendix was added covering articles which appeared in periodicals in Belgium, France, Great Britain and the United States.

OPERATIONAL METHOD

The choice of publications was made in two ways: first, the following bibliographical sources were consulted: Abstracts on Criminology and Penology, Psychological, Sociological and Police Science Abstracts, Crime and Delinquency Literature, Crime and Delinquency Abstracts, etc. Of course we used our own collection combined with that of the School of Criminology of the University of Montreal and its Social Sciences Library, that of the Solicitor General, and the Reference Service of the LEAA, Department of Justice, of the United States. Over 200 circular letters were sent to Directors of Canadian Centres of Criminology, Departments of Sociology, Psychology, Social Work, Law Faculties, University librarians, appropriate government departments, both Federal and Provincial (Department of Justice, Attorney General, Correctional Services, Social Welfare) and to various Prisoners' Aid Societies and Volunteer Associations. Periodicals from Belgium, France, Great Britain and the United States were also consulted.

The result was a surprisingly large influx of lists of published and unpublished works, and a much smaller number of actual documents and resumés. The material thus accumulated was listed on cards--key words indicated--and the choice of resumés was made in terms of the quality and importance of the work, the subject matter and the author, as well as the availability of the material.

CLASSIFICATION

There are several ways that this material could be classified, and we finally decided to set up what seemed the most logical grouping according to the material we had: progressing from the roots of criminal behaviour, the kinds of crime and criminals studied, how we punish, institutionalize, treat, resocialize and help delinquents and criminals, to an indication of our system of administration of justice. Finally, we included a look at how criminology is taught in Canada and some basic research attitudes.

We therefore set up the five major divisions as noted in the Table of Contents, each with their subdivisions. The entries are numbered consecutively. Within each subdivision, the entries are made in alphabetical order according to the name of the author. The type of document is indicated under the numerical entry by the following letters:

A : Article taken from a periodical

G : Government document or research

R : Research report

V : Printed volume

T : Thesis

We would have liked this bibliography to have been bilingual, but we would have required much more time. We therefore adopted the following solution: English works are summed up in English, French works in French and bilingual works (such as those of the Solicitor General or of the Law Reform Commission) were summarized in both languages. The table of contents and the index of key words are presented separately in the two official languages. There is, of course, a single index of the names of the authors, however, and the provinces whose names differ in English and French are presented under both (e.g., Terre-Neuve, Newfoundland).

ACKNOWLEDGEMENTS

We must particularly note the competence and devoted work of Mrs. Katia Luce Mayer and Lise Brunet-Aubry, without whom this research could not have been carried out. We also wish to thank Miss Viviane Sarkis and Mrs. Tanya Rosenberg, who assumed the enormous task of typing the work, and Mrs. Dorothy Crelinsten, who translated some of the French texts into English. To each of them we are indebted for the exceptional team spirit shown throughout this research.

Our thanks also go to all those who furnished us with the material and documents we asked for, thus enabling us to include a certain number of unpublished works in our bibliography.

Gertrude Rosenberg
International Centre for
Comparative Criminology
Montreal, Quebec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉFACE. Denis Szabo i

INTRODUCTION. iii

Chapitre I. ÉTIOLOGIE DE LA DÉLINQUANCE

A. Généralités. 1

B. Facteurs génétiques et psychologiques. 2
1- Facteurs génétiques. 2
2- La personnalité du criminel. 2

C. Facteurs sociaux, économiques, culturels et écologiques. 7
1- Facteurs socio-économiques. 7
2- Facteurs socio-culturels. 10
a. Généralités. 10
b. Immigrant. 12
c. Ecole. 13
d. Famille. 14
3- Facteurs écologiques. 16

Chapitre II. GROUPES PARTICULIERS DE CRIMES, CRIMINELS ET DÉLINQUANTS

A. Groupes particuliers de crimes. 18
1- Avortement. 18
2- Crime organisé. 20
3- Crimes politiques. 23
4- Criminalité de la route. 28
5- Criminalité urbaine. 30
6- Délits contre les enfants. 32
7- Délits sexuels: obscénité, prostitution, viol... 39
8- Fraude. 43
9- Homicide. 45
10- Suicide. 47
11- Violence. 48
12- Vol: à main armée, par effraction, à l'étalage, d'auto... 52
13- Divers 57

B. Types de criminels. 59
1- Alcool et délinquants. 59
2- Délinquantes féminines. 66
3- Délinquants juvéniles. 73
4- Délinquants sexuels. 101
5- Déviants. 106
6- Drogues et criminalité. 110
7- Esquimaux délinquants. 125
8- Indiens délinquants. 132
9- Malades mentaux criminels. 138
10- Récidivistes. 144

C. Statistiques criminelles. 149

Chapitre III. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

A. Généralités. 166

B. Droit pénal, code criminel. 225
1- Généralités. 225
2- Législations particulières. 234
a. Confidentialité. 234
b. Délits sexuels. 235
c. Droits de l'homme. 236
d. Responsabilité pénale. 241
e. Santé mentale. 244
f. Divers. 245

C. Procédure pénale. 253
1- Arrestation. 253
2- Casier judiciaire 254
3- Cautionnement. 254
4- Détention avant procès. 255
5- Preuve. 257
6- Rapport pré-sentence. 261
7- Sentence. 262
8- Divers 271

D. Tribunaux. 274
1- Avocats. 274
2- Juges. 275
3- Tribunaux: généralités. 279
4- Tribunal de la famille. 288
5- Tribunaux pour mineurs. 292

E. Assistance judiciaire. 298

F. Police. 305
1- Généralités. 305
2- Gendarmerie Royale du Canada. 329
3- Police: jeunesse. 333
4- Police: pouvoirs discrétionnaires. 335
5- Police privée. 336

Chapitre IV. THÉORIES DE LA PEINE; SYSTEME DE CORRECTION; DÉJUDICIARISATION; RESOCIALISATION DU CRIMINEL

A. Peines. 338
1- Généralités. 338
2- Mesures particulières. 341
a. Emprisonnement. 341
b. Indemnisation. 344
c. Peine capitale. 347
d. Peines corporelles. 356
e. Probation. 356
f. Libération conditionnelle. 368

B. Institutions et services correctionnels. 388
1- Généralités. 388
2- Prisons et pénitenciers. 412
a. Généralités. 412
b. Architecture. 431
c. Classification des détenus. 435
d. Dissociation. 437
e. Droits des détenus. 439
f. Emeutes. 446
g. Enseignement et formation. 448
h. Evasions. 449
i. Prisons pour femmes 450
j. Histoire. 454
k. Littérature des détenus et ex-détenus. 456
l. Personnel: main d'oeuvre et formation. 459
m. Religion. 464
n. Services de santé: médicale et psychiatrique. 466
o. Thérapie de groupe. 475
p. Traitement. 477
q. Travail et rémunération. 484

3. Centres de rééducation. 487
a. Généralités. 487
b. Institutions particulières. 500

C. Déjudiciarisation et mesures de prévention. 511
1. Déjudiciarisation. 511
2. Mesures de prévention. 516

D. Mesures d'assistance et de resocialisation pour jeunes et adultes. 524
1. Généralités. 524
2. Mesures particulières. 531
a. Assistance post-pénale. 531
b. Bénévoles et services communautaires. 534
c. Maisons de transition. 537

Chapitre V. CRIMINOLOGIE

A. Définitions et descriptions. 541

B. Enseignement. 549

C. Méthodologie. 553

D. Recherches. 556

APPENDICE A - Articles par des criminologues canadiens dans les périodiques étrangers 561

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS 577

INDEX ALPHABETIQUE DES MOTS CLÉS 655

TABLE OF CONTENTS

	PAGE
PREFACE. Denis Szabo	i
INTRODUCTION.	iii
Chapter I. ETIOLOGY OF DELINQUENCY	
A. General.	1
B. Genetic and Psychological Factors.	2
1- Genetic factors.	2
2- Criminal personnality.	2
C. Sociological, Economic, Cultural and Ecological Factors.	7
1- Socio-economic factors.	7
2- Socio-cultural factors.	10
a. General.	10
b. Immigrant.	12
c. School.	13
d. Family.	14
3- Ecological factors.	16
Chapter II. SPECIFIC TYPES OF CRIME, CRIMINALS AND DELINQUENTS	
A. Types of Crimes.	18
1- Abortion.	18
2- Organized crime.	20
3- Political crime.	23
4- Driving offenses.	28
5- Urban crime.	30
6- Child abuse.	32
7- Sex offenses: obscenity, prostitution, rape...	39
8- Fraud.	43
9- Homicide.	45
10- Suicide.	47
11- Violence.	48
12- Theft: armed robbery; break and entry; shoplifting, auto theft...	52
13- Miscellaneous.	57

B. Types of Criminals. 59
1- Alcohol and delinquents. 59
2- Female delinquents. 66
3- Juvenile delinquents. 73
4- Sex offenders. 101
5- Deviants. 106
6- Drugs and crime. 110
7- Delinquent eskimos. 125
8- Delinquent indians. 132
9- Mentally-ill offenders. 138
10- Recidivists. 144

C. Criminal Statistics. 149

Chapter III. ADMINISTRATION OF JUSTICE

A. General. 166

B. Penal Law, Criminal Code. 225
1- General. 225
2- Specific laws. 234
a. Privileged communications. 234
b. Sex offenders. 235
c. Human rights. 236
d. Criminal responsibility. 241
e. Mental health. 244
f. Miscellaneous. 245

C. Criminal Procedures. 253
1- Arrest. 253
2- Criminal record. 254
3- Bail. 254
4- Detention before trial. 255
5- Evidence. 257
6- Pre-sentence report. 261
7- Sentencing 262
8- Miscellaneous. 271

D. The Law Courts. 274
1- Lawyers. 274
2- Judges. 275
3- Law courts - general. 279
4- Family courts. 288
5- Juvenile courts. 292

E. Legal Aid. 298

F. Police. 305
1- General. 305
2- Royal Canadian Mounted Police. 329
3- Police and the young. 333
4- Discretion. 335
5- Private police. 336

Chapitre IV. THEORIES OF PUNISHMENT; CORRECTIONAL SERVICES; DIVERSION; RESOCIALIZATION OF THE OFFENDER

A. Punishment. 338
1- General. 338
2- Specific Measures. 341
a. Imprisonment. 341
b. Compensation. 344
c. Capital punishment. 347
d. Corporal punishment. 356
e. Probation. 356
f. Parole. 368

B. Correctional Institutions and Services. 388
1- General. 388
2- Prisons and penitentiaries. 412
a. General. 412
b. Architecture. 431
c. Classification of inmates. 435
d. Dissociation. 437
e. Prisoners' rights. 439
f. Prison riots. 446
g. Vocational training. 448
h. Escapes. 449
i. Women's prisons. 450
j. History. 454
k. Writing by inmates and ex-inmates. 456
l. Staff: manpower and training. 459
m. Religion. 464
n. Health services: medical and psychiatric. 466
o. Group therapy. 475
p. Treatment. 477
q. Work and pay. 484

3- Juvenile training schools. 487
a. General. 487
b. Specific institutions. 500

C. Diversion and Preventive Measures. 511
1- Diversion. 511
2- Preventive measures. 516

D. Measures of Assistance and Resocialization for Young and Adult Offenders. 524
1- General. 524
2- Specific measures. 531
a. After-care. 531
b. Volunteers and community services. 534
c. Half-way houses. 537

Chapter V. CRIMINOLOGY

A. Definitions and Descriptions. 541

B. Teaching. 549

C. Methodology. 553

D. Research. 556

APPENDICE A - Articles by Canadian Criminologists in Foreign Periodicals. 561

ALPHABETICAL INDEX OF AUTHORS 577

KEY WORDS INDEX 691

CRIMINOLOGIE CANADIENNE: BIBLIOGRAPHIE COMMENTÉE

La criminalité et l'administration de la justice criminelle au Canada

---

CANADIAN CRIMINOLOGY: ANNOTATED BIBLIOGRAPHY

Crime and the Administration of Criminal Justice in Canada

CHAPITRE I. ÉTIOLOGIE DE LA DÉLINQUANCE

CHAPTER I. ETIOLOGY OF DELINQUENCY

CHAPITRE I/CHAPTER I

A. GÉNÉRALITÉS/GENERAL

A. GÉNÉRALITÉS/GENERAL

1 R

CORMIER, B. M., KENNEDY, M., SANGOWICZ, J. M., BOYER, R., THIFFAULT, A. L., OBERT, A. (1965).
Criminal Process and Emotional Growth. Montreal: McGill Clinic in Forensic Psychiatry. 39p.

KEY WORDS: 1. Etiology

MOTS CLES: 1. Etiologie

2 A

FRÉCHETTE, M. (1965).
"Suis-je né criminel?". Maintenant, 43-44. 228-229.

MOTS CLÉS: 1. Etiologie

KEY WORDS: 1. Etiology

3 A

HACKLER, J. C. (1971).
"A Development Theory of Delinquency". Canadian Review of Sociology and Anthropology, May. 61-76.

KEY WORDS: 1. Etiology

MOTS CLES: 1. Etiologie

The Hypothesis has often been made that delinquency is the product of the interiorization of norms which are contrary to those accepted by society as a whole. The author, however, suggests that delinquent norms are a consequence rather than an antecedent of social interaction, claiming that children of a low social status act in a predictable way. The expectations of adults are correctly interpreted by the child and exercise an influence on his self-image. In turn, these perceptions influence the roles he seeks to play in behaving according to imagined characteristics.

CHAPITRE I/CHAPTER I

B. FACTEURS GÉNÉTIQUES ET PSYCHOLOGIQUES/ PSYCHOLOGICAL AND GENETIC FACTORS

B. FACTEURS GENETIQUES ET PSYCHOLOGIQUES/PSYCHOLOGICAL AND GENETIC FACTORS

1. Facteurs génétiques/Genetic Factors

4 FOX, R. G. (1970).
The Extra Y Chromosome and Deviant Behavior. A
R Bibliography. Toronto: Centre of Criminology. 21p.

KEY WORDS: 1. Genetic Factor
2. Deviance 3. Bibliography

MOTS CLES: 1. Facteur génétique
2. Deviance 3. Bibliographie

5 MARCUS, A. M., RICHMOND, G. (1970).
The XYY Syndrome: A Short Review, a Case Study and
R Investigatory Model. University of British Columbia:
Division of Forensic Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Genetic Factor

MOTS CLES: 1. Facteur génétique

2. La personnalité du criminel/Criminal Personality

6 BEATTIE, K. L., WAKE, F. R. (1965).
"Suggestibility in Delinquents". Canadian Journal of
A Corrections, 7:2. 157-172.

KEY WORDS: 1. Criminal Personality

MOTS CLES: 1. Personnalité criminelle

7 BRUNEAU, J. G., FLEURY, H., MÉTIVIER, J., VAN GYSEGHEN, H. (1974).

R Grille d'évaluation psychologique d'adolescents en difficulté. Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 51p. (Directeur: Leblanc, M.).

MOTS CLÉS: 1. Psychologie: tests
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Psychology: tests
2. Juvenile Delinquents

8 DESLAURIERS, L. (1967).

Etude psychologique de la moralité adolescente en

T milieu ouvrier. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 107p.

MOTS CLES: 1. Valeurs morales 2. Classes sociales

KEY WORDS: 1. Moral Values 2. Social Class

9 ÉLIE, D. (1974).

Agressivité et délinquance. Thèse de Doctorat inédite

T ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 175p.

MOTS CLES: 1. Agressivité 2. Recherche évaluative

KEY WORDS: 1. Aggressivity 2. Evaluative Research

Cette recherche tente d'établir la valeur heuristique du concept d'agressivité par rapport à la mésadaptation délinquante. Elle est précédée d'un inventaire des principales formulations théoriques en éthologie, en psychologie et en psychosociologie concernant la délinquance. Pour ce faire, l'auteur étudie le rôle de l'agressivité dans la mésadaptation délinquante à partir de la mesure des deux traits dans un échantillon aléatoire de mineurs référés à la Cour du Bien-Être Social du district de Montréal. Le travail est présenté en quatre (4) chapitres.

Le premier nous renseigne sur les théories éthologiques, psychologiques et psycho-sociologiques, le deuxième nous informe du choix des instruments et le troisième traite des méthodes de vérification, alors que le dernier nous fournit les résultats et analyses. L'auteur arrive à la conclusion qu'il n'y a aucun lien entre l'agressivité et la délinquance.

10 FRÉCHETTE, M. (1970).
"Le criminel et l'autre; analyse des relations interpersonnelles de l'homme criminel". Acta Criminologica, 3:1. 12-102.
A

MOTS CLÉS: 1. Personnalité criminelle

KEY WORDS: 1. Criminal Personality

Cette recherche opte pour le protocole d'action suivant: retourner à l'acte criminel qui est une réalité inattaquable; élargir cette unité de base (l'acte et ses modalités) de telle sorte que soit utilisé non plus seulement un acte, mais un ensemble d'actes, ou en d'autres termes, un agir antisocial étalé à travers une durée connue, à condition qu'il soit homogène et fréquent et qu'il occupe une place suffisamment importante dans l'activité de l'individu; démontrer les rouages de cet agir, c'est-à-dire comprendre ce par quoi il est immédiatement déterminé. Ainsi seront mises en évidence, espère l'auteur, les structures constantes qui régissent les manifestations d'antisocialité, car ce sont ces structures dynamiques et agissantes, source ou ferment de l'action, qu'il importe avant tout de reconnaître et de qualifier.

11 GRÉGOIRE, M. S. (1974).
Une mesure de comportements agressifs. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: École de Criminologie. 202p.
T

MOTS CLÉS: 1. Agressivité 2. Personnalité criminelle

KEY WORDS: 1. Aggressivity 2. Criminal Personality

12 MAILLOUX, N. (1971).
"Un symptôme de désocialisation: l'incapacité de
A communiquer avec autrui". Contribution à l'Étude
des Sciences de l'Homme, 8. 123-132.

MOTS CLÉS: 1. Personnalité criminelle
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Criminal Personality
2. Juvenile Delinquents

CHAPITRE I/CHAPTER I

C. FACTEURS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES, CULTURELS ET ÉCOLOGIQUES/ SOCIOLOGICAL, ECONOMIC, CULTURAL AND ECOLOGICAL FACTORS

C. FACTEURS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES, CULTURELS ET ÉCOLOGIQUES/SOCIAL, ECONOMIC, CULTURAL AND ECOLOGICAL FACTORS

1. Facteurs socio-économiques/Socio-Economical Factors

13 BERTRAND, F. (1970).
Milieu ouvrier canadien-français et délinquance
T juvénile. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: École de Criminologie. 231p.

MOTS CLÉS: 1. Classes sociales
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Social Class 2. Juvenile Delinquency

Après avoir passé en revue l'acquis théorique criminologique en matière de délinquance juvénile, l'auteur expose les paramètres de l'évolution culturelle du Canada français et décrit le quartier Saint-Henri de Montréal. L'étude révèle la pertinence de la variable socio-économique de la circonscription du phénomène délinquant, à savoir, que la délinquance juvénile est structurellement localisée dans les strates prolétaires de la classe ouvrière. En effet, la délinquance apparaît dans les aires résidentielles de grande indigence. Les conditions d'extrême pauvreté s'accompagnent d'un affaissement des structures morales et de l'érosion des cadres sociaux intégrateurs; la délinquance se manifeste à la faveur de ces interstices sociaux et culturels. L'hétérogénéité socio-économique de la communauté ouvrière de Saint-Henri fournit à l'auteur le contexte idéal pour tester ce postulat. Le texte est accompagné de nombreux tableaux statistiques.

14 CANADA. RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DU SÉNAT (1971).
La pauvreté au Canada. Ottawa: Information Canada. 241p.
G CANADA. A REPORT OF THE SPECIAL SENATE COMMITTEE (1971).
Poverty in Canada. Ottawa: Information Canada. 224p.

MOTS CLES: 1. Pauvreté

KEY WORDS: 1. Poverty

Français

Aucune nation ne peut arriver à la véritable grandeur s'il lui manque le courage et la résolution nécessaire pour extirper le cancer de l'indigence. L'ensemble des Canadiens ne peuvent ignorer leur part de responsabilité pour la situation de leur pays. En ce qui concerne les pauvres et la loi, le pauvre comme le riche doit respecter la loi, et l'un comme l'autre doivent être punis lorsqu'ils ne s'y conforment pas. Cependant, de diverses façons, notre système juridique est discriminatoire. Si le pauvre est accusé d'avoir commis un crime et qu'on lui offre le choix entre la prison et l'amende, il devra, à la différence du riche, opter plus probablement pour l'emprisonnement. Le Comité traite cinq (5) aspects particuliers en regard de la loi et la pauvreté: le cautionnement, les amendes, l'assistance judiciaire, le droit préventif, le "droit" des assistés sociaux. Parmi toutes les recommandations du Comité, il y en a trois (3) relatives à la loi et aux pauvres.

English

No nation can achieve true greatness if it lacks the courage and determination to undertake the surgery necessary to remove the cancer of poverty from its body politic. Canadians as a whole cannot escape their share of responsibility for the situation in which this nation finds itself. With regard to the law, poor and rich alike must obey the law, and both must be punished when they do not conform. However, in a number of ways, our juridic system is discriminatory. For instance, if a poor man is accused of having committed a crime and is offered the choice between prison and a fine, unlike the rich man, he will probably have to choose imprisonment. The Committee deals with five (5) particular aspects of poverty and the law: bail, fines, legal aid, preventive law, the law of social assistance. Among the recommandations of the Committee, there are three (3) concerning the law and the indigent.

15 DESLAURIERS, L. (1969).
Délinquance, classe sociale et relations interpersonnelles
R chez les adolescents. (Recherche sur la culture et la conduite délinquante). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 160p. (Directeurs: Gagné, D., Goyer-Michaud, F., Szabo, D.).

MOTS CLES: 1. Classes sociales
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Social Class
2. Juvenile Delinquency

16 GAGNÉ, D. (1970).
Caractère social et déviance chez les adolescents en
T milieu ouvrier et aisé. Thèse de Doctorat inédite ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 192p.

MOTS CLES: 1. Classes sociales 2. Déviance
3. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Social Class 2. Deviance
3. Juvenile Delinquency

17 LEBLANC, M. (1969).
Inadaptation et classes sociales à Montréal. Université
R de Montréal: Département de Criminologie. 83p.

MOTS CLES: 1. Classes sociales
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Social Class 2. Juvenile Delinquency

18 ROSS, M. (1973).
Economic Conditions and Crime: Metropolitan Toronto
T 1965-1972. Unpublished M.A. Thesis. Toronto: Centre of Criminology, University of Toronto. 53p.

MOTS CLES: 1. Facteurs socio-économiques

KEY WORDS: 1. Socio-Economic Factors

The measure used in this study to reflect perceived legitimate future earnings was unemployment. The hypothesis was tested by using a simple linear regression model in which the dependent variable was the male age specific unemployment rate. The crime indices used were based on the number of males arrested or summoned in Toronto between 1965 and 1972 for robbery, breaking and entering, theft over $50, wounding, and assault. The number of persons charged rather than the number of offenses reported was used because it made it possible to arrange data in age-specific categories.

19 SZABO, D., GOYER, F., GAGNÉ, D. (1964).
Moralité adolescente et délinquance juvénile: étude
R psycho-culturelle des valeurs morales des adolescents d'un quartier populaire de Montréal. Université de Montréal: Département de Criminologie. 8p.

MOTS CLES: 1. Valeurs morales 2. Classes sociales

KEY WORDS: 1. Moral Values 2. Social Class

2. Facteurs socio-culturels/Socio-Cultural Factors

a) Généralités/General

20 BOYDELL, C. L., GRINDSTAFF, C. F., WHITEHEAD, P. C. (eds) (1971).
V Critical Issues in a Canadian Society. Toronto: Rinehart and Winston.

KEY WORDS: 1. Sociological Factors

MOTS CLES: 1. Facteurs sociologiques

21 CANADA. SPECIAL SENATE COMMITTEE ON MASS MEDIA (1970).
Vol. I: The Uncertain Mirror. 260p.
G Vol. III: Good, Bad, or Simply Inevitable. 285p.
Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Mass Media

MOTS CLES: 1. Mass média

22 LAURIN, C. (1972).
La violence et la criminalité à la télévision. Mémoire
T de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie).
Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 178p.

MOTS CLES: 1. Mass média 2. Violence

KEY WORDS: 1. Mass Media 2. Violence

Cette étude tente, d'une part, de préciser la nature de la violence et de la criminalité présentée à la télévision en termes quantitatifs et qualitatifs, et d'autre part, de vérifier si les émissions violentes de télévision reçoivent un accueil favorable dans la population. L'auteur nous fait prendre conscience de l'importance du contenu du medium par le public. Après la lecture de cet ouvrage, on pourrait se poser cette question: Selon la personnalité, le milieu socio-économique, la profession d'un groupe d'individus, est-ce que ces derniers ont la même perception d'une séquence violente ou criminelle?

23 LAZURE, J. (1972).
L'association des jeunes québécois. Montréal: Les Presses
V de l'Université du Québec. 204p.

MOTS CLES: 1. Facteurs socio-culturels

KEY WORDS: 1. Socio-Cultural Factors

24 SZABO, D., GOYER, F., GAGNE, D. (1964).
Jugements moraux et milieu socio-culturel: étude pilote.
R In: 4e Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité. Montréal. 195-208.

MOTS CLES: 1. Valeurs morales 2. Classes sociales

KEY WORDS: 1. Moral Values 2. Social Class

b) Immigrant

25 GRYGIER, T., RIBORDY, F. X. (1973).
Integration, Assimilation and Culture Conflict. A Study
A of four Immigrant Groups in Canadian Society. In:
Migration, (Eds.): O. Klineberg, G. DeVos. Rome:
United Nations Social Defence Research Institute. 86-102.

KEY WORDS: 1. Immigrant 2. Cultural Factors

MOTS CLES: 1. Immigrant 2. Facteurs culturels

26 RIBORDY, F. X. (1971).
"Conflit de culture et criminalité des migrants italiens".
A Revue Canadienne de Criminologie, 13:1. 24-42.

MOTS CLES: 1. Facteurs culturels 2. Immigrant

KEY WORDS: 1. Cultural Factors 2. Immigrant

27 RIBORDY, F. X. (1970).
Immigration, conflit de culture et criminalité des
T Italiens à Montréal. Thèse de Doctorat inédite ès
sciences sociales (Criminologie). Université de
Montréal: Ecole de Criminologie. 275p.

MOTS CLES: 1. Facteurs culturels 2. Immigrant

KEY WORDS: 1. Cultural Factors 2. Immigrant

Cette étude a pour objectif l'étude de la criminalité des Italiens à Montréal. Elle se déroule dans un double cadre d'analyse, soit écologique et culturel. Elle tente de rechercher dans une perspective dynamique, les mécanismes qui influent sur la transformation de la criminalité des migrants dans le pays d'accueil, ainsi que sur le comportement de leurs descendants nés dans le pays d'adoption.

c) Ecole/School

28 DELISLE, M. A. (1972).
La problématique du rôle de l'école face à la délinquance
R juvénile. Introduction au rapport d'étape No. 4. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 30p.

MOTS CLES: 1. Ecole 2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. School 2. Juvenile Delinquency

29 LEVIN, M., SYLVESTER, C. (1972).
Rights of Youth. Don Mills: Ontario Institute for
R Studies in Education. 104p.

KEY WORDS: 1. School 2. Youth

MOTS CLES: 1. Ecole 2. Jeunesse

30 LINTON, T. E. (1966).
Social and Cultural Factors in Deviant Classroom
R Behavior. Ottawa: Canada's Mental Health Supplement. 10p.

KEY WORDS: 1. School 2. Socio-Cultural Factors
3. Deviance

MOTS CLES: 1. Ecole 2. Facteurs socio-culturels
3. Déviance

31 MARTINEAU, P. (1974).
L'abandon scolaire. Mémoire de maîtrise inédit ès
T sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 210p.

MOTS CLES: 1. Ecole

KEY WORDS: 1. School

32 ROUSSEAU, G. (1975).
Délinquance et déviance en milieu scolaire. Mémoire
T de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 163p.

MOTS CLES: 1. Ecole 2. Déviance

KEY WORDS: 1. School 2. Deviance

d) Famille/Family

33 BIRON, L. (1974).
Famille et délinquance. Mémoire de maîtrise inédit
T ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 241p.

MOTS CLES: 1. Famille 2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Family 2. Juvenile Delinquency

A partir de 30 énoncés touchant la famille où cinq indices sont construits pour refléter le milieu familial (structure familiale, climat malsain, communication, supervision et identification) l'auteur de cette étude analyse les types de relations qui unissent l'ensemble des variables, et ensuite vérifie l'importance relative du milieu familial sur la marginalité et la délinquance. Les résultats permettent de vérifier le modèle initial dans le cas de la communication et de l'identification qui agissent tour à tour avec la structure familiale pour produire la délinquance générale. Quant à l'indice de supervision, il intervient dans la relation entre la structure familiale et la délinquance. Le calcul de la régression multiple (technique) souligne l'importance de la supervision dans l'explication du comportement délinquant, importance souvent sous-estimée au profit de la structure familiale dans le travail clinique en criminologie.

34 CORMIER, B. M., KENNEDY, M., SANGOWICZ, J. M., TROTTER, M. (1961).
R Family Conflicts and Criminal Behaviour. 20p.

KEY WORDS: 1. Family

MOTS CLES: 1. Famille

35 CORMIER, B. M., OBERT, A., KENNEDY, M., SANGOWICZ, J. M., THIFFAULT, A., BOYER, R. (1965).

R The Family and Delinquency. 36p.

KEY WORDS: 1. Family

MOTS CLES: 1. Famille

36 CORMIER, B. M., KEITNER, L., KENNEDY, M.

The Persistent Offender and his Family. 17p.

R

KEY WORDS: 1. Persistent Offender 2. Family

MOTS CLES: 1. Récidive 2. Famille

37 ZAMBROWSKY, J. (1971).

Delinquency and the Family. A Thirty-Family Study.

T Unpublished Master's Thesis Social Sciences (Criminology). Uni[illegible]rsity of Montreal: School of Criminology. 157p.

KEY WORDS: 1. Family

MOTS CLES: 1. Famille

This is a study of thirty families, relating to family functioning and delinquency. The study is made up of three types of families: 1. Multi-delinquent - those having two or more delinquent male members in Generation II. 2. Black sheep - those having one delinquent male member in Generation II. 3. Non-delinquent - those having no delinquency in Generation II. There are four major areas examined in this study: 1. A comparison among multi-delinquent, black sheep and non-delinquent families with respect to their functioning with regard to several variables, for the purpose of finding those areas where in lie the greatest differences. 2. An examination of both Generation I and Generation II of these three types of families in order to assess the presences or absence of upward mobility. 3. A comparison of the effects upon the family of three distinct home situations: a) the broken home, b) the psychologically broken home, c) the intact home with particular emphasis on how they influence delinquency. 4. A comparison based upon the age differential of Generation II families in the sample, for the purpose of analysing the differences in functioning and incidence of delinquency.

3. Facteurs écologiques/Ecological Factors

38 T ENGSTAD, P. (1971). Perspectives on the Ecology of Crime: An Application and Appraisal. Unpublished Master Thesis. Edmonton: University of Alberta.

KEY WORDS: 1. Ecology of Crime 2. Statistics

MOTS CLES: 1. Ecologie de la criminalité
2. Statistiques

The research pertaining to the ecology of crime can be grouped into three categories on the basis of the techniques employed in measuring the distribution of offences. These categories have been referred to as the "Chicago School" and its derivatives, "Environmental Opportunities for Crime" and the "Deployment of Police Manpower". The focus of this thesis is on the formulation, application, and evaluation of measures of criminality associated with each of the above categories of analysis. The study examines what happens when different populations are used as a basis for rate calculations. The studies of the distribution of offences relative to the distribution of environmental opportunities for specific crimes are relevant in explaining the distribution of these offences. In this regard, it was demonstrated that distinctive patterns of criminality are associated with the presence of licensed hotels and shopping centres in selected areas. Auto theft and crimes such as assault, disorderly conduct and violations of the Liquor Act are more frequent in areas with hotels than in adjacent areas without hotels. Crimes such as theft, auto theft and mischief tend to cluster in areas with shopping centres. To compare the extent to which similar opportunities are exploited in different areas of the city, a series of "Opportunity Indices" were calculated. Finally, others contend that the distribution of offences known to the police tells more about the agency generating the statistics than it does about the actual distribution of criminality. In response to this assertion, procedures are outlined whereby one can measure the extent to which the deployment of police manpower affects the distribution of less serious offences.

39 ENGSTAD, P. (1973).
Environmental Opportunities and Urban Crime. Paper
A presented at the Canadian Sociology and Anthropology Meetings, Kingston, Ontario. 8lp.

KEY WORDS: 1. Ecology of Crime 2. Statistics 3. Urban Crime

MOTS CLES: 1. Ecologie de la criminalité 2. Statistiques 3. Criminalité urbaine

Among contributors to the literature on the ecology of crime, there are those who contend that environmental opportunities for the commission of specific offences are relevant in explaining the distribution of those crimes. In support of this position, a study undertaken by the author "Police Records and the Ecology of Crime" demonstrated that a distinctive pattern of criminality was associated with the presence of licensed hotels in selected areas. Auto thefts and crimes such as assault, disorderly conduct, and violations of the Liquor Act were found to be more frequent in areas with hotels than in adjacent areas without hotels. To compare the extent to which similar opportunities are exploited in different areas of the city, a series of "Opportunity Indices" were calculated. Examples include the "Auto Index" which is a ratio of the number of auto thefts from autos over the number of parking stalls, and the "Bar Index", which is a ratio of the number of offences such as assault and disorderly conduct over the number of bar seats in the respective facilities. Finally, it was argued that given knowledge about the criminality associated with structures like licensed hotels, one may be able to predict changes in the volume and pattern of criminality accompanying shifts in the ecology of the community. Given this knowledge, it may be practical to design or alter structures in our physical environment in such a way as to make them less vulnerable to criminal attack.

40 ENGSTAD, P. (1974).
Police Records and the Ecology of Crime. Edmonton:
R University of Alberta.

KEY WORDS: 1. Statistics 2. Ecology of Crime

MOTS CLES: 1. Statistiques 2. Ecologie criminelle

CHAPITRE II. GROUPES PARTICULIERS DE CRIMES, CRIMINELS ET DELINQUANTS

CHAPTER II. SPECIFIC TYPES OF CRIME, CRIMINALS AND DELINQUENTS

CHAPITRE II/CHAPTER II

A. GROUPES PARTICULIERS DE CRIMES/TYPES OF CRIMES

A. GROUPES PARTICULIERS DE CRIMES/TYPES OF CRIMES

1. Avortement/Abortion

41 A

BOYDELL, C.L., GRINDSTAFF, C.F. (1971). "Public Attitudes toward Legal Sanctions for Drug and Abortion Offences". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:3. 209-232.

KEY WORDS: 1. Abortion 2. Drugs 3. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Avortement 2. Drogues 3. Opinion publique

42 A

CIMBURA, G. (1967). "Studies of Criminal Abortion Cases in Ontario". Journal of Forensic Sciences, 12:2. 223-229.

KEY WORDS: 1. Abortion

MOTS CLES: 1. Avortement

43 A

LANG, P.W. (1973). "What about me?" Canadian Bar Association Journal, 4:1. 27-29.

KEY WORDS: 1. Abortion

MOTS CLES: 1. Avortement

44 A

LEDERMAN, J.J., PARKER, G.E. (1963). "Therapeutic Abortion and the Canadian Criminal Code". Criminal Law Quarterly, 6:1. 36-85.

KEY WORDS: 1. Abortion 2. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Avortement 2. Code criminel

45 V

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (1974). La société québécoise face à l'avortement. Ottawa: Leméac. 180p.

MOTS CLES: 1. Avortement

KEY WORDS: 1. Abortion

La présente étude cherche d'abord à dégager l'ampleur et la complexité du sujet de l'avortement, et non pas à définir une position pour ou contre l'avortement. Le second objectif était de répondre à la question: L'avortement peut-il être considéré ou non comme un droit? La Ligue conclut "qu'on ne saurait reconnaître l'avortement comme un droit mais comme une mesure d'exception légitimée par le droit à la santé et à la qualité humaine de la vie pour tous ainsi que par le droit de la femme à décider de ses maternités et à se les voir faciliter par la société et l'état". Le troisième objectif est apparu en cours d'étude: mettre l'accent sur des politiques sociales dont la mise en oeuvre devrait limiter le recours à l'avortement. La plupart des recommandations ne touchent pas à l'avortement comme tel, mais visent à l'établissement de politiques en regard de la population au Québec, de l'information sur la planification des naissances et de la contraception. Et, par dessus tout, d'aide au développement humain de la famille. Les documents suivants (qui se trouvent dans la troisième partie du livre) ont servi d'instruments de travail:

- la loi canadienne sur l'avortement
- la loi danoise sur l'avortement
- la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis

- les points de vue dans les églises (Evêques du Québec, Eglise unie du Canada, les évêques catholiques des pays nordiques)
- extraits du Rapport Bird (Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada), sur la maternité librement consentie
- conséquences psychologiques de l'avortement. Compilation de recherche présentée par Michèle Rinfret, psychologue
- dossiers statistiques

46 A PARKER, G.E. (1969). "Bill C-150: Abortion Reform". Criminal Law Quarterly, 11:3. 267-274.

KEY WORDS: 1. Abortion

MOTS CLES: 1. Avortement

47 A STARKMAN, B. (1973). "The Control of Life: Unexamined Law and the Life Worth Living". Osgoode Hall Law Journal, 11:1. 175-185.

KEY WORDS: 1. Abortion

MOTS CLES: 1. Avortement

2. Crime organisé/Organized crime

48 A CHIMBOS, P.D. (1969). "Some Trends of Organized Crime in Canada: A Preliminary Review". Canadian Bar Journal, 12:6. 347-360.

KEY WORDS: 1. Organized crime

MOTS CLES: 1. Crime organisé

49 G

COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF ATTORNEY GENERAL. CLEU (1974).
Initial Report on Organized Crime in B.C.
British Columbia: Department of Attorney General.
40p.

KEY WORDS: 1. Organized crime 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Crime organisé 2. Colombie Britannique

This initial report speaks about the problem of drugs in British Columbia and in particular Vancouver which has a large heroin addict population, the international heroin distribution (Middle Eastern Trade, Mexican Trade, South American Trade, South East Asian Trade) importation and smuggling, including historical information and present situation, the amounts of heroin involved, the importing system, and the methods used for heroin smuggling. We have explanations of the heroin distribution system in British Columbia (street level organization, street Dealer or Pusher, etc...), gambling (legal and illegal, casinos) the relationship of gambling to other organized crime, gambling sentences, the impact of gambling, future requirements, commercial crime, stock fraud, legitimate business interests by major drug figures, gambling promoters and their associates, usurious loans: loan-sharking and the mortgage brokerage business, tax fraud, insurance fraud, major thefts on the waterfront and at the airport, etc...

50 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF ATTORNEY GENERAL (1975).

G Organized Crime in British Columbia. Second Findings Report. Victoria: Department of the Attorney General. 97p.

KEY WORDS: 1. Organized Crime 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Crime organisé 2. Colombie Britannique

The initial Report of 1974 dealt primarily with the heroin problem, gambling, commercial crime, and major theft at sea and airports in the Province. This left many aspects of organized crime still to be examined; this second Findings Report explores some of those areas. Because they are such extensive problems, illicit drug trafficking and commercial crime are treated again, but, this time, emphasis is placed on different aspects of the criminal activities. Recently, cocaine has become popular in the drug subculture and the profits to be made from it have increased; therefore, the trade in this commodity has been examined in detail. Stock frauds still present a major problem, as do finders' fee rackets, second mortgage frauds, and fraudulent bankruptcies. Other organized criminal activities which have merited attention are loan sharking, arson, contract killing, theft, and prostitution. Labour racketeering, considered to be an integral part of organized crime, was examined in considerable detail, but nothing of a consistent criminal nature was discovered.

3. Crimes politiques/Political crimes

51 V

BAUDOUIN, J. L., FORTIN, J., SZABO, D. (1970). Terrorisme et justice. Montréal: Editions du Jour.

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Terrorisme
KEY WORDS: 1. Political crimes 2. Terrorism

Dans une première partie, les auteurs abordent successivement le problème de la définition des délits politiques sous ses angles psychosociologique, juridique et judiciaire. Un aperçu historique nous permet d'examiner les diverses conceptions des délits politiques dans l'antiquité gréco-romaine, au Moyen-Age chrétien, et dans les temps modernes. La pratique judiciaire est décrite brièvement, ainsi que les principes philosophiques et légaux qui caractérisent un certain nombre de pays. Puis en conclusion, on traite de l'incidence des délits politiques sur le droit international, en fonction notamment des perspectives d'avenir. Dans une deuxième partie, on fait le point sur les infractions majeures prévues par le Code Criminel et certaines lois spéciales qui concernent au sens large du terme, la préservation de l'ordre public au Canada. On voit successivement le crime de trahison et celui de sédition, puis les diverses infractions relevant de l'attroupement, de l'émeute et des manifestations, pour enfin examiner succinctement les pouvoirs d'urgence appartenant au Gouvernement Fédéral.

52 V

BOWLES, R.P., HANLEY, J.L., HODGINS, B.W., RAWLYK, G.A. (1972). Protest, Violence and Social Change. Scarborough: Prentice-Hall. 209p.

KEY WORDS: 1. Political crimes 2.Violence

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Violence

In the first section of the book, the authors give some opinions about manifestations of violence. The documents presented in a second section represent a range of opinion concerning the methods used by the day-care centre supporters to get what they wanted and the responses of the university administration. In a third section, analysis is undertaken of some of the methods advocated by various youth groups for achieving social change. We also see how the attitudes of the white man affected the Indians' attitudes and actions in relation to protest, violence and social change, the attitudes of different factions of the radical left on the place of protest and violence in social change, the attitudes of black people in Canada facing their problems, the methods that various separatist groups would use to accomplish the independence of Quebec, the attitudes of the poor people towards protest and violence, various opinions held by members of the establishment regarding protest, violence and social change, questions concerning the nature of our society and its tendency to embrace violence in its athletics (particularly our national game) and in its mass media. In the fourth section, we have seven incidents which reveal that Canadians have, for various reasons, chosen violence in the past to express their grievances for the

purpose of remedying them: 1) The Sons of Freedom, which is a description of the Doukhobors in 1970, 2) the 1930's, where Canada, like every nation in the Western World, experienced a prolonged and devastating economic depression, 3) Cape Breton Unrest, 4) The Winnipeg General Strike, one of the most important and influential incidents in twentieth-century Canadian political and labor history, 5) The Northwest Rebellion and the case of Louis Riel, 6) the Rebellion of 1837, in Lower Canada, 7) the Rebellion Losses Bill where great controversy surrounded the passage of the bill, since many English-speaking inhabitants of Lower Canada and Upper Canada could not understand why those who had unsuccessfully revolted against constitutional authority should be compensated for their losses.

53 A

BRETON, R. (1972).
"The Socio-Political Dynamics of the October Events". Canadian Review of Sociology and Anthropology, 9:1. 33-56.

KEY WORDS: 1. Terrorism 2. Political crimes

MOTS CLES: 1. Terrorisme 2. Crimes politiques

54 A

CONKLIN, W.E. (1973).
"The Origins of the Law of Sedition (Canada)". Criminal Law Quarterly, 15:3. 277-300.

KEY WORDS: 1. Political crimes 2. Criminal code

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Code criminel

55 GELLNER, J. (1974).
Bayonets in the Streets. Urban Guerilla at Home and
V Abroad. Don Mills, Ontario: Collier-Macmillan. 196p.

KEY WORDS: 1. Terrorism 2. Quebec
3. Political Crimes

MOTS CLES: 1. Terrorisme 2. Québec
3. Crimes politiques

The Front de Liberation du Québec (FLQ) and the crisis it provoked in October 1970 provides the central theme of this book. But the author's view is also world-wide. He deals with the underlying causes of revolt - and in particular with urban guerilla warfare. A permanent organization is needed to combat terrorism, and this includes proper intelligence, planning, equipment, and a regular counter-insurgency force. The author maintains that building such a counter-insurgency organization need not result in the weakening of democratic institutions or the curtailment of individual liberties. There would be no call for emergency lows - or for "bayonets in the streets" - if the lessons learned in these past years were taken to heart and translated into practice.

56 GREENLAND, C. (1965).
"The Life and the Death of Louis Riel, II. Surrender, Trial, Appeal and Execution".
A Paper presented at the Canadian Psychiatric Association Annual Meeting, Vancouver, B.C., on June 26th, 1964. Canadian Psychiatric Association Journal, 10:4. 253-259.

KEY WORDS: 1. Political crimes

MOTS CLES: 1. Crimes politiques

57 GROSMAN, B.A. (1971).
Political Crime and Emergency Measures in Canada. In: (eds) Adler-Mueller. Politics, Crime and
V the International Scene: An Inter-American Focus. Chapter II. North-South Centre Press. 141p.

KEY WORDS: 1. Political crimes

MOTS CLES: 1. Crimes politiques

58 HUNT, D.C. (1974).
"Evidentiary Rules Peculiar to Conspiracy Cases
A (Canada". Criminal Law Quarterly, 16:3. 307-340.

KEY WORDS: 1. Political crimes

MOTS CLES: 1. Crimes politiques

59 LAURENDEAU, M. (1973).
Les québécois violents. Montréal: Boréal
V Express. 240p.

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Violence

KEY WORDS: 1. Political crimes 2. Violence

60 MOKOLO, G. (1968).
La criminalité par idéologie politique au Québec.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 110p.

MOTS CLES: 1. Crimes politiques

KEY WORDS: 1. Political crimes

61 MORF, G. (1970).
Terror in Quebec. Case Studies of the FLQ. Toronto:
V Clarke, Irwin and Company. 177p.

KEY WORDS: 1. Terrorism 2. Political crimes

MOTS CLES: 1. Terrorisme 2. Crimes politiques

62 RAPOPORT, D. C. (1971).
Assassination and Terrorism. Toronto: Canadian
R Broadcasting Corporation.

KEY WORDS: 1. Political Crimes 2. Terrorism
3. Homicide

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Terrorisme
3. Homicide

63 SORRENTINO, R.M., VIDMAN, N., GOODSTAD, M.S. (1974).
"Opinion Change in a Crisis: Effects of the 1970
A Canadian Kidnapping Crisis on Political and
Ethnic Attitudes". Canadian Journal of Behavioural
Science, 6:3. 199-218.

KEY WORDS: 1. Political crimes 2. Kidnapping
3. Social reaction 4. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Crimes politiques 2. Enlèvement
3. Réaction sociale 4. Opinion publique

64 SZABO, D. (1969).
"Le crime politique de violence au Canada".
A Université de Montréal. 36p.

MOTS CLES: 1. Crimes politiques

KEY WORDS: 1. Political crimes

4. Criminalité de la route/Driving offenses

65 CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1973).
Report of the Proceedings: Workshop on the Use
A of Sanctions in Controlling Behaviour on the
Roads. Toronto: Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Driving offenses

MOTS CLES: 1. Criminalité de la route

66 HOOPER, A. (1968).
"Dangerous Driving: What is Advertent Negligence".
A Criminal Law Quarterly, 10:4. 403-411.

KEY WORDS: 1. Driving offenses

MOTS CLES: 1. Criminalité de la route

67 JOHNSTON, W. (1969).
"Orders Prohibiting Driving for Intermittent
A Periods of Time". Criminal Law Quarterly, 11:4. 407-420.

KEY WORDS: 1. Driving offenses

MOTS CLES: 1. Criminalité de la route

68 KATZ, S. (1973).
"How Can Impaired Driving Accidents be Reduced?"
A Addictions, 20:1. 30-39.

KEY WORDS: 1. Driving offenses 2. Alcohol

MOTS CLES: 1. Criminalité de la route 2. Alcool

69 LOVE, A.J., KILLKORN, L.H. (1973).
The Impaired Driver in Prince Edward Island.
R Addiction Foundation of Prince Edward Island, 1973. 63p.

KEY WORDS: 1. Driving offenses 2. Alcohol
3. Prince Edward Island

MOTS CLES: 1. Criminalité de la route 2. Alcool
3. Ile du Prince-Edouard

The purpose of this study was to provide a detailed investigation of the arrested impaired driver population in Prince Edward Island. Arrest information for 1,259 cases was recorded from the arrest records of the Charlottetown and Summerside Municipal Police and from the R.C.M.P. for the years 1971 and 1972. Data available from the arrest records included

age, sex, arrest location, date of arrest, home address at the time of arrest, breathalyzer reading and reason for apprehension. Supplementary information was obtained from interviews with individual police officers and from department of Motor Vehicle Archives.

5. Criminalité urbaine/Urban crime

70 V

SZABO, D. (1973)
La criminalité urbaine et la crise de l'administration de la justice. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. 209p.

MOTS CLES: 1. Criminalité urbaine
2. Administration de la justice
3. Crime organisé

KEY WORDS: 1. Urban crime
2. Administration of justice
3. Organized crime

Les textes réunis ici, sont ceux des travaux du IIIe Symposium International de criminologie comparée. Le Thème traité dans le premier texte s'intitule "la Criminalité classique et la crise de la justice pénale". Après s'être penchés sur la problématique de la crise de la justice pénale les auteurs ont tenté de vérifier la pertinence de leurs réflexions préalables en confrontant trois types d'infractions assez différentes, mais caractéristiques de ce que l'on peut qualifier de criminalité classique: l'homicide, les délits contre la propriété, le vol à l'étalage et le vol à main armée, qui ont été examinés aux stades successifs de la police, du judiciaire et du pénitentiaire. Du deuxième texte intitulé "Les nouvelles formes de déviance et de criminalité" se dégagent quelques

grandes lignes directrices qui se situent au niveau de la politique criminelle(on a souligné l'importance d'assurer un dialogue entre les différentes parties sans devoir recourir à la violence) et de la recherche criminologique. (L'étude des groupes protestataires eux-mêmes et l'étude de l'opinion publique en relation avec les groupes de protestation et les réactions du système de justice criminelle.) Dans le troisième texte "Crimes sans victimes" on a étudié quatre catégories de crimes. Par la suite on nous fait part des caractéristiques des délits sans victimes, des implications pratiques de l'incrimination de la déviance pour l'appareil de la justice criminelle dans les zones métropolitaines, de l'analyse des trois secteurs spécifiques (prostitution, dépendance à la drogue et obscénité) puis des limites de la répression pénale, de la décriminalisation et de la dépénalisation. Le quatrième texte "Le crime organisé" porte sur l'étude du crime organisé, soit un des secteurs les plus complexes de la criminalité, puisque le moins bien connu et le plus difficile à circonscrire. On s'est efforcé de dégager des définitions valables aux Etats-Unis et en Europe, puis on a analysé les facteurs qui favorisent le développement du crime organisé. En troisième lieu, on a traité des moyens de lutte qui existent et de ceux qui doivent être élaborés afin de combattre et de contrôler cette forme de crime. Dans un cinquième texte intitulé "Criminalité et justice pénale dans les zones métropolitaines: futuribles", il convient de délimiter tout d'abord les principaux facteurs de détérioration du contexte sociologique des grandes villes, puis

leur impact sur la criminalité traditionnelle et leur rôle en tant qu'agent précipitateur dans le secteur de la criminalité nouvelle ou des phénomèmes sociaux qui, à long terme, risquent d'être considérés comme tels. En troisième lieu, l'examen des lacunes de l'appareil de la justice doit permettre de dégager quelques éléments de solution qui peuvent, ou doivent être envisagés en vue d'une réorganisation du système de demain. Dans un sixième et dernier texte, "Analyse économique du système de justice criminelle" les auteurs étudient l'utilisation de l'analyse des systèmes dans l'administration de la justice criminelle. Pour ce faire, on présente la problématique de l'analyse des systèmes avant de détailler un instrument pour réaliser une analyse comparative du système de justice criminelle.

71 SZABO, D., LEBLANC, M. (1968). "Vie urbaine et criminalité". In: L'urbanisation
A de la société canadienne-française. Recherches sociographiques, 9:1-2. 67-81.

MOTS CLES: 1. Criminalité urbaine

KEY WORDS: 1. Urban crime

6. Délits contre les enfants/Child abuse

72 ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE (1974). La défense des droits de l'enfant. Montréal:
R Association Canadienne pour la Santé Mentale. 160p.

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants
2. Droits de l'enfant

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Children's rights

L'Association Canadienne pour la Santé Mentale, la Fédération mondiale et celle des Antilles ont pris l'initiative de réunir des spécialistes du droit, de la médecine et des sciences humaines afin d'aborder la question des droits de l'enfant. Ce sont les textes présentés à cette rencontre à caractère international qui sont réunis dans ce livre. Il offre une analyse des problèmes humains, sociologiques et juridiques auxquels se butte toute personne qui s'engage dans le défense des droits de l'enfant.

73 BAKAN, D. (1971).
Slaughter of the Innocents: A Study of the
R Battered Child Phenomenon . Toronto: Canadian Broadcasting Corporation.

KEY WORDS: 1. Child abuse

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants

74 CANADA. SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL (1970).
Etude sur les centres résidentiels et les centres
G hospitaliers de traitement pour les enfants atteints de troubles affectifs. Canada 1968 et répertoire des centres de traitement qui ont fait l'objet de l'étude Ottawa: Ministère de la Santé Nationale et du Bien-Etre Social. 438p.

CANADA. HEALTH AND WELFARE (1970).
Survey of Residential and In-Patient Centres for Emotionally disturbed Children. Canada 1968 and Directory of Participanting Treatment Centres. Ottawa: Minister of National Health and Welfare. 370p.

MOTS CLES: 1. Enfants: traitement psychiatrique

KEY WORDS: 1. Children: psychiatric treatment

Français La présente enquête sur les services de traitement en établissement destinés aux enfants atteints de troubles affectifs a été réalisée à la demande de la Division de l'hygiène mentale du ministère de la Santé Nationale et du Bien-Etre Social. Son principal objectif est de créer un répertoire général à l'usage des diverses sortes de programmes et d'activités

spécialisées dirigées par les centres résidentiels et les centres hospitaliers de traitement dans 8 provinces. Deux provinces, le Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Edouard, ont signalé qu'il n'y existait pas de tels centres au moment de l'enquête. Un des objectifs secondaires de l'enquête était de susciter certaines comparaisons et de révéler certains aspects méritant d'être étudiés plus à fond. Seuls les services de traitement en établissement conçus expressément pour les enfants atteints de troubles affectifs ont été couverts, c'est-à-dire, principalement les unités hospitalières pour enfants atteints de troubles affectifs, les centres résidentiels de traitement et un groupe de services variés. Les consultations externes pour enfants atteints de troubles affectifs ont donc été exclues. La partie I de la présente publication est une analyse statistique des réponses au questionnaire fournies par 73 centres résidentiels et centres hospitaliers de traitement. La partie II est un répertoire de tous les centres ayant répondu, par province, et dans lequel chaque inscription est accompagnée d'un sommaire des renseignements fournis sur les programmes respectifs.

English

The present investigation of the treatment services in establishments for emotionally disturbed children was undertaken at the request of the Mental Hygiene Division of the Department of National Health and Welfare. Its main object is to compile a list for general use of the various kinds of special programmes and activities administered by residential treatment centres and hospitals in 8 provinces. Two provinces, New Brunswick and Prince Edward Island, reported that no such centres existed at the time of the investigation. A second objective of the inquiry was to set up comparisons and discover certain aspects warranting further study. Only institutions expressly for emotionally disturbed children were covered, that is, mainly hospital units for emotionally disturbed children, and resident treatment centres and a group of varied services. Outside consultations for emotionally disturbed children were therefore excluded. Part I of the present publication is a statistical analysis of the answers to the questionnaire furnished by 73 resident centres and hospitals. Part II is a listing of all the centres which responded, by province, and in which each entry is accompanied by a summary of the information furnished on their respective programmes.

75 R DICKENS, B. M. (1976). Legal Issues in Child Abuse. University of Toronto: Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Child Abuse

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants

76 T DUBINSKY, S. (1973). Child Murder: A Study of forty-two Cases from Metropolitan Toronto and the Toronto Region. University of Toronto: Centre of Criminology. (M. A. Thesis). 193p.

KEY WORDS: 1. Child Abuse 2. Infanticide

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants
2. Infanticide

77 T DUBREUIL, M. (1972). La protection judiciaire de l'enfance en danger. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 91p.

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants

KEY WORDS: 1. Child Abuse

L'auteur s'est proposé d'étudier au moyen de rencontres avec des juges de la cour du Bien-Etre Social du district judiciaire de Montréal, puis au moyen de l'analyse des dossiers de cas de protection la façon dont est perçue la loi de la protection de la jeunesse par les juges d'enfants chargés de l'appliquer et la manière dont ils l'appliquent. Puis l'auteur a cherché à reconnaître quel type d'enfant était le plus souvent présumé en état de danger moral.

78 A EPSTEIN, N.B. (1961). "Treatment of the Emotionally Disturbed Pre-School Child: A Family Approach". Canadian Medical Association Journal, 85:17. 937-940.

KEY WORDS: 1. Child Abuse 2. Family

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants 2. Famille

79 R FRASER, F.M. (1972). Children in Need of Protection. In: Studies in Canadian Family Law. 67-101.

KEY WORDS: 1. Children's rights 2. Child abuse

MOTS CLES: 1. Droits de l'enfant
2. Délits contres les enfants

80 A GALLIGAN, P. (1973). "Protection of Children in Family Disputes". Canadian Bar Association Journal, 4:2. 10-12, 21.

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Family

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants 2. Famille

81 T LIPPE, M. (1973). Le système québécois de protection de l'enfance. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 151p.

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants 2. Québec

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Quebec

82 G MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT (1975). Child Abuse. (3rd edition). Manitoba: Department of Health and Social Development. 12p.

KEY WORDS: 1. Child Abuse 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants 2. Manitoba

83 PARIZEAU, A. (1975).
"Sommes-nous tous des assassins?" Criminologie
A '75, Délinquance Juvénile au Québec, 8:1-2. 167-174.

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants
2. Droits de l'enfant

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Children's rights

84 QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES (1973).
Les services à l'enfance. Mémoire de programmes.
G Québec: Ministère des Affaires Sociales. 154p.

MOTS CLES: 1. Délits contres les enfants
2. Québec

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Quebec

85 STOKES, R.E. (1964).
"A Research Approach to Sexual Offences Involving
A Children". Canadian Journal of Criminology and
Corrections, 6:1. 87-94.

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Sex Offenses

MOTS CLES: 1. Délits contre les enfants
2. Délits sexuels

86 TRAHAN, M. (1973).
Conséquences sociales de la promotion des droits
R de l'enfant. Conférence prononcée le 16 Avril à
l'Association Internationale pour la santé mentale
et les droits de l'enfant. 21p.

MOTS CLES: 1. Droits de l'enfant

KEY WORDS: 1. Children's rights

Toute société, quelle qu'elle soit, doit protéger ses membres contre les dangers de victimisation. Au delà de cette obligation se situe celle du respect de la justice et des libertés individuelles. Autant cependant cette situation peut se définir en termes clairs, autant tout devient beaucoup plus complexe

quand on traite des mineurs. La protection des droits de l'enfant doit commencer bien avant sa comparution devant le juge et englober des mesures infiniment plus vastes que celles qui peuvent être prises par l'appareil de la justice. Aussi longtemps qu'une telle politique n'est pas mise en vigueur, structurée et planifiée, notre société ne remplit pas son rôle, ni auprès de la famille, ni auprès de l'enfant.

87 V

VAN STOLK, M. (1972).
The Battered Child in Canada. Montreal: McClelland and Steward Ltd. 127p.

KEY WORDS: 1. Child abuse 2. Children's rights

MOTS CLES: 1. Délits contres les enfants
2. Droits de l'enfant

"The Battered Child in Canada" approaches the problem of child abuse. The book explains how and why a parent can attack an infant or child, and offers a program of help to these socially deserted children and their desperate parents. The author carefully documents not only the likely extent of the problem of child battery, and the various legal angles and professional role limitations that explain and underpin our continuing neglect of the problem, she also is very specific in her recommendations of remedies that are eminently feasible. Remedies in legislation, first of all, that will define the doctor's responsibilities more clearly, and more compellingly, and then remedies in the training of doctors, social workers, lawyers, and other professionals who, under the present system, often have no other convenient recourse but to wash their hands and dispatch the beaten child back home, to certain prospects of more torture. The author also urges all of us to take a good look at ourselves and try to reassess our own attitudes toward our children.

7. Délits sexuels/Sex Offenses

88 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1972).
Droit pénal: l'obscénité. Document préliminaire.
Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Obscénité

KEY WORDS: 1. Obscenity

89 A
CHARLES, W. H. (1966).
"Obscene Literature and the Legal Process in Canada".
Canadian Bar Review, 44:2. 243-292.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

90 A
DYBIKOWKI, J. C. (1972).
"Law, Liberty and Obscenity". University of British
Columbia Law Review", 7:1. 33-54.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

91 R
GEMME, R. (1970).
Aspects économiques de la prostitution à Montréal.
Université de Montréal: Département de Criminologie.
46p.

MOTS CLES: 1. Prostitution

KEY WORDS: 1. Prostitution

92 A
GROSMAN, B. A. (1963).
"Drunkeness as a Defence to Rape". The Criminal
Law Quarterly, 6:2. 148-151.

KEY WORDS: 1. Rape 2. Alcohol

MOTS CLES: 1. Viol 2. Alcool

93 HEBERT, J. (1970).
Obscénité et liberté. Montréal: Les Editions du Jour.
V 192p.

MOTS CLES: 1. Obscénité

KEY WORDS: 1. Obscenity

94 LAMONT, J. M. H. (1973).
"Public Opinion Polls and Survey Evidence in
A Obscenity Cases". Criminal Law Quarterly, 15:2.
135-159.

KEY WORDS: 1. Obscenity
2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Obscénité
2. Opinion publique

95 LEWIS, D. (1974).
Rape in Toronto: An Analysis of Rape Complaints received
T by the Metropolitan Toronto Police Department in the Year
1970. University of Toronto: Centre of Criminology.
(M.A. Thesis).

KEY WORDS: 1. Rape

MOTS CLES: 1. Viol

96 LIMOGES, T. (1967).
La prostitution à Montréal. Montréal: Les Editions
V de l'Homme. 125p.

MOTS CLES: 1. Prostitution

KEY WORDS: 1. Prostitution

L'étude de la prostitution est d'abord abordée au niveau sociologique: le phénomène est défini, puis il est examiné à travers les âges; ses formes, ses structures, et leurs liaisons avec le domaine juridique et policier sont étudiées. Les diverses théories: caractères biologiques, caractéristiques psycho-sociales, théories psychanalytiques, l'optique criminologique, sont examinées.

Enfin, le phénomène est étudié plus particulièrement dans la ville de Montréal. Pour les fins de l'enquête, 20 Canadiennes-Françaises, catholiques et âgées de moins de 27 ans ont été interrogées. Incarcérées à la Prison des Femmes de Montréal, elles y purgeaient des sentences diverses, de 1 à 5 mois, pour des délits se rapportant à la prostitution. Leurs origines géographiques, âges, antécédents familiaux, formations scolaires, catégories socio-économiques ainsi que les circonstances de leur entrée en prostitution sont exposées au cours de l'étude.

97 A McCALDON, R. J. (1967). "Rape". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:1. 37-59.

KEY WORDS: 1. Rape

MOTS CLES: 1. Viol

Rape as a phenomenon is described, and thirty convicted rapists are assessed. Half of them are impulsively sociopathic, and rape is only one of many antisocial tendencies. The other half have a specific hostility to women, and tend to be more violent, especially if their personality is schizoid. Their misogyny may have its roots in pre-oedipal frustrations. Victims who claimed to have been raped indicated that rape is a shattering and traumatic event.

98 A MAKUCH, S. (1971). "Controlling Obscenity by Administrative Tribunal. A Study of the Ontario Board of Cinema Censors". Osgoode Hall Law Journal, 9:2. 387-413.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

99 MOHR, J. W. (1965).
R Sexual Behaviour and the Criminal Law, Part 3. Rape and Attempted Rape. Toronto: Forensic Clinic, Toronto Psychiatric Hospital.

KEY WORDS: 1. Rape

MOTS CLES: 1. Viol

100 ROUSSEL, G. (1975).
T Délits contre la personne et délits sexuels à Montréal. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 263p.

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

KEY WORDS: 1. Sex Offenses

101 TADMAN, M. (1973).
A "Obscenity, Civil Liberty and the Law". Chitty's Law Journal, 21:7. 226-233.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

102 VAMPLEW, V. L. K. (1964).
A "Obscene Literature and Section 150A". The Criminal Law Quarterly", 7:2. 187-192.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

103 WARD, M. M. (1975).
T Rape: A Descriptive Study involving Indepth Interviews with Victims whose Cases proceede to Preliminary Hearing 1970-1973. University of Toronto: Centre of Criminology. (M. A. Thesis). 164p.

KEY WORDS: 1. Rape 2. Victims

MOTS CLES: 1. Viol 2. Victimes

104 WEILER, J. (1971).
"Controlling Obscenity by Criminal Sanctions". Osgoode
A Hall Law Journal, 9:2. 415-432.

KEY WORDS: 1. Obscenity

MOTS CLES: 1. Obscénité

The purpose of this paper is to explore some of the problems that confront the legislators and courts in their attempt to enforce morals in obscenity legislation through the utilization of the instrument of criminal sanctions. The study consists of: 1) a brief summary of the classic philosophical debate as to the cogency and viability of legislating morality in general and obscenity in particular; 2) a statement as to the current statutory and common law form of obscenity law in Canada; 3) a philosophical critique of obscenity law with a view to assessing the 'legality' of such legislation using the analysis of law promulgated by L. Fuller who believes that law is an activity of men's minds projected upon things that merely are; 4) from an institutional perspective the author examines the practical difficulties encountered by the adjucative process in its Sisyphean labor of applying obscenity law as it is currently formulated, with some discussion as to the impropriety of such an enterprise; 5) a brief analysis as to the cost of enforcing obscenity law, and 6) conclusions.

8. Fraude/Fraud

105 GAUDREAU-TOUTANT, C. (1969).
Etude comparative de la capacité interrelationnelle
T chez deux groupes de fraudeurs. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 118p.

MOTS CLES: 1. Fraude

KEY WORDS: 1. Fraud

106 GOULEM, P. (1969).
Etude de la manipulation du fraudeur incarcéré.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 115p.

MOTS CLES: 1. Fraude

KEY WORDS: 1. Fraud

107 LANGLOIS, R. (1974).
La fraude par faux chèques à Montréal. Mémoire
T de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 223p.

MOTS CLES: 1. Fraude

KEY WORDS: 1. Fraud

108 McCALDON, R.J. (1967).
"Lady Paperhangers". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:3. 243-256.
A

KEY WORDS: 1. Fraud 2. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Fraude 2. Délinquance féminine

109 PAPAZISSIS, M.G. (1968).
The Crime of Fraudulent Bankruptcy in Montreal.
R Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 83p.

KEY WORDS: 1. Bankruptcy: fraudulent

MOTS CLES: 1. Faillite frauduleuse

110 PARMELEE, L.A. (1968).
The Confessions of a Bank Swindler. Montreal:
V Bodero Editions.

KEY WORDS: 1. Fraud

MOTS CLES: 1. Fraude

9. Homicide

111 A

JAYEWARDENE, C.H.S. (1973).
"Life or Death—Society's Reaction to Murder". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:3. 265-273.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Capital punishment 3. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Peine capitale 3. Opinion publique

Studies comparing homicide rates in Canada before and after the abolition of the death penalty have shown that the trend in homicide rates has remained stable.

112 R

JAYEWARDENE, C.H.S. (1972).
Homicide and Punishment. A Study in Deterrence. Montreal: Canadian Sociological and Anthropological Association.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Punishment

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Peine

113 A

McKNIGHT, C.K., MOHR, J.W., QUINSEY, R.E. EROCHKO, J. (1966).
"Matricide and Mental Illness". Canadian Psychiatric Association Journal, 11:2. 99-106.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Mental illness

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Maladie mentale

114 A

MORRISON, W.A. (1973).
"Criminal Homicide and the Death Penalty in Canada: Time for a Re-Assessment and New Directions: Toward a Typology of Homicide". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:4. 367-396.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Capital punishment

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Peine capitale

Homicide is committed by many different types of people. This article discusses eleven such types. Basing oneself on such a typology, it should be possible to discuss punishment, treatment and prevention with some hope of positive results. For some who have committed murder, capital punishment is suggested as appropriate, while for others alternative methods of punishment, treatment, rehabilitation and prevention would appear more useful.

115 SARRAZIN, M. (1971).
Les homicides criminels à Montréal. Mémoire de
T maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie).
Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 172p.

MOTS CLES: 1. Homicide

KEY WORDS: 1. Homicide

Le but de la présente recherche est d'étudier les caractéristiques de l'homicide criminel à Montréal, et de déterminer à l'aide des études antérieures sur ce sujet, des points de convergence et de divergence relatifs aux traits de l'acte, de la victime et de l'auteur. Les données recueillies couvrent la période de 1964 à 1969 et sont extraites des dossiers du Service de Police de Montréal. Malgré les limitations de l'étude, les résultats obtenus appuient suffisamment les conclusions des études antérieures, pour se rallier avec elles à la théorie des sous-cultures de violence et à la théorie victimilogique selon laquelle les risques de devenir victime varient pour chaque individu en fonction de ses prédispositions et des facteurs externes ou actualisants dans la dynamique de l'exécution du crime.

116 R SCHLOOS, B., GIESBRECHT, N.A. (1972). Murder in Canada. A Report on Capital and Non-Capital Murder Statistics, 1961-1970. University of Toronto: Centre of Criminology. 96p.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Statistics

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Statistiques

In addition to containing numerous statistical tables, the report traces changes in the development of data gathering and explains the classification of murder. Comparative data for the United States and the United Kingdom are included. Sections from the criminal code describing culpable homicide and distinguishing capital from non-capital murder are appended.

117 T SINGH, A. (1973). Criminal Homicide and Culture in Canada. University of Ottawa: Centre of Criminology. (M.A. Thesis). 95p.

KEY WORDS: 1. Homicide 2. Sociological Factors

MOTS CLES: 1. Homicide 2. Facteurs sociologiques

10. Suicide

118 A GRANT, H.G. (1965). "Management of Suicidal Attempts". Manitoba Medical Review, 45:7. 411-414.

KEY WORDS: 1. Suicide

MOTS CLES: 1. Suicide

120 A LAWLER, H., NAKIELNY, W., WRIGHT, N. A. (1963). "Suicidal Attempts in Children". Canadian Medical Association Journal, 89:15. 751-754.

KEY WORDS: 1. Suicide

MOTS CLES: 1. Suicide

120 A SZABO, D., FATTAH, E. A. (1966). "Aspects sociologiques du suicide". Infirmière canadienne, 8:2. 33-38.

MOTS CLES: 1. Suicide

KEY WORDS: 1. Suicide

11. Violence

121 T BOLDUC, M. (1973). La distance personnelle en tant qu'indice du niveau de violence chez le délinquant adulte en milieu carcéral. Québec: Université Laval: Ecole de Psychologie.

MOTS CLES: 1. Violence 2. Prisons

KEY WORDS: 1. Violence 2. Prisons

122 G CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975). La prévention et le contrôle du crime accompagné de violence au Canada: quelques réflexions sur le crime violent, la peine de mort et autres questions connexes. Par l'honorable Warren Allmand. Ottawa: Solliciteur Général. 17p.

MOTS CLES: 1. Violence 2. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Violence 2. Capital Punishment

123 CORMIER, B. M. (1970).
Violence - Individual and Collective Aspects.
R Montreal: McGill Clinic in Forensic Psychiatry. 14p.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

124 MAILLOUX, N.
Criminalité et violence. Texte inédit, 19p. Sans date.
A

MOTS CLES: 1. Violence

KEY WORDS: 1. Violence

On retrouve l'agressivité dans toutes les manifestations de violence. Il faut découvrir à la suite de quelles vicissitudes elle a pris cette orientation, destructive et quelles sollicitations l'ont amenée, en la déchaînant, à la suivre jusqu'au bout. C'est ce que l'auteur essaie de faire ici, en s'en tenant à une description très sommaire sans s'étayer sur les observations du laboratoire ou de la clinique. A partir de là, seront indiqués les principaux jalons à suivre dans l'éducation de l'agressivité.

125 NETTLER, G. (1968).
The Violent Man. Paper read at the Canadian Congress
R of Homicide Investigators. Edmonton.

KEY WORDS: 1. Violence 2. Homicide

MOTS CLES: 1. Violence 2. Homicide

126 ONTARIO. MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES (1974).
G Investigation and Inquiry into Violence in Amateur Hockey. Toronto: Ministry of Community and Social Sciences. 40p.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

127 ONTARIO. ROYAL COMMISSION ON VIOLENCE IN THE COMMUNICATIONS INDUSTRY (1976).
G Crime Report. Toronto.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

128 SHEPPARD, C. (1971).
"Towards a Better Understanding of the Violent
A Offender". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:1. 60-67.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

129 SMITH, M. D. (1975).
'The Legitimation of Violence: Hockey Player's Perceptions
A of their Reference Groups Sanctions for Assault". Canadian Review of Sociology and Anthropology, 12:1. 72-80.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

130 TARDIF, G. (1966).
La criminalité de violence à Montréal. Mémoire de
T maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 171p.

MOTS CLES: 1. Violence

KEY WORDS: 1. Violence

131 TARDIF, G. (1967).
Les délits de violence à Montréal. In: 5e Colloque
R de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité.
Montréal: Centre de Psychologie et de Pédagogie.
53-71.

MOTS CLES: 1. Violence

KEY WORDS: 1. Violence

La présente recherche a pour objet l'étude de la criminalité de violence à l'égard des personnes à partir des crimes commis au cours d'une année à Montréal et ce, du triple point de vue de l'acte lui-même, de la personnalité de son auteur et de la personnalité de la victime, avec ceci de particulier qu'elle tente pour la première fois, peut-être, une approche globale des crimes et délits qui ont comme commun dénominateur la violence. Afin de mieux se situer dans un contexte théorique et expérimental, l'auteur fait précéder l'analyse des résultats d'une revue de la littérature sur le sujet de même que d'un chapitre consacré au choix des données et à la méthodologie. L'analyse proprement dite est divisée en deux parties. Dans la première partie sont étalées les caractéristiques propres aux infractions de violence tandis que dans la seconde sont groupées respectivement les caractéristiques des victimes et des auteurs.

132 TISDALE, D. E. W. (1964).
"Union Lawlessness". The Criminal Law Quarterly,
A 7:1. 67-71.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

133 TORONTO UNIVERSITY. CENTRE OF CRIMINOLOGY (1975).
Workshop on Violence in Canadian Society. Report of
R the Proceedings. 208p.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

134 WILLETT, T. C. (1973).
Ordre, ethique et répression: le cas des militaires.
R In: Violence et Sociétés. Québec: Centre Québécois de Relations Internationales. (Collection 'Choix'). 18-35.

MOTS CLES: 1. Violence

KEY WORDS: 1. Violence

12. Vol: à main armée, effraction, à l'étalage, d'auto... / Theft: armed robbery, break & entry, shoplifting, auto theft...

135 ALLARDICE, E. M. (1973).
The Community and Shoplifting. Vancouver, Elizabeth
R Fry Society of British Columbia.

KEY WORDS: 1. Shoplifting

MOTS CLES: 1. Vol à l'étalage

136 ANDERSON, F. W. (1964).
Bill Miner, Train Robber. Calgary: Frontier Publishing.
R

KEY WORDS: 1. Robbery

MOTS CLES: 1. Vol

137 CHIMBOS, P. D. (1973).
"A Study of Breaking and Entering Offences in Northern
A City, Ontario". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:3. 316-325.

KEY WORDS: 1. Break and Entry 2. Statistics

MOTS CLES: 1. Vol avec effraction
2. Statistiques

138 DOUYON, E. (1972).
Clinique sur le vol à l'étalage. Université de Montréal:
R Ecole de Criminologie. 207p. (Chercheurs: Henri, N., Scholtes, A. C.).

MOTS CLES: 1. Vol à l'étalage

KEY WORDS: 1. Shoplifting

139 KLEIN, J. F. (1974).
"Professional Theft - The Utility of a Concept".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:2. 133-144.

KEY WORDS: 1. Robbery 2. Professional Criminal

MOTS CLES: 1. Vol 2. Criminel de profession

140 LAUZON, D. (1971).
Le cambriolage à Montréal. Mémoire de maîtrise
T inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 279p.

MOTS CLES: 1. Vol

KEY WORDS: 1. Robbery

141 LETKEMANN, P. (1973).
Crime as Work. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
V 192p.

KEY WORDS: 1. Robbery 2. Professional Criminal

MOTS CLES: 1. Vol 2. Criminel de profession

The data were drawn from interviews with Canadian parolee's and prison inmates whom the author felt represented the more skilled, experienced, and successful criminals.

By looking at the skills required to committ property offenses, such as safecracking and burglary, this document helps to explain variations in status and work satisfaction among criminals. A comparison of lay and criminal perspectives of crime is presented along with the identification of categories used by criminals in the organization of crime. Also included are comments on penal classification, criminal reputation and recognition, and the criminal as a prisoner. Considerable attention is given to the mechanical and social skills involved in burglary, specifically safecracking, which is classified as a surreptitious crime that avoids direct confrontation with the victim. The technical dimensions of robbery, especially bank robbery, are analyzed to provide an example of an overt crime, one which involves victim confrontation. Data on the learning of technical skills show that this learning takes place by experiment and experience and starts during periods of delinquency and in prison. Comments are made on the perceptual skills which allow the criminal to recognize opportunities within a context deliberately constructed to cancel such opportunities. A bibliography and notes on the study methodology are included.

142 NORMANDEAU, A. (1971).
"Quelques faits sur le vol dans les grands magasins
A Montréal". La Revue Canadienne de Criminologie, 13:3. 251-265.

MOTS CLÉS: 1. Vol à l'étalage

KEY WORDS: 1. Shoplifting

The principal characteristics of shoplifting and shoplifters are discussed on the basis of data collected in six department stores in the Montreal area and in view of several comparative studies made in U. S. A. and elsewhere. Distinction is made between shoplifting (by clients) and thefts committed by store personnel. The present surveillance systems are still focused more the apprehension of thieves than on the prevention of thefts.

A partir de données recueillies auprès de six grands magasins à rayons de la ville de Montréal, ainsi qu'à la lumière de plusieurs études comparatives faites aux États-Unis et ailleurs, l'auteur trace le profil des principales caractéristiques liées aux vols à l'étalage et aux voleurs eux-mêmes. Une distinction est faite entre les vols commis par les clients et ceux commis par les employés des magasins. L'auteur souligne que les mesures préventives sont nettement insuffisantes. Les services de sécurité font de la répression alors qu'ils devraient faire de la prévention.

143 RIZKALLA, S. (1973).
Les vols d'automobiles: aspects coût-bénéfice.
R Première partie: incidence criminelle, action policière et modèle d'évaluation. Annexe statistique. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 391p.

MOTS CLÉS: 1. Vol d'auto

KEY WORDS: 1. Auto Theft

La recherche tente de cerner tous les problèmes du vol de véhicules automobiles en abordant certains sujets d'une façon globale et générale plutôt que spécifique ou particulière. Dans un chapitre préliminaire, l'auteur tente de déterminer l'étendue du problème sur un plan comparatif à la fois dans le temps et dans l'espace. Puis dans les chapitres suivants, il nous donne un aperçu de la littérature concernant le sujet d'étude ainsi que des méthodes employées dans les développements ultérieurs; il nous présente la configuration des vols de véhicules telle qu'elle se dégage de l'étude d'un échantillon des dossiers de plaintes de la ville de Montréal, ce qui permet de tenter l'élaboration d'un modèle de vulnérabilité, modèle qui doit surtout servir à une action proactive, c'est-à-dire la prévention. D'autres chapitres sont consacrés à l'action réactive, c'est-à-dire l'activité policière et son évaluation. Donc, déterminer les objectifs de l'action policière ainsi que l'organisation et les procédures de cette dernière, tant au niveau des postes qu'à celui de l'escouade spécialisée, étudier l'action policière à travers l'échantillon des dossiers, dégager des conclusions quant à la fidélité de l'action policière et aux objectifs qu'elle s'est fixés.

144 R SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC (1970). Colloque sur le vol à l'étalage. Tenu à l'Université de Montréal le 18 Avril, sous les auspices de la Société de Criminologie du Québec, Section de Montréal. Montréal: Société de Criminologie du Québec.

MOTS CLES: 1. Vol à l'étalage

KEY WORDS: 1. Shoplifting

145 R SPENCER, M. J. (1971). Shoplifting. A Bibliography. University of Toronto: Centre of Criminology. 35p.

KEY WORDS: 1. Shoplifting 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Vol à l'étalage 2. Bibliographie

The bibliography is divided into two parts. The bulk of the material in the first part consists of books and articles on the various aspects of shoplifting including sociological, psychological, medical and legal investigation as well as some commercial material. All the material that has been accessible to the writer has been abstracted. The second part of the bibliography consists of references to articles in business periodicals. Essentially these deal with retailers' losses due to shoplifting. These articles deal with practical matters rather than research, and therefore have not been abstracted. Most of the material published on shoplifting is written by and for business men in an attempt to curb their losses due to "shrinkage". All material in this bibliography is available as of April 1971.

146 R SZABO, D. (1969). Le banditisme à Montréal. In: Actes du IIe Congrès de Criminologie. Montréal: Editions Beauchemin.

MOTS CLES: 1. Vol à main armée

KEY WORDS: 1. Armed robbery

147 R TARDIF, G. (1969). Les vols de banque à Montréal. Montréal: Service de Police. 15p.

MOTS CLES: 1. Vol de banque

KEY WORDS: 1. Bank robbery

148 F TOWNSEND, M. (1972). Shoplifting - A Study. Vancouver: Elizabeth Fry Society of British Columbia.

KEY WORDS: 1. Shoplifting

MOTS CLES: 1. Vol à l'étalage

Divers/Miscellaneous

149 R FATTAH, E. A. (1975). The Use of the Victim as an Agent of Self-Legitimization Toward a Dynamic Explanation of Criminal Behavior. Burnaby, B. C.: Simon Fraser University, Department of Criminology.

KEY WORDS: 1. Victimology

MOTS CLES: 1. Victimologie

150 A LENARD, H.B. (1974). "The Fence: Alive and Well". Criminology Made in Canada, 2:1. 13-28.

KEY WORDS: 1. Receiving

MOTS CLES: 1. Recel

151 A MARCUS, A.M. (1969). Pyromania - the Evaluation of a Symptom Pattern. University of British Columbia: Division of Forensic Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Pyromania

MOTS CLES: 1. Pyromanie

152 A

O'HEARN, P.J.T. (1964).
"Criminal Negligence: An Analysis in Depth". The Criminal Law Quarterly, 7:1. 27-55.

KEY WORDS: 1. Criminal negligence

MOTS CLES: 1. Négligence criminelle

153 A

RYAN, L.J. (1968).
"Criminal Code Lottery Section". Canadian Bar Journal, 11:5. 470-473.

KEY WORDS: 1. Gambling

MOTS CLES: 1. Jeux

CHAPITRE II/CHAPTER II

B. TYPES DE CRIMINELS/TYPES OF CRIMINALS

B. TYPES DE CRIMINELS/TYPES OF CRIMINALS

1. Alcool et délinquants/Alcohol and delinquents

154 R ALCOHOLISM AND DRUG ADDICTION RESEARCH FOUNDATION (1969). 19th Annual Report. Toronto: Addiction Research Foundation.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Drugs

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Drogues

155 A ARCHIBALD, H.D. (1966). "Last Year's Activities - Extracts from the Executive Director's Report". Addiction, 13:2. 4-15.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

156 A ARMSTRONG, J.D. (1960). "The Special Clinic for Alcoholism". Canadian Medical Association Journal, 83:26. 1359-1361.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

157 A BECK, S.M. (1967). "Voluntary Conduct Automatism, Insanity and Drunkeness". Criminal Law Quarterly. 9:3. 315-322.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Mental illness

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Maladie mentale

158 A BELL, D. (1972). "Help Rather than Jail". Addictions, 19:1. 18-27.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

159 CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1970).

R Drain the "Drunk Tank". Recommended alternative to the criminal process for dealing with chronic drunkeness offenders. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association. 39p.

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1970).

Libérons les "Robineux". Solution de rechange au redressement de l'ivrogne chronique par les voies de la justice criminelle. Ottawa: Société canadienne de criminologie. 40p.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

English

The 'Skid Row' drunk has been getting a great deal of attention in the past few years in both Canada and the United States. Changes are being made in the law which affects him and experiments have been started in new ways of handling his needs. Some of these laws and some of these new programs are the subject of the two first parts of this report. A brief look is taken at the present system in terms of the number of convictions registered and some of the costs of incarcerating the public inebriate. In the next two parts of the report an examination is made of certain issues that relate to establishing a new system for the handling of the drunkeness offender. The last part of this report makes some recommendations for dealing with chronic drunkeness offenders.

Français

L'ivrogne des rues malfamées fait l'objet de beaucoup d'attention depuis quelques années au Canada et aux Etats-Unis. Les temps changent pour lui comme pour le reste de la société. Il est apporté des changements aux lois qui le touchent et il se mène des expériences sur de nouvelles façons de pourvoir à ses besoins. Certaines de ces lois et certaines de ces initiatives nouvelles font l'objet des deux premières parties du présent rapport. Le rapport jette aussi un bref regard sur le régime actuel en ce qui concerne le nombre des condamnations et ce que coûte en partie l'incarcération de l'ivrogne public. Les deux dernières parties se penchent sur certaines questions intéressant l'établissement d'un nouveau régime de traitement de l'ivrogne.

160 COLDWELL, B. B., GRANT, G. L. (1964).
"Drinking Drivers in an Eastern Ontario City".
A Journal of Forensic Sciences, 9:2. 271-286.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Driving Offenses

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Criminalité de la route

161 CORK, R. M. (1964).
Alcoholism and the Family. Toronto: Addiction
R Research Foundation. 12p.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Family

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Famille

162 FATTAH, E. A., TOUTANT, C., TREMBLAY, R. (1970).
L'alcool chez les jeunes québécois. Québec:
V Presses de l'Université Laval. 102p.

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

163 GIFFEN, P. J. (1961).
The Ontario Study of Chronic Drunkeness Offenders.
R Paper presented at the Third Biennial Canadian
Congress of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

164 GIFFEN, P. J., LAMBERT, S., OKI, G., SIDLOFSKY, S.
(no date).
R The Chronic Drunkeness Offender. Chapter 6: The Jail.
Toronto: Alcoholism and Drug Addiction Research
Foundation. 110p.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Prisons

165 INSURANCE BUREAU OF CANADA (1974).
Drinking, Drugs, and Driving. Toronto: Insurance
R Bureau of Canada.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Drugs
3. Driving Offenses

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Drogues
3. Criminalité de la route

166 JACOB, A. G., LAVOIE, C. (1970).
Milieux de vie d'un groupe de femmes alcooliques.
T Mémoire de maîtrise inédit en service social.
Université Laval. 156p.

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

167 LAFOREST, L. (1972).
"L'alcoolisme au Québec: un phénomène régional".
A Toxicomanies, 5:4. 313-334.

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Québec

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Quebec

168 LAPLANTE, J., DAVELUY, P. (1974).
Besoins et objectifs relatifs aux délinquants ou
R ex-délinquants adultes, usages abusifs des
boissons alcooliques et des autres drogues à des
des fins non-médicales. Université d'Ottawa :
Département de Criminologie. 110p.

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Drogues

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Drugs

169 LEVINSSON, T., McLAGHLAN, J. F. C. (1973).
"Facteurs influençant les résultats du traitement
A des alcooliques à l'Institut Donwood (Toronto)".
Toxicomanies, 6:3. 203-221.

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

170 MARSHALL, W. E., GRIGGS, D. B. (1964).
"A Study of Patients at the Alex G. Brown Memorial
A Clinic, Mimico". Canadian Journal of Criminology
and Corrections, 6:2. 225-235.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

171 MORRISON, N. R. (1974).
Sudden Death and Alcohol Among the Indians of
T British Columbia. Unpublished Master's Thesis.
Ottawa: Carleton University: Department of
Sociology.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Indians

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Indiens

172 OKI, G., LAMBERT, S. (1972).
The Chronic Drunkeness Offender. Chapter XVIII:
R Treatment Facilities, Existing and Proposed for
the Chronic Drunkeness Offender. Toronto:
Addiction Research Foundation. 148p.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Traitement

173 OLIN, J. S. (1966).
"Skid Row Syndrome: A Medical Profile of the
A Chronic Drunkeness Offender". Canadian Medical Association Journal, 95:5. 205-214.

KEY WORDS: 1. Alcohol

MOTS CLES: 1. Alcool

174 REID, R. F. (1968).
"Alcohol: Problems and Recent Legislation".
A University of Toronto Law Journal, 18. 87-97.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Code criminel

175 SCOTT, G. D. (1968).
"Forensic Seminar on Alcohol, Crime and Criminal
A Law". Federal Corrections, 7:2. 11-18.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Psychiatrie

176 STEVENS, S. R. (1968).
Seventeenth Annual Report, 1967 of the Alcoholism
R and Drug Addiction Research Foundation. Toronto: Alcoholism and Drug Addiction Research Foundation. 141p.

KEY WORDS: 1. Alcohol 2. Drugs

MOTS CLES: 1. Alcool 2. Drogues

CONTINUED

1 OF 9

177 TYNDEL, M. (no date).
The Chronic Drunkeness Offender. Chapter 15: Psychiatric Assessment. Toronto: Alcoholism and Drug Addiction Research Foundation. 54p.
R

KEY WORDS: 1. Alcohol
2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Alcool
2. Psychiatrie

A total of 237 subjects defined as chronic drunkenness offenders were each given a psychiatric interview in the Toronto jail, in 1960-61. Following each psychiatric interview, and after consulting the reports of the social interviewer, psychologist, medical examiner, and the records of the police, individual psychiatric reports were written. In general, the subject's attitudes did not reveal any strong motivation for treatment and rehabilitation.

178 VINTZE, E. (1967).
Le style de consommation et son évolution chez trente-cinq alcooliques. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 119p.
T

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

179 VINTZE, E., TREMBLAY, R., TOUTANT, C. (1967).
Modèles de consommation des boissons alcooliques chez un groupe d'adolescents. Rapport inédit du groupe de recherche sur l'alcoolisme. Université de Montréal: Département de Criminologie. 200p.
R

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

2. Délinquantes féminines/Female Delinquents.

180 A

BERTRAND, M.A. (1969).
"Self-Image and Delinquency: A Contribution to the Study of Female Criminality and Woman's Image". Acta Criminologica, 11. 71-144.

KEY WORDS: 1. Female delinquency
2. Comparative study

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Etude comparative

This article represents the second part of a detailed empirical study on female crime and delinquency in Canada, the U.S.A., France and Belgium. It was concluded that while the non-delinquent woman views herself in much the same manner as the non-delinquent man sees himself, this is not true of the female criminal. She sees herself as an object and a victim more so than the male criminal does and much more so than does the non-delinquent woman.

181 R

BERTRAND, M.A. (1971).
Etude comparative de la criminalité féminine. Rapport final. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 316p.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Female delinquency
2. Comparative study

182 R

BERTRAND, M.A. (1967).
The Myth of Sexual Equality Before the Law. Fifth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal. 129-159.

KEY WORDS: 1. Female delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

This paper discusses special provisions in the criminal law of Canada, the German Federal Republic, Belgium and France regarding the sex of the offender. An attempt is made to see if offenders, as they are processed along the different stages of the criminal procedure, are treated identically without regard to their sex, or if, through some filtrations, one sex is favored and in what way.

183 R

BERTRAND, M.A. (1968).
Mémoire soumis à la Commission Royale d'Enquête sur la situation de la femme au Canada. 110p.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
KEY WORDS: 1. Female delinquency

La première partie de ce rapport soumis à la Commission Royale d'Enquête sur la situation de la femme, est consacrée à l'image de la femme dans le Code Criminel canadien, quelques codes européens et quelques lois annexes au Code Criminel canadien. Il ressort clairement qu'au chapitre des infractions sexuelles, la femme est perçue par le législateur comme une victime. La deuxième partie du rapport est une analyse statistique de la place de la femme canadienne dans la criminalité au cours des 5 années comprises entre 1962 et 1966. En outre, une description sommaire des populations pénales féminines que comprennent les institutions de Matsqui, de Kingston, ainsi que de la prison pour femmes de Montréal, est donnée. De la troisième partie de l'étude - l'image de soi de la femme criminelle par contraste avec l'image de soi des non-délinquantes - il ressort deux conclusions:
-la femme criminelle se perçoit comme un objet spectateur, comme une victime, plus que l'homme

criminel et beaucoup plus que la femme non-délinquante.
- la femme non-délinquante ne se perçoit pas de façon sensiblement différente de l'homme non-délinquant.

184 R

CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION (1968). Brief on the Woman Offender. Ottawa: Canadian Corrections Association. 56p.

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1968). Mémoire sur la femme délinquante. Ottawa: Société canadienne de criminologie. 66p.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

English

This paper is divided into 3 sections. The first studies certain types of crimes which are most often committed by delinquent women and makes relevant recommendations to determine whether these offences should continue to be considered criminal or whether they should not be placed under another form of legislation. The offences studied are the crimes described in the Criminal Code under the terms vagrancy and suicide attempt, infractions under the provincial, federal and territorial laws on alcoholic beverages, such as being drunk in a public place or any abuse of chemical substances, such as narcotics and barbiturates. The second part studies the particular problems the delinquent woman has to face throughout the various phases of law enforcement and the judicial and correctional process namely, arrest, search, interrogation, transport, bail, trial, conviction, probation, restitution, imprisonment, parole and after-care. Recommendations are made. The third part studies the question of premises for the detention of women and the inmate population of these premises in order to make the necessary recommendations.

Français

Le présent mémoire se divise en 3 sections. La 1ère étudie certains types de délits commis le plus souvent par les femmes délinquantes et fait des recommandations pertinentes afin de déterminer si ces délits devraient encore être considérés comme criminels ou s'ils ne devraient pas plutôt être soumis à une autre forme de

législation. Les infractions étudiées sont les délits décrits au Code Criminel sous les termes de vagabondage et tentative de suicide, infractions aux lois provinciales, fédérales et territoriales sur les boissons alcooliques, comme par exemple l'ivresse en public ou tout abus de substances chimiques, tels les narcotiques et les barbituriques. La deuxième partie étudie les problèmes particuliers auxquels les femmes délinquantes ont à faire face au cours des divers stades d'application de la loi, de la procédure judiciaire et correctionnelle, soit, les arrestations, les perquisitions, les interrogatoires, le transport, le cautionnement, le procès, la condamnation, la probation, la restitution, l'emprisonnement, la libération conditionnelle et l'assistance post-pénale. Des recommandations sont faites. La troisième partie étudie la question des locaux de détention réservés aux femmes et la population de détenues occupant ces locaux afin de faire les recommandations qui s'imposent.

185 A DENYS, R. G. (1969). "Lady Paperhangers". Canadian Journal of Corrections, 11:3. 165-192.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency 2. Fraud

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine 2. Fraude

186 A FLINT, M. S., BOOTHROYD, W. E. (1960). "An Experiment in the Rehabilitation of Women Offenders". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 2:3. 240-254.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency 2. Women's Prisons

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Prisons pour femmes

187 GILMORE, A., OKI, G. (1972).
The Female Chronic Drunkeness Offender.
R Toronto: Addiction Research Foundation of Ontario.
(The Chronic Drunkeness Offender, Chapter 19).

KEY WORDS: 1. Female Delinquency 2. Alcohol

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine 2. Alcool

188 HARTNAGEL, T. F. (1974).
Female Crime in Canada. Paper presented to the
R Annual Meeting of the Canadian Sociology and
Anthropology Association. Toronto: Canadian
Sociology and Anthropology Association.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

189 HARVEY, M. (1972).
L'effet de la première comparution sur les jeunes
T délinquants. Mémoire de maîtrise inédit ès
sciences sociales (Criminologie). Université de
Montréal: Ecole de Criminologie. 110p.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

190 HASLAM, P. (1970).
"The Woman Offender". Comments on Chapter 22 of
A the Report of the Canadian Committee on Corrections.
Canadian Journal of Criminology and Corrections,
12:3. 301-305.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

191 HERNANDEZ, N. (1970).
T La femme incarcérée à Montréal: typologie psycho-sociale. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 91p.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Prisons pour femmes

KEY WORDS: 1. Female Delinquency
2. Women's Prisons

192 LAMBERT, L. R., MADDEN, P. G. (1975).
G The Adult Female Offender before-during-after Incarceration. (Vanier Centre Research Report No. 3). Ontario: Ministry of Correctional Services. 24p.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency
2. Women's Prisons

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Prisons pour femmes

193 LANDAU, B. (1975).
A "The Adolescent Female Offender: Our Dilemma". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 17:2. 146-153.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

194 LANDREVILLE, P. (1969).
A "Population carcérale féminine au Canada". La Revue Canadienne de Criminologie, 11:1. 1-25.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Prisons pour femmes

KEY WORDS: 1. Female Delinquency
2. Women's Prisons

Dans cet article, l'auteur se penche sur l'utilisation des peines d'incarcération pour les femmes condamnées par les tribunaux. En se basant sur les statistiques fournies par le Bureau Fédéral de la Statistique, par le Commissaire des Pénitenciers et par certains ministères provinciaux de la Justice, l'auteur tente de voir quels usages l'on fait de l'incarcération pour les délinquants adultes au Canada, tout en se demandant jusqu'à quel point l'utilisation de ces peines privatives de liberté rencontre les objectifs que l'on assigne à ce type de peine. Dans une première partie de l'analyse, on étudie l'évolution des condamnations selon le sexe des personnes condamnées durant les dernières années; puis dans une deuxième partie, l'auteur se penche particulièrement sur les caractéristiques de la population carcérale féminine. On peut retenir les observations suivantes: les peines de plus de 2 ans, sont surtout imposées à des toxicomanes ayant violé la Loi sur les stupéfiants. Ces mêmes détenus représentent la majorité des femmes qualifiées de récidivistes. Les sentences de prison sont ordinairement de moins de deux mois. Un certain pourcentage de délinquantes incarcérées dans les institutions provinciales, surtout parmi les indiennes et les métisses sont condamnées pour "ivresse" ou autres délits se rapportant aux boissons alcooliques. Quant à savoir, si les peines privatives de liberté, imposées aux délinquantes du Canada, atteignent les objectifs qu'on leur fixe ordinairement, les données statistiques dépouillées n'aident pas à répondre à la question.

195 R ROSS, R. R. (1974). Rewards for Offenders: Behavior Modification in an Institution for Female Adolescents. University of Waterloo.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency
2. Training School
3. Psychology

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Centre de rééducation
3. Psychologie

196 A ROSENBLATT, E., GREENLAND, C. (1974). "Female Crimes of Violence". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:2. 173-180.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency 2. Violence

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine 2. Violence

The authors give a brief account of the conclusions of a study of two groups of violent delinquents within the framework of a psychiatric hospital and a penitentiary. A comparison is made between the incidence of male and female violence.

3. Délinquants juvéniles/Juvenile Delinquents

197 A ACHILLE, P. A., GENDREAU, G., TESSIER, B. (1967). "L'apparence extérieure du jeune délinquant en rééducation". Revue Canadienne d'Education Spécialisée, 3. 51-82.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Rééducation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquents 2. Reeducation

198 G ALBERTA. GOVERNMENT OF ALBERTA (1967). Report of the Alberta Royal Commission on Juvenile Delinquency. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Alberta

In 1966, a resolution of the Legislature of the province of Alberta gave rise to the creation of a commission of inquiry into juvenile delinquency in this province. The terms of reference were broad and included the fields of causation, prevention, detection, apprehension, prosecution, detention and rehabilitation. A total of 127 written submissions were received by the Commission, 42 from private or public agencies, organizations and departments, and 85 from private citizens. The Commissioners visited a number of private and public agencies; municipal, Provincial and Federal Department; private and public institutions; and interviewed persons individually and in groups, in its efforts to resolve areas of concern. The Commissioners studied the existing provincial and federal legislation relative to the field of juvenile delinquency. The report contains: the nature and scope of juvenile delinquency, the basic causes of juvenile delinquency, preventive measures and procedures for curbing juvenile delinquency, the judicial process, the custodial and rehabilitative process, juvenile age limits and recommandations of the Commission.

199 G ALBERTA. GOVERNMENT OF ALBERTA (1967). Supplementary Report on Juvenile Delinquency in Alberta. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Alberta

200 ASSOCIATION CANADIENNE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX (1971).

R Mémoire au comité permanent sur la justice et les affaires juridiques au sujet du Bill C-192, la loi sur les jeunes délinquants. Ottawa: Association Canadienne des Travailleurs Sociaux.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Législation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Legislation

201 ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES CRIMINOLOGUES DU QUEBEC (1971).

R Réflexion sur les dispositions du Bill C-192 visant à moderniser la loi sur les jeunes délinquants. 6p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquents 2. Legislation

202 BELPAIRE, F. (1964).

A "L'évolution des attitudes envers les parents et envers les éducateurs des groupes de délinquants en cours de rééducation". Revue Canadienne de Criminologie, 6:1. 106-111.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Rééducation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquents
2. Reeducation

203 BELPAIRE, F. (1971).

A "Essai d'une méthode projective et d'un questionnaire dans l'étude de la conception de la société chez le jeune délinquant". Contributions à l'Etude des Sciences de l'Homme, 8. 147-174.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquents

204 BERTRAND, M. A. (1965).
"Délinquance juvénile: essor ou déclin?".
A Maintenant, 43044. 223-232.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

205 BIRON, L., LEBLANC, M. (1976).
"La délinquance cachée à Montréal". Criminologie
A Made in Canada, 3:1. 5-16.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

206 BLANCHARD, J. L. (1971).
Long Term Validity of the Measure of Treatment
T Potential: A Follow-Up Study of Boys released
from Training School in Ontario. University of Ottawa:
Centre of Criminology. (M. A. Thesis).

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

207 CALLAGAN, J. E. (1961).
Survey of Juvenile Delinquency in Ontario. Paper
R presented at the Third Biennial Canadian Congress
of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Ontario

208 G

CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1965). Délinquance juvénile au Canada. Rapport du comité du Ministère de la Justice sur la délinquance juvénile. Ottawa: Imprimeur de la Reine. 377p.

CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE (1965). Juvenile Delinquency in Canada. Report of the Committee of the Department of Justice on Juvenile Delinquency. Ottawa: The Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

Français

Le mandat de la Commission était le suivant:

a) s'informer sur la nature et l'ampleur des problèmes créés au Canada par la délinquance juvénile et en faire rapport.

b) avoir des conversations avec des représentants compétents des gouvernements provinciaux dans le but de déterminer les moyens d'assurer une collaboration efficace entre ces gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral, en ce qui concerne leur juridiction constitutionnelle respective.

c) soumettre des recommandations relatives aux mesures qui pourraient être prises par le parlement et par le gouvernement du Canada pour faire face à la situation créée par la délinquance juvénile.

Pour mieux comprendre le problème de la délinquance, y compris les questions telles que la prévention, les remèdes et la recherche, les opinions de personnes compétentes en cette matière ont été recueillies; des fonctionnaires des ministères provinciaux, des juges de tribunaux pour enfants et de tribunaux des causes familiales, des surveillants de délinquants mis en liberté surveillée, des professeurs d'université ainsi que d'écoles spécialisées, des sociétés particulières, d'autres personnes et organismes qui, partout au Canada, s'intéressant à un aspect quelconque de la prévention et du contrôle de la délinquance juvénile ont été interrogés. Les sujets suivants ont été traités: nature et importance de la délinquance juvénile au Canada, autorité légale sur le comportement des mineurs, la loi sur les jeunes délinquants, la rééducation du jeune délinquant, le traitement préalable au jugement de délinquance, le tribunal pour mineurs, le traitement des mineurs légalement déclarés délinquants, la responsabilité des parents et autres adultes, la prévention et la recherche.

English

The mandate of the Commission was as follows:

a) to ascertain and report on the nature and extent of the problems created in Canada by juvenile delinquency.

b) to talk to competent representatives of the provincial governments with a view to finding ways and means to assure effective collaboration between the provincial and federal governments where their respective constitutional jurisdiction is concerned.

c) to submit recommendations with regard to measures that could be taken by parliament and the Canadian government to cope with the situation created by juvenile delinquency.

For a better understanding of delinquency, including questions such as prevention, remedial measures and research, competent persons were asked their opinion on the matter; officials of the various provincial departments, judges of the juvenile and family courts, probation officers, university professors as well as teachers in special schools, private societies, other persons and agencies which, throughout Canada, were involved in some aspect of the prevention and control of juvenile delinquency, were interrogated. The following subjects were discussed: the nature and extent of juvenile delinquency in Canada, legal authority over the behaviour of minors, the Juvenile Delinquent Act, the rehabilitation of the juvenile delinquent, treatment prior to judgment of delinquency, the juvenile court, the treatment of minors legally declared delinquents, the responsability of parents and other adults, prevention and research.

209 G CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975). West Island Juvenile Diversion Project. Minibike Component. Information and Referral Handbook. Pointe-Claire. 7p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Diversion

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Déjudiciarisation

210 G CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975). Loi sur les jeunes qui ont des démêlés avec la justice. Rapport du Comité du Ministère du Solliciteur Général sur les propositions formulées en remplacement de la Loi sur les jeunes délinquants . Ottawa: Solliciteur Général. 105p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975). Young Persons in Conflict with the Law. A Report of the Solicitor General's Committee on Proposals for New Legislation to replace the Juvenile Delinquents Act. Ottawa: Solicitor General. 78p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Legislation

Français

Ce rapport contient les remarques et recommandations du Comité du Ministère du Solliciteur Général chargé d'examiner la législation proposée en remplacement de la Loi sur les jeunes délinquants. En résumé, les grandes lignes des mesures proposées sont: restreindre le champ d'application de la législation, prévoir la création d'un bureau de sélection chargé de divertir le jeune de la procédure judiciaire, chercher avant tout à satisfaire de façon aussi précise que possible les besoins personnels du jeune, en prévoyant l'évaluation obligatoire de chaque cas lorsque la liberté surveillée ou la détention en milieu ouvert ou fermé est envisagée, favoriser une participation plus active du jeune et de ses parents au processus, établir des garanties réelles quant au fond et à la procédure et définir l'obligation, imposée à ceux qui sont chargés de l'administration de la loi, de rendre compte de leurs actes par des révisions judiciaires et administratives.

Le Comité est d'avis que la nouvelle loi ne suffira pas à elle seule à produire les changements et les améliorations nécessaires. Le Comité reconnaît la nécessité de prévoir de nouvelles ressources et d'étendre le champ d'application des ressources existantes dans les domaines suivants: modification de l'âge, bureau de sélection et orientation, service, évaluation, juges, formation du personnel de l'ensemble du système, révision prédécisoire, soins et services fournis lors du placement en milieu résidentiel en non-résidentiel.

English

This report contains the considerations and recommendations of the Ministry of the Solicitor General Committee in charge of reviewing the proposed legislation to replace the Juvenile Delinquent Act. In summary, the main thrusts of the proposals are to restrict the scope of the legislation, provide for a formal process to divert young persons from the juvenile justice process through the establishment of a screening agency, place emphasis on responding as precisely as possible to the individual needs of young persons by provinding for mandatory assessments in those cases where probation, open or secure custody is being contemplated, promote more active participation of the young persons and their parents in the process, stipulate specific substantive and procedural safeguards and outline the accountability of those persons involved in the administration of the process through judicial and administrative reviews.

It is the belief of the Committee that new legislation by itself will not be sufficient to bring about needed changes and improvements. The following areas are identified as requiring the developments of new resources and extensions of existing resources: age changes, pre-court screening and referral, service resources, assessment resources, judges, training of personnel throughout the system, predispositional reviews, residential and non-residential post-dispositional care and services.

211 R

CANADIAN ASSOCIATION OF SOCIAL WORKERS (1971) Brief on the Standing Committee on Justice and Legal Affairs Respecting Bill C-192, the Young Offenders Act. Ottawa.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Legislation

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

212 CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1971). "Brief on Young Offenders Act, Bill C-192". A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:4. 307-318.

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1971). "Mémoire sur la loi concernant les jeunes délinquants (Bill C-192)". Revue Canadienne de Criminologie, 13:4. 307-318.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquents 2. Legislation

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

213 CHEVRIER, P., LEBLANC, M., MONTMARQUETTE, C. (1974). Etude prévisionnelle de la délinquance juvénile à Montréal. Université de Montréal: Groupe de R Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 81p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévision

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prediction

214 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. COORDINATOR OF JUVENILE DELINQUENCY PREVENTION SERVICES (1963). G An Interim Report in the Treatment of Juvenile Delinquency. (Canada). 28p.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Colombie Britannique

215 COMMUNITY WELFARE PLANNING COUNCIL (1970). Report on City of Winnipeg Conference on Prevention of Juvenile Crime. Winnipeg. R

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prevention

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention

216 CUSSON, M. (1974). La resocialisation du jeune délinquant. Montréal: V Les Presses de l'Université de Montréal. 160p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Resocialisation

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Resocialization

Tous ceux qui s'intéressent à la criminologie dans ses rapports avec la délinquance juvénile trouvent dans cet ouvrage une tentative de synthèse, dont le cádre permet de remettre en valeur les résultats fragmentaires de diverses recherches, effectuées dans trois institutions bien connues de Montréal: l'école Mont Saint-Antoine, Boscoville et le Centre Berthelet. A partir de ces données, l'auteur essaie de formuler avec une louable pondération ses vues personnelles sur le processus de resocialisation. Dans une dernière partie, il s'enhardit jusqu'au point de s'aventurer sur le terrain plus mouvant et plus périlleux des "politiques" concrètes, dont la mise en place, si on veut qu'elles répondent vraiment à nos attentes, devrait peut-être tenir compte d'autres considérations, beaucoup plus amples et tout aussi importantes. Cet ouvrage constitue une initiation à l'étude du problème de la délinquance juvénile et aux méthodes que des institutions progressives s'efforcent de mettre au point, au Québec.

217 A

DELAGRAN, W.R. (1965). "Juvenile Delinquency: A Study in Social Structure". The Canadian Journal of Corrections, 7:1. 117-124.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

218 R

EGAN, M. (1963). Juvenile Delinquency. Some Misconceptions. A paper originally titled: Birds, Bees and Bad Boys. Calgary, Alberta: John Howard Society of Alberta. 13p.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

219 A FINE, C. (1963). "Forty-six Autobiographies of Juvenile Delinquents: A Content Analysis of Themes". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:3. 163-175.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

220 A FOX, R.G., SPENCER, M.J. (1972). "The Young Offenders Bill: Destigmatizing Juvenile Delinquency". Criminal Law Quarterly, 14:2. 172-219.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Legislation

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

221 R FRECHETTE, M., LAPIERRE, J. (1975). Le diagnostic et le pronostic de la délinquance grave. Troisième rapport d'étape 1974-1975. Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 187p. (Directeur: Fréchette, M.).

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention 3. Prévision

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prevention 3. Prediction

222 T GAGNE, D. (1964). Valeurs morales et conduites délinquantes. Mémoire de Maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 126p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Valeurs morales

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Moral values

Le phénomène de la criminalité peut-être étudié dans une perspective morale qui implique une incapacité de l'individu à obéir aux impératifs de

comportement que pose la société. Cette incapacité peut être due soit à la structure de la personnalité de l'individu, soit à la nature du milieu; ce milieu sera donc criminogène s'il est incapable de posséder et de transmettre à ses membres une structure morale. Cette approche du problème de la délinquance se distingue des autres schèmes théoriques en ce qu'elle vise directement les contrôles de l'action constitués par ces normes morales. Posée dans cette perspective, l'analyse de ce problème relève de la sociologie de la vie morale largement étudiée à l'intérieur de ce volume.

223 GANDY, J. M., SPENCER, J. (1976).
"The Dilemma of Juvenile Justice: Some Implications of Recent Scottish Developments for Canadian Social Policy". Criminology Made in Canada, 3:1. 35-46.

A

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

224 GUINDON, J. (1969).
Le processus de rééducation du jeune délinquant par l'actualisation des forces du moi. Montréal: Centre de Recherche en Relations Humaines. 320p.

V

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Rééducation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Reeducation

A la suite d'un exposé théorique où l'auteur situe sa recherche par rapport aux contextes historiques variés, et se choisit un cadre de référence théorique intégré, celui-ci nous entretient des conditions générales d'application du processus de rééducation du jeune délinquant et plus particulièrement des conditions d'application telles que réalisées au Centre de Rééducation de Boscoville. Puis, le processus de rééducation tel quel, nous est expliqué dans

ses différentes étapes de réalisation où se retrouvent des éléments communs qui proviennent du jeu des intéractions d'influence positives de l'organisation du milieu et des forces autonomes de L'Ego adolescent. C'est ainsi que l'auteur a tenté de reconstituer l'ensemble du processus de rééducation appliqué au jeune délinquant et tel qu'il peut se dérouler dans un internat de rééducation. Cette étude représente une sorte de synthèse qui esquisse en gros traits le problème complexe de rééducation du jeune délinquant.

225 HUTCHINSON, H. C., LUPMANIS, A. (1964).
A Preliminary Study on Difference Between the
R Youthful Offender (age 16-21) Appearing in the Toronto Magistrate's Court, and Non-Offenders of Similar Age. In: Quebec Sociey of Criminology. Fourth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal. 289-298.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Etude comparative

226 JARVIS, G. K. (1972).
An Ecological Analysis of Juvenile Delinquency
V in a Canadian City. In: Deviant Behaviour and Societal Reaction. (Eds). C. Boydell, C. Grindstaff and P. Whitehead. Toronto: Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd. 605-626.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Statistics
3. Ecology of Crime

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Statistiques
3. Ecologie de la criminalité

227 JARVIS, G. K., MESSINGER, H. B. (1974).
"Social and Economic Correlates and Juvenile
A Delinquency". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:4. 361-372.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

228 KEECH, J., BILODEAU, F., EGAN, M. (1968).
"Changing Delinquent Behavior (YSB Style)".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:2. 311-320.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Treatment

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Traitement

229 LANDRY, A. (1963).
Délinquance juvénile à Hull. Mémoire de maîtrise
T inédit ès sciences sociales (Service social). Université de Montréal: Département de Service Social.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

230 LANGLEY, M. (1976).
"Juvenile Justice: What is it?". Criminology
A Made in Canada, 3:1. 17-32.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

231 LAPLANTE, J. (1974).
Les services à l'enfance et à la jeunesse délinquante
R ou en danger moral ou physique. Université d'Ottawa: Département de Criminologie. 207p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

232 LAVALLEE, C., MAILLOUX, N. (1965).
"Mécanismes de défense caractéristiques des
A groupes de jeunes délinquants en cours de rééducation". Contribution à l'Etude des Sciences de l'Homme, 6. 52-66.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Rééducation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Reeducation

Dans cet exposé, les auteurs présentent une description des mécanismes de défense qui entrent en jeu dans la pathologie délinquante. A partir des données recueillies au cours d'environ 500 séances de psycho-thérapie de groupe, on en est venu à distinguer deux catégories de mécanismes de défense: a) ceux qui entrent en action lorsque la survivance et la cohésion du gang sont en cause, b) ceux qui entrent en action lorsqu'il s'agit de se prémunir contre l'influence réformatrice du milieu social.

233 LAWRENCE, L. G. (1962).
"Organization of a Crime Prevention and Juvenile
A Bureau". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 4:4. 212-215.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Prevention

MOTS CLES: 1. Delinquance juvénile 2. Prévention

234 LEBLANC, M. (1968).
Délinquance juvénile à Montréal (1960-1966).
R Recherche sur la conduite et la culture délinquante. Université de Montréal: Département de Criminologie. 200p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Québec

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Quebec

Cette monographie traite d'une forme particulière d'inadaptation, à savoir la délinquance juvénile à Montréal. Après avoir précisé le contexte sociologique de cette délinquance par la description du volume et la nature de celle-ci au Canada et au Québec, son évolution et ses caractéristiques dans le milieu montréalais pour la période 1960-1966 sont étudiées à l'aide des statistiques policières. Cette analyse est complétée par une étude au niveau des districts de police de la ville de Montréal, de façon à relier statut social et délinquance.

235 LEBLANC, M. (1971).
"La réaction sociale à la délinquance juvénile.
A Une analyse stigmatique". Acta Criminologica, 4:1. 113-191.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Opinion publique

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Public Opinion

Cette recherche tente de faire ressortir les critères de la réaction sociale. Partant de la délinquance révélée et officielle, elle suit son cheminement dans le système de contrôle social exercé par le public, la police et la cour. Elle aborde le phénomène de la délinquance juvénile comme un système. Dans la première partie de l'article, le contexte théorique et empirique de la recherche est développé, et la méthodologie est présentée: le plan d'observation et la construction des variables sont précisés et l'on procède à l'analyse des relations entre les variables. Le quartier est une variable indépendante, la réaction sociale est une variable dépendante, expliquée par la nature du milieu socio-économique et de

l'acte délinquant; la délinquance, pour sa part, est une variable indépendante. La deuxième partie se divise en 4 sections: la première section analyse le passage de la délinquance du niveau révélé au niveau officiel, la seconde section a pour point de départ cette délinquance officielle et porte sur les facteurs influençant, d'une part, l'origine de la réaction sociale, et d'autre part, la réaction policière. La troisième section rapporte une analyse des critères sur lesquels se base la Cour du Bien-Etre social pour prendre une décision concernant les cas de délinquance qui lui parviennent. La quatrième section décrit la circulation des adolescents dans l'ensemble du système de la justice juvénile.

236 LEBLANC, M. (1976).
"Le système de justice pour mineurs au Québec:
A Quelques données statistiques". Criminologie Made in Canada, 3:1. 47-66.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Criminal Statistics

237 LEGENDRE, G., MENARD, R. (1973).
Les bandes de jeunes: ampleur et nature du
R phénomène à Montréal. Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation juvénile. 104p.

MOTS CLES: 1. Bandes d'adolescents

KEY WORDS: 1. Gangs

Ce rapport étudie le phénomène des bandes de jeunes marginaux à Montréal. Dans un premier chapitre, il est question des bandes dans les écrits criminologiques, puis des thèmes suivants: l'ampleur du phénomène, les caractéristiques des membres des bandes, l'organisation ou la structure des bandes, le comportement marginal ou la délinquance des membres des bandes et l'étiologie du phénomène des bandes. Un deuxième chapitre traite du phénomène des bandes de jeunes à Montréal, et comporte trois sections: les bandes selon un sondage en milieu scolaire, les bandes selon les dossiers de la police et les bandes selon des informateurs-clés.

238 LEMAY-WARREN, J. (1960).
Juvenile Delinquency in Canada: The Canadian
R Conference on Children. 69p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

239 LIMOGES, T. (1967).
Moralité adolescente et milieu urbain. Etude
R psycho-culturelle des valeurs morales des adolescents d'un quartier populaire urbain. Rapport inédit du groupe de recherche sur la moralité adolescente. Université de Montréal: Département de Criminologie. 184p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Valeurs morales

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Moral Values

240 MacDONALD, J. A. (1971).
"A Critique of Bill C-192: The Young Offenders
A Act". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:1. 166-180.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Legislation

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

241 McGRATH, W. T. (1963).
Preventing Juvenile Delinquency. An Address
R delivered to the John Howard Society, Windsor, Ontario. Windsor: John Howard Society. 7p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Prevention

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention

242 McGRATH, W. T. (1964).
The Young Adult Offender. Ottawa: Canadian
R Welfare Council. 14p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Young Adults

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Jeunes adultes

243 MacLEOD, A. J. (1964).
"The Juvenile Delinquency Committee". Canadian
A Journal of Corrections, 6:1. 43-49.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

244 MAILLOUX, N. (1971).
"Psychologie clinique et délinquance juvénile".
A Contribution à l'Etude des Sciences de l'Homme,
8. 101-122.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Psychologie

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Psychology

245 MAILLOUX, N. (1971).
Jeunes sans dialogue. Criminologie pédagogique.
V Paris: Editions Fleurus. 395p.

MOTS CLÉS: 1. Délinquance juvénile
2. Psychologie

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency
2. Psychology

Dans cette première partie, les questions qui s'y trouvent posées gravitent autour du problème central des frontières du normal et du pathologique. C'est

d'abord et fondamentalement à propos de la délinquance que se pose cette question. Noël Mailloux apporte une théorie nouvelle. Il propose de fait une certaine pathologie spécifique, celle du développement psychosocial et qui, si elle suggère une analogie avec la nosologie classique, n'en diffère pas moins radicalement. Trois courtes études ont été jointes à cette première partie dans lesquelles on retrouve le même souci de distinguer du psychopathologique les états avec lesquels on l'a parfois confondu, à savoir les états conflictuels dans lesquels un être "se voit tiraillé par deux motivations différentes", certaines situations de "stress" et la recherche de l'identité à travers l'évolution de la relation objectale, chez l'adolescent notamment. Ces trois études comparatives sont autant de clés pour comprendre la personnalité du délinquant; comme celle d'ailleurs de tout individu dit "normal" et faciliteront la compréhension d'une pédagogie, qu'elle concerne l'éducation générale ou la rééducation. En partant d'une étude de base sur la répétition compulsive du comportement délictueux, l'auteur nous fait découvrir dans la deuxième partie comment le psychologue peut étudier activement l'évolution du jeune délinquant aux divers moments qui vont de la "première rencontre" à la "réhabilitation". Cette dernière étape constitue sans aucun doute le pas le plus difficile à accomplir, qu'il s'agisse de la restauration de l'image du sujet à ses propres yeux ou aux yeux de son milieu, les deux aspects paraissant d'ailleurs étroitement liés et interdépendants. Une étude sur le fonctionnment du Surmoi chez le délinquant habituel permettra enfin de mieux saisir encore pourquoi une telle réhabilitation

suppose des techniques pédagogiques et thérapeutiques hautement spécialisées qui sont évoquées surtout dans la troisième partie du livre. On trouve dans la quatrième partie le texte des trois conférences adressées par Noël Mailloux à des éducateurs spécialisés en formation et accomplissant des stages auprès de jeunes délinquants dans le cadre de l'institut, mondialement connu, de Boscoville, près de Montréal. Cette dernière partie pose plus que jamais, une question fondamentale qui est aujourd'hui dans de nombreux esprits: jusqu'à quel point l'éducateur a-t-il le droit de proposer à ceux auprès desquels il oeuvre sa propre vision du monde, ses valeurs, son projet moral et pédagogique?

246

R

MAISONNEUVE, D., BAIL, P. (1974).
Atlas de l'inadaptation juvénile à Montréal.
Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 63p. (Directeur: Marc Leblanc).

MOTS CLES:
1. Délinquance juvénile
2. Statistiques criminelles
3. Ecologie de la criminalité

KEY WORDS:
1. Juvenile delinquents
2. Criminal statistics
3. Ecology of Crime

Cette étude nous renseigne sur certaines formes d'inadaptation juvénile à Montréal; soit, les décrocheurs scolaires entre 13 et 17 ans, les enfants placés en foyer nourricier (suivant leur lieu d'origine et leur lieu de placement), les adolescents sous la supervision du service de probation pour mineurs en raison d'un délit et les enfants et adolescents en institution pour une période plus ou moins longue. Chacun de ces aspects de l'inadaptation juvénile fait l'objet d'une description statistique et cartographique.

247 R MANITOBA ASSOCIATION OF SOCIAL WORKERS (1968). Brief for Citizen Groups on 1) Publication of Names of Juveniles 2) Juvenile Age Limit 3) Corporal Punishment. Winnipeg, Manitoba.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Corporal punishment

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Peines corporelles

248 T MARINEAU, D. (1969). L'adolescent inorganisable. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 148p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

249 A MATHESON, M.A. (1966). "Search and Leadership Training for Young Offenders at Lakeview Forest Camp". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:4. 237-245.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Training School

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Centre de rééducation

250 R MONCTON BOYS' CLUB (1968-1971). Re-Act Project. Research Action. A Demonstration Project operated by the Moncton Boys' Club. Moncton: Department of the Solicitor General.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prevention
3. Maritimes

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention
3. Maritimes

251 A NEASE, B. (1966). "Measuring Juvenile Delinquency in Hamilton". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:2. 133-145.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Ontario

252 NOEL, W.E.E. (1970).
"The Young Adult Offender". Comments on Chapter 21 of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 296-300.
A

KEY WORDS: 1. Young adults

MOTS CLES: 1. Jeunes adultes

253 NOUVELLE-ECOSSE/NOVA SCOTIA. WELFARE COUNCIL (1962).
Report on Delinquency in the Halifax Area: Juvenile and Adult Occurences: Resources for Prevention and Treatment. Halifax: Nova Scotia Welfare Council. 45p.
G

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prevention 3. Treatement 4. Nova Scotia

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention 3. Traitement 4. Nouvelle-Ecosse

254 ONTARIO (1967).
Report of the Ontario Legislature's Select Committee on Youth. Toronto: Queen's Printer.
G

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Delinquance juvénile 2. Ontario

255 PHILIP, B.R. (1961).
"An Objective Evaluation of Brief Group Psychotherapy of Delinquent Boys". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 3:4. 463-466.
A

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Psychotherapy

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Psychothérapie

256 QUINTAL, M. (1969).
Délinquance juvénile et identification. Thèse inédite. Québec: Université Laval: Ecole de Psychologie.
T

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

257 R

SHAMSIE, S.J. (1964). Clinical and Experimental Observation on Patients in an Adolescent Unit. In: Quebec Society of Criminology. Fourth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal: Quebec Society of Criminology. 365-368.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Psychiatrie

258 R

SHAMSIE, S.J. (ed.) (1965). The Juvenile Offender. Proceedings of a Penal Discussion held at the Annual Meeting of the Canadian Psychiatric Association. Montreal.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Psychiatrie

259 A

SNIDER, J.G. (196-). "A Comparison of all Inclusive Conceptualization in the Delinquent and Non-Delinquent". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:4. 411-413.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Comparative study

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Etude comparative

260 A

SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT (1965). Report, First in a Series: A Profile of Juvenile Delinquency in Hamilton. Hamilton: Ont. 22p.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Ontario

261 SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT (1965).

R Brief to the Board of Control: Need for a Supervised Residence for Young Men in Hamilton. Submission to the Select Committee on Youth of the Ontario Legislature. Hamilton. 10p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Ontario

262 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1963).

L'enfant infracteur et la loi. Ottawa: Société

R Canadienne de Criminologie. 23p.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1963).

The Child Offender and the Law. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

Français

Par ce mémoire, la Société Canadienne de Criminologie présente des propositions au Comité d'étude de la délinquance juvénile du ministère fédéral de la justice. Beaucoup d'aspects traités dans ce mémoire ne relèvent pas du gouvernement fédéral, et tombent plutôt dans le domaine provincial ou municipal; cependant l'étude voulait examiner tous les aspects de la délinquance juvénile. Les thèmes suivants sont traités: la prévention, la législation, les pouvoirs des corps policiers en regard de l'enfance délinquante, les tribunaux pour enfants, la liberté surveillée et les institutions pour l'enfance délinquante, la recherche et la formation du personnel pour les services de l'enfance délinquante.

English

Through this text, the Canadian Society of Criminology submits proposals to the Committee for the Study of Juvenile Delinquency of the Federal Department of Justice. Many of the aspects dealt with in this paper are

not under the jurisdiction of the Federal Government but rather are in the provincial or municipal domain; however, the aim of the study was to examine all the aspects of juvenile delinquency. The following subjects are examined: prevention, legislation, the powers of the police with regard to the juvenile delinquent, the juvenile courts, probation and institutions for delinquent minors, research and the training of the personnel for the services pertaining to juvenile delinquents.

263 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1967).
Le rapport du comité chargé d'étudier les
R implications pour le bien-être de l'enfance et les répercussions connexes du rapport du ministère de la Justice sur la délinquance juvénile. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 12p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1967).
Report of the Committee Established to consider Child Welfare and Related Implications arising from the Department of Justice Report on Juvenile Delinquency. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

Français Le Comité ayant antérieurement fait des propositions en ce qui a trait aux rapports entre les services à l'enfance délinquante et ceux du Bien-Etre à l'enfance, reformule certaines des propositions de la société quant aux sujets suivants:

- limites d'âge
- mention des chefs d'accusation
- terminologie
- procédure des poursuites judiciaires
- foyers nourriciers

English

The Committee having previously made proposals concerning the relations between the services for delinquent minors and those of Child Welfare, again puts forward certain of the Society's proposals concerning the following:

- age limit
- mention of the counts of indictment
- terminology
- procedure of legal prosecution
- foster homes

264 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1971). Mémoire sur la loi concernant les jeunes délinquants, (Bill C-192). Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 13p.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1971). Brief on the Young Offenders Act.(Bill C-192). Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législation

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Legislation

265 R

SPENCER, J. (1973). The Search for Justice for the Young Adult Offender. Occasional Papers in Social Work, No. 1. University of Toronto: Faculty of Social Work.

KEY WORDS: 1. Young Adults

MOTS CLES: 1. Jeunes adultes

266 A

STEPHENSON, P. S. (1973). "Myths about Juvenile Delinquency". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:1. 83-92.

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

267 R

THIBAULT, L. (1974).
Les groupes de pairs et la délinquance chez les adolescents. (Recherche: la délinquance commise et subie, No. 3). Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 175p. (Directeur: Leblanc, M.).

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Facteurs socio-culturels

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Socio-Cultural Factors

L'objectif de cette étude est de mesurer l'impact des groupes de pairs sur les comportements de l'adolescent, et plus spécifiquement sur ses comportements délinquants. Un échantillon de 326 adolescents et adolescentes a été choisi. Les résultats de l'étude confirment que les amis délinquants et les activités délinquantes ont une forte correspondance avec les comportements délinquants des adolescents. Des différences sont à noter selon le sexe et l'âge de l'adolescent.

268 T

TOBIN, R. (1971).
Dépistage de la délinquance. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 180p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Prévention

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency 2. Prevention

269 T

VAZ, E.W. (1966).
"Self-Reported Juvenile Delinquency and Socio-Economic Status". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:1. 20-27.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Social class

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Classes sociales

270 VINE, W.G. (1962).
Needs of Institutionalized Male Juvenile Delinquents, and the Resources of a Training School to Meet Them. Unpublished M.S.W. Thesis. University of Toronto.

T

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Training school

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Centre de Rééducation

The study examines the characteristics and family backgrounds of a group of boys committed to the Ontario Training School at Bowmanville in 1959-1960. The resources of the training school are then examined to see how they compare with the needs shown by the boys.

271 WILGOSH, L. (1973).
"Study of Group Home Placements as a Possible Correction of Delinquent Behaviour". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:1. 100-108.

A

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Foster homes

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Foyers nourriciers

272 WILSINS, C.F. (1964).
"Children Away from Home". Review of the Youth Protection Services, 4:2. 35-39.

A

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

4. Délinquants sexuels/Sex Offenders

273 A

FREUND, K.,SEELY, H.R., MARSCHALL, W.E. (1972). "Sexual Offenders Needing Special Assessment and/or Therapy". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:4. 345-365.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

274 R

GIGEROFF, A.K. (undated). Sex Offenders on Probation: A Survey of Seven Provinces. Toronto: Clarke Institute of Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Sex offenses 2. Probation

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Probation

275 V

GIGEROFF, A.K. (1968). Sexual Deviations in the Criminal Law: Homosexual, Exhibitionist and Pedophilic Offences in Canada. Toronto: University of Toronto Press. 218p.

KEY WORDS: 1. Homosexuality
2. Exhibitionism

MOTS CLES: 1. Homosexualité
2. Exhibitionisme

276 A

GRAY, K.G. (1961). "The Sex Offender. 1. Psychiatric Services for the Courts". Criminal Law Quarterly, 3:4. 443-447.

KEY WORDS: 1. Sex offenses 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Psychiatrie

277 A

GREENLAND, C. (1972). "Dangerous Sexual Offenders in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:1. 44-54.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

The author gives legal and statistical information on the operation of sexual psychopath legislation, and examines the case records of prisoners incarcerated for the offense. He indicts the existing law for its inability to provide appropriate treatment, or even humane custody, and suggests legislative changes to protect the public from vicious sexual criminals.

278 HARTMAN, V. (1961).
"Some Observations of Group Psychotherapy with
A Paedophiles". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 3:4. 492-499.

KEY WORDS: 1. Homosexuality
2. Group therapy

MOTS CLES: 1. Homosexualité
2. Thérapie de groupe

279 HARTMAN, V. (1964).
Group Psychotherapy with Sexually Deviant
R Offenders: Pedophiles. In: Quebec Society of Criminology. Fourth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal. 259-272.

KEY WORDS: 1. Homosexuality
2. Group therapy

MOTS CLES: 1. Homosexualité
2. Thérapie de groupe

280 LETTE, M. (1966).
Observation d'un groupe de criminels homosexuels.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 167p.

MOTS CLES: 1. Homosexualité

KEY WORDS: 1. Homosexuality

On a observé dans cette recherche le comportement homosexuel de vingt malades mentaux, mâles, adultes, ayant commis des actes antisociaux qui ont nécessité leur internement dans un hôpital psychiatirque à sécurité maximale, et qui sont tous des homosexuels d'habitude. Certaines observations ont été faites au niveau du groupe et présentées sous forme de sociogramme. Les résultats de l'enquête semblent confirmer l'hypothèse de départ, à savoir, que l'homosexualité est un comportement compensatoire, né d'un trop grand éloignement psychique du sexe opposé; une conduite traduisant une attitude de désengagement, de démission en face des problèmes vitaux. On a observé chez tous l'existence d'un profond sentiment d'infériorité, né de handicaps physiques, psychologiques et sociaux précoces. Ces constatations mènent l'auteur à certaines considérations d'ordre thérapeutique.

281 A

MARCUS, A.M. (1966). "A Multi-disciplinary Two Part Study of Those Individuals Designated Dangerous Sexual Offenders Held in Federal Custody in British Columbia, Canada (Part I): A Statement of the Problem". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:2. 90-103.

KEY WORDS: 1. Sex offenses 2. Dangerousness

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Dangerosité

282 A

MARCUS, A.M., CONWAY, C. (1969). "Dangerous Sexual Offender Project with Dangerous Sexual Offenders Held in Federal Custody in the British Columbia Penitentiary". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 11:3. 198-205.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

283 R MARCUS, A.M., CONWAY, C. (1970). Nothing is My Number: An Exploratory Study with a Group of Dangerous Sexual Offenders. Unpublished paper. British Columbia. 108p.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

284 A MOHR, J.W. (1963). "A Short Survey of Sexual Offenders in Kingston Penitentiary". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:3. 176-179.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

285 A MOHR, J.W. (1963). "A Short Survey of Sexual Offenders in the Ontario Reformatory, Millbrook". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:3. 180-188.

KEY WORDS: 1. Sex offenses 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Ontario

286 V MOHR, J.W., TURNER, R.E., JERRY, M.B. (1964). Pedophilia and Exhibitionism. Toronto: University of Toronto Press. 204p.

KEY WORDS: 1. Homsexuality
2. Exhibitionism

MOTS CLES: 1. Homosexualité
2. Exhibitionisme

287 R MOHR, J.W., GIGEROFF, A.K. (1964). A Study of Male Sexual Offenders Charged in Court Over a Twelve Month Period. Report on the Development of a Study with an Inventory of the Data Collected and a Basic Analysis. Toronto: Forensic Clinic. 13p.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

288 MUNROE, A.R. (1974).
Research in Sexual Deviation and Sexual Offences - A Bibliography. Edmonton: Alberta Hospital. 87p.
R

KEY WORDS: 1. Sex offenses 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Bibliographie

289 SILVERMAN, H. (1971).
"Counselling and the Sex Offence". Criminal Law Quarterly, 14:1. 23-67.
A

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

290 SPENCER, J. (1961).
Control of Sexual Crimes Through Law. Paper presented at the Third Biennial Canadian Congress of Corrections. Toronto.
R

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

291 SPENCER, J. (1961).
"Contribution to the Symposium on Sexual Deviation". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 3:4. 481-484.
A

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

292 SZABO, D. (1960).
Contribution à l'étude de la délinquance sexuelle. Les délits sexuels des adolescents à Montréal. Université de Montréal en collaboration avec la Fondation Richelieu. 58p.
R

MOTS CLES: 1. Délits sexuels
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Sex offenses
2. Juvenile delinquency

293 TURNER, R. E. (1961).
The Group Treatment of Sexual Deviations. Third
R Biennial Canadian Congress of Corrections.
University of Toronto. 485-491.

KEY WORDS: 1. Sex Offenses 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Délits sexuels 2. Traitement

5. Déviants / Deviants

294 BLISHEN, B. R., JONES, F. E., NAEGELE, K. D., PORTER, G. (1968).
V Canadian Society: Sociological Perspectives.
Toronto: MacMillan. 877p.

KEY WORDS: 1. Deviants

MOTS CLES: 1. Déviance

295 BOYDELL, C. L., GRINDSTAFF, C. F., WHITEHEAD, P. C. (1972).
V Deviant Behavior and Societal Reaction. Toronto and
Montreal: Holt, Rinehart and Winston.

KEY WORDS: 1. Deviants 2. Juvenile Delinquency
3. Alcohol 4. Drugs 5. Sex Offenses
6. Mental Illness 7. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Déviance 2. Délinquance juvénile
3. Alcool 4. Drogues 5. Délits sexuels
6. Maladie mentale 7. Opinion publique

Courses in social problems, deviance, crime and corrections, and criminology are increasingly popular among Canadian students at the university level. It is incumbent upon those who teach to provide the best ideas and data available on these subjects. To this purpose, the authors present a collection of forty-two articles, nearly all relating directly to the Canadian experience. Each section of the reader is developed

within a framework that addresses itself to issues of definition, measurement, explanation and the various forms of social reaction. Contents include:
1. Introduction to the concept of social deviance
2. Crime 3. Delinquency 4. Alcohol 5. Drugs
6. Mental Health and Illness 7. Sexual Behavior
8. Violation of nonlegal norms.

296 V HAAS, J., SHAFFIR, B. (ed). (1974). Decency and Deviance. Studies in Deviant Behaviour. Toronto: McClelland & Stewart. 266p.

KEY WORDS: 1. Deviants

MOTS CLES: 1. Déviance

297 A HACKLER, J. C. (1967). "An Underdog Approach to Correctional Research". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:1. 27-37.

KEY WORDS: 1. Deviants 2. Research

MOTS CLES: 1. Déviance 2. Recherche

Whereas the traditional approach to correctional research focuses on the question "Why do they do it?", the "underdog" or "systems" approach examines the processes operating in a given society. Since crime is a social act involving interaction with society, this perspective simply turns the camera around on those who treat the "outsiders". Contrary to some of the premises underlying the traditional approach, the "underdog" approach does not contradict the empirical evidence concerning human behavior. Another reason for considering this method is that crime may be necessary if certain social systems are to function effectively. The systems approach makes one aware of the way a social system operates and can explain the reactions of people who are part of this system. Some entirely different approaches in correctional research will be possible when we accept the fact that many actions taken in regard to deviants are not the result of the deviant's behavior but the product of systems which expect those in authority to act in a certain way.

298 HACKLER, J.C. (1968).
"Predictors of Deviant Behavior: Norms vs. the
A Perceived Anticipations of Others". Canadian
Review of Sociology and Anthropology, May.

KEY WORDS: 1. Deviants 2. Prediction

MOTS CLES: 1. Déviance 2. Prévision

299 JOHN HOWARD SOCIETY, SASKATCHEWAN. REGINA COUNCIL (1963).
The Homeless Transient - the Person and the
R Problem. Proceedings of a Public Institute held
at Saskatchewan House. Regina: John Howard
Society.

KEY WORDS: 1. Transient

MOTS CLES: 1. Vagabond

300 LEBLANC, M., N'GUYEN, T.H. (1974).
"Réactions sociales à la déviance: une étude
A exploratoire". Acta Criminologica. 107-132.

MOTS CLES: 1. Déviance 2. Opinion publique

KEY WORDS: 1. Deviants 2. Public Opinion

L'analyse des réactions sociales à la déviance constitue l'objectif de la présente étude qui se propose d'identifier la distribution des réactions de la population de Montréal face à divers types de déviance sociale. L'échantillon se composait de personnes des 2 sexes prises au hasard dans la population de Montréal et âgées de 18 ans et plus: soit 111 personnes, dont 57 hommes et 53 femmes. Les répondants se devaient d'exprimer la réaction sociale qu'ils soutenaient devant 44 comportements déviants présentés par des descriptions brèves. Parmi les résultats obtenus, la généralité des réactions tout comme la faveur du public pour la peine de mort apparaissent à première vue surprenantes. En outre,

le continuum d'une remarquable régularité dessiné par les indices de contingence et celui, aussi régulier, des indices de consensus formel punitif sont impressionnants.

301 LITTLE, W.T. (1961).
The Homeless Transient and Successful Rehabilitation. Paper presented at the Third Biennial
R Canadian Congress of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Transient 2. Rehabilitation
MOTS CLES: 1. Vagabond 2. Réhabilitation

302 MANN, W.E. (1971).
Social Deviance in Canada. Toronto: Copp Clark.
V 412p.

KEY WORDS: 1. Deviants 2. White collar crime 3. Mental illness 4. Sex offenses
MOTS CLES: 1. Déviance 2. Crimes des cols blancs 3. Maladie mentale 4. Délits sexuels

"Social Deviance in Canada" represents a fresh attempt to bring together interesting and stimulating studies of some of the major topics in this field. This book is a collection of 27 articles related to deviance. In the selection of articles, readability, theoretical and empirical reliability or suggestiveness and general usefulness to the beginning student in sociology, have been three of the criteria utilized. The book contains: 1. The theory of deviance (three articles of a theoretical and introductory character, written by leading American scholars of deviance: Reiss, Erikson and Horowitz and Liebowitz) 2. Crime and white collar deviation 3. Mental disease (including some articles on addiction, alcoholism and suicide) 4. Sexual patterns.

303 N'GUYEN, T. H. (1972).
Réaction sociale à la déviance à Montréal. Mémoire
T de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 243p.

MOTS CLES: 1. Déviance 2. Opinion publique
KEY WORDS: 1. Deviants 2. Public Opinion

L'analyse des réactions sociales à la déviance constitue l'objectif de la présente étude, laquelle se situe dans le cadre de l'Ile de Montréal et qui s'attache à étudier une partie des mécanismes de ces réactions, plus précisément certaines de leurs caractéristiques et de leurs variations, soit en fonction de la nature des actes déviants, soit en fonction des catégories de l'audience. Vu le caractère exploratoire de l'étude, l'auteur n'a pas formulé d'hypothèses mais posé des questions à la réalité dans le cadre d'un schème conceptuel précis.

6. Drogues et criminalité/Drugs and Crimes

304 ADDICTION RESEARCH FOUNDATION OF ONTARIO (1969).
A Preliminary Report on the Attitudes and Behavior
R of Toronto Students in Relation to Drugs. Toronto.

KEY WORDS: 1. Drugs
MOTS CLES: 1. Drogues

305 ADDICTION RESEARCH FOUNDATION OF ONTARIO (1970).
"Summary with Comments on the Interim Report of the
A Commission of Inquiry into the Non-Medical Use of Drugs". Addiction, 17:3. 7-46.

KEY WORDS: 1. Drugs
MOTS CLES: 1. Drogues

306 BAGNELL, B. (1972).
"Heroin. A Rising Tide?" Addictions, 19:2.
A 44-57.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

307 BILODEAU, L. (1971).
La consommation de drogues chez les étudiants
R du secondaire et du collégial de l'Ile de Montréal en 1969 et en 1971. Québec: Office de la Prévention de l'Alcoolisme et des autres Toxicomanies.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

308 CANADA. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES DROGUES A DES FINS NON MEDICALES (1970).
G Rapport final. Ottawa: Imprimeur de la Reine. 1160p.
CANADA. COMMISSION OF INQUIRY INTO THE NON-MEDICAL USE OF DRUGS (1970).
Final Report. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

Français

La Commission a été chargée de formuler des recommandations au gouvernement fédéral quant aux mesures qu'il pourrait prendre, seul ou de concert avec les autres administrations publiques, pour résoudre les problèmes que pose l'usage des psychotropes à des fins non médicales. Celle-ci a dû s'intéresser à l'usage médical des drogues dans la mesure où il influe sur l'usage non médical. Dans une première partie, section 1, l'étude nous fait part de la création de la Commission, de l'interprétation du mandat qui consiste en une préoccupation, non seulement des drogues mineures telles que le cannabis et les autres hallucinogènes, mais aussi des drogues majeures telles que les opiacés et les deux psychotropes les plus répandus, l'alcool et le tabac. Elle rend aussi compte des audiences

publiques qui ont été tenues vue l'ampleur du phénomène et des réactions sociales suscitées. Elle nous fait aussi connaître le personnel et le programme de recherches de la Commission et les rapports de la Commission dont celui-ci est le quatrième et le rapport final.

Dans la section deux, des remarques préliminaires y sont faites sur le problème de la drogue et l'usage de plusieurs de celle-ci, de même que sur la nécessité d'une politique sociale (objectifs, efficacité) et individuelle, en plus de mesures gouvernementales et autres. On y fait état des moyens dont dispose la société et finalement de l'exercice du libre choix à l'égard des drogues. Dans une deuxième partie, on met en cause le droit pénal et l'usage des stupéfiants. Il s'agit de savoir si les avantages escomptés par un recours à la législation pour restreindre l'usage des stupéfiants en valent la peine. Dans cet optique, on a étudié les principes et l'efficacité de la loi, les inconvénients du droit pénal, le contrôle de l'offre, c'est-à-dire les mesures juridiques, législatives et administratives de contrôle au Canada de la production et de la distribution des psychotropes, aux fins licites ou illicites, et les contrôles juridiques applicables à l'usager, y compris le recours à la loi pour punir la possession non autorisée de drogues à d'autres fins que la distribution. Dans une troisième partie, on y fait des considérations générales sur le traitement. Dans une quatrième partie intitulée "Influences", on y parle de recherche et d'information scientifique et technique sur la drogue ainsi que de l'information au sujet de cette dernière, des média et de leur rôle, des services nouveaux (Perspectives-Jeunesse, Initiatives locales) pour finir avec la famille et les facteurs spirituels. Dans une cinquième et dernière partie, des conclusions et recommandations supplémentaires sont faites. On a ajouté 18 appendices à ce rapport qui offrent un aperçu critique des connaissances actuelles sur les effets des principaux psychotropes qui se consomment au Canada à des fins non médicales. Des sections distinctes sont consacrées aux sujets suivants: stupéfiants opiacés, amphétamines, cocaïne, hallucinogènes, alcool, barbituriques,

tranquilisants mineurs et aures sédatifs, substances volatiles et tabac. De plus la Commission a étudié d'abondantes données touchant la motivation, l'étiologie et divers points épidémiologiques de l'usage non médical, celles-ci formant un complément aux appendices de ce rapport consacrés à ces questions.

English

The Commission was asked to make recommendations to the Federal Government on measures that could be taken, alone or together with other public administrations, to solve the problem of the non-medical use of "psychotropes" drugs. The Commission had first to go into the medical use of drugs insofar as it influences their non medical use. In the first part, section 1, the study describes the creation of the Commission and its mandate, which consists of the study of not only minor drugs, such as cannabis and the other hallucinogenic drugs, but also the major drugs, such as narcotics, and the two most widespread psychotropes, alcohol and tobacco. It also gives an account of the public hearings which were held in view of the scope of the problem and the public reaction it engendered. It also mentions the personnel, the research programme of the Commission and the reports of the Commission, this being the fourth and final report.

In section two, the preliminary remarks are on the problems of drugs and the use of many of them, as well as on the need for an individual and social policy (objectives, effectiveness), in addition to government and other measures. The means at the disposal of society are noted and finally the exercise of free choice regarding drugs is discussed. In a second section, the criminal law in relation to the use of drugs is questioned. It is a matter of knowing if the benefits gained by recourse to the law to restrict the use of drugs is worth the difficulties involved. From this point of view, the Commission studied the principles and effectiveness of the law, the drawbacks of the criminal law, the control of the supply, that is, the judicial, legislative and administrative measures of control in Canada over the production and distribution of psychotropes, for lawful or unlawful purposes, and the legal controls applicable to the user including recourse to the law to punish non-authorized possession of drugs for purpose other than distribution. A third section concerns treatment. The fourth section entitled "Influences", deals with research and scientific and technical findings on drugs

as well as information on the latter, the media and its role, new services (Opportunities for Youth, Local Initiative Programme) to finish with the family and religious factors. The fifth and last part contains conclusions and supplementary recommendations. There are 18 appendices to this report which offer a critical survey of present knowledge on the effects of the main psychotropes that are used for non-medical purposes in Canada. Separate sections deal with the following: narcotic drugs, amphetamines, cocaine, hallucinogenics, alcohol, barbiturates, minor tranquilizers and other sedatives, volatile substances and tobacco. In addition, the Commission studies a mass of data dealing with the motivation, the etiology and various epidemiological elements of the non medical use of drugs, these being a complement to the appendices of this report devoted to these questions.

309 CANADA. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES DROGUES A DES FINS NON MEDICALES (1972).

G Le traitement. Rapport. Ottawa: Information Canada. 127p.

CANADA. COMMISSION OF INQUIRY INTO THE NON-MEDICAL USE OF DRUGS (1972).

Treatment. Report. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

310 CANADA. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES DROGUES A DES FINS NON MEDICALES (1972).

G Le Cannabis. Rapport. Ottawa: Information Canada. 427p.

CANADA. COMMISSION OF INQUIRY INTO THE NON-MEDICAL USE OF DRUGS (1972).

Cannabis. Report. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

311 CANADA. SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL (1972).
Guide des parents sur l'abus des drogues. Ottawa:
G Information Canada.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

312 CANADA. SOLICITOR GENERAL (1972).
A Quantitative Test of the Effectiveness of
G an Experimental Treatment Program for
Delinquent Opiate Addicts. Ottawa: Information
Canada.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

313 CAVALLUZO, P. J. (1970).
"Marihuana, the Law and the Courts". Osgoode
A Hall Law Journal, 8:2. 215-248.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

314 CHARBONNEAU, J. P. (1973).
La filière canadienne. Montréal: Editions de
V l'Homme. 597p.

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Crime organisé

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Organized Crime

C'est à un besoin d'information sur les activités du crime organisé que répond ce livre. Celui-ci constitue un ouvrage précieux dans la lutte contre le monde interlope et la pègre. L'auteur a choisi de s'attaquer à l'une des opérations les plus rentables de la pègre: le trafic des stupéfiants. On est à même, depuis quelque temps, de constater ce phénomène dans la région de Montréal. C'est par dizaine de millions de dollars que le trafic de la drogue nourrit annuellement les coffres de trafiquants et leur permet de financer

leurs opérations dans d'autres domaines et de tisser, sur une plus grande surface, la toile de leurs activités criminelles.

315 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. ALCOHOL & DRUG COMMISSION (1974).
G Special Report to the Legislative of the Alcohol and Drug Commission. Victoria, British Columbia.

KEY WORDS: 1. British Columbia 2. Drugs 3. Alcohol

MOTS CLES: 1. Colombie Britannique 2. Drogues 3. Alcool

316 COOK, S. J. (1970).
"The Social Background of Narcotics Legislation". Addiction, 17:2. 14-29.
A

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Code criminel

317 COUTTS, D. (1964).
"The Oakalla Prison Farm Program for Treatment of Narcotic Addicts". Canadian Journal of Corrections, 6:1. 14-20.
A

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Prisons

318 CURRAN, R. E. (1961).
"Canada and Narcotics". Medical Services Journal Canada, 17:10. 747-764.
A

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

319 ELMORE, E. (1964).
"The Hostel Program of the Narcotic Addiction
A Foundation of British Columbia". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:1. 35-42.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

320 EVESON, M. (1964).
"Research with Female Drug Addicts at the
A Prison for Women". Canadian Journal of Corrections, 6:1. 21-27.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Female Delinquency
3. Women's Prisons

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Délinquance féminine
3. Prisons pour femmes

321 FLINT, M. S. (1964).
"Narcotics Addiction in Women Offenders".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:2. 246-265.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Délinquance féminine

322 GILBERT, R. M., KEEHN, J. D. (1972).
Schedule Effects: Drugs, Drinking and Aggression.
V Toronto: Toronto University Press.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Alcohol 3. Violence

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Alcool 3. Violence

323 GORMELY, S. (1964).
Drugs and the Canadian Scene. Toronto: Pagurian
V Press. 186p.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

324 HAMMOND, R. C. (1964).
"The Control of Barbiturates and Amphetamines in
A Canada". The University of Toronto Law Review,
15:2. 443-448.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

325 HOLMES, S. J. (1966).
"Treatment of Narcotic Addicts at the Foundation's.
A Toronto Clinical Services". Addiction, 13:2. 28-30.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

326 JOHN HOWARD SOCIETY OF ONTARIO (1969).
"Sanctions on Marijuana". Canadian Journal of
A Criminology and Corrections, 11:1. 62-72.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

327 KENNEDY, J. de N. (1967).
"Drug Addicts: Are We Creating Them?". Manitoba
A Medical Review, 47:4. 207-212.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

328 KLONOFF, H. (1966).
"Drug Induced Psychological Changes in Sex
A Offenders". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:2. 81-89.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Sex Offenses

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Délits sexuels

329 LEBLANC, M. (1971).
"Quelques aspects du phénomène de la drogue
A à Montréal". Revue Canadienne de Criminologie, 13:4. 352-362.

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Québec

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Quebec

330 LEBLANC, M. (1971).
Drogue-jeunesse: Montréal, été 1970. Rapport
R présenté à la Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales. Montréal: 520p.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

331 MacFARLANE, B. A. (1974).
"Narcotics Prosecutions and the Defence of
A 'de Minimis non Curat lex'". Criminal Law Quarterly, 17:1. 98-114.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Legislations

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Législations

332 MacLEOD, A.J. (1964).
"Custody for Treatment Under the Narcotic Control
A Act". Canadian Journal of Criminology and
Corrections, 6:1. 3-13.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

The 1961 law modified Canadian criminal policy with respect to drug addiction. Henceforth, not only just opium and narcotics, but all drugs came within the provisions of the law. On the other hand, although by this law an offender may be condemned to life imprisonment, the old penalty of flogging has been abolished and the rehabilitation of prisoners is considered. The most important change in the law lies in the treatment of drug addicts, based on the results of clinical research directed by Dr. George H. Stevenson, in British Columbia. Under this law, those who infringe the law on drugs and anyone who is recognized as a drug addict in the course of legal proceedings over any offence, are liable to after they have received treatment. The federal law applies to those guilty of possessing, peddling or smuggling drugs. The provincial laws apply to known drug addicts who have not broken the law on drugs. The system of imprisonment on the completion of treatment combines specific therapy with general social education, also imprisonment as a security measure and supportive therapy on release. However, the new law will only come into force, when the institutions, required to make it function, have been set up.

333 R NARCOTIC ADDICTION FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA (1970). Survey of Drug Use in Selected British Columbia Schools. Vancouver: Narcotic Addiction Foundation of British Columbia.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Colombie-Britannique

334 R OFFICE DE LA PREVENTION ET DU TRAITEMENT DE L'ALCOOLISME ET DES AUTRES TOXICOMANIES. SERVICE DE LA RECHERCHE (1969). La consommation de drogues chez les étudiants du secondaire et du collégial de l'Ile de Montréal. Une enquête auprès de 4,500 étudiants. Montréal.

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

335 A PANZICA, N. (1971). "Legal Grass: A Caseworker's View". Criminal Law Quarterly, 13:4. 445-452.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

336 A PAULUS, I., WILLIAMS, H.R. (1966). "Marihuana and Young Adults. A Preliminary Report". Addictions, 13:3. 26-33.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

337 A RADOUCO-THOMAS, S. (1968). "Enquête sur l'usage des psychodysleptiques (hallucinogènes) dans les collèges et universités de la province de Québec". Laval Médical, 39:9. 817-833.

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Québec

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Quebec

338 RICHMAN, A. (1966).
"Follow-Up of Criminal Narcotic Addicts". Canadian Psychiatric Association Journal, 11:2. 107-115.
A

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Follow-up study
MOTS CLES: 1. Drogues 2. Etude follow-up

Canadian trends in criminal narcotic addictions are analyzed from data compiled between 1955 and 1966 by the Narcotic Control Division of the Department of National Health and Welfare. The chaotic reporting of outcome criteria and methods for follow-up studies of addiction is outlined. Methods for preparing national evaluation of the course of criminal narcotic addiction are described for Canada and their feasibility considered.

339 RIZKALLA, S., FASCIAUX, R.J. (1971).
Les implications économiques du phénomène de la drogue. Rapport présenté à la Commission d'Enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales. Université de Montréal. Centre International de Criminologie Comparée. 410p. (Directeur: Denis Szabo).
R

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

L'auteur nous définit d'abord les notions de coût et de délits relatifs à la drogue, suivies d'un exposé succint des secteurs de la prévention où sont décrites et évaluées en termes de coût les activités déployées et leurs tendances futures, de la répression où est représentée une analyse des cas de comparution devant la Cour des Sessions de Montréal en 1969, ainsi que les coûts des institutions chargées de l'application de la loi, et du traitement où sont exposées les activités des organismes centraux de santé, des hôpitaux généraux et psychiatriques, des institutions carcérales qui se consacrent en partie au traitement des toxicomanes et des projet à venir dans ce domaine.

340 SMART, R.G. (1970).
Drug Use in Canada: It's History Current Concerns and Unsolved Problems. Toronto: John Howard Society. 12p.
R

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

341 SMART, R.G., FEJER, D., WHITE, W.J. (1973).
"Trends in Drug Use Among Metropolitan Toronto High School Students: 1968-1972". Addictions, 20:1. 62-72.
A

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

342 SMART, R.G., LAFOREST, L., WHITEHEAD, P.C. (1970).
"L'épidémiologie de l'usage des drogues au sein de trois populations étudiantes". Communication présentée au Congrès annuel de l'Association of Atlantic Sociologists and Anthropologists. St-Jean, Terre-Neuve, et à celui de la 'National Research Council'. Toxicomanies, 3:2. 213-226.
A

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

343 SORFLEET, P. (1976)
"Dealing Hashish: Sociological Notes on Trafficking and Use". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 18:2. 123-151.
A

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

344 SURRIDGE, C.T., LAMBERT, L.R. (1972).
A Survey of Drug Use among Wards Prior to
R Admission to Training School. Toronto: Department of Correctional Services. 170p.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Délinquance juvénile

A survey design was used with data being gathered by the administration of a questionnaire to 779 wards residing in Ontario training schools. The questionnaire was designed to elicit the following information: 1) the incidence, frequency and circumstances surrounding the use of various substances by wards in the six months prior to admission to training schools; 2) demographic and personal characteristics of wards and their parents; wards attitudes toward and knowledge about drug use, 3) wards' feelings of alienation and self-esteem. Results of the study are reported.

345 TREMBLAY, R. (1968).
Modèle de consommation d'alcool chez un groupe
T de délinquants et un groupe de non-délinquants. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 156p.

MOTS CLES: 1. Alcool

KEY WORDS: 1. Alcohol

346 WHEALY, A.C. (1970).
"Drugs and the Criminal Law". Criminal Law
A Quarterly, 12:3. 254: 278.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Code criminel

The subject of this paper is criminal drug legislation and in particular, the most recent amendments which came into effect in August 1969. The author is concerned only with the Narcotic Control Act and Parts III and IV of the Food and Drugs Act, 1973. Those two pieces of federal legislation are, in Canada, the code of behavior relating to drugs in the criminal law. There are basically three levels of offenses: 1) Possession of the substance (the law maintains that a miniscule amount cannot support a conviction). 2) Trafficking offenses including possession for the purpose of trafficking. 3) Importing or exporting a narcotic. The 1968-69 amendments are essentially procedural and evidentiary. The new amendments are outlined.

7. Esquimaux délinquants/Delinquent Eskimos

347 V ARTIC INSTITUTE OF NORTH AMERICA (1964). Eskimo Administration: II, Canada. By Diamond Jenness. Montreal: Arctic Institute of North America.

KEY WORDS: 1. Eskimos

MOTS CLES: 1. Esquimaux

348 V ARCTIC INSTITUTE OF NORTH AMERICA (1968). Eskimo Administration: V. Analysis and Reflections. By Diamond Jenness. Montreal: Arctic Institute of North America.

KEY WORDS: 1. Eskimos

MOTS CLES: 1. Esquimaux

349 CANADA (1975).
Justice in the North. Ottawa: Information
G Canada. 22p.

KEY WORDS: 1. Eskimos
2. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Esquimaux
2. Administration de la justice

350 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
La délinquance chez les autochtones et la loi.
G Ottawa: Information Canada. 96p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Delinquency among Native Peoples and the Law.
Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Esquimaux
3. Statistiques

KEY WORDS: 1. Indians 2. Eskimos
3. Statistics

Français

Ce rapport présente un relevé des statistiques relatives à un groupe donné de la société canadienne-les autochtones - en relation à un domaine particulier du processus pénal - la détention et les peines. L'on entend par "autochtones", les Indiens, les Métis et les Inuits (esquimaux). Les données ne distinguent pas les autochtones enregistrés (statut) des autochtones non-enregistrés. Dans l'ensemble, les données se rapportent surtout aux provinces de l'Ouest, en raison de la plus forte densité de population autochtone dans ces régions. Elles sont d'origines diverses: ministères du gouvernement fédéral, centres de détention provinciaux et bureaux du procureur-général de la province, régies privées, association d'Indiens et de Métis, services policiers ainsi que juges et magistrats. On a pu classifier les données selon les caractéristiques des détenus, les catégories d'infraction, l'influence de l'alcool, les méthodes de détermination des sentences et le taux de récidive.

English

This report presents a summary of the statistics on a given group in Canadian society - the native peoples - in relation to a particular domain of the penal process - detention and punishment. It is understood that "native peoples" refers to Indians, Metis and Inuit (Eskimos). The data makes no distinction between registered native peoples (status) and non-registered native peoples. On the whole, it mainly relates to the Western provinces since there is a greater indigenous population in these regions. The data are from various sources: departments of the Federal Government, provincial detention centres and the offices of the Attorney General of the province, private agencies, Indian and Metis associations, police services as well as judges and magistrates. They are classified according to the characteristics of the prisoners, offence categories, the influence of alcohol, methods for determining the sentences and the rate of recidivism.

351 FINKLER, H., PARIZEAU, A. (1973).
Déviance et contrôle social: tensions et conflits à Frobisher Bay. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 190p.

R

MOTS CLES: 1. Esquimaux

KEY WORDS: 1. Eskimos

La première partie de ce rapport traite de l'approche théorique en ce qui a trait aux problèmes du traumatisme provoqué chez les esquimaux par la confrontation de deux cultures, post-industrielle et pré-industrielle, et des politiques gouvernementales qui ont été élaborées jusqu'à présent au Canada. Ces politiques sont analysées dans une dimension transculturelle, en essayant d'établir des parallèles entre ce qui a été fait au Canada par rapport à ce qui existe au Groenland. La deuxième partie comprend une étude faite sur le terrain qui traite surtout de la situation actuelle et de la criminalité de violence qui en résulte.

352 FINKLER, H. (1975).
Inuit and the Administration of Criminal Justice in the Northwest Territories: The Case of Frobisher Bay. University of Montreal: International Centre for Comparative Criminology. 462p.

R

KEY WORDS: 1. Eskimos 2. Administration of justice

MOTS CLES: 1. Esquimaux
2. Administration de la justice

353 GRABURN, N.H.H. (1969).
Eskimos Without Igloos. Social and Economic Development in Sugluk. Boston: Little Brown and Co. 244p.

V

KEY WORDS: 1. Eskimos

MOTS CLES: 1. Esquimaux

354 GRYGIER, T. (1972).
Crime and Social Policy in Churchill. University
R of Ottawa: Centre of Criminology. 135p.

KEY WORDS: 1. Eskimos 2. Indians 3. Violence
MOTS CLES: 1. Esquimaux 2. Indiens 3. Violence

This report is inseparable from its companion: "Crime and Society in Churchill", by C.H.S. Jayewardene. The two reports were conceived as complementary and serving the same purpose: to investigate social, cultural, medical, psychological, economic and other determinants of crimes of violence among Eskimos and other native people in Churchill, Manitoba, and to suggest social policies with possible implications for other areas of the Canadian North. The present report is rather synthetic than analytical. It relies on the data described in more detail in Dr. Jayewardene's report. The main thrust of this report is an attempt to link the known and the newly acquired knowledge to broadly conceived policy decisions. It is conceived as a policy research report. SEE ALSO/VOIR AUSSI: JAYEWARDENE,C.H.S.: Crime and Society in Churchill.

355 JAYEWARDENE, C.H.S. (1972).
Crime and Society in Churchill. University of
R Ottawa: Department of Criminology. 112p.

KEY WORDS: 1. Eskimos 2. Indians 3. Violence
MOTS CLES: 1. Esquimaux 2. Indiens 3. Violence

This report is inseparable from its companion "Crime and Social Policy in Churchill", Tadeusz Grygier. The two reports were conceived as complementary and serving the same purpose: to investigate social, cultural, medial, psychological, economic and other determinants of crimes of violence among Eskimos

and other native people in Churchill, Manitoba, and to suggest social policies with possible implications for other areas of the Canadian North. The present report deals with the setting of the study; the method of data collection, the several distinct cultures of the Churchill area and their interaction; economic conditions and local attempts to improve them; social conditions and the interracial and intertribal conflicts that affect the social network; physical and mental health problems and facilities for their resolution; family life and the social organization; the problem of crime, alcoholism and drugs; law enforcement and the administration of justice.

356 JAYEWARDENE, C. H. S. (1975).
"Violence Among the Eskimos". Canadian Journal
A of Criminology and Corrections, 17:4. 307-314.

KEY WORDS: 1. Eskimos 2. Violence

MOTS CLES: 1. Esquimaux 2. Violence

The studies dealing with Eskimos do refer to violence among them and characterize this violence as peculiar to them in that it is associated with the consumption of alcohol and is indulged in for the sake of the violence - characteristics that seemed to justify the hypothesis of a violence subculture. As far as criminal behavior among the Eskimos is concerned, the evidence indicates that the Eskimos contact with the police is most frequently associated with the consumption of alcohol. When the Eskimos drinks he apparently becomes boisterous and is picked up by the police. There also exists evidence that on some instances the consumption of alcohol is followed by acts of vandalism causing much damage to property. These two facts taken into consideration with the absence of empirical evidence supporting the contention of Eskimo violence provides yet another explanation - that of the violence being

an artefact produced by the theoretical application of a possible sequence of events to some factual situation. In the case of the Eskimo the sequence of events applied is what is normally believed to happen to people on excessive consumption of alcohol - boisterouness and disorderliness, the loss of self control, wanton destruction of property and the final infliction of violence on other people. The factual situation, of course, is the Eskimo method of consumption of alcohol. There does exist the possibility that had the police not picked up the Eskimo drunk and confined him to the local jail while he was drunk, he would have indulged in the violence but this means attributing a characteristics to the Eskimo on a speculative basis and attempting to explain what could well be fiction as if it were an established fact.

357 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1972).
La justice au delà du 50e parallèle. Par
G Choquette, J. Québec: Editeur Officiel.

MOTS CLES: 1. Esquimaux
2. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Eskimos
2. Administration of Justice

Ce rapport examine l'ensemble des questions relevant de l'administration de la justice dans le Nord québécois et définit la politique du ministère en ce qui a trait à l'application des lois. Il esquisse une structure apte, tant sur le plan policier que sur le plan judiciaire, à rendre la justice accessible et expéditive pour l'ensemble des populations concernées en tenant bien compte de leur culture propre et de leur mentalité. Toutes les propositions du rapport sont marquées par le souci de respecter les droits et les traits socio-culturels des Indiens et des Esquimaux. Des propositions sont faites dans une première partie, sur le territoire (Abitibi, Mistassini, Ashuapini et Nouveau-Québec), l'habitat, les districts judiciaires...; dans une deuxième partie, sur le

contexte social (conflit culturel, racisme, alcoolisme), économique et politique (droit de vote, développement de la région de la Baie James...); dans une troisième partie, sur la Police, la situation actuelle, les besoins nouveaux ainsi que la nature du travail policier, dans une quatrième partie, sur la criminalité, les notions générales sur les droits et coutumes des autochtones, la nature des sentences, délinquance juvénile, probation...; dans une cinquième partie sur le tribunal et en dernier lieu, dans une sixième partie, sur les auxiliaires de la justice (greffier, coroner, interprètes...). Quelques recommandations et tableaux sont présentés à la fin du rapport.

8. Indiens délinquants/Delinquent Indians

358 A

BENNETT, M.C. (1973).
"The Indian Counsellor Project-Help for the Accused". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:1. 1-6.

KEY WORDS: 1. Indians 2. Legal aid

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Assistance judiciaire

Program which trains Indians to serve as advisors to other Indians appearing as defendants in the Vancouver Island and British Columbia courts.

359 A

BIENVENUE, R.M., LATIF, A.H. (1974).
"Arrests, Disposition and Recidivism - A Comparison of Indians and Whites". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:2. 105-116.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

360 CANADA. MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (1970).

G Annual Report of the Commissioner of the Northwest Territories. Ottawa: Ministry of Indian Affairs.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

361 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975).

Les autochtones et la justice. Rapports de la

G conférence nationale et de la conférence fédérale-provinciale sur les autochtones et le régime de justice pénale. Edmonton, du 3 au 5 février 1975. Ottawa: Information Canada. 65p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975).

Native Peoples and Justice. Reports on the National Conference and the Federal-Provincial Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System. Edmonton, 3-5 February 1975. Ottawa: Information Canada. 58p.

MOTS CLES: 1. Indiens

KEY WORDS: 1. Indians

Français

L'inquiétude causée par le nombre démesuré de détenus autochtones au Canada a rendu pressant la convocation d'une conférence nationale visant à étudier les principaux problèmes auxquels doivent faire face non seulement les autochtones, mais aussi les gouvernements dont ceux-ci relèvent. Les participants à cette réunion de trois jours, tenue à Edmonton en Février 1975 et intitulée la "Conférence nationale sur les autochtones et le régime de justice pénale", provenaient des diverses régions du Canada désireuses d'adapter davantage les lois canadiennes et leur administration aux besoins des autochtones. Les ateliers ont donné lieu à plus de 200 recommandations qu'on a groupé afin d'en éviter la répétition et pour permettre aux ministres d'en discuter plus facilement. Ces problèmes importants ont été étudiés, pour la plupart, par deux groupes: l'un analyse la question du point de vue des grandes agglomérations, l'autre, des collectivités plus isolées du pays.

La conférence a examiné pratiquement tous les aspects du droit pénal et de l'administration de la justice intéressant les autochtones et déterminé les problèmes qu'il faudra résoudre pour s'assurer que le régime de justice pénale canadien traite les autochtones de façon juste.

La publication se divise en deux parties. Tandis que la première traite de la séance plénière et des ateliers, la seconde résume les travaux de la réunion fédérale-provinciale tenue le troisième jour.

English

Concern over the jailing of disproportionate number of Canada's native peoples prompted the calling of a national conference to consider issues of prime importance not only to native peoples but also to the governments under which they live.

A three-day meeting at Edmonton, February, 1975, called the National Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System, was attended by persons from every area of Canada interested in finding ways to bring the country's laws and their administration more in tune with the needs of the native population.

The workshops produced more than 200 suggestions which were later grouped to eliminate duplication and to enable ministers to deal with them more effectively in their talks. Most of the key subjects were examined by two groups. One stressed the urban implications of the subjects, the other the ramifications in less settled areas of the country.

The conference covered virtually every aspect of the criminal law and administration of justice as it relates to native peoples and identified problems that must be face to ensure the equitable treatment of native peoples within the canadian criminal justice system. This illustrated booklet deals with the conference in two sections. The first covers the plenary session and the workshops; the second reports on the federal-provincial conference.

362 R

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1967).

Indians and the Law. (Survey). Ottawa: Canadian Corrections Association. 67p.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

Increase in the incidence of conflict with the law on the part of Canadian Indians and Eskimos prompted a survey-study to seek solutions to the problem. A selected staff visited communities in urban, rural, and remote areas. The law enforcement, judicial and correctional processes were evaluated, as they relate to this minority group. Indians and Eskimos conflict with the law was examined, particularly: 1. levels of understanding, acceptance and respect for existing laws; 2. the nature of the offenses involved; and 3. special legal provisions which affect this group. One major finding was that in the majority of offenses committed by Indians, liquor was at least a circumstantial factor. Better Indian understanding and acceptance of the law should be fostered by means of a concerted program to educate Indians in the workings of the criminal justice system. In addition, Indians and Eskimos should be hired much more frequently to work with Indian and Eskimo offenders in all phases of law enforcement, and in the judicial and correctional systems. An attempt must also be made to solve the economic and social problems of these people.

363 HAGAN, J. L. (1974).
"Criminal Justice and Native People: A Study
A of Incarceration in a Canadian Province".
Reprint from: Aspects of Canadian Society
A Special Issue Published by the Canadian
Review of Sociology and Anthropology.
220-236.

KEY WORDS: 1. Indians 2. Alberta
3. Imprisonment

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Alberta
3. Emprisonnement

364 HELSON, D. (1970).
The Indian and the Law, 1965. Toronto.
V

KEY WORDS: 1. Indians 2. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Code criminel

The changes, in respect to law enforcement, judicial and correctional services as they apply to Indians and Eskimos, recommended in this report, may go part of the way towards making these important segments of our population part of the mainstream of Canadian life by removing specific sources of irritation and unfairness. The responsability to see that these changes are made rests squarely on the shoulders of all Canadians, including the Indians and Eskimos themselves. These issues must not be allowed to fade from our group conscienciousness, and specific steps must be taken to inform all interested Canadians as to the situation that exists and to seek further solutions.

365 NATIONAL INDIAN BROTHERHOOD (1975).
Indians and the Criminal Justice System.
R A Brief presented by the National Indian Brotherhood to the National Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System. Ottawa.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

366 PETTIT, D. E. (1965).
"A Study of Aspiration among Three Cultural
A Groups of Prisoners". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:1. 112-116.

KEY WORDS: 1. Indians 2. Inmates

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Détenus

367 PORTER, R. L. (1965).
"Interdiction: Its Implications for Correctional
A Practice". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:4. 423-429.

KEY WORDS: 1. Indians 2. Alcohol

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Alcool

368 REID, D. C. S. (1962).
Norm-Setting and Norm-Violating Behaviour in
R the Indian and his Descendant. Staff Conference of the John Howard Society of Alberta with the subject After-Care Service to the Indian Offender. Edmonton: John Howard Society.

KEY WORDS: 1. Indians 2. After-Care

MOTS CLES: 1. Indiens 2. Assistance post-pénale

369 SCHNEIDER, D. A. (1974).
The Native Offender and the Law. Prepared
G for the Law Commission of Canada. by
Douglas A. Schneider in conjunction with
Hans W. B. Heumann and John R. Manning.
Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

370 SMITH, D. (ed) (1975).
Canadian Indians and the Law: Selected
V Documents, 1663-1972. Toronto: McClelland
& Stewart.

KEY WORDS: 1. Indians

MOTS CLES: 1. Indiens

9. Malades mentaux criminels/Mental Ill Offenders

371 ALLODI, F., MONTGOMERY, R. (1975).
"Mentally Abnormal Offenders in a Toronto Jail".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections,
17:4. 277-283.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale

372 BIRCHARD, C. (1964).
Prevention of Mental Illness and Social Maladjustment.
R Supplement No. 44. Ottawa: Canada's Mental
Health. 23p.

KEY WORDS: 1. Mental Illness 2. Dangerousness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Dangerosité

373 R COLES, E. M., HODGE, Z., WAGNER, J. R. (1974). The Prediction of Assaultive Behaviour: A Conceptual Analysis and Review of the Literature. Mimeographed report submitted to the Riverview Hospital and the Community Care Services Society. Victoria, British Columbia.

KEY WORDS: 1. Violence 2. Dangerousness 3. Prediction

MOTS CLES: 1. Violence 2. Dangerosité 3. Prévision

374 T DOZOIS, J. (1974). La stimulation sociale chez les sujets dangereux chroniques. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 97p.

MOTS CLES: 1. Dangerosité 2. Psychiatrie

KEY WORDS: 1. Dangerousness 2. Psychiatry

375 A GRAY, K. G., HUTCHINSON, H. C. (1964). "The Psychopathic Personality. A Survey of Canadian Psychiatrists Opinions". Canadian Psychiatric Association, 9:6. 452-461.

KEY WORDS: 1. Mental Illness 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Psychiatrie

376 A McKNIGHT, C. K., MOHR, J. W., QUINSEY, R. E., EROCHKO, J. (1966). "Mental Illness and Homicide". Canadian Psychiatric Association Journal, 11:2. 91-98.

KEY WORDS: 1. Mental Illness 2. Homicide

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Homicide

377 MOHR, J. W. (1964).
"Prisons or Hospital -- Some Problems in
A the Relationship Between Criminal Law and
Mental Illness". Canadian Psychiatric
Association Journal, 9:2. 101-110.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 2. Maladie mentale

The article begins with an exposé of some of the philosophical and methodological conditions of law, with regard to mental disease, the problems which arise from varying terminology, and the differences which characterize the conceptions of jurisprudence and psychiatry. An account is given of the situation and of the number of patients in a psychiatric hospital for maximum security in Ontario, and of the legal repercussions of the various modes of hospitalization. Finally, there is a discussion of the defence against a charge of insanity in Canada and it is shown that only a very small proportion of criminal cases fall within this category.

378 NIVOLI, G. C. (1975).
Le schizophrène meurtrier. Thèse de Doctorat
T inédite ès sciences sociales (Criminologie).
Université de Montréal: Ecole de Criminologie.
145p.

MOTS CLES: 1. Homicide
2. Maladie mentale

KEY WORDS: 1. Homicide
2. Mental Illness

379 PAGE, S. (1973).
Mental Patients and the Law. Vancouver:
V Self-Counsel Press. 116p.

KEY WORDS: 1. Mental Illness 2. Legislations

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Législations

380 PRICE, R. R. (1970).
"Mentally Disordered and Dangerous Persons
A Under the Criminal Law". Comments on Chapter 12 and 13 of the Report of the Canadian Committee on Corrections." Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 141-164.

KEY WORDS: 1. Mental Illness 2. Dangerousness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Dangerosité

381 PRICE, R. R. (1970).
"Psychiatry, Criminal Law Reform and the
A 'Mythophilic' Impulse: On Canadian Proposals for the Control of the Dangerous Offender". Ottawa Law Review, 4:1. 1-61.

KEY WORDS: 1. Dangerousness
2. Persistent Offender
3. Preventive Detention

MOTS CLES: 1. Dangerosité 2. Criminel d'habitude
3. Détention préventive

The author discusses the proposed dangerous offender legislation recommended by the Canadian Committee on Corrections. The Committee sounds the quietus to the habitual offender and dangerous offender provisions contained in the present Part XXI of the Criminal Code. Part XXI provides for a sentence of preventive detention, wholly indeterminate in duration, for two classes of convicted persons, the habitual criminal and the dangerous sex offender. Specific criticisms of these provisions are

mentioned: the law is inconsistently applied; it renders the accused vulnerable to plea bargaining; the indeterminate life sentence is undesirable; and the law does not reach the types of offenders for whom drastic sanctions should properly be considered. The Committee recommends that the present habitual criminal and dangerous sexual offender provision be repealed and replaced by dangerous offender legislation. Such legislation should define with as much precision as possible the criteria of dangerousness and provide an appropriate clinical procedure for identifying a particular offender as dangerous. This 'dangerous offender' would be subject to an indeterminate life sentence of preventive detention. The author analyzes the implications of the proposals in detail and finds the plan, in its present form, quite unacceptable. Some alternatives and their implications are mentioned but they do not entirely lay to rest the moral dilemma that preventive detention legislation presents.

382 QUINSEY, V. L., McGRATH, P. (1973).
Problems in Using Assault Frequency in the
R Evaluation of Individual Treatment Programs.
Penetanguishene, Ontario: Mental Health Centre.

KEY WORDS: 1. Violence 2. Dangerousness

MOTS CLES: 1. Violence 2. Dangerosité

383 ROSS, R. R., McKAY, H. G., DOODY, K. (1971).
The Psychopath: A Partially Annotated
R Bibliography.

KEY WORDS: 1. Psychopath 2. Mental Illness
3. Bibliography

MOTS CLES: 1. Psychopathe 2. Maladie mentale
3. Bibliographie

384 SALUTIN, L. (1975).
"Psychiatric Involvement in the Criminal
A Process". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 17:3. 236-250.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale

385 SWADRON, B. B. (1962).
"The Legal Aspects of Compulsory Confinement
A of the Mentally Disordered". Criminal Law Quarterly, 5:2. 175-209.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale

386 SWADRON, B. B., SULLIVAN, D. R. (1972).
The Law and Mental Disorder. A Revised
R Edition of Parts I, II and III of the Law and Mental Disorder published earlier, with additionel material. Toronto: Canadian Mental Health Association.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale

387 TURNER, R. E. (1965).
Forensic Psychiatry in Canada. In: 5th International
R Criminological Congress. Montreal. 10p.

KEY WORDS: 1. Mental Illness
2. Forensic Psychiatry

MOTS CLES: 1. Maladie mentale
2. Psychiatrie légale

388 WESTERN CANADA WORKSHOP ON THE MENTALLY DISORDERED, SASKATOON (1975).

R The Mentally Disordered and the Law: Proceedings. Edited by the Saskatchewan Association for the Mentally Retarded. Saskatoon.

KEY WORDS: 1. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Maladie mentale

10. Récidivistes/Recidivists

389 ANDREW, A. (1966).

A "Social Factors Affecting Recidivism". Canadian Journal of Corrections, 8:3. 167-172.

KEY WORDS: 1. Recidivism

MOTS CLES: 1. Récidive

390 BEDARD, M. (1973).

T Le traitement du thème du monstre chez les voleurs récidivistes (voleurs armés et voleurs par effraction). Québec. Université Laval: Ecole de Psychologie.

MOTS CLES: 1. Récidive 2. Vol

KEY WORDS: 1. Recidivism 2. Robbery

391 CARLSON, K. A. (1971).

R Changes in Recidivism Rates at the Guelph Correctional Centre. Guelph: Guelph Correction Centre.

KEY WORDS: 1. Recidivism

MOTS CLES: 1. Récidive

392 CARLSON, K. A. (1973).
"Some Characteristics of Recidivists in an
A Ontario Institution for Adult Male First-
Incarcerates". Canadian Journal of
Criminology and Corrections, 15:4.
397-411.

KEY WORDS: 1. Recidivism 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Récidive 2. Ontario

393 CORMIER, B. M., SANGOWICZ, J. M., BOYER, R.,
THIFFAULT, A., KENNEDY, M., OBERT, A. (1963).
A "The Persistant Offender". Canadian Journal
of Corrections, 5:4. 253-261.

KEY WORDS: 1. Persistent Offender
2. Recidivism

MOTS CLES: 1. Criminel d'habitude
2. Récidive

This study of the persistent offender is concerned with the emotional states that precede, accompany, and follow each criminal act. The authors take a longitudinal approach which includes every offence and takes into account the total life and personality of the offender. The study also describes some aspects of the offenders' background and criminality, including such factors as social and family history, schooling, intelligence, work, types of criminality, sentencing, imprisonment.

394. GOSSELIN, M. (1970).
Influence de la longueur de l'incarcération sur
T la récidive. Mémoire de maîtrise inédit ès
sciences sociales (Criminologie). Université
de Montréal: Ecole de Criminologie. 114p.

MOTS CLES: 1. Récidive

KEY WORDS: 1. Recidivism

395 A GROSMAN, B. A. (1966). "The Treatment of Habitual Criminals in Canada". Criminal Law Quarterly, 9:1. 95-104.

KEY WORDS: 1. Persistent Offender
2. Preventive Detention

MOTS CLES: 1. Criminel d'habitude
2. Détention préventive

Canadian preventive detention laws are based upon the English Prevention of Crime Act of 1908 which was enacted to deal with what Gladstone termed "The dangerous professional criminal". The Canadian law was enacted to protect society from recidivists. Preventive detention is indeterminate and sentences are served in penal facilities with other offenders. Evidence indicates that preventive detention fails to reform the offender.

396 A KLEIN, J. F. (1973). "Habitual Offender Legislation and the Bargaining Process". Criminal Law Quarterly, 15:4. 417-436.

KEY WORDS: 1. Persistent Offender 2. Legislations

MOTS CLES: 1. Criminel d'habitude 2. Législations

While the intent in passing Canada's habitual offender legislation appears to be that of protecting the public from the dangerous professional criminal, the legislation has largely failed to achieve that end. Few of those detained as habitual offenders represent a serious threat to personal safety. The possibility is raised that the threat of habitual offender proceedings by the prosecution and the police can be used to induce persistent offenders to act as informants, to plead guilty to lesser substantive offenses, and to remain away from certain jurisdiction in the future.

397 PERRON, J.C. (1968).
L'âge, la délinquance antérieure et récidivité. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 161p.

T

MOTS CLES: 1. Récidive

KEY WORDS: 1. Recidivism

398 QUEEN'S UNIVERSITY (1963).
Seminar on the Persistent Offender. Proceedings. Kingston, Ontario: Queen's University. 60p.

R

KEY WORDS: 1. Persistent offender

MOTS CLES: 1. Criminel d'habitude

399 TREPANIER, J. (1969).
Evènements judiciaires et récidive chez les adolescents délinquants. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 128p.

T

MOTS CLES: 1. Récidive 2. Délinquance juvénile 3. Tribunaux: mineurs

KEY WORDS: 1. Recidivism 2. Juvenile delinquents 3. Juvenile courts

Le présent travail se propose de déterminer si, dans une population donnée d'adolescents délinquants, il existe une relation statistique entre la récidive et certains événements qui surviennent dans le cadre d'un tribunal pour mineurs: visites antérieures à la cour (existence, nombre, motif et moment), la nature du plaidoyer enregistré, la présence des parents en cour et la mesure choisie par le juge (nature et caractère punitif ou éducatif). La position détaillée du problème permet de dégager des hypothèses qui seront confrontées à des recherches antérieures. La méthode de vérification des hypothèses est alors décrite. La présentation et l'interprétation des résultats suivent.

400 SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC (1961).
Le traitement médico-psychologique des criminels et des délinquants. Condition première d'une prophylaxie véritable de la récidive. Par Ley, J. Montréal: Société de Criminologie du Québec. 18p.

R

MOTS CLES: 1. Récidive 2. Traitement

KEY WORDS: 1. Recidivism 2. Treatment

CHAPITRE II/CHAPTER II

C. STATISTIQUES CRIMINELLES/CRIMINAL STATISTICS

C. STATISTIQUES CRIMINELLES/CRIMINAL STATISTICS

401 A

AKMAN, D.D., NORMANDEAU, A. (1966). "Towards the Measurement of Crime and Delinquency in Canada". Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 5:2. 25-30.

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

402 R

AKMAN, D.D., NORMANDEAU, A. (1966). A Manual for Constructing a Crime and Delinquency Index in Canada. University of Montreal: Department of Criminology. 20p.

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

The system for constructing the index of crime and delinquency - adult and juvenile crimes - described in this Manual is based on a replication in Canada of the study which led to the formulation of the original manual by Thorsten Sellin and Marvin Wolfgang. The index presented here has been constructed with the assumption that an index of crime and delinquency should be based on offenses with assumed constant reportability, violating the criminal law, known to the police, and inflicting bodily harm on a victim and/or involving theft, damage or destruction of property. The methods and techniques used for the formulation of the proposed index are such that any infraction of the criminal law are quantified, on a base of a scale of relative seriousness making it possible to assign differential weights to criminal events.

403 ARCAND, S., TARDIF, G. (1973).
Statistiques de la criminalité - Québec. Tome I.
R Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 320p.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

404 BOYER, R., CORMIER, B.M., GRAD, B. (1966).
"Statistics on Criminal Processes". Canadian
A Journal of Corrections, 8:2. 104-119.

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

405-412 CANADA. BUREAU FEDERAL DE LA STATISTIQUE (1960-).
CANADA. DOMINION BUREAU OF STATISTICS (1960-).
G

Statistique Canada, créé par une loi de 1918 sous le nom de Bureau Fédéral de la Statistique comme organisme central du Canada en ce domaine, dispose d'une importante collection de données sur à peu près
Français toutes les activités sociales et économiques du pays. En ce qui concerne la statistique criminelle et correctionnelle, 8 publications annuelles sont disponibles. Il s'agit des publications suivantes:

85-201: Statistiques de la criminalité (Tribunaux)
85-202: Jeunes délinquants
85-204: Statistique de l'administration policière
85-205: Statistique de la criminalité (Police)
85-206: Statistique de l'application des règlements de la circulation
85-207: Statistique des établissements de correction
85-208: Etablissements de protection de la jeunesse
85-209: Statistique de l'homicide

English

Statistics Canada, created by an Act of 1918 under the name of the Federal Bureau of Statistics as the central Canadian agency in this domain, has a complete collection of data on nearly all the social and economic activities of the country. With regard to criminal and correctional statistics, 8 annual publications are available. These are:

85-201: Crime Statistics (Courts)
85-202: Juvenile Delinquents
85-204: Police Administration Statistics
85-205: Crime Statistics (Police)
85-206: Traffic Enforcement Statistics
85-207: Correctional Institution Statistics
85-208: Training Schools
85-209: Murder Statistics

405 G

Statistique de la criminalité - tribunaux (85-201). Ottawa: Information Canada.

Statistics of Criminal and Other Offences - Courts. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

Français

Les données de cette publication sont fournies par les greffiers des assises ou des sessions générales, les greffiers des cours de comtés et des cours de districts, les greffiers et les magistrats des tribunaux de magistrats de police et des cours domestiques, et par les juges de paix. Ce bulletin comprend 4 parties:

1. Les personnes condamnées (selon: sexe, âge, district judiciaire, nature de l'acte criminel, la sentence imposée, l'infraction).

2. Les condamnations pour les actes criminels et les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité.

3. Les causes entendues (résultat des procédures intentées, personnes accusées et personnes condamnées, sentences imposées aux personnes condamnées).

4. Les appels pour les actes criminels et les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité.

English

The data in this publication are furnished by clerks of the assize courts or general sessions, clerks of county and district courts, clerks and magistrates of police magistrates courts and domestic courts, and by justices of the peace. It contains 4 parts:

1. Persons convicted (according to: sex, age, judicial district, nature of the criminal act, the sentence imposed, the offence.)
2. Convictions for criminal acts and offences punishable by summary conviction.
3. Cases heard (result of proceedings entered, persons accused and persons convicted, sentences imposed on persons convicted).
4. Appeals for criminal acts and offences punishable by summary conviction.

406

G

Jeunes délinquants. (85-202). Ottawa: Information Canada.

Juvenile Delinquents. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Juvenile Delinquency

Français

Cette publication est fondée sur les déclarations statistiques que soumettent à Statistique Canada les cours pour jeunes délinquants et les magistrats et juges de paix qui entendent les causes d'enfants là où il n'y a pas de cour pour jeunes délinquants. Le bulletin de 1973 sur les jeunes délinquants comprend 4 parties:

1. Chiffres pour l'ensemble du Canada, sauf, Manitoba, Alberta, Ontario.
2. Programme de déclaration des jeunes délinquants du Manitoba.
3. Programme de déclaration des jeunes délinquants, de l'Alberta.
4. Programme de déclaration des jeunes délinquants d'Ontario.

Dans chacune des parties, on donne a) le nombre de jeunes délinquants, b) le nombre brut de délits.

This publication is based on the statistical reports submitted to Statistics Canada by the Juvenile courts, and the magistrates and justices of the peace who hear juvenile cases where there is no juvenile court. The bulletin for 1973 on juvenile delinquents is in four parts:

English

1. Figures for the whole of Canada, with the exception of Manitoba, Alberta and Ontario.
2. Report on juvenile delinquents in Manitoba.
3. Report on juvenile delinquents in Alberta.
4. Report on juvenile delinquents in Ontario.

Given in each of these parts is a) the number of juvenile delinquents, b) the total number of crimes.

407 Statistiques de l'administration policière. (85-204). Ottawa: Information Canada.

G Police Administration Statistics. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles 2. Police

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics 2. Police

Cette publication renseigne sur l'importance et l'emplacement du personnel et du matériel des services de police. Les données recueillies portent sur les aspects administratifs des sûretés municipales dans les agglomérations urbaines de 750 habitants et plus,

Français

de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Police provinciale de l'Ontario, de la Sûreté du Québec, des polices du Canadien National et du Canadien Pacifique et de la police des ports nationaux.

This publication gives the number and location of the personnel and equipment of the police services. The data pertains to the administrative aspects of municipal police in urban centres of 750 inhabitants

English

or more, the Royal Canadian Mounted Police, the Ontario Provincial Police, the Quebec Provincial Police, the Canadian National and Canadian Pacific police and the National Harbours Police.

408 G

Statistique de la criminalité - police.(85-205). Ottawa: Information Canada.

Crime Statistics - Police. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

Français

Le présent bulletin intitulé "Statistique de la criminalité - police" contient des chiffres sur l'incidence de la criminalité au Canada. Le bulletin se divise en 5 parties:

1. La criminalité au Canada.
2. La criminalité dans les provinces et territoires.
3. La criminalité dans certaines zones métropolitaines.
4. La criminalité dans les territoires des sûretés municipales et des services contractuels municipaux.
5. La criminalité selon le genre de sûreté.

On y indique le nombre d'infractions communiquées aux sûretés ou connues d'elles, les affaires non fondées, le nombre réel d'infractions, les infractions classées, les mises en accusation, les personnes inculpées. Ces dernières sont classées selon qu'il s'agit d'adultes ou de jeunes gens et d'hommes ou de femmes.

English

This booklet, entitled "Crime Statistics - Police", contains figures on the incidence of crime in Canada. It is divided into five sections:

1. Crime in Canada.
2. Crime in the provinces and territories.
3. Crime in certain metropolitain areas.
4. Crime in the territories of the municipal police and contractual municipal services.
5. Crime according to the type of police force.

It records the number of offences reported to the police or known to them, charges unfounded, the actual number of offences, offences cleared, committals for trial, persons convicted. The latter are classified according to whether adults or minors, men or women.

409 G

Statistique de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation, 1972-73. (85-206). Ottawa: Information Canada.
TrafficEnforcement Statistics, 1972-73. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1.. Statistiques criminelles
2. Criminalité de la route

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Driving Offenses

Français

Les données qui apparaissent dans cette publication renseignent sur l'activité policière dans le domaine de la circulation. Les services de police doivent faire parvenir à Statistique Canada un rapport mensuel sur l'application des règlements de la circulation portant sur 8 infractions au Code Criminel, et sur les violations des lois fédérales, provinciales et les règlements municipaux. Ils font aussi rapport des accidents de la circulation, du nombre de personnes tuées et blessées et des infractions au stationnement.

English

The data in this publication pertains to the activities of the traffic police. The police services must send Statistics Canada a monthly report on the enforcement of the Highway Regulations with reference to 8 offences under the Criminal Code, and on violations of the federal and provincial statutes and municipal regulations. They also report traffic accidents, the number of persons killed and injured and parking violations.

410 G

Statistiques des établissements de correction. (85-207). Ottawa: Information Canada.
Correctional Institutions Statistics. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Prisons and Penitentiaries

Français

Cette publication nous renseigne sur la population des établissements de correction au Canada (âge, sexe, état civil, occupation, mouvement de la population, effraction, condamnation antérieure,...). Les données de la publication proviennent des directeurs des prisons, des maisons de correction et des écoles provinciales de protection de la jeunesse, ainsi que du Commissaire des Pénitenciers. En mai 1969, la Colombie Britannique élimina le programme de ses écoles de protection de la jeunesse, suivie de l'Alberta, en septembre 1970. Conséquemment, aucune donnée des écoles de protection de la jeunesse n'est présentée après 1969 pour la Colombie Britannique et après 1970 pour l'Alberta.

English

This publication contains information on the population of the correctional institutions in Canada (age, sex, civil status, occupation, movement of the population, burglary, previous conviction,...). The data has been provided by prison wardens, directors of reformatories and provincial training schools, as well as the Commissioner of Penitentiaries. In May 1969, British Columbia eliminated its programme of training schools, followed by Alberta in September 1970. Consequently, no data on training schools is presented after 1969 for British Columbia and after 1970 for Alberta.

411 G

Ecoles (à partir de 1968, établissements) de protection de la jeunesse. (85-208). Ottawa: Information Canada.
Training Schools. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Training School

Français

Cette publication est fondée sur les déclarations uniformes des établissements de protection de la jeunesse qui sont sous la direction ou la surveillance des autorités provinciales. Ces renseignements permettent d'établir, à l'échelle du Canada, des statistiques sur les caractéristiques des pensionnaires de ces établissements. Cependant, il faut noter que les différences en matière de législation et d'administration entre les diverses provinces rendent toute comparaison difficile. D'autre part, la Colombie Britannique et l'Alberta ont éliminé leurs programmes d'écoles de protection de la jeunesse, la première en 1969, la seconde en 1970, il n'y a aucune donnée relative à ces provinces depuis ces dates.

English

This publication is based on the uniform reports of training centres which are under the direction or supervision of the provincial authorities. The information provided makes it possible to establish the statistics on the inmates of these centres for the whole of Canada. However, it would be noted that the differences in the legislation and administration of the various provinces makes comparisons difficult. Furthermore, British Columbia and Alberta eliminated their training school programmes, the first in 1969 and the second in 1970, so that there are no data on these provinces after these dates.

412 G

Les statistiques de l'homicide. (85-209). Ottawa: Information Canada.

Murder Statistics. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Homicide

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Homicide

Français

Statistique Canada prépare une publication distincte pour l'homicide depuis 1961. Chaque édition renferme des données statistiques sur tous les homicides signalés aux sûretés ou connus d'elles et qui ont fait l'objet d'une décision du tribunal au cours d'une période quinquennale. La publication comprend deux parties:

1. Unités de comptage des homicides: victimes, accusés, incidents.

2. Caractéristiques des suspects et des victimes.

English

Since 1961, Statistics Canada has issued a separate publication for homicide. Each edition carries the statistical data on all homicides reported to the police or known to them, and which resulted in a court decision, over a five year period. The publication consists of two parts:

1. Homicides measured by: victims, accused, incidents.

2. Characteristics of the suspects and victims.

413 CANADA. SOLICITOR GENERAL. STATISTICS DIVISION (1974).

G Canjus Project Reports. Preliminary Reports:

1- Organization of the Statistics Division. Volume 1.

2- A Preliminary Description of the Canadian Criminal Justice System. Volume 1.

3- Organization of Quantitative Approaches to the Canadian Criminal Justice System.

Report No. 1: A preliminary Description of the Canadian Criminal Justice System. Volume II.

Report No. 2: Use of the Canjus Model for Planning and Evaluation in the Canadian Criminal Justice System.

Report No. 3: Data Incompatibilities for Penitentiary Admissions and Parole Violations.

Report No. 4: Information Systems Report on Canadian Criminal Justice System Costs: Problems and Recommendations.

CONTINUED

2 OF 9

Report No. 5: Prediction of Penitentiary Population. Volume I.
Report No. 6: Information Systems Report on Workloads in the Canadian Criminal Justice System: Problems, Recommendations and Directions for Future Development.
Report No. 7: The Canjus Input Identity System.
Report No. 8: Parole Expenditures and Workloads in Canada.
Report No. 9: Prediction of Penitentiary Population. Volume II.
Report No. 10: An Overview of Criminal Statistics Canada. Volume I.
Report No. 11: Criminal Justice Process in Canada, 1963-1971.
Report No. 12: Information and Statistics on the Canadian Criminal Justice System: Problems and Recommendations (second edition).
Report No. 13: An Estimate of the Present and Future Costs and Involvement of Immigrants in Crime in Canada.
Report No. 14: Systems Analysis and the Canadian Criminal Justice System.
Report No. 15: Flow of Offenders in the Criminal Justice System 1971.
Report No. 16: Flow of Offenders in the Criminal Justice System of British Columbia or 1971.
Report No. 17: An Overview of Criminal Statistics in Canada, Volume II.
Report No. 18: Systems Approach to Planning and Evaluation in Criminal Justice System.
Report No. 19: Workloads in the Canadian Criminal Justice System.
Ottawa: Solicitor General.

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

The CANJUS project is a project being undertaken by the Statistics Division of the Ministry of the Solicitor General. The objective of the project is to develop a comprehensive simulation model of the Canadian Criminal Justice System to 1) develop a basic quantitative description of that system; 2) assist in the planning of policy and program changes by agencies involved in the administration of that system and 3) serve as the foundation for future analyses and research on the system.

The project team consists of: Alfred Blumstein, Neil Carroll, Gordon Cassidy, Elizabeth Cole, Eric Connoly, Carolyn Fuller, George Hopkinson, Heather Jefferson, Brian Johnson, Heather Milne, Linda Peach, Marvin Ross. Not all persons have been committed to the project full-time, but all have made a contribution, without which some of the many CANJUS publications would not have been possible.

414 CANADA. STATISTIQUE CANADA (1970).
Analyse d'une série chronologique et projections
G relatives aux taux de criminalité (1960-1971).
Ottawa: Imprimeur de la Reine.
CANADA. STATISTICS CANADA (1970).
Time Series Analysis and Projections of Crime Rates. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

415 CANADA. STATISTIQUE CANADA (1974).
Bulletins de service, la statistique policière,
G judiciaire et correctionnelle. Ottawa: Statistique Canada.
CANADA. STATISTICS CANADA (1974).
Service Bulletin, Law Enforcement, Judicial and Correctional Statistics. Ottawa: Statistics Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

416 G CANADA. STATISTIQUE CANADA (1962-).
Manuel de déclaration uniforme de la criminalité. Ottawa: Imprimeur de la Reine.
CANADA. STATISTICS CANADA (1962-).
Uniform Crime Reporting Manual. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

417 G COLE, E. (1974).
Criminal Statistics in Canada: An Overview. Vol. II. Ottawa: Ministry of the Solicitor General. 1901-1925.

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

418 R FATTAH, E. A. (1972).
Etude exploratrice des statistiques criminelles canadiennes: essai de criminologie écologique. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. (Chercheurs: Bissonnet, F., Geoffrion, G.). 143p.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Ecologie de la criminalité

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Ecology of Crime

La présente étude examine, dans une première partie, les variations régionales du taux de la criminalité au Canada de même que d'une province à l'autre entre les années 1962 et 1970 en se rapportant aux délits commis contre les personnes, les biens tels que prostitution, stupéfiants, jeux, incendies volontaires, possession d'armes offensives, etc. Ceci, suivi d'une tentative d'explication et de réflexion générale de ces mêmes délits. Dans une deuxième partie, l'étude nous rapporte l'évolution et les tendances de la criminalité

à l'échelle du pays entier de 1962 à 1970 sans toutefois le faire pour chaque province en particulier, en examinant les variations des infractions réelles au Canada et dans les provinces, variations de délits contre la personne, la propriété, délits sexuels et autres. Un deuxième rapport étudie l'évolution et les tendances de la criminalité dans les différentes provinces canadiennes de 1962 à 1970 en fonction des mêmes délits ci-haut mentionnés.

419 R

FATTAH, E.A. (1973).
Etude de criminologie écologique. Première partie: La criminalité dans les zones métropolitaines au Canada: Bilan d'une décennie. 1962-1971. Université de Montréal: Ecole de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Ecologie de la criminalité

KEY WORDS: 1. Criminal statistics
2. Ecology of Crime

Cette étude se consacre à la criminalité dans les différentes zones métropolitaines canadiennes: celles de Montréal, Toronto, Vancouver, Winnipeg, Ottawa, Hamilton, Edmonton, Calgary, Québec, Windsor, London et Halifax. Il est question des variations régionales du taux de la criminalité dans les différentes zones métropolitaines canadiennes par rapport aux délits contre les personnes et contre la propriété, délits sexuels et autres, aussi, par rapport à l'évolution et aux tendances de la criminalité dans les différentes zones métropolitaines canadiennes de 1962 à 1971. En traçant le bilan de cette décennie, cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une démarche scientifique orientée vers une meilleure compréhension d'une certaine géographie criminelle trop peu connue au Canada. Elle nous donne l'image plutôt descriptive de la criminalité, de son évolution et de ses tendances dans notre pays, sans toutefois expliquer les variations et les différences entre les zones métropolitaines, ni l'évolution des différents délits dans chaque zone.

420 FATTAH, E.A. (1974).
Etude de criminologie écologique. Deuxième partie: Evolution et tendances de la criminalité dans les différentes provinces canadiennes 1962-1971. Université de Montréal: Ecole de Criminologie.

R

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Ecologie de la criminalité

KEY WORDS: 1. Criminal statistics
2. Ecology of Crime

421 FRIEDLAND, M.L., MOHR, J.W. (1964).
"Canadian Criminal Statistics". A Report on the Third Criminal Law Conference, Osgoode Hall Law School, April 3rd. Criminal Law Quarterly, 7:2. 170-186.

A

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

422 GENDRON, R. (1974).
L'atlas de la criminalité au Québec en 1971. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 259p.

T

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles 2. Québec

KEY WORDS: 1. Criminal statistics 2. Quebec

A partir de données disponibles pour l'année 1971, tant de corps de police municipaux que de détachements de la sûreté du Québec, l'auteur s'est servi du traitement des données par ordinateur (procédé SYMAP) pour dresser 62 cartes géographiques illustrant la situation de la criminalité sur tout le territoire québécois.

423 LEBLANC, M. (1975).
"La délinquance d'hier et de demain au Québec". Criminologie '75, Délinquance Juvénile au Québec, 8:1-2. 145-158.

A

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Prévision

KEY WORDS: 1. Criminal statistics
2. Prediction

424 MATTHEWS, V. (1972).
R Socio-Legal Statistics in Alberta: A Review of Their Availability and Significance. Edmonton: Human Resources Research Council.

KEY WORDS: 1. Statistics 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Statistiques 2. Alberta

425 ONTARIO. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL. ONTARIO PROVINCIAL SERVICE (1962-1966).
G Comparative Statistical Reports. Toronto: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Statistics 2. Comparative study 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Statistiques 2. Etude comparative 3. Ontario

426 QUEBEC. STATISTIQUES DES AFFAIRES SOCIALES (1973-1974).
Statistiques. Québec: Editeur Officiel.
G

MOTS CLES: 1. Statistiques 2. Québec

KEY WORDS: 1. Statistics 2. Quebec

427 TARDIF, G. (1965).
"Tentative d'application d'un projet d'indice de
A la criminalité à Montréal". Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 4:2. 23-40.

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

Le but de ce travail est de vérifier dans la mesure du possible à partir de statistiques criminelles compilées à la Police de Montréal, la valeur de l'hypothèse de travail proposée par certains auteurs qui ont tenté d'élaborer un indice de la criminalité.

428 G TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. TREASURY BOARD (1972). Supplement to the Historical Statistics of Newfoundland and Labrador. St. John's: Treasury Board.

KEY WORDS: 1. Criminal statistics 2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Terre-Neuve

CHAPITRE III: ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

CHAPTER III: ADMINISTRATION OF JUSTICE

CHAPITRE III/CHAPTER III

A. GENERALITES/GENERAL

IV. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE/ADMINISTRATION OF JUSTICE

A. Généralités/General

429
R

BEAUDOIN, G.A. (1968).
Le système judiciaire canadien. Ottawa: Université d'Ottawa. 351-377.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of justice

430
A

BOYDELL, C.L., CONNIDIS, I.A. (1974).
"The Administration of Criminal Justice: Continuity Versus Conflict". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:1. 14-34.

KEY WORDS: 1. Administration of justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

This article examines the indicators of the measurement of integration (or its lack) in the various sub-systems of the correctional process. It discusses several factors which appear to damage the ideal of integration. In addition, it examines the rapport between administration and the public, a relationship of great importance in a democratic society.

431
V

BOYDELL, C.L., GRINDSTAFF, C.F., WHITEHEAD, P.C. (1974).
The Administration of Criminal Justice in Canada. Toronto: Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd., 320p.

KEY WORDS: 1. Administration of justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

The purpose of this book is to provide students and practioners ready access to a number of important articles on the administration of justice in Canada. The articles are taken from a variety of sources and focus on some of the key issues in the analysis of the various stages of our system of justice. The first section deals with the formulation of criminal law, its present content in Canada, and societal reaction to it. Section two focuses on the police and addresses itself to the function of policing agencies in democratic societies, their relationship to the public, and police statistics. Section three is concerned with the various aspects of the judicial process, and the fourth section provides information on the use and effectiveness of incarceration, probation and parole in adult corrections. Finally, in the epilogue, the administration of criminal justice in Canada is analyzed as a system containing a number of sub-systems. In this overview the relationship between these sub-systems and the contributions they make toward developing and achieving a general set of objectives is assessed.

432 CANADA. COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LA SECURITE (1969).

G Rapport. Ottawa: Imprimeur de la Reine. 183p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

433 CANADA. CONSEIL PRIVE (1968).
Enquête sur l'administration de la justice. Région

G de Hay River, Territoires du Nord-Ouest. Rapport. (Président: W.A. Morrow). Yellowknife.

CANADA. PRIVATE COUNCIL (1968).
Inquiry into the Administration of Justice in the Hay River Area of the Northwest Territories. Report. (President: W.A. Morrow). Yellowknife.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

Français

La présente commission d'enquête a été formée à la suite de la parution dans un journal de Hay River, d'éditoriaux conduisant aux 3 accusations ou allégations suivantes: a) les procès à Hay River se déroulent à huis clos; b) des mesures ont été prises en vue d'empêcher les membres de la presse d'informer le public sur les procès; c) les citoyens ne reçoivent pas tous un traitement égal devant les tribunaux de Hay River.

Le rapport est présenté en 2 parties: la première a trait aux allégations et aux accusations spécifiques mentionnées plus haut. Des recommandations sont faites sur chacun des points litigieux. La seconde partie apporte des remarques générales sur l'administration de la justice à Hay River, ainsi que des recommandations. Le Commissaire conclut en mentionnant que l'on dépense sans doute plus de dollars par habitant dans cette région et que l'on consacre plus d'effort à y redresser la situation que dans d'autres régions du Canada.

English

The commission of inquiry was set up following the publication in a Hay River newspaper of editorials making the following 3 accusations or allegations: a) trials in Hay River were being conducted in camera; b) measures were being taken to prevent the members of the press from informing the public about the trials; c) citizens were not being given equal treatment before the Hay River courts.

The report is presented in two parts: the first deals with the specific allegations and accusations mentioned above. Recommendations are made on each of the points in dispute. The second part contains general remarks on the administration of justice in Hay River as well as recommendations. The Commissioner concludes by saying that undoubtedly more money is spent per inhabitant in this region, and more effort is made to remedy the situation, than in other regions of Canada.

434 CANADA. ECONOMIC COUNCIL (1973).
Developing Policies for Public Security and
G Criminal Justice. By Evans, R. J. Ottawa:
Information Canada.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Social Defense

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Défense sociale

The author discusses mechanisms which can ensure public security and those which can improve the criminal justice system. He points out many difficulties, the principal being that of the elaboration of objectives for a justice system. Another problem is the choice of indicators to measure the degree to which the stated objectives have been attained. The principal goal of the study, after reviewing the multiple aspects of public security and justice, is to find possible ways of providing greater public security. In the second chapter, public security is defined in terms of the levels of criminality and the objectives are studied in terms of their contribution toward the reduction of the rates of crime. Lastly, the author discusses the problem of assuring the accused fair treatment. In each case, traditional practices are questioned and measures of output are suggested to evaluate the progress that has been made.

435 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1968-).
Rapports annuels. Ottawa: Information Canada.
G CANADA. SOLICITOR GENERAL (1968-).
Annual Reports. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Gendarmerie Royale 3. Pénitenciers
4. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Royal Canadian Mounted Police
3. Penitentiaries 4. Parole

Français

Le Ministère du Solliciteur Général a été établi le 1er octobre 1966. Son premier rapport annuel a paru en 1968: il s'agissait d'un rapport couvrant l'année financière 1967-68. Outre l'Administration Centrale, font partie du Ministère: la Gendarmerie Royale du Canada, le Service pénitentiaire canadien et la Commission nationale des libérations conditionnelles. Chacun des ces organismes ou services du Ministère établissent des rapports annuels sur leurs activités respectives, lesquels rapports sont présentés dans ces rapports du Solliciteur Général. En appendice, est présenté un état des dépenses du Ministère pour l'année financière, et ce pour chacun des quatre organismes.

English

The Department of the Solicitor General was established on the 1st of October, 1966. Its first annual report appeared in 1968, and covered the fiscal year 1967-68. Besides the Central Administration, the Department includes: the Royal Canadian Mounted Police, the Canadian Penitentiary Service and the National Parole Service. Each of these agencies or services of the Department establish annual reports on their respective activities, which are presented every year in the Solicitor General's reports. An appendix contains an account of the Department's expenditures for the fiscal year, and those of each of the four agencies.

436 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1969).
Justice pénale et correction: un lien à forger.
Rapport du Comité Canadien de la Réforme Pénale et Correctionnelle. (Président: R. Ouimet). Ottawa: Imprimeur de la Reine. 554p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1969).
Toward Unity: Criminal Justice and Corrections.
Report of the Canadian Committee on Corrections. (President: R. Ouimet). Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Police 3. Sentence
4. Probation
5. Libération conditionnelle
6. Délinquance féminine
7. Prisons et pénitenciers
8. Cautionnement

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Police 3. Sentencing
4. Probation 5. Parole
6. Female Delinquency
7. Prisons and Penitentiaries
8. Bail

Français

Quelques dix ans après la publication du rapport Fauteux, le gouvernement fédéral ressentit le besoin de procéder à une réévaluation de l'ensemble du système pénal et pénitentiaire. A cet effet, un comité présidé par l'honorable Roger Ouimet, fut institué en juillet 1965. L'ampleur du mandat confié au Comité Ouimet traduisait la conviction que les trois grands secteurs de la justice pénale, police, tribunaux et services correctionnels, s'enchaînent et sont interdépendants, devant par conséquent être étudiés ensemble. Des recommandations sont faites à l'effet que les lois actuelles en cette matière soient modifiées dans le sens d'une précision plus grande; qu'une formation spécialisée soit donnée aux membres des divers services de police, que les services de police de localités voisines soient fusionnés. On recommande également que le Code Criminel soit modifié pour donner aux agents de police, le pouvoir de recourir, dans certains cas, à l'émission d'une sommation. Dans le but d'une meilleure protection des droits de l'inculpé, le Comité recommande des modifications au régime actuel de cautionnement ainsi que l'instauration dans chaque province d'un véritable système d'assistance judiciaire.

Etant donné le fait que l'organisation et le fonctionnement des tribunaux relèvent de la juridiction des provinces, le Comité s'est contenté, dans le chapitre

relatif à l'appareil judiciaire, d'exposer des critères permettant de déterminer la mesure dans laquelle ils sont adéquats. Après avoir dénoncé l'absence d'une politique de sentence clairement définie ainsi que l'insuffisance des services dont dispose le juge à ce moment-clé du procès pénal, le Comité fait des recommandations d'une grande portée en ce qui concerne d'une part les règles à suivre en matière de "sentencing" et d'autre part la nécessité d'augmenter la gamme des décisions que peut prendre le juge qui fixe la sentence (chapitre 11). A l'instar de certaines commissions d'enquête précédentes, le Comité Ouimet a étudié la situation de certaines typologies de délinquants et fait des recommandations à leur sujet. C'est ainsi que le chapitre 12 du rapport est consacré aux délinquants présentant des troubles psychiatriques, le chapitre 13 aux délinquants dangereux, le chapitre 21 aux jeunes adultes délinquants et le chapitre 22 à la femme criminelle. L'organisation et le fonctionnement des services pénitentiaires pour adultes sont examinés aux chapitres 14, 15 et 17. Quelques recommandations en cette matière ont trait à la promulgation d'une législation d'ensemble capable de garantir l'application des mêmes principes directeurs dans tous les domaines de la compétence du gouvernement fédéral, et à la nécessité d'accorder la priorité aux ressources de traitement dans toutes les institutions carcérales du Canada. Les chapitres 16 et 18 sont consacrés à l'étude des systèmes de probation et de libération conditionnelle. Le Comité insiste finalement sur l'importance de l'assistance post-pénale, de la participation du public en général, et des organismes bénévoles en particulier dans la réhabilitation, de la recherche et de la planification dans le domaine de la justice pénale (chapitres 19, 20 et 25).

English

About ten years after the publication of the Fauteux report, the Federal Government felt the need to proceed with a reevaluation of the entire penal and penitentiary system. Accordingly, a committee was set up in July 1965, presided over by the Honourable Roger Ouimet. The scope of the Ouimet Commission's mandate denoted

the conviction that the three main sectors of criminal justice, the police, courts and correctional services, were closely associated and interdependent, and consequently must be studied together. Recommendations are made to the effect that the present laws should be made more precise; that specialized training be given to the members of the various police services, and that the police services of neighbouring localities should be merged. The Committee also recommends that the Criminal Code be changed to give police officers the power , in certain cases, to resort to the issuing of a summons. Toward better protection of the rights of the accused, it further recommends changes in the present system of bail as well as the establishment in each province of a true legal aid system.

Given the fact that the organization and functioning of the courts is under provincial jurisdiction, the Committee was satisfied, in the chapter on the judicial system, to put forward criteria on the basis which the extent of their adequacy could be determined. After denouncing the absence of a clearly defined sentencing policy as well as the lack of services available to the judge at this key point of the criminal trial, the Committee makes far-reaching recommendations concerning the rules to follow in sentencing, on the one hand, and the need to extend the range of decisions the judge can make when pronouncing sentence, on the other (chapter 11). Like certain previous commissions of enquiry, the Ouimet Committee studied the situation of certain typologies of delinquents and makes recommendations relating to them. Thus chapter 12 of the report is devoted to delinquents with psychiatric problems, chapter 13 to dangerous offenders, chapter 21 to young adult offenders and chapter 22 to the female criminal. The organization and functioning of the penitentiary services for adults are examined in chapters 14, 15 and 17. Some recommendations in this matter are the promulgation of overall legislation to guarantee the application of the same guiding principles in

all areas under the jurisdiction of the Federal Government, and the need to grant priority to resources for treatment in all Canadian penal institutions. Chapters 16 and 18 are devoted to the study of the probation and parole systems. Finally the Committee stresses the importance of aftercare, the participation of the public in general, and volunteer agencies in particular, in rehabilitation, research and planning in the field of criminal justice (chapters 19, 20 and 25).

437 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1971).
Le coût de l'administration de la justice et de
G la criminalité. Ottawa: Information Canada. 199p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1971).
The Cost of Crime and Crime Control. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Coût du crime

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Cost of Crime

Français

Ce rapport est un compte rendu du Deuxième Symposium International de Criminologie Comparée tenu à Sainte-Marguerite (Québec) du 29 avril au 2 mai 1970 par le Centre International de Criminologie Comparée. La première question examinée est celle des rapports entre les sciences pures et les sciences appliquées. La seconde concerne les modes d'application des connaissances scientifiques par le truchement de l'appareil gouvernemental, et la troisième question soulevée concerne une proposition concrète d'un modèle de sciences appliquées.

English

This report is an account of the Second International Symposium in Comparative Criminology held in Sainte-Marguerite (Quebec) from April 29 to May 2, 1970, by the International Centre for Comparative Criminology. The first question examined was the relationship between the pure sciences and the applied sciences. The second concerns methods for applying scientific knowledge through the government apparatus, and the third was a concrete proposal of an applied science model.

438 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973). Le criminel et la société canadienne: une vue d'ensemble du processus correctionnel. Ottawa: Information Canada. 49p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973). The Criminal in Canadian Society: A perspective on Corrections. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice 2. Pénologie 3. Récidive 4. Prévention 5. Politique criminelle

KEY WORDS: 1. Administration of Justice 2. Penology 3. Recidivism 4. Prevention 5. Criminal Policy

Français

Dans ce document, le Solliciteur Général propose un cadre possible de révision des diverses politiques affectant la justice pénale. Les objectifs fondamentaux de cette révision sont les suivants: situer la justice pénale dans le contexte plus large des mouvements sociaux; réduire au minimum les aléas de la fragmentation actuelle de la justice pénale (maintien de l'ordre, processus judiciaire, processus correctionnel et assistance post-pénale), en visant la continuité dans le traitement du délinquant; obtenir un plus haut degré de coopération fédérale-provinciale dans l'administration de la justice pénale et, dans la mesure du possible et selon ce qui sera nécessaire, atteindre une coopération plus étroite entre les divers palliers de gouvernement. La justice a d'abord pour but de protéger les individus et les corps constitués de notre société en diminuant la fréquence et l'incidence de la criminalité. Ce document insiste sur l'importance sociale et la dignité de l'individu qui transgresse nos lois et sur le besoin de le protéger, en même temps que la société en général, en l'empêchant de se livrer à des activités criminelles. En substance, la première et la plus importante des fonctions de la justice pénale est d'empêcher les individus de commettre des crimes. Deuxièmement, il faut pouvoir détourner les délinquants, avant la condamnation et le prononcé de la sentence, des comportements criminels. Troisièmement, il importe

de diminuer la fréquence et la gravité de la récidive. Ce document étudie en détail les stratégies requises pour accomplir ces trois fonctions principales. Le coût d'administration de la justice pénale dépasse un milliard de dollars par an. Toutefois, ce n'est que peu de chose par rapport au coût social que doivent absorber les victimes et les criminels. L'expérience acquise au Canada et ailleurs démontre que ces problèmes sont de nature permanente et que, dans ce domaine, il n'y a pas de solution simplistes et expéditives.

English

In this booklet, the Solicitor General proposes a possible framework for the revision of various policies affecting criminal justice. The main objectives of this revision are: to place criminal justice in the broader context of social movements; to reduce to a minimum the effects of the present fragmentation of criminal justice (maintenance of order, judicial process, correctional process and aftercare), in order to provide continuity in the treatment of the offender; to obtain a greater degree of federal-provincial cooperation in the administration of criminal justice, and to the extent possible, achieve closer cooperation between the various levels of government. The justice system's first objective is to protect the individuals and groups in our society by reducing the incidence of crime. The booklet stresses the social position and dignity of the person who breaks the law, and the need to protect him as well as society at large, by preventing him from indulging in criminal activity. In essence, the first and foremost function of criminal justice is to prevent individuals from committing crimes. Secondly, it should be possible to divert offenders from criminal behaviour before conviction and sentencing. Thirdly, it is necessary to reduce the frequency of recidivism. The document contains a detailed study of the strategies required to accomplish these three main functions. The cost of criminal justice administration is over a million dollars a year. However, this is nothing compared with the social cost which must be absorbed by both victim and criminal. Experience in Canada and elsewhere shows that these problems are of a permanent nature and that, in this domain, there are no simplistic or quick solutions.

439 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973). Déclarations des ministres, ordre du jour, communiqué et documents connexes. La conférence fédérale-provinciale sur le processus correctionnel à Ottawa. Ottawa: Solliciteur Général.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973). Ministerial Statements, Agenda, Communiqué and Other Related Documents. Federal-Provincial Conference on Corrections. Ottawa: Solicitor General.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Correctional Services

Français

Les documents colligés dans cet ouvrage sont ceux de la Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables du régime correctionnel au Canada. Cet ouvrage vise à renseigner les divers instances du régime de justice pénale, les organismes correctionnels privés et le public sur les questions soulevées par les ministres des affaires correctionnelles lors de cette Conférence.

English

The collated documents in this work are those of the Federal-Provincial Conference of ministers responsible for the correctional system in Canada. The object of this work is to inform the various authorities of the criminal justice system, the private correctional agencies and the public on questions brought up by the corrections ministers during this Conference.

440 G

CANADA. STATISTIQUE CANADA (1974). Annuaire du Canada, 1974. Exposé annuel de l'évolution économique, sociale et politique du Canada. Ottawa: Information Canada. 1041p.

CANADA. STATISTICS CANADA. (1974). Canada Year Book, 1974. An Annual Review of Economic, Social and Political Developments in Canada. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Statistiques
2. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Statistics
2. Administration of justice

Français

L'annuaire du Canada s'insère dans le cadre de la série de publications annuelles décrivant l'évolution sociale, économique et politique du Canada. C'est un recueil de renseignements officiels de nature statistique et autre sur presque tous les faits de la vie canadienne susceptibles d'être mesurés. La série a débuté en 1905, mais des éditions antérieures avaient paru sous d'autres titres à divers intervalles depuis 1967. L'annuaire de 1973 comprend 21 chapitres. Le chapitre sur "la constitution et la loi", donne des informations sur le système judiciaire, le droit pénal, les tribunaux et les pouvoirs judiciaires: fédéral, provincial et territorial, les allocations, traitements et pensions des juges, la profession d'homme de loi, l'assistance judiciaire, la police, la criminalité et la délinquance, les jeunes délinquants, les établissements de correction pour adultes et pour jeunes, le service canadien des pénitenciers, et le Régime National des libérations conditionnelles. En appendice on trouve, en autre, une description des fonctions des organismes gouvernementaux et et paragouvernementaux, un synopsis des lois adoptées en 1972, une liste d'ouvrages sur le Canada, une description des services d'information du gouvernement. Un index des articles spéciaux et un index sujet complètent cet annuaire.

English

The Canada Year Book is part of the series of annual publications describing the social, economic and political development of Canada. It is a compilation of official statistical and other information on nearly all measurable aspects of Canadian life. The series was begun in 1905, but past editions have appeared under other titles at various intervals since 1967. The 1973 yearbook contains 21 chapters. The chapter on "the constitution and the law" gives information on the judicial system, criminal law, the courts and judicial powers - federal, provincial and territorial - the allowances, salaries and pensions of judges, the legal profession, legal aid, the police, crime and delinquency, juvenile delinquents, correctional institutions for adults and juveniles, the Canadian Penitentiary Service and the National Parole Board. In the appendix is found a description of the functions of government and paragovernment agencies, a synopsis of the laws adopted in 1972, a list of works on Canada, and a description of the government information services. An index of special articles and an index by subject complete this yearbook.

441

A

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1970). Special Issue on the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Corrections. 1970, Vol. 12, No. 3. 340p.

KEY WORDS:
1. Administration of justice
2. The courts 3. Sentencing
4. Statistics 5. Police
6. Arrest 7. Bail
8. Legal aid 9. Mental illness
10. Volunteers 11. Female delinquency
12. Research

MOTS CLES:
1. Administration de la justice
2. Tribunaux 3. Sentence
4. Statistiques 5. Police
6. Arrestation 7. Cautionnement
8. Assistance judiciaire
9. Maladie mentale
10. Bénévoles 11. Délinquance féminine
12. Recherche

This special issue of the Journal is devoted to nineteen articles and comments on The Report of the Ouimet Commission, because of the importance of this document. It begins with an article by John Hogarth titled, "Criminal Justice, The Criminal Court and Sentencing". The Report refuses to say that unduly harsh sanctions are manifestly wrong, but criticizes them on the basis of impairing the impact of treatment measures and reducing the impact of the law in general. The key recommendation is that criteria should be established with reference to which the performance of the Canadian criminal courts be assessed. The Committee starts with the position that the basic purpose of criminal justice ought to be, in order of importance, rehabilitation, deterrence, and in certain circumstance incapacitation. This article is followed by a second one which is a commentary made by Judge R.G. Groome The third article, "Canadian Criminal Statistics--Not Again!", by A. Normandeau, examines the present state of affairs and a few new vistas. This is followed by a commentary by P. MacNaughton-Smith. In the fith article, "The Investigation of Offences and Police Powers", the Committee interpreted this to include only those police powers that, in its opinion, had a bearing on corrections. The Committee concludes with the opinion that police powers in Canada are adequate but not excessive, and that increases are not justified at this time. The sixth article, "Arrest, Bail and Legal Aid", by M.L. Friedland contains an analysis of the problems in the interrelated areas of arrest, bail and legal aid. It argues against unnecessary and indiscriminate detention before trial and in favour of greater use of the summons and bail procedures.

Le septième article,"En matière de communications privilégiées",par J.L. Baudoin indique clairement le désir de protéger dans toute la mesure du possible la divulgation des communications privilégiées. The eighth article,"Use and Protection of Information Acquired Through a Confidential Relationship",is by A.M. Kirkpatrick. The main concern of this chapter is the possibility of compelling disclosure in court of a variety of social or personal behaviour which no one would normally want to become public knowledge. The ninth article,"Mentally Disordered and Dangerous Persons Under the Criminal Law",is by R.R. Price. The arguments against the dangerous offender proposal advanced in the Report are substantial and, in the author's view, they are insurmountable. The important question that remains is whether any acceptable kind of special legislation for a dangerous offender group is feasible. The tenth article,"Adult Correctional Services, Detention Centres, Prisons, Citizen Participation and the Voluntary Agency",by J.V. Fornataro, is concerned with the adult male defendant and convicted person, and particularly with the more severe forms of sanction which may be imposed on him. The eleventh article,"Unity and Credibility in Corrections" by W.R. Outerbridge,discusses purposes and organization of the adult correctional services, probation, parole and statutory conditional release, gradual release and after-care, citizen participation and the role of the voluntary agencies. It is followed by a commentary of D.C.S. Reid. The thirteenth article,"The Young Adult Offender" by Warde E.E. Noel, supports several conclusions and makes recommendations

relative to the legal structure and processes concerning the young adult offender as genuine considerations towards promoting improved practices in the treatment and effective control of this critical age group within the system of corrections. This article is followed by one called "The Woman Offender" by Phyllis Haslam. The fifteenth article "Significance of Criminal Records and Recognition of Rehabilitation" by A.M. Kirkpatrick, deals with serious civil disabilities resulting from the possession of a criminal record when the offender endeavours to make his way once again in the social and economic society. The last chapters are on "The Development of Human Resources in the Correctional Field" where, after a brief statement regarding the recruitment and training of police officers, the chapter describes three types of training for correctional services personnel: that of administrators; that of professionally-trained staff; and that of non-professional staff. We have also an article on "Research, Planning and Advisory Committees" by J.W. Mohr, which provides a blueprint as to how research and planning should eventually influence government policy and become a vital activity throughout the field of law reform, law enforcement, corrections and community development generally. Basic principles and purposes of criminal justice are given in terms of their implication for research. This is followed by a commentary by Justin Ciale.

442 CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1966).

R Proposed Unified Recording System for the Adult Law Enforcement, Judicial and Corrections Field in Canada. Draft No. 4. 7p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

443 CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1966).

R An Analysis of the Cost of Corrections and the Administration of Criminal Justice in Canada. Progress Report No. 1. Toronto: Centre of Criminology. 67p.

KEY WORDS: 1. Admininistration of Justice
2. Cost of Crime

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Coût du crime

444 CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE (1972).

R La théorie de la défense sociale et ses implications empiriques. Par D. Szabo, A. Parizeau, M. Molins Ysal. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 98p.

MOTS CLES: 1. Défense sociale 2. Droit pénal
3. Peine 4. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Social Defense
2. Penal Law 3. Punishment
4. Comparative Study

445 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1974).

G A Five Year Plan in Corrections. Victoria: Department of the Attorney General. 13p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Colombie Britannique

446 COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1971). Deuxième centenaire. Territoires du Nord-Ouest:
G Département de l'Information. 135p.
COMMISSIONER OF THE NORTHWEST TERRITORIES (1971). Century Two. Northwest Territories: Department of Information.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Territoires du Nord-Ouest

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Northwest Territories

447 COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1971). Rapport annuel de commissaire. Territoire du
G Nord-Ouest: Département de l'Information. 128p.
COMMISSIONER OF THE NORTHWEST TERRITORIES (1971). Annual Report of the Commissioner. Northwest Territories: Department of Information.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Territoires du Nord-Ouest

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Northwest Territories

448 EDWARDS, J. & H., ROBERT, G. W. (1969). An Economic Analysis of Crime and Criminal Justice
R in Canada (Research Proposal). University of Toronto: Centre of Criminology. 17p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Cost of Crime

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Coût du crime

449 A

EDWARDS, J., Ll. J. (1966). "Sentencing, Corrections and the Prevention of Crime". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:3. 186-201.

KEY WORDS: 1. Administration of justice 2. Sentencing 3. Prevention

MOTS CLES: 1. Administration de la justice 2. Sentence 3. Prévention

This paper discusses the following problems of concern to Canada: the use of probation and parole, detention of the dangerous offender, disparities in sentencing, the effectivenesss of imprisonment, the future trend of Canada's penal system, victim compensation, juvenile courts and the treatment of young offenders. It is stressed that the most vulnerable and effective place to deal with adult crime is at its source, where a young person exhibits delinquent tendencies. Preventive action, still given low priority in Canada, is the area where a major effort is needed.

450 V

GERBEAU, M. (1974). L'administration de la justice en matière criminelle au Québec. Montréal: Editions de la Presse. 230p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice 2. Québec

KEY WORDS: 1. Administration of justice 2. Quebec

Pour le public en général, invité lui aussi par tous les média d'information à joindre sa voix à la critique sur à peu près tous les mécanismes de l'administration de la justice, il manquait un instrument: un ouvrage qui puisse démêler l'écheveau des lois, des principes et des autorités qui président à cette administration. C'est exactement ce que fait l'ouvrage de Me Marcel Gerbeau, qui en

somme a fait ici une sorte de vulgarisation du droit et qui a ainsi réussi à mettre à la portée de tous la connaissance de l'administration de la justice. L'auteur nous décrit le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Celui-ci nous parle en fait beaucoup plus de l'administration de ce pouvoir, de l'organisation des tribunaux et des procédures inhérentes à la mise en oeuvre des relations entre le citoyen et l'Etat que de la justice elle-même.

451 GROSMAN, B.A. (1971).
Justice in Crisis: Writings and Comments.
V Saskatchewan: University of Saskatchewan Press.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
MOTS CLES: 1. Administration de la justice

452 ILE DU PRINCE-EDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND. DEPARTMENT OF JUSTICE (1973).
First Annual Report of the Department of Justice for Prince Edward Island. Charlottetown: Department of Justice. 37p.
G

KEY WORDS: 1. Administration of justice
MOTS CLES: 1. Administration de la justice

The Department of Justice is structured into six principal divisions of responsibility as follows: 1. Administration 2. Law Enforcement 3. Judicial 4. Corrections 5. Probation and Family Court Services 6. Legislation. Each of these division is reported separately in this report.

The appendices give us the distribution of manpower, of police transport, statistical information on crime against property, offences against the Narcotic Control Act and the Food and Drugs Act, and finally regulations on vehicular traffic in Prince Edward Island.

453 LECAVALIER, M. (1965).
"La défense sociale". Revue Canadienne de
A Criminologie, 7:4. 406-410.

MOTS CLES: 1. Défense sociale

KEY WORDS: 1. Social Defense

454 KEATING, K. (1972).
Justice. Toronto: McGraw-Hill Ryerson.
V

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

455 KIRKPATRICK, A. M., McGRATH, W. T. (1976).
Crime and You. Toronto: Macmillan Co. of
V Canada. 170p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

The criminal law plays an organic role in our daily lives, yet few canadians other than those employed within the system are even vaguely familiar with its real nature or with the various procedures and services that flow from it. What actually constitutes a crime? How is the criminal charge administered? How is our penal system equipped to deal with the convicted man or woman?

Given that Canada imprisons more people, and with larger sentences , than any other country in the world, this last question raises another: Do we need more prisons operated more efficiently, or a reorganization of sentencing and parole priorities? Although criminal justice cannot be thought of as mere punishment, there is increasing public clamour for a reassessment of liberal attitudes concerning crime and the offender. Yet the issue described above and the many others that surround it are by no means simple - clearly, it is the obligation of every Canadian first to comprehend our criminal law and its administration, and only then to become

actively involved in efforts to improve the system. Designed for the layman as well as for the student, this book offers a much-needed overview of the structures and operation of canadian criminal law.

456 R

LAPLANTE, J., BLANCHARD, J. L., DROUIN, J., GREGOIRE, M. (1974).

Les services correctionnels au Canada: les services d'ordre coercitif. 63p.
Les services correctionnels au Canada: les services thérapeutiques. 83p.
Les services correctionnels au Canada: leurs raisons d'être. 85p.
Les services correctionnels au Canada: l'état général du problème. 67p.
Les services correctionnels au Canada: les services d'ordre restrictif et d'assistance. 55p.

Ottawa: Université d'Ottawa, Département de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Police 3. Tribunaux
4. Prisons

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Police 3. Courts
4. Prisons

457 V

McGRATH, W. T. (ed) (1965).

Crime and its Treatment in Canada.
Toronto: MacMillan. 510p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

This book presents a general view of the various aspects of crime and its treatment in Canada, each chapter being written by an expert in that specific field. It begins with a short study of crime and the correctional services, crime and society with definitions and concepts, the enforcement of morals and welfare, the law and welfare in the modern state. In chapter three, the author speaks about sources of illegal behavior and gives an overview of some factors and major theories of causation; in following chapters, the authors deal with criminal legislation, the adult court and the roots of the Canadian Criminal Court System and the Juvenile and Family Courts, probation, training-schools; some aspects of Nineteenth-Century Canadian prisons and Canadian prisons today where the author describes that steadily growing segment of Canadian life that constitutes its prisons and the way in which we now organize this part of our community; parole, where the writer acknowledges only the practical necessity of operating in his own field on what appear to be the most common-sense current beliefs. In this respect, it is felt that elements of deterrence, treatment, and training are interwoven, not inconsistently with a concept of individual moral responsibilities; treatment; special problem groups: alcoholics, drug addicts, sex offenders. Penal reform and corrections, and finally an appendix containing a list of adult correctional institutions in Canada.

458 McGRATH, W. T. (1976).
"Developing a Stable Base for Criminal Justice
A Planning". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 18:1. 1-12.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

459 MacKIMMIE, R. A. (1973).
The MacKimmie Report. Prince Edward Island:
G Department of Justice. 102p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Prince Edward Island

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Ile-du-Prince-Edouard

460 MAGID, S. (1972).
'Inmates' Views of the Criminal Justice System.
R University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Inmates

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Détenus

461 MANITOBA (1974).
Report of the Ombudsman, for the period January
G 1st 1974 - December 31st, 1974. Presented to the
Legislation Pursuant to Section 42 of the Ombudsman
Act. Winnipeg. 104p.

KEY WORDS: 1. Ombudsman
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Ombudsman
2. Manitoba

462 MANITOBA. HUMAN RIGHTS COMMISSION (1974).
Annual Report 1974. Winnipeg: Human Rights
G Commission. 31p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

463 MANITOBA. LAW REFORM COMMISSION (1974). Report on the Administration of Justice in Manitoba. Part I: The Control of Post-Arrest/ Pre-Trial Detention. Report No. 15. Winnipeg: Queen's Printer Office. 19p.

G

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Detention before Trial
3. Human Rights 4. Manitoba

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Détention avant procès
3. Droits de l'homme
4. Manitoba

The subject of this Report is post-arrest, pre-trial detention in Manitoba. In most instances such confinement is carried out by the police force by whom the prisoner was arrested. In most cases, the accusers then have complete dominion over the accused. This is one aspect of the administration of justice in which the rights of the individual can appear to be quite divorced from the spirit of the law. This aspect of the administration of justice provides a significant test of our basic ideas of human dignity and even-handed justice on the part of a self-governing people.

464 MANITOBA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Report on the Administration of Justice in Manitoba. Part II - A Review of the Jury System. Report No. 19. Winnipeg: Law Reform Commission. 58p.

G

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Manitoba

This report is intended as a review of "The Jury Act" of Manitoba. Four major areas of concern appeared during the course of this study. However, each section of the Act was considered and suggestions for reform made when thought appropriate. The four important areas in question are dealt with at length: Selection procedures, disqualifications and exemptions, civil juries, "the Jury Act" in relation to "the County Courts Act".

465 MANITOBA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Fourth Annual Report. Winnipeg: Law Reform
G Commission. 19p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Manitoba

466 MANITOBA. THE LEGAL AID SERVICES SOCIETY (1975). Annual Report, 1974. Winnipeg: Legal Aid
G Services Society. 30p.

KEY WORDS: 1. Legal Aid
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Manitoba

467 MANITOBA. NORTHERN CORRECTIONS COMMITTEE (1974). A Report on Corrections in Northern Manitoba.
G Manitoba: Northern Corrections Committee. 102p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Manitoba

The subject of this study is the improvement of the criminal justice system in Northern Manitoba. The study includes all aspects of the corrections process including the police intake phase, corrections intake, corrections treatment and corrections aftercare. An area of emphasis for the study concerned correctional services and facilities available to sentenced persons both adult and juvenile, male and female. The police, the courts and probation were also included in the study. The Committee also discussed available programs, resources, proposed activities and anticipated developments in assessing the potential involvement of the private sector in the future of corrections in Northern Manitoba. The Committee carried out inquiries with northern communities, judges, probation officers, police, special constables, and others who were concerned with the criminal justice system in Northern Manitoba. Recommendations are expressed at the end of the report.

468 MARTIN, G. A. (1975).
Criminal Justice - Everyone's Responsability.
R Toronto: John Howard Society of Ontario.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

469 MEUNIER, C. (1973).
Analyse de l'opinion publique. Etude des mémoires
R des Commissions Royales d'Enquête. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 103p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Opinion publique

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Public Opinion

Pour les fins de cette analyse, l'auteur a étudié l'opinion publique à travers les diverses Commissions Royales d'Enquête qui eurent lieu au Canada au cours des années 1962 à 1972. Pour ce faire, il s'est arrêté à l'étude des rapports des dites Commissions et surtout à l'analyse des mémoires qui lui furent soumis par des individus, des organismes ou des associations. Conformément aux sujets traités le plus fréquemment une grille d'analyse a été utilisée pour permettre le classement des diverses opinions de façon à rendre l'ensemble cohérent et aussi précis que possible. Les problèmes particuliers qui y ont été abordés sont: les délits formels, l'enquête et l'arrestation judiciaire, le traitement des individus considérés déviants, la sécurité de l'Etat et enfin, les expressions d'opinion et les média d'information.

470 MONSMA, G. E. (no date).
Information Analysis of the Alberta Criminal
T Justice System. Unpublished Master's Thesis.
Edmonton: University of Alberta, Department of Sociology.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Alberta

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Alberta

471 NORMANDEAU, A. (1973).
La justice criminelle au Québec, 1974-1978.
R Manifeste d'un candidat à la convention politique du Parti Québécois dans le comité de Mont-Royal. 16p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Québec

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Quebec

L'auteur se penche ici sur le problème de la criminalité, problème qui préoccupe le plus les citoyens québécois, après le problème du chômage. Il soumet, sur la base de certaines connaissances criminologiques, pour approbation et modification un plan de réforme de la justice criminelle, quant à la loi criminelle, la police, le judiciaire, la réhabilitation, la délinquance juvénile et la violence.

472 NORMANDEAU, A. (1976).
"Pour une justice Sociale-Démocrate au Canada,
A au Québec et ailleurs". Criminologie Made in Canada, 3:2. 137-152.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

473 ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL (1975).
Justice Policy in Ontario. Ontario: Ministry of
G the Attorney General. 65p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Administration de la justice 2. Ontario

474 OUTERBRIDGE, W. R. (1973).
Criminal Justice in the Seventies. In Search of
R New Perspectives on an Old Problem. Proceedings of the Canadian Congress of Criminology and Corrections. 1-20.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

475 G

QUEBEC. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIERE CRIMINELLE ET PENALE AU QUEBEC (1970) (Président: Y. Prévost).

La société face au crime.

Vol. I (1968): Principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale.

Vol. II Tome I (1968): La sécurité judiciaire.

Vol. III Tome I (1969): Le crime au Québec: les tendances de la criminalité québécoise.

Vol. III Tome II (1969): Le crime au Québec: les sommets de la criminalité québécoise.

Vol. III Tome III (1969): Le crime au Québec: le crime organisé.

Vol. IV Tome I (1970): Délinquance juvénile, la cour de bien-être social.

Vol. IV Tome II (1970): La délinquance juvénile. Etude comparative sur les tribunaux pour mineurs. Grande-Bretagne, France, Suède, par A. Parizeau.

Vol. IV Tome III (1970): La délinquance juvénile. Etude comparative sur les tribunaux pour mineurs, Québec, par A. Parizeau.

Vol. V (1970): Omnibus - Les droits fondamentaux.

Annexe I (1968): Les évasions - Avril - Mai.

Annexe II (1968): Enquête d'opinion publique sur la police au Québec.

Annexe III (1969): La police, enquête d'opinion auprès de cinq services de police du Québec, par J. Rico, G. Tardif. Directeur-D. Szabo.

Annexe IV (1969): La justice criminelle. Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec, par E.A. Fattah, A. Normandeau. Directeur-D. Szabo.

Annexe V (1969): La justice criminelle. Sondage auprès des criminalistes de Montréal sur la justice criminelle au Québec, par J. L. Baudouin, J. Fortin, J.-P. Lussier.

Annexe VI (1969): La justice criminelle. Les Québécois s'interrogent sur la criminalité et les mesures correctionnelles, par A. Normandeau.

Annexe VII (1969): La justice criminelle. Le rôle de l'enseignement et de la recherche criminologique dans l'administration de la justice, par J. Rico, E.A. Fattah.

Annexe VIII (1969): La police, satisfaction au travail des policiers municipaux du Québec, par P. Dubois, J. Archambault, R. Boissonneault.
Québec: Editeur Officiel.

MOTS CLES:
1. Administration de la justice
2. Assistance judiciaire
3. Statistiques
4. Fraude
5. Vol: à main armée, d'auto
6. Crime organisé
7. Cour de Bien-Etre Social
8. Prévention
9. Evasion
10. Police
11. Criminologie: enseignement
12. Recherche
13. Etude comparative
14. Québec

KEY WORDS:
1. Administration of justice
2. Legal aid
3. Statistics
4. Fraud
5. Theft: armed robbery, automobile
6. Organized crime
7. Social welfare court
8. Prevention
9. Escape
10. Police
11. Criminology: teaching
12. Research
13. Comparative Study
14. Quebec

Volume 1: Principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale

En 1967 la Commission Prévost était créée en vue de faire une vaste enquête sur l'administration de la justice au Québec, de faire un rapport de ses conclusions et de soumettre des recommandations. Ce rapport final a servi de base à des modifications importantes au système de la justice criminelle au Québec.

Ce premier volume du rapport final, constate tout d'abord l'absence d'une politique générale dans le domaine de la justice pénale québécoise, de sorte que les divers secteurs de celle-ci se comportent comme s'ils n'avaient pas à composer un tout unifié et organique. Il résulte du morcellement actuel que: a) certaines décisions policières paraissent arbitraires; b) un écart existe et s'agrandit entre la loi et les pratiques des citoyens; c) les aspects punitifs de la loi prennent le pas sur les possibilités de réhabilitation et de réinsertion sociale; d) les risques de corruption et d'émotivité demeurent considérables. Face aux graves conséquences qu'entraîne l'absence d'une politique générale dans l'administration de la justice pénale, la Commission Prévost a jugé nécessaire de formuler, en termes modernes et précis, les principes fondamentaux d'une philosophie pénale applicable à l'ensemble du système correctionnel québécois. Ceux-ci peuvent se résumer de la façon suivante: a) une justice égale pour tous; b) une loi moderne, représentant vraiment les volontés profondes de la population et sachant tenir

compte rapidement de l'évolution de la société; c) une justice professant dans ses principes et pratiquant dans ses gestes un profond respect de la personne humaine. La Commission donne par la suite des précisions sur les formes concrètes de cette réforme de la justice pénale québécoise.

Volume 2, Tome 1: La sécurité judiciaire.

De tous les sujets abordés par les différents mémoires soumis à la Commission, aucun n'émerge aussi souvent que l'assistance judiciare. Le sujet est étudié en quatre (4) chapitres. On y retrouve les cinquante-six (56) recommandations des commissaires et trente-deux (32) appendices.

Volume 3, Tome 1: Le Crime au Québec.

Dans ce document, la Commission s'en tient à l'établissement de trois thèmes. Elle précise l'ampleur et la nature de la criminalité canadienne et québécoise et en identifie les auteurs. Dans cette perspective elle examine la statistique policière et judiciaire, elle dégage quelques-unes des lignes de force de la criminalité et elle définit la participation au crime des différents groupes d'individus.

Volume 3, Tome II: Les sommets de la criminalité québecoise

Après un rapide tour d'horizon de la criminalité québécoise, la Commission s'est attaquée à trois (3) secteurs où le Québec connaît des difficultés particulières. Ce sont: la faillite frauduleuse, le vol à main armée et en dernier lieu, le vol d'automobiles.

La faillite frauduleuse: On attribue depuis longtemps au Québec le championnat national en matière de faillites. Tout au long de ce rapport, les propos de la Commission visent constamment une seule catégorie de faillites, celles qui contiennent en quantités variables des éléments frauduleux. Quarante-sept (47) recommandations sont faites à ce sujet par les Commissaires.

La vol à main armée: Même si le Québec se trouve dans une situation privilégiée quant à la criminalité de violence contre la propriété, la situation se présente de façon extrêmement alarmante quant à ce type de criminalité. Neuf (9) recommandations sont apportées par la Commission.

Les vols d'automobiles: Le Québec accapare la part du lion dans certains secteurs, entre autres, celui des vols d'autombiles auquel la dernière partie du volume est consacrée. La Commission apporte dix (10) recommandations. L'ensemble du volume comporte vingt-six (26) tableaux et quarante et un (41) appendices.

Volume 3, Tome III: Le crime organisé.

En s'attaquant à un tel sujet, la Commission a simplement voulu ne pas oublier que le crime organisé existe et qu'il coûte à la société infiniment plus que n'importe quelle épidémie de vols à main armée et même de faillites frauduleuses. La Commission a pris connaissance de la plupart des rapports publics publiés sur le crime organisé depuis une quinzaine d'années. Elle a également rencontré un grand nombre de spécialistes canadiens et américains, tant parmi les corps policiers qu'au sein des universités. La Commission a également accordé une importance considérable aux différents types de commissions américaines qui se consacrent à l'étude et à la répression du crime organisé. Les Commissaires apportent 61 recommandations. De plus, 20 appendices figurent au volume.

Volume IV, Tome I: La cour de bien-être social.

D'une province à l'autre au Canada, on trouve dans la législation d'énormes variations entre les diverses manières d'envisager l'intervention judiciaire dans la vie des adolescents. Le seul dénominateur commun qu'on puisse dégager en analysant l'ensemble des tribunaux pour enfants et des Cours de Bien-Etre Social, c'est la réhabilitation plutôt que l'expiation et la punition. Malheureusement, la pratique ne concorde pas toujours avec l'idéal. Les meilleures intentions du tribunal pour enfants ont souvent abouti à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on recherchait. A dessein, la Commission laisse de côté les causes psychologiques et pédagogiques de la délinquance. Sa perspective se confine aux actions judiciaires et parajudiciaires les plus souhaitables à l'égard des jeunes. Même dans une perspective aussi restreinte, les problèmes foisonnent. En elle-même, la délinquance déborde le cadre proprement judiciaire auquel la Commission se limite. La Commission veut simplement reconnaître et affirmer clairement que les responsabilités de l'administration de la justice sont extrêmement restreintes dans le domaine de la délinquance juvénile. Loin de souhaiter un accroissement des attributs de la justice dans ce secteur, la Commission souhaite qu'on restreigne ses responsabilités et qu'on assure l'expansion correspondante du champ d'action confié aux secteurs de la Santé, de l'Education, de la Famille et du Bien-Etre Social.

Volume IV, Tome II: Etude comparative sur les tribunaux pour mineurs.

D'un pays à l'autre, les manifestations de l'inadaptation sociale des jeunes sont sensiblement comparables, mais les modes de prévention et de rééducation varient d'un pays à l'autre. Ces différences ne se justifient pas par des disparités causales de la délinquance juvénile, mais découlent logiquement des traditions et des préjugés qui y existent. Il y a lieu de constater, toutefois, qu'un courant d'idées nouveau apparaît et qu'on fait un effort de rapprochement au niveau international, dans le but d'évaluer les résultats obtenus et de dégager les principales lignes de conduite qui devraient être adoptées. En ce qui concerne l'élaboration du rapport, les Commissaires ont utilisé comme base des documents officiels, ils ont rencontré plusieurs spécialistes de Londres, Paris, Stockholm où ils ont visité les institutions de traitement et de détention. La même démarche a été suivie pour l'étude ayant trait à la situation existante au Québec.

Volume IV, Tome III: Etude comparative sur les tribunaux pour mineurs Québec

Ce rapport sur la délinquance juvénile au Québec a été élaboré sur la base des documents fournis par les divers services gouvernementaux. Tous ces documents ont été commentés, en outre, lors des entrevues avec les techniciens et des juges et lors de visites dans les diverses institutions. Afin de permettre certaines comparaisons, ce rapport comprend une partie distincte qui a trait aux structures existantes en Grande-Bretagne, en France et en Suède. Ces pays on été choisis parce que le système en vigeur au Québec a été forgé sous l'influence française et anglaise. L'exemple suédois par contre, a été mentionné parce qu'il comporte des réformes et des transformations, faites en fonction d'une philosophie qui est reconnue comme particulièrement progressive.

Volume V: Omnibus

Ce dernier volume de la série "La société face au crime" passe en revue les institutions que notre société s'est donnée pour faire face à l'activité criminelle. Les commentaires et observations des commissaires portent donc sur les corps policiers, l'activité judiciaire et les personnes qui y participent, les tâches que notre société doit s'imposer en matière de prévention, de traitement et de réhabilitation. Les commissaires concluent en recommandant qu'un organisme permanent joue auprès du Ministère de la Justice un rôle comparable à celui que remplit le conseil supérieur de l'Education. Quarante (40) appendices y figurent parmi lesquels on retrouve entre autres: un mémoire soumis par le Barreau du Québec; un tableau comparatif de la formation juridique des juges dans divers pays occidentaux; un mémoire présenté par la Conférence des juges du Québec et les juges de la Cour des Sessions de la paix de Montréal; un mémoire soumis par la Corporation des psychologues de la province de Québec; un mémoire soumis par les spécialistes de l'Instiut Philippe Pinel.

Annexe I: Les évasions Avril-Mai 1968

Dans ce présent rapport, il est question de trois évasions: 1) celle des frères Robert et Gérald Lelièvre le 22 mai 1968, 2) celle des détenus Claude Levasseur, Yves Simard et Gaston Plante le 30 avril 1968, 3) et celle de Serge Cofsky le 6 mai 1968. Le but de cet ouvrage est de déterminer en quelles circonstances les évasions se sont produites et s'il s'agit de complicité de la part du personnel ou de simples négligences. L'étude entend évaluer les mesures de sécurité, le contrôle administratif de la part des autorités locales et provinciales et l'influence d'éléments administratifs extérieurs au ministère de la justice de même que les causes immédiates et les causes profondes de ces évasions.

Annexe II: Enquête d'opinion publique sur la police au Québec.

Comme première étude sur la police au Québec, sonder l'opinion publique s'avère une première démarche essentielle avant d'aborder le problème de la perception, de la conception et de la connaissance de la police par des méthodes d'enquête en profondeur. C'est ce que fait cette étude dans cinq villes du Québec (Montréal, Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski). Cette recherche aborde le problème de l'image de la police dans le public sous l'angle de l'image réelle, la perception, et sous l'angle de l'image idéale, la conception. Les résultats permettent de rejeter des stéréotypes sur la police présentés par la presse; ils permettent de constater un flottement de l'opinion, même si la tendance générale est positive. A cet égard, il faut noter le fait que le public est d'autant plus satisfait des tâches accomplies par la police que celle-ci renforce l'image d'une police protectrice alors que l'on trouve le contraire pour les activités répressives. L'étude concerne aussi la police telle que la souhaitent les citoyens interrogés. Il ressort que le public assigne au policier un statut professionnel le situant dans la classe moyenne; il lui confie un rôle d'une importance sociale considérable.

Annexe III: Enquête d'opinion auprès de cinq services de police du Québec.

La première étude s'intéressait à l'opinion du public sur la police; celle-ci traite de l'opinion de la police sur elle-même. Le même questionnaire a été administré dans les cinq villes. La première partie de la recherche dégage le profil du policier échantillonné et la façon dont il se perçoit. D'après le policier, son statut professionnel est relativement élevé; il est entré dans la police pour des raisons de sécurité d'emploi. Il présente une attitude de satisfaction générale. Finalement, il ressort que les policiers pensent que le public juge la police de façon défavorable et semble ambivalent à l'égard de tâches controversées.

La seconde section de cette étude traite de la police telle que les policiers la souhaitent.

Annexe IV: Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec.

Cette étude de l'opinion à l'égard de la justice criminelle aborde toutes les dimensions de cette fonction sociale: les agents de la justice, la procédure criminelle et la politique criminelle. En plus de cette ampleur, cette recherche se caractérise par un échantillon qui représente l'ensemble de la population du Québec. On y trouve également des indices synthétiques qui permettent de mieux comprendre la réalité. Les résultats qui méritent d'être soulignés sont les suivants: la majorité des Québécois a une opinion qui n'est que légèrement humanitaire, avec une forte minorité qui maintient une ligne de conduite sévère envers les criminels; par contre, ils projettent des tendances beaucoup plus réhabilitatives que punitives et des tendances favorables à l'individualisation de la peine. On favorise la dépénalisation de certains délits et l'incrimination pour d'autres. Les Québécois ne sont pas tout à fait satisfaits de leurs avocats, juges et de certaines règles de procédure judiciaire. La population québécoise, qui a très peu de contact direct avec la justice, présente des vues relativement libérales sur la justice mais ses opinions varient suivant la région, lâge, l'éducation, l'occupation, le revenu et la langue parlée. Il ressort qu'on est d'autant plus libéral mais critique en matière de justice que l'on demeure à Montréal, qu'on est jeune, qu'on appartienne à un niveau socio-économique élevé et qu'on est canadien-anglais.

Annexe V: Sondage auprès des criminalistes de Montréal sur la justice criminelle au Québec.

Cette deuxième enquête sur la justice criminelle s'adresse à un groupe professionnel très spécifique, les avocats criminalistes. Les deux thèmes principaux abordés dans la première étude s'y retrouvent: opinion sur la justice criminelle et opinion sur la politique criminelle. De plus, le questionnaire comportait les questions de la première étude et des questions spécifiques portant sur les thèmes dont seuls les criminalistes sont en mesure d'avoir une opinion reposant sur une certaine connaissance de la réalité. Le criminaliste a une image très positive mais pense que son image dans la population est négative; et il a une conception de son rôle conforme aux règles de l'éthique professionnelle concernant la défense du client coupable. Face à l'appareil judiciaire, le criminaliste est satisfait de la poursuite criminelle; il n'est pas d'accord avec les nouvelles techniques pour la recherche des faits; il semble satisfait du tribunal mais propose des réformes; ils est aussi satisfait du fonctionnement pratique des tribunaux; et il en est de même au niveau de la procédure criminelle. Face à la politique criminelle, il exprime un certain malaise à propos de l'accessibilité à la justice et de l'égalité de tous les citoyens devant la loi; il se prononce pour une philosophie pénale axée sur la resocialisation du criminel.

Annexe VI: Les québécois s'interrogent sur la criminalité et les mesures correctionnelles.

Cette étude est la replique d'une recherche faite aux Etats-Unis pour le "Joint Commission on Correctional Manpower and Training". Le même questionnaire fût administré à un échantillon aléatoire d'une quartier de Montréal. Cette étude s'intéresse à l'attitude générale en regard de la correction, au contact avec les criminels et au domaine de la correction comme carrière. La principale conclusion de l'étude est que les différences sont souvent minimes entre les Américains, les Canadiens-Francais et les Canadiens-Anglais de Montréal en ce qui a trait à l'aperçu qu'ils ont du système correctionnel.

Le domaine de la correction comme carrière n'est pas recommandé. L'auteur termine son étude par des commentaires intéressants sur les moyens de gagner le support du public dans nos tentatives pour changer l'administration de la justice et le traitement des délinquants.

Annexe VII: Le rôle de l'enseignement et de la recherche criminologique dans l'administration de la justice criminelle.

Ce document présente l'enseignement de la criminologie dans le monde et au département de Criminologie de l'Université de Montréal ainsi que la recherche criminologique dans sa nature, ses types et ses orientations. Il convient de rapporter les postulats à la base de la formation en criminologie que présente ce rapport. Ce sont: la criminologie est une science autonome; la criminologie inspirera la formation professionnelle de tous les corps chargés de la protection sociale, comme la médecine inspire celle des organismes chargés de la santé publique et individuelle; la criminologie est une science appliquée et le cadre idéal de son enseignement est dans le sein d'une école des sciences humaines appliquées; cette orientation est tout à fait conforme à la nature même de la criminologie.

L'auteur présente un plan de recherche pour améliorer l'administration de la justice, au point de vue de l'énumération des travaux à entreprendre.

Annexe VIII: Satisfaction au travail des policiers municipaux du Québec.

Cette étude de psychologie industrielle cherche à identifier les principales sources de satisfaction et d'insatisfaction du travail des policiers. Elle utilise les échantillons décrits précédement et des techniques d'analyses complexes (analyse factorielle) et un indice d'insatisfaction qui tient compte de la situation réelle et de la situation idéale. Les résultats montrent que ce sont des facteurs motivationnels qui sont négligés par l'administration des services. Par ailleurs, le travail policier apparaît une source de satisfaction certaine. Pour corriger les insatisfactions, les auteurs suggèrent une sélection scientifique reposant sur une analyse des postes intégrés dans un programme spécifique de formation, un système d'annotation du rendement et un système de promotion objectif. Les trois recherches rapportées sur la police municipale de certaines villes du Québec nous présentent une quantité importante de données brutes sur l'opinion publique et celle de la police.

476 QUEBEC. PROTECTEUR DU CITOYEN (1969-).
Rapports annuels. Québec: Editeur Officiel.

G

MOTS CLES: 1. Ombudsman
2. Droits de l'homme 3. Québec

KEY WORDS: 1. Ombudsman
2. Human Rights 3. Quebec

La première partie des rapports est consacrée aux ministères regroupés, pour fins de présentation, selon leur finalité première. La second partie est consacrée aux divers organismes quasi-judiciaires (i.e.: Commission des Accidents du Travail, Commission du Salaire Minimum, Commission de Contrôle des permis d'alcool, Régie de l'Assurance-récolte) pour chaque ministère ou organisme, quelques notes introductives sont données, puis les plaintes les plus typiques ou plus significatives sont rapportées, à l'appui de quelques réflexions de synthèse. En annexe, l'organisation du bureau du protecteur du citoyen et ses règles d'agir sont expliquées certain nombre de tableaux statistiques relatifs aux opérations du service sont présentés.

477 QUEBEC. MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. (Annuel).
Annuaire du Québec. Québec: Editeur Officiel.

G

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Statistiques 3. Québec

KEY WORDS: 1. Administration of justice
2. Statistics 3. Quebec

L'Annuaire du Québec présente des renseignements statistiques et des articles sur le développement économique, social et culturel du Québec, de même que sur l'organisation politique et administrative

de la province. Ce volume publié chaque année contient non seulement des données essentielles extraites de nombreuses publications officielles mais aussi un nombre insoupçonné d'informations originales traitant de tous les aspects de la vie québécoise. L'édition 1973 contient entre autres: quelques 600 tableaux de statistiques sur tout ce qui est quantitativement mesurable, - la description des ministères et des organismes officiels du gouvernement et des services qu'ils rendent à la collectivité. L'annuaire est divisé en 5 parties: 1) le milieu physique, 2) le milieu humain, 3) les ressources de l'économie québécoise, 4) les échanges, 5) les finances. Dans la seconde partie, un chapitre est consacré à la justice et à la criminalité.

478 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1965). "Québec". Revue Canadienne de Criminologie, A 7:3. 345-351.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

479 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1967-). Rapports annuels. Québec: Editeur Officiel. G

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

Les rapports annuels du Ministère de la Justice décrivent le fonctionnement et les activités des services qui relèvent de ce ministère. Ce sont: 1) la législation et la réglementation, 2) les affaires civiles et pénales 3) les affaires criminelles, 4) la Sûreté du Québec, 5) l'institut de médecine légale et de police scientifique, 6) les institutions pénales et la probation, 7) le secrétariat, 8) les greffes, 9) l'administration. Sont aussi décrits les organismes suivants: le Conseil consultatif de l'administration de la justice, la Commission de Police du Québec, l'Institut de Police du Québec,

le Service de Planification, la Régie des Alcools du Québec, la Régie des loteries et courses du Québec, l'Office de révision du code civil du Québec et le service d'information du Ministère.

480 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1975).
La justice contemporaine, par Jérôme Choquette.
G Québec: Editeur Officiel. 360p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Tribunaux
3. Juge
4. Québec

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Courts
3. Judge
4. Quebec

La réalisation des nombreuses réformes proposées dans ce document de 360 pages, s'étalera sur une période de cinq ans et entraînera la présentation de nombreuses lois, dont deux pièces fondamentales: une loi-cadre des tribunaux et une nouvelle loi des juges. En avant-propos, une vingtaine de pages sont consacrées au partage des compétences entre le fédéral et les provinces dans l'administration de la justice. L'analyse amène le Ministre de la Justice à constater que l'équilibre inscrit dans la constitution de 1867 a été rompu par les jugements successifs rendus en faveur du pouvoir fédéral. Les recommandations du Livre Blanc (187 exactement) touchent uniquement les réformes réalisables dans le cadre actuel. Ces réformes n'en touchent pas moins l'ensemble de l'administration de la justice au Québec et comprennent des changements importants pour le ministère, les tribunaux, les juges, les commissions d'enquête et tout le personnel attaché à cette importante fonction de la société. Voici quelques faits saillants du Livre Blanc: réorganisation et regroupement des tribunaux du Québec au sein d'une cour unique devant être connue comme la Cour du Québec, création à l'intérieur de la Cour du Québec de quatre sections: section criminelle, section civile, section administrative

et section de la famille et de la jeunesse, création d'une Commission de la protection de la jeunesse rattachée au Ministère de la Justice et dont les membres seraient nommés par le Ministre des Affaires Sociales, création d'une Commission permanente de réforme du droit, création d'un Conseil de la magistrature pour la nomination des juges, création d'un Comité de contrôle pour régir la conduite des juges, création d'un centre permanent de perfectionnement des juges, indexation du salaire des juges, remise en question par le Québec du partage des juridictions entre les provinces et le fédéral dans le domaine de l'administration de la justice, réforme des lois en matière d'injonction, d'outrage au tribunal et d'application des lois statutaires relatives au monde du travail, construction d'une nouvelle prison pour remplacer Bordeaux et Parthenais. Le Livre Blanc contient, en outre, toute une série de mesures visant à raccourcir les délais judiciaires, notamment l'abolition des vacances judiciaires durant la période estivale. Même s'il propose l'adoption d'une loi provinciale sur la protection de la vie privée, le Ministre de la Justice n'indique aucune intention de modifier certaines lois péchant à ce chapitre, d'après des témoignages exprimés au Québec et ailleurs, à savoir la Loi des commissaires d'incendie qui permet de garder une personne en détention sans porter d'accusation, la loi des explosifs qui permet des perquisitions sans mandat et la loi accordant carte blanche à la police pour "combattre la pègre et la subversion". La disparition des cours municipales fera disparaître les réglements municipaux de circulation et forcera le gouvernement à édicter un règlement unique pour toute la province ainsi qu'un système uniforme d'infractions au Code de la route. A la lumière des expériences des commissions d'enquête sur le crime organisé (CECO) et sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction (Commission Cliche), le Ministre de la Justice édictera des normes "très strictes" afin d'éviter les abus dans l'utilisation de ce procédé

utile mais dangereux. Limitées à des cas d'exception échappant aux modes traditionnels de la justice, ces enquêtes devront notamment se dérouler à l'intérieur d'un mandat bien précis et circonscrit dans le temps, pour empêcher les "explorations illimitées des enquêteurs".

481 ROWAT, D. C. (1968).
The Ombudsman: Citizen's Defender. (2nd Edition).
V Toronto: University of Toronto Press. 384p.

KEY WORDS: 1. Ombudsman 2. Human Rights

MOTS CLES: 1. Ombudsman 2. Droits de l'homme

482 ROYAL COMMISSION ON GOVERNMENT ADMINISTRATION (1965).
G Report. Regina: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

483 SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES (1975).
A Correctional Proposal for Saskatchewan.
G Saskatchewan: Department of Social Services. 97p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

This proposal looks to a reduced emphasis on institutional programing and a gradual expansion of community - based facilities as their effectiveness is proven. The suggested emphasis is on the development of a balanced, integrated and flexible program which will make use of institutions and community alternatives. At the same time this would provide a wider range of options to our judges and magistrates in their sentencing of offenders.

484 SASKATCHEWAN. LAW REFORM COMMISSION (1971). Act to Establish a Law Reform Commission. Chapter 21. Regina: Queen's Printer.
G

KEY WORDS: 1. Penal Reform
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Réforme pénale
2. Saskatchewan

485 SASKATCHEWAN. LAW REFORM COMMISSION (1975). Second Annual Report, 1975. Saskatoon: Law Reform Commission. 17p.
G

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC.

486 Actes du 4e Colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal: Institut Philippe Pinel. (1964). 555p.
R

487 Actes du 5e Colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal: Centre de Psychologie et de Pédagogie. (1967). 196p.
R

488 Actes du 6e Colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal: Société de Criminologie du Québec. (1970). 64p.
R

489 Actes du 7e Colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Thème: La recherche appliquée en criminologie. Montréal: CEGEP Ahuntsic. (1971). 63p.
R

490 R Premier congrès de criminologie du Québec. Montréal: Société de Criminologie du Québec. (1966). 151p.

491 R Actes du 2e Congrès de criminologie du Québec. Montréal: Beauchemin. (1968). 170p.

492 R Quatorzième Congrès Annuel. Université de Montréal: Société de Criminologie du Québec, et Ecole de Criminologie. (1973).

493 R Quinzième Congrès Annuel. Université de Montréal: Société de Criminologie du Québec, et Ecole de Criminologie. (1974).

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of justice

La Société de Criminologie du Québec, fondée en 1960, est un regroupement des praticiens qui travaillent dans le champ de l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec. La Société de Criminologie du Québec organise annuellement un congrès québécois. De plus, chaque régionale de la Société organise chaque année de multiples colloques régionaux axés sur des problèmes de leurs milieux.

Le 4e Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité a paru en 1964. Les communications présentées aux trois premiers colloques y sont indiquées. Les sujets traités sont variés: prisons, probation, liberté surveillée, peines, la détention avant - procès, la police et le jeune délinquant, la maladie mentale et l'homicide, etc.

Les actes du 5e colloque ont paru en 1967: les travaux présentés nous éclairent de plus en plus sur les caractéristiques complexes de la personnalité délinquante, de la société qui produit les conduites déviantes et sur les rouages de l'administration de la justice.

Les actes du VIe colloque qui a eu lieu en 1969 réflètent une diversification croissante des sujets abordés: étude de la déviance (alcoolisme, attitudes et conduites sexuelles), délinquance juvénile, délinquance féminine, la police, le fonctionnement des tribunaux...

Le VIIe colloque qui a eu lieu en 1971 est le reflet d'une préoccupation majeure des praticiens de la criminologie: celle de rendre la recherche utile. Le colloque a voulu faire appel à des praticiens chercheurs afin qu'ils puissent exposer leurs conceptions de la recherche appliquée.

Le premier congrès de la Société de Criminologie du Québec s'est tenu en 1966 à Montréal. Le thème du congrès touchait un problème capital de la criminologie: les conditions d'exécution des peines privatives de liberté. Le congrès abordait simultanément les problèmes de la criminalité juvénile et ceux de la criminalité adulte. Le deuxième congrès s'est tenu en 1968. Les thèmes traités sont: la probation, la criminologie clinique, les tribunaux et les législations pour délinquants adultes et juvéniles, la police, les institutions correctionnelles et le banditisme à Montréal.

En 1973, la Société de Criminologie du Québec publie son 14e congrès ainsi nommé pour souligner le 14e anniversaire de la fondation de la Société Les thèmes traités ont été les suivants: Droits de l'homme et droits des détenus, le rôle du criminologue dans la société, la police et le pouvoir politique municipal, la prévention de la délinquance à l'école et dans la communauté. L'année suivante, la Société présentait son 15e congrès qui avait pour thème: les établissements de détention (provinciaux) et l'administration de la justice au Québec, les institutions pour mineurs délinquants, la libération conditionnelle, l'accession à la justice criminelle.

494 SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC (1976).
Compte-rendu du 17e Congrès de la Société
R de Criminologie du Québec. Jeudi 25 mars, Vendredi 26 mars 1976. Montréal. 22p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

Le 17e Congrès (1976) avait pour thème "justice et injustice au Québec". Le programme de ce congrès, présentait deux tables rondes. La première traitant des derniers rapports publiés par les diverses commissions d'enquête, de réforme, etc... La deuxième traitant de l'opinion publique et le rôle des mass-média dans l'éducation du public. Dans les sept ateliers, le travail fut centré sur des thèmes plus précis tels que la déjudiciarisation, jeunesse et délinquance des mineurs, projets novateurs et communautaires, le monde de la police, détermination de la sentence, les peines privatives et non privatives de liberté.

495 STENNING, P. C., CORNISH, M. F. (1975).
The Legal Regulation and Control of Private
R Policing and Security in Canada. A Working Paper. A Summer Research Project for the Ministry of the Solicitor General of Canada. University of Toronto: Centre of Criminology. 304p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

496 SZABO, D. (Ed) (1971).
"Notre justice deviendra-t-elle croyable?".
A Numéro spécial de la revue Relations, 359. 32p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Québec

KEY WORDS: 1. Administration of justice
2. Quebec

Ce numéro spécial, préparé grâce à la collaboration d'universitaires et de profesionnels de l'administration de la justice, nous place en face de problèmes et tâches, qui dans le champ très vaste de la réforme de l'appareil judiciaire québécois, constituent un des défis majeurs pour le Québec des prochaines années. Il traite des vertus et tâches du législateur d'aujourd'hui et de demain, de la socialisation de la justice au Québec, des jeunes, de l'avenir et de la loi. Il nous fait part aussi des points de vue sur les jurés, les juges, les accusés, les témoins, une nouvelle conception de la justice civile, et sur le policier dans une société dynamique. Des critiques et des remarques sont faites sur la justice au Québec, à savoir s'il s'agit de paternalisme, sur des questions fondamentales qui selon les cas rendent à nos yeux la justice croyable ou non, sur les citoyens de demain et la "société juste" et finalement sur la justice judiciaire, sociale et politique.

497 TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND RECREATION (1976).

G Annual Report for the Year ended March 31st, 1975. St. John's, Newfoundland. 162p.

KEY WORDS: 1. Administration of Justice
2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Terre-Neuve

498 R

TURNER, J. (1971). Criminal Justice - A New Perspective. An Address to the Joint Annual Meeting of the John Howard Society and Elizabeth Fry Society of Ottawa. Ottawa: John Howard Society and Elizabeth Fry Society. 7p.

KEY WORDS: 1. Administration of justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

CHAPITRE III /CHAPTER III

B. DROIT PENAL, CODE CRIMINEL/
PENAL LAW, CRIMINAL CODE

B. DROIT PENAL, CODE CRIMINEL/ PENAL LAW, CRIMINAL CODE

1. Généralités/General

499 ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1972-1973).
G Circular on the Criminal Code. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Criminal Code 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Code criminel 2. Alberta

500 ALBERTA. INSTITUTE OF LAW RESEARCH AND REFORM (1973).
G Five Year Report, 1968-1973. Edmonton: Institute of Law Research and Reform.

KEY WORDS: 1. Penal Law 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Droit pénal 2. Alberta

501 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1971-).
Rapports annuels. Ottawa: Information Canada.
G CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1971-).
Annual Reports. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Penal Law

502 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975).
Les confins du droit pénal. Leur détermination
G à partir de l'obscénité. Document de travail No. 10. Ottawa: Commission de Réforme du Droit. 59p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975).
Limits of Criminal Law. Obscenity: A Test Case. Working Paper No. 10. Ottawa: Law Reform Commission.

MOTS CLES: 1. Droit pénal
2. Obscénité

KEY WORDS: 1. Penal Law
2. Obscenity

Français

Cet ouvrage est le deuxième document de travail sur les principes généraux du droit pénal. Dans le premier, "la notion de blâme," nous nous interrogions sur la nature de la prédisposition mentale susceptible d'engager la responsabilité pénale de l'auteur d'un délit. Cette fois, la Commission de Réforme du Droit cherche à cerner la véritable portée du droit pénal. Cette étude de l'obscénité a comme objectif réel de faire la lumière sur les motifs qui ont pu justifier la sujétion de l'obscénité aux lois pénales. Le problème spécifique de l'obscénité nous permet de mieux saisir la portée d'un problème à la fois plus vaste et plus fondamental: celui de fixer les confins du droit pénal. La commission a voulu esquisser la configuration du droit pénal. Se souciant peu des détails d'ordre juridique, le document pénètre plutôt au coeur même du problème-clé. Au lieu de répertorier des simples données juridiques, il soulève plutôt des questions épineuses sur les plans moral et social.

English

This is the second working paper on general principles of criminal law. Its predecessor, "the Meaning of Guilt" asked what state of mind should be required for criminal guilt. This paper asks what ought to be the scope of criminal law. The examination of obscenity law is really intended to search out the reasons that justify the use of criminal law. The specific problem of obscenity is used to throw light on a larger and much deeper problem - that of charting the limits of the criminal law. This working paper, then, sets out to draw the basic map of criminal law. Instead of cataloguing simple legal answers it raises deep and difficult moral and social questions.

503 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1976).
Notre droit pénal. Rapport. Ottawa: Information
G Canada. 44p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1976).
Our Criminal Law. Report. Ottawa: Information
Canada.

MOTS CLES: 1. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Penal Law

504 CHAPMAN, F. A. R. (1974).
Fundamentals of Canadian Law. Toronto:
V McGraw-Hill. 2nd Edition.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

505 CODE CRIMINEL (1973).
Code Criminel S. R. C. 1970, chap. C-34 modifié
G en conformité des lois du Parlement du Canada
S. R. C. 1970, cc. 11 et 44 (1er supp) S. R. C.
1970. c. 2 (2e supp) 1972 c. 13 et Lois Connexes.
Par Lise Poitevin. Montréal: Wilson & Lafleur.

MOTS CLES: 1. Code criminel 2. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Criminal Code 2. Penal Law

506 CORRY, J. A. (1971).
The Power of the Law. Toronto: CBC Learning
R Systems. 63p.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

507 G

COUNCIL OF THE NORTHWEST TERRITORIES (1969). Ordinances. Ottawa: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

508 G

COUNCIL OF THE NORTHWEST TERRITORIES (1971). Ordinances of the Northwest Territories 1970. Third Session. Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

509 V

DANSEREAU, D. (1970). Le citoyen face au Droit Criminel. Montréal: Beauchemin. 224p.

MOTS CLES: 1. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Penal Law

510 V

EGAN, P. (Ed.) (1974). The Canadian Law List. Agincourt: Canada Law Book. 1506p.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

511 V

FRANKLIN, M., FRANKLIN, D. (1972). Introduction to Quebec Law. Toronto: Copp Clark.

KEY WORDS: 1. Penal Law

MOTS CLES: 1. Droit pénal

512 A

FRIEDLAND, M.L. (1967). "Double Jeopardy and the Division of Legislative Authority in Canada". University of Toronto Law Journal, 17:1. 66-85.

KEY WORDS: 1. Administration of justice

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

513 FRIEDLAND, M. L. (1970).
Cases and Materials on Criminal Law and
V Procedures. 3rd Edition. Toronto: University
of Toronto Press. 701p.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

514 FRIEDLAND, M. L. (1975).
Access to the Law; A Study Conducted for the
V Law Reform Commission of Canada. Toronto:
Carswell/Methuen.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

515 HEATHER, D. R. H. (1973).
Snow's Criminal Code of Canada. Toronto:
V Carswell. 698p.

KEY WORDS: 1. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Code criminel

516 HYMAN, D. (1973).
It's Against the Law. Montreal: Readers Digest
V Association.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

517 LAGARDE, I. (1974).
Droit pénal canadien. Montréal: Wilson et
V Lafleur. 1884p.

MOTS CLES: 1. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Penal Law

518 MARCHAND, P.E. (1971).
La loi et vos droits. Montréal: Les Editions de l'Homme. 284p.
V

MOTS CLES: 1. Législations 2. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Human Rights

519 MARTIN, J.C., MEWETT, A.W. (1963).
The 1963 Martin's Annual Criminal Code. Toronto: Canada Law Book Co. Ltd. 1000p.
V

KEY WORDS: 1. Criminal code

MOTS CLES: 1. Code criminel

520 MEWETT, A.W. (1964).
"The Shifting Basis of Criminal Law". The Criminal Law Quarterly, 6:4. 468-487.
A

KEY WORDS: 1. Penal Law

MOTS CLES: 1. Droit pénal

A study is made of court decisions in Canada and Great Britain on criminal intent necessary for conviction of an offense. Formerly the approach was subjective (i.e. what did defendant intend) whereas the new approach is objective (i.e. what would a reasonable man have intended by the act) and possible defenses for lack of criminal intent: 1) automatism, 2) drunkenness, 3) coercion (duress), 4) mistake, 5) vicarious liability, 6) negligence, 7) insanity.

521 ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL. LAW REFORM COMMISSION (1972).
Sixth Annual Report. Toronto: Law Reform Commission.
G

KEY WORDS: 1. Penal Law 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Droit pénal 2. Ontario

522 PALMER, E. E. (1963).
Current Law and Social Problems. Toronto:
V University of Toronto Press.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

523 QUEBEC. COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (1970).
Rapport annuel 1969-1970. Montréal: Editeur
G Officiel. 112p.

MOTS CLES: 1. Droit pénal 2. Québec

KEY WORDS: 1. Penal Law 2. Quebec

524 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1973).
Lois récentes du Québec. Troisième session de
G la vingt-neuvième législature de l'assemblée nationale du Québec. Première partie du 7 Mars au 9 Juillet 1972. Montréal: Edition de l'Iris.

MOTS CLES: 1. Législations

KEY WORDS: 1. Legislations

525 READER'S DIGEST ASSOCIATION (1973).
You and the Law: A Practical Family Guide to
R Canadian Law. Montreal: Reader's Digest Association. 893p.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

526 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1973). Nouveau droit criminel pour le Canada. Mémoire à la Commission de Réforme du Droit du Canada. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 36p.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1973). Toward a New Criminal Law for Canada. A Brief to the Law Reform Commission of Canada. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Droit pénal

KEY WORDS: 1. Penal Law

Français

Ce mémoire a été établi pour le compte de la Société Canadienne de Criminologie par un comité multidisciplinaire présidé par le professeur Frederik Sussman. De l'avis de la Société, il est impératif de rédiger et d'appliquer activement un exposé général des principes et des buts sur lesquels doit reposer le droit criminel. Afin de rédiger cet exposé, la Société a examiné le chapitre sur les principes et objets fondamentaux de la justice criminelle du rapport du Comité Canadien de la réforme pénale et correctionnelle (Ouimet). Chacun des 8 principes du Comité sont énoncés et suivis des observations et suggestions touchant la modification de l'énoncé le cas échéant. Par la suite, le mémoire présente les arguments à l'appui de la suppression et les arguments en faveur du maintien du concept d'intention criminelle. La société tend à conclure que le concept d'intention criminelle doit disparaître comme élément de condamnation. Le mémoire examine ensuite le système accusatoire canadien et certains autres aspects de la procédure, émet des critiques et suggère des modifications à apporter. Des points de vue sont donnés sur les sujets de la restitution et compensation aux victimes d'actes criminels, le sentencing, la codification, le droit criminel et l'opinion publique, la recherche criminologique et l'information, et des recommandations sont faites sur ces sujets.

English

This paper was submitted on behalf of the Canadian Society of Criminology by a multidisciplinary committee presided over by Professor Frederik Sussman. In the

opinion of the Society, it is essential to draft and actively apply a general statement of the principles and goals which should form the basis criminal law. In order to draft this statement, the Society studied the chapter on the Principles and Fundamental Aims of Criminal Justice in the report of the Canadian Committee on Corrections (Ouimet). Each of the 8 principles set down by the Committee are stated and followed by observations and suggestions concerning changes in the text as necessary. The paper then presents the Committee's arguments supporting suppression and arguments in favour of maintaining the concept of criminal intent. The Society tends to conclude that the concept of criminal intent should no longer be considered an element in conviction. The Canadian accusatory system is next examined, as well as other aspects of the procedure, followed by criticism and suggestions for reform. Points of view are expressed on the subjects of restitution and the compensation of victims of criminal acts, sentencing, codification, the criminal law and public opinion, criminological research and information, and recommendations are made on all these matters.

527 SPETZ, S. N. (1972).
Canadian Criminal Law. Toronto: Pitman. 213p.
V

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

528 TREMEEAR (1964).
Criminal Code of Canada. Toronto: Carswell.
V

KEY WORDS: 1. Criminal Code

MOTS CLES: 1. Code criminel

2. Législations particulières/Specific Laws.

a) Confidentialité/Privileged Communication

529 A BAUDOUIN, J. L. (1970). "En matière de communications privilégiées sur chapitre 10 du Rapport de la Société Canadienne de Criminologie". Revue Canadienne de Criminologie, 12:3. 229-235.

MOTS CLES: 1. Confidentialité

KEY WORDS: 1. Privileged Communication

530 A BOYLE, C. (1976). "Confidentiality in Correctional Institutions". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 18:1. 26-41.

KEY WORDS: 1. Privileged Communication
2. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Confidentialité
2. Prisons et pénitenciers

531 A KIRKPATRICK, A. M. (1970). "Use and Protection of Information Acquired Through a Confidential Relationship". Comments on Chapter 10 of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 236-240.

KEY WORDS: 1. Privileged Communication

MOTS CLES: 1. Confidentialité

532 KIRKPATRICK, A. M. (1964).
"Privileged Communication in the Corrections
A Services". Criminal Law Quarterly, 7:3.
305-326.

KEY WORDS: 1. Privileged Communication

MOTS CLES: 1. Confidentialité

533 KIRKPATRICK, A. M. (1963).
"Confidentiality in the Correctional Services".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections,
5:2. 114-128.

KEY WORDS: 1. Privileged Communication

MOTS CLES: 1. Confidentialité

534 JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA (1972).
Privilege or Confidentiality. By Lockwood, G. H.
R Toronto: John Howard Society. 6p.

KEY WORDS: 1. Privileged Communication

MOTS CLES: 1. Confidentialité

b) Délits sexuels/Sex Offenses

535 GALARDO, A. T., BELZIEL, L., PARADIS, E. (1976).
Nouvelle optique de la justice face aux perversions
R sexuelles. Montréal: Clinique Pinel. 30p.

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

KEY WORDS: 1. Sex Offenses

536 GIGEROFF, A. K. (1964).
The Evolution of Canadian Legislation with
R Respect to Homosexuality, Pedophilia and
Exhibitionism. In: Quebec Society of
Criminology. Fourth Research Conference
on Delinquency and Criminology. Montreal.
299-307.

KEY WORDS: 1. Legislations
2. Sex Offenses

MOTS CLES: 1. Législations
2. Délits sexuels

537 MOHR, J. W. (undated).
Sexual Deviation and the Criminal Law. Part V.
R Toronto: Clarke Institute of Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Sex Offenses

MOTS CLES: 1. Législations 2. Délits sexuels

538 RODGERS, R. (1962).
Le sexe et la loi au Canada. Montréal: Editions
V du Jour. 136p.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Délits sexuels

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Sex Offenses

c) Droits de l'homme / Civil Liberties and Civil Rights

539 BOLTON, M. (1973).
Civil Rights in Canada. Vancouver: Self-Counsel
V Press. 85p.

KEY WORDS: 1. Human Rights

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

540 CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1968).
Charte canadienne des droits de l'homme.
G Ottawa: Imprimeur de la Reine.
CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE (1968).
A Canadian Charter of Human Rights. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

541 CANADA. MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET MINISTERE DE LA JUSTICE (1972).
G L'ordinateur et la vie privée. Ottawa: Information Canada.
CANADA. DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS AND DEPARTMENT OF JUSTICE (1972).
Privacy and Computer. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

Français

L'avènement de nombreuses banques d'information éminement efficaces suscite partout la crainte d'intrusions dans la vie privée. C'est pourquoi les ministères de la Justice et des Communications créaient en 1971, le Groupe d'étude sur l'ordinateur et la vie privée. La mission de ce groupe consistait à recueillir et à analyser les renseignements sur les systèmes d'information présents et prévisibles contenant des données sur des personnes identifiables et à faire l'étude des diverses mesures propres à assurer le respect de la vie privée et des valeurs, qui s'y rattachent. Pour conclure, le Groupe d'étude rejette l'affirmation voulant que les atteintes à la vie privée dans le domaine de l'information soient chose suffisamment courante pour qu'on parle de crise sociale. Mais on ne cesse de s'inquiéter; la collecte des données et la technologie informatique se développant à un rythme qui ne donne aucun signe de ralentissement. Contrairement à la crise écologique,

qui était prédite mais contre laquelle on n'a rien fait avant que des dégâts graves aient été infligés au milieu, la crise de la vie privée ne se produira pas fatalement. Il est même certain qu'on peut l'éviter par des mesures de prévention appropriées.

English

The advent of numerous highly efficient data banks is arousing everywhere a fear of intrusion in private life. It is for this reason that in 1971 the Departments of Justice and Communications created the Work Group on the computer and privacy. The Group's mission was to gather and analyze data on present and foreseeable information systems containing data on identifiable persons, and to study the various measures to assure the respect of privacy and its accompanying values. In conclusion, the Group rejects the assertion that the invasion of privacy in the information field is sufficiently general to be called a social crisis. But there is cause for concern; the collection of data and information techniques are developing at a pace that shows no signs of slowing down. However, unlike the ecological crisis, which was predicted, but against which nothing was done before serious harm was done to the environment, the crisis of the invasion of privacy need not be inevitable. It can certainly be avoided by appropriate preventive measures.

542 R

CANADIAN CIVIL LIBERTIES ASSOCIATION (1972). Bill C-6 The Protection of Privacy Act. Brief to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs of the House of Commons. Ottawa.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Human Rights

MOTS CLES: 1. Législations 2. Droits de l'homme

543 A

CHARTRAND OMER, H. (1968). "A County Court Judge Looks at the Royal Commission on Civil Rights". Canadian Bar Journal, 11:5. 450-460 and 475.

KEY WORDS: 1. Human Rights 2. Judge

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme 2. Juge

544 A DONNELLY, B. (1968). "Right to Counsel". Criminal Law Quaterly, 11:1. 18-51.

KEY WORDS: 1. Human Rights 2. Legal aid

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme 2. Assistance judiciaire

545 A GOLDEN, A. (1966). "Wire Tapping and Eavesdropping Survey". Canadian Bar Journal, 9:2. 108.

KEY WORDS: 1. Human Rights 2. Wire tapping

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme 2. Ecoute illégale

546 R LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (1972). Les droits de l'homme dans la société actuelle. Manifeste. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme. 39p.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

547 R LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (1973). La charte et la commission québécoise des droits de l'homme. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme. 12p.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

548 R LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (1973). La lutte pour la protection de la personne et de la famille devant le dossier scolaire cumulatif au Québec. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme 2. Ecole

KEY WORDS: 1. Human Rights 2. School

549 A MANDEL, M. (1972). "The Presumption of Innocence and the Canadian Bill of Rights". Osgoode Hall Law Journal, 10:2. 450-486.

KEY WORDS: 1. Human Rights

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

550 V

MANNING, M. (1974). Protection of Privacy Act. Toronto: Butterworths. 200p.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Human Rights

MOTS CLES: 1. Législations 2. Droits de l'homme

The amendments to the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Official Secrets Act contained in the Protection of Privacy Act, Bill C-176 constitute a recognition by Parliament that each person has a statutory right to privacy. This book serves as a practical handbook or guide to the provisions of this Act; it is not an academic treatise on the subject of privacy. It purports to assist lawyers, judges and police officers in their understanding of this new Act. Each chapter contains a brief background to each section of the Act, the section itself and a commentary on the section. A history of the act is also given and legislations in other jurisdictions are presented.

551 A

POWE, L.A. Jr. (1970). "The Georgia Straight and Freedom of Expression in Canada". Canadian Bar Review, 48: 3. 410-438.

KEY WORDS: 1. Freedom of expression 2. Human Rights

MOTS CLES: 1. Liberté d'expression 2. Droits de l'homme

552 G

QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1968). Office de Révision du Code Civil. Rapport sur les Droits Civils. Québec: Editeur Officiel. 35p.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

553 R RODRIGUEZ, V.M.H. (1973). Fundamental Rights and Freedoms in Canada. Progress Report for the Period Beginning January 1 Ending December 31. Montreal: Canadian Jewish Congress. 100p.

KEY WORDS: 1. Human Rights

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

554 R SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC (1966). Votre liberté face à la justice. Colloque de Criminologie. (Section régionale de Québec). Montréal: Société de Criminologie du Québec.

MOTS CLES: 1. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Human Rights

d) Responsabilité pénale/Criminal responsibility

555 A ALEXANDER, E.R. (1966). "The Criminal Responsibility of Alcoholics and Drug Addicts in Canada". Saskatchewan Bar Review, 31:2. 71-102.

KEY WORDS: 1. Criminal responsibility

MOTS CLES: 1. Résponsabilité pénale

At the time of this article, there were about 250,000 alcoholics in Canada, 3,000 narcotics addicts, and 30,000 non-narcotic drug addicts. Addiction is not a crime. However, in determining criminal responsibility, no allowance is made for the accused's addiction. In general, there is no medical treatment provided for alcoholics in prison and there are no treatment centers for drug addicts under the federal penal system. The treatment provisions of the narcotic control act apply only to those convicted of narcotic offenses. Apart from treatment connected with criminal law, the treatment of addiction is, constitutionally, a provincial matter.

556 BULL, H. H. (1966).
"Fitness to Stand Trial". Criminal Law Quarterly,
A 8:3. 290-299.

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

557 CAMPBELL, C. L. (no date).
The Mentally Retarded and Criminal Responsibility.
R Sponsored and Submitted by the National Institute on Mental Retardation to the Law Reform Commission of Canada. 161p.

KEY WORDS: 1. Mental Illness
2. Criminal Responsibility

MOTS CLES: 1. Maladie mentale
2. Responsabilité pénale

558 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1973).
L'aptitude à subir le procès. Droit pénal. Principes
G généraux. Ottawa: Imprimeur de la Reine.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1973).
Criminal Law. General Principles. Fitness to Stand Trial. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

559 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Droit pénal. La notion de blâme; la responsabilité
G stricte. Document de travail No. 2. Ottawa: Information Canada.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Criminal Law. Meaning of Guilt; Strict Liability. Working Paper No. 2. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

560 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Etudes sur la responsabilité stricte. Ottawa:
G Information Canada. 273p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Studies on Strict Liability. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

561 CASSELLS, J. (1964).
"Diminished Responsibility". The Canadian Bar
A Journal, 7:1. 8-28.

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

562 MARTIN, G. A. (1966).
"Insanity as a Defense". Criminal Law Quarterly,
A 8:3. 240-257.

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility
2. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale
2. Maladie mentale

The defense of insanity is the most highly criticized branch of the criminal law. In the Canadian Criminal Code, the test is not whether a person knows but whether he can appreciate the nature and qualify of an act, which clearly goes beyond intellectual function. The problem of "irresistible impulse" is discussed in relation to cases. It is seen as an important development that more room is allowed for evidence which permits the court to determine what was in a particular accused's mind at the time of the act.

563 STEWART, V. L. (1975).
Age and Criminal Responsibility. Toronto:
R University of Toronto, Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

564 WEILER, P. (1971).
"The Supreme Court of Canada and the Doctrine
A of Mens Rea". Canadian Bar Review, 49:2.
280-363.

KEY WORDS: 1. Criminal Responsibility

MOTS CLES: 1. Responsabilité pénale

e) Santé mentale/Mental Health

565 ALBERTA. DEPARTMENT OF HEALTH (1968).
Regulations Under the Mental Health Act.
G Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Mental Health 2. Legislations

MOTS CLES: 1. Santé mentale 2. Législations

566 ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE (1969).
La loi et la maladie mentale. Rapport du comité
R d'étude sur la loi et la maladie mentale du comité
scientifique national de planification de l'Association
Canadienne pour la Santé Mentale. Montréal:
Association Canadienne pour la Santé Mentale. 203p.

MOTS CLES: 1. Santé mentale 2. Législations

KEY WORDS: 1. Mental Health 2. Legislations

567 ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE (1972). Etude du Bill 8 "Lois sur la santé mentale".
R Québec: Ministère des Affaires Sociales.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Santé mentale

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Mental Health

568 DRAPER, G. (1974). The Law and Mental Health. Edmonton, Alberta:
R University of Alberta.

KEY WORDS: 1. Mental Health

MOTS CLES: 1. Santé mentale

569 MOHR, J. W. (undated). Prison or Hospital: Some Problems in the
R Relationship Between Criminal Law and Mental Illness. Toronto: Clarke Institute of Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Mental Illness

MOTS CLES: 1. Législations 2. Maladie mentale

f) Divers/Miscellaneous

570 ALBERTA. DEPARTMENT OF HEALTH (1962-1965-1967). Regulations of the Summary Conviction Act.
G Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Législations 2. Alberta

571 ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1966-1967).
G Judicature Act: Consolidated Rules of the Supreme Court of Alberta Amended. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Courts
3. Alberta

MOTS CLES: 1. Législations 2. Tribunaux
3. Alberta

572 ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1967).
G The District Courts Act: Judicature Act. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Courts
3. Alberta

MOTS CLES: 1. Législations 2. Tribunaux
3. Alberta

573 BEAMISH, J., GANNS, A.
Family and Juvenile Law. Vancouver: Self-
V Cousel Press. (Case Law Series).

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Family

MOTS CLES: 1. Législations 2. Famille

574 BOURNE, P., EISENBERG, J. (1972).
The Law and the Police. Toronto: General
V Publishing. 111p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Legislations

MOTS CLES: 1. Police 2. Législations

575 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975).
Etudes sur le droit des biens de la famille.
G Ottawa: Information Canada. 362p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975).
Studies on Family Property Law. Ottawa:
Information Canada.

MOTS CLES: 1. Législations

KEY WORDS: 1. Legislations

576 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Les biens des époux. Document de travail No. 8. Ottawa: Information Canada. 47p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Family Property. Working Paper No. 8. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Législations

KEY WORDS: 1. Legislations

577 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Les divorcés et leur soutien. Document de travail No. 12. Ottawa: Information Canada. 45p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Maintenance on Divorce. Working Paper No. 12. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Divorce

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Divorce

578 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Le divorce. Document de travail No. 13. Ottawa: Information Canada. 74p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Divorce. Working Paper No. 13. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Divorce

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Divorce

579 CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1973).

R Proceedings of the National Symposium on Medical Sciences and the Criminal Law. Toronto: Centre of Criminology. 151p.

KEY WORDS: 1. Penal Law 2. Medical Sciences

MOTS CLES: 1. Droit pénal 2. Sciences médicales

The purpose of the symposium was to draw attention to the contributions which could be made by other branches of the medical sciences, apart from psychiatry, to the legal and correctional systems. The proceedings include ten papers given by doctors on different aspects of pharmacology, biochemistry and neuropsychology, a general introduction by the Hon. Mr. Justice G. Arthur Martin of the Ontario Court of Appeal, and commentaries given by judges, a law professor, a Deputy Minister of the Correctional Services and a Director of Public Prosecutions. A bibliography comprising medical, legal and general references, and a list of participants is also included.

580 FRIDMAN, G. H. L. (1970).

A "Punitive Damages in Tort". Canadian Bar Review, 48:3. 373-409.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

581 KESTERTON, W. H. (1976).

V The Law and the Press in Canada. Toronto: McClelland & Stewart. 242p.

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

582 KLEIN, J. F. (1976).
"The Dangerousness of Dangerous Offender
A Legialation: Forensic Folklore Revisited".
Canadian Journal of Criminology and
Corrections, 18:2. 109-122.

KEY WORDS: 1. Dangerousness
2. Legislations

MOTS CLES: 1. Dangerosité
2. Legislations

583 LINDEN, A. M. (1972).
Canadian Negligence Law. Toronto: Butterworths.
V

KEY WORDS: 1. Legislations

MOTS CLES: 1. Législations

584 LIPPE, M. (1975).
"La protection de la jeunesse et le projet de
A loi 65!". Criminologie '75, Délinquance juvénile
au Québec, 8:1-2. 9-28.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Enfants

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Children

585 LOI DE LA POLICE (1971-1972).
Codification administrative. Québec: Editeur
G Officiel.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Police

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Police

586 V

LOUIE, A. (undated). Family and Juvenile Law. Case Law Studies Series. Vancouver: Self-Counsel Press.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Family

MOTS CLES: 1. Législations 2. Famille

587 V

McGRATH, W.T. (1973). Youth and the Law. Toronto: Gage.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Youth

MOTS CLES: 1. Législations 2. Jeunesse

588 R

MANITOBA ASSOCIATION OF SOCIAL WORKERS (1968). Brief on the Proposed Act Respecting Children and Young Persons. Winnipeg.

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Children 3. Youth

MOTS CLES: 1. Législations 2. Enfants 3. Jeunesse

589 A

NOBLE, R.D. (1970). "The Struggle to Make the Accused Competent in England and in Canada". Osgoode Hall Law Journal, 8:2. 249-275.

KEY WORDS: 1. Legislations
2. Comparative study

MOTS CLES: 1. Législations
2. Etude comparative

The paper contains an historical outline of both the English and Canadian positions leading up the passing of Acts in both countries which allowed the accused to testify on his own behalf, arguments of the leading critics and supporters of those Acts, and relevant statutory material coupled with social and legal comment upon statutory changes. In conclusion some of the problems that have developed because of varying interpretation of the purpose and implementation of the statutes are examined.

CONTINUED

3 OF 9

590 QUEBEC. MINISTERE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ETRE SOCIAL (1974).

G Compilation de la jurisprudence canadienne sur l'enfance. Tome 2: 1958-1967. Québec: Editeur Officiel. 165p.

MOTS CLES: 1. Législations 2. Enfants 3. Québec

KEY WORDS: 1. Legislations 2. Children 3. Quebec

591 QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES (1975).

G Avant-projet de loi sur la protection de la jeunesse. Déposé par M. Claude E. Forget, Ministre des Affaires Sociales, le 27 juin 1975 devant l'Assemblée Nationale. Québec: Editeur Officiel. 83p.

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile 2. Législations

KEY WORDS: 1. Juvenile Delinquency 2. Legislations

Ce volume présente l'avant-projet de loi sur la protection de la jeunesse déposé par M. Claude E. Forget, Ministre des Affaires Sociales. La loi contient des dépositions sur:

- les droits des enfants
- les organes de protection de la jeunesse
- la protection sociale de la jeunesse
- la protection judiciaire de la jeunesse
- les mesures d'intervention (hébergement obligatoire, table de directeur)
- les pouvoirs de règlementation du lieutenant-gouverneur du conseil.

592 SILVERMAN, H. (1972).

A "Psychiatric Evidence in Criminal Law". Criminal Law Quarterly, 14:2. 145-171.

KEY WORDS: 1. Penal Law 2. Psychiatry 3. Evidence

MOTS CLES: 1. Droit pénal 2. Psychiatrie 3. Preuve

593 ZUKER, A. M., CALLWOOD, J. (1971).
Canadian Women and the Law. Toronto:
V Copp Clark. 100p.

KEY WORDS: Legislations

MOTS CLES: 1. Legislations

CHAPITRE III /CHAPTER III

C. PROCEDURE PENALE/CRIMINAL PROCEDURE

C. PROCEDURE PENALE/CRIMINAL PROCEDURE

1. Arrestation/Arrest

594 V
BIRD, A.H. (1963).
Manual on Arrest. Toronto: Canada Law Book.

KEY WORDS: 1. Arrest

MOTS CLES: 1. Arrestation

595 A
FRIEDLAND, M.L. (1970).
"Arrest, Bail and Legal Bail". Comments on Chapters 6, 7 and 8 of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 221-228.

KEY WORDS: 1. Arrest 2. Bail

MOTS CLES: 1. Arrestation 2. Cautionnement

596 R
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (sans date).
Arrestation et détention. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme.

MOTS CLES: 1. Arrestation 2. Emprisonnement
3. Droits de l'homme

KEY WORDS: 1. Arrest 2. Imprisonment
3. Human Rights

597 V
POWELL, C.M. (1972).
Arrest and Bail in Canada. Toronto: Butterworths.

KEY WORDS: 1. Arrest 2. Bail

MOTS CLES: 1. Arrestation 2. Cautionnement

2. Casier judiciaire/Criminal record

598 T
HANS, V. (1974).
The Effect of Criminal Record on Group and Individual Judgments in a Jury Simulation Paradigm. Unpublished M.A. Thesis. University of Toronto: Department of Psychology.

KEY WORDS: 1. Criminal record

MOTS CLES: 1. Casier judiciaire

599 A
KIRKPATRICK, A.M. (1970).
"Significance of Criminal Records and Recognition of Rehabilitation". Comments on Chapter 23 of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 306-310.

KEY WORDS: 1. Criminal record 2. Rehabilitation

MOTS CLES: 1. Casier judiciaire 2. Réhabilitation

3. Cautionnement/Bail

600 R
FRIEDLAND, M.L. (1966).
Reforming the Bail Systems. An Address delivered at Kingston, Ontario, on February 22nd at the Annual Meeting of the John Howard Society of Kingston. University of Toronto. 9p.

KEY WORDS: 1. Bail

MOTS CLES: 1. Cautionnement

601 G
QUEBEC. OFFICE DE REVISION DU CODE CIVIL (1975).
Rapport sur le cautionnement. Québec: Editeur Officiel. 40p.

MOTS CLES: 1. Cautionnement

KEY WORDS: 1. Bail

602 A

RATUSHNY, E.J. (1972). "A Not-so-Liberal Aspect of Recent Bail Reform". Canadian Bar Association Journal, 3:2. 23-24.

KEY WORDS: 1. Bail

MOTS CLES: 1. Cautionnement

603 V

SCOLLIN, J.A. (1972). The Bail Reform Act. Toronto: Carswell.

KEY WORDS: 1. Bail

MOTS CLES: 1. Cautionnement

604 A

WATT, D. (1973). "Judicial Interim Release". Criminal Law Quarterly, 16:1. 27-80.

KEY WORDS: 1. Bail 2. Detention before trial

MOTS CLES: 1. Cautionnement
2. Détention avant procès

4. Détention avant procès/Detention before trial

605 R

CUMAS, S. (1964). Trial Ward and the Social Worker's Role. In: Quebec Society of Criminology. Fourth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal. 377-384.

KEY WORDS: 1. Detention before trial

MOTS CLES: 1. Détention avant procès

606 V

FRIEDLAND, M.L. (1965).
Detention Before Trial. A Study of Criminal Cases tried in the Toronto Magistrates' Courts. Toronto: University of Toronto Press. 202p.

KEY WORDS: 1. Detention before trial
2. Bail

MOTS CLES: 1. Détention avant procès
2. Cautionnement

Detention before trial has been one of the most neglected areas in the whole administration of criminal justice. In the past, attention has been focused almost exclusively on detention after trial (i.e. sentencing), which touches the lives of significantly fewer persons than detention before trial. There has been no previous examination in Canada of the utility or effectiveness of its operation. This study documents statistically the extent and nature of custody before trial in the Toronto Magistrates' Courts, where the overwhelming majority of citizens charged with criminal offenses in the Toronto area are tried. Although the study is primarily directed at practices before trial in Toronto, many of these practices can be found in other cities throughout North America. Specific areas of importance which were investigated here include the use of the summons; the extent to which accused person are detained in custody both before and after the first court appearance; bail-setting practices and the ability to raise bail; the activities of professional bondsmen; the enforcement of penalities for absconding; and the relationship between custody and

the outcome of the trial. Much of the presentation of the data is descriptive, but attempts are made throughout the study to prove statistically the existence of causal relationships.

5. Preuve/Evidence

607 BIGELOW, S. T. (1967).
"Witnesses of Tender Years". Criminal Law
A Quarterly, 9:3. 298-314.

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Witness

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Témoignage

608 BUSHNELL, S. I. (1973).
"Annual Survey of Canadian Law. Part I.
A Evidence". Ottawa Law Review, 6:1. 163-192.

KEY WORDS: 1. Evidence

MOTS CLES: 1. Preuve

609 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1972).
La preuve. Ottawa: Information Canada.
G 1- L'habileté et la contrainte à témoigner.
2- La forme de l'interrogatoire.
3- La crédibilité.
4- La moralité. Document préliminaire.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1972).
Evidence. Ottawa: Information Canada.
1- Competence and Compellability
2- Manner of Questioning Witness
3- Credibility
4- Character. Study Paper

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Témoignage
3. Interrogatoire

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Witness
3. Interrogation

610 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1973).
La preuve. Ottawa: Information Canada.
G 5- La contrainte de l'accusé et l'admissibilité de ses déclarations. Document préliminaire.
6- Connaissance judiciaire.
7- Opinions et témoignages d'experts.
8- Fardeaux de la preuve et présomptions.
9- Oui-dire (1974).
10- L'exclusion de la preuve illégalement obtenue (1974). 41p.
11- Corroboration (1975). 19p.
12- Le secret professionnel devant les tribunaux. (1975). 28p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1973).
Evidence. Ottawa: Information Canada.
5- Compellability of the Accused and the Admissibility of his Statements.
6- Judicial Notice
7- Opinion and Expert Evidence
8- Burdens of Proof and Presumptions
9- Hearsay (1974)
10- The Exclusion of Illegally Obtained Evidence (1974).
11- Corroboration (1975).
12- Professional Privileges Before the Courts. (1975).

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Témoignage

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Witness

611 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Procédure pénale. La communication de la preuve.
G Document de travail No. 4. Ottawa: Information Canada. 49p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Criminal Procedure. Discovery. Working Paper No. 4. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Preuve

KEY WORDS: 1. Evidence

612 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975).
Rapport sur l'enquête portant sur la communi-
G cation de la preuve avant le procès en matière pénale. Ottawa: Information Canada. 126p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975).
Discovery in Criminal Cases: Report on the Questionnaire Survey. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Procédure pénale

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Criminal Procedure

613 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1976).
Principes directeurs: sentences et mesures
G non sentencielles dans le processus pénal.
Ottawa: Information Canada. 74p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1976).
Guidelines: Dispositions and Sentences in the Criminal Process. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Sentence

KEY WORDS: 1. Sentencing

614 HOOPER, A. (1972).
"Discovery in Criminal Cases". Canadian Bar
A Review, 50:3. 445-485.

KEY WORDS: 1. Evidence

MOTS CLES: 1. Preuve

615 MacFARLANE, B. A. (1974).
"Photographic Evidence: Its Probative Value at
A Trial and the Judicial Discretion to Exclude it from Evidence". Criminal Law Quarterly, 16:2. 149-177.

KEY WORDS: 1. Evidence

MOTS CLES: 1. Preuve

616 A

PARKER, G.E. (1963). "Opinion Evidence (Code Section 222 and 223)". The Criminal Law Quarterly, 6:2. 187-195.

KEY WORDS: 1. Evidence

MOTS CLES: 1. Preuve

617 A

RATUSHNY, E.J. (1972). "Statements of an Accused: Some Loose Strands". Part 1 and 2". Criminal Law Quarterly, 14:3. 425-463.

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Confession

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Aveu

618 A

RATUSHNY, E.J. (1971). "Unravelling Confessions". Criminal Law Quarterly, 13:4. 453-501.

KEY WORDS: 1. Evidence 2. Confession

MOTS CLES: 1. Preuve 2. Aveu

This paper examines self-incrimination in Canadian criminal procedure. The paper is limited to statements made by a suspect or an accused to a person in authority and the subsequent admissibility at trial of such statements. While the general discretion to exclude all statements made to police officers probably still exists in Canada, it is highly unlikely that defense counsel will be successful in persuading trial judges to exercise it.

619 A

SHEPPARD, A.F. (1972).
"Restricting the Discretion to Exclude Admissible Evidence. An Examination of 'Regina V. Wray'". Criminal Law Quarterly, 14:3. 334-352.

KEY WORDS: 1. Evidence

MOTS CLES: 1. Preuve

6. Rapport pré-sententiel/Pre-sentence report

620 A

LARKINS, N. (1972).
"Pre-sentence Investigation Report Disclosure in Alberta". Federal Probation, 36:4. 59-62.

KEY WORDS: 1. Pre-sentence report 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Rapport pré-sententiel 2. Alberta

In 1968-69 the Criminal Code of Canada was amended so as to require disclosure of the pre-sentence ivestigation report to the defense and crown counsels. The author comments on the effect this has had in Alberta, answering arguments against disclosure and examining those for disclosure. In conclusion, he finds that the pre-sentence investigation report is an integral part of the correctional system and should be made available to the defendant or his counsel.

621 A

McFARLANE, G. (1965).
"Theory and Development of Pre-Sentence Reports in Ontario". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:2. 201-224.

KEY WORDS: 1. Pre-sentence report 2. Ontario
3. Comparative study

MOTS CLES: 1. Rapport pré-sententiel 2. Ontario
3. Etude comparative

The background and development of legislation and practice respecting the pre-sentence report in Ontario and in the U. S. and Great Britain are compared and discussed. An appendix adds appeals in Canada concerning pre-sentence reports.

7. Sentence/Sentencing

622 ANDERSON, J. W. (1962).
Sentencing. Some Social and Legal Issues.
R Reprint of Keynote address to the sixth annual Red Deer Conference. Edmonton: John Howard Society.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

623 BEAULNE, J. P. (1975).
"Principles of Sentencing and Dispositions".
A Ottawa Law Review, 7. 262-265.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

624 BRIEN, P. (1964).
Les facteurs psycho-sociaux des sentences au
T niveau de la cour des sessions de la paix.
Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 463p.

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Tribunaux

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Courts

625 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Etudes sur le sentencing. Ottawa: Information
G Canada. 232p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Studies on Sentencing. Ottawa: Information
Canada.

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Peine

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Punishment

Français

La Commission de réforme du droit publie dans l'ouvrage dont il est question ici le document de travail sur "les principes de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence", accompagné des documents de recherche qui s'y rapportent, l'un écrit par John Hogarth, intitulé "Système accusatoire et solution de rechange", l'autre par Paul Weiler, traitant de "La réforme de la peine".

La première partie est destinée à servir d'introduction générale à l'étude de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence. Il s'agit d'une recherche qui vise à cerner les questions les plus importantes et à énoncer les principes fondamentaux qui serviront de guide pour l'étude des questions particulières et pour la formation de recommandations concrètes. Dans son document, le professeur Hogarth procède à l'examen du système accusatoire actuel et cherche à formuler des solutions de rechange. Il expose les postulats inhérents à ce système ainsi que leurs limites et met de l'avant de nouveaux critères d'évaluation. Il entreprend ensuite l'examen du processus pénal à la lumière de ces critères, tenant compte des besoins de la société d'aujourd'hui et du rôle des institutions au sein du système pénal. Il développe ensuite divers modèles abstraits et opte pour un modèle socio-éducatif de justice pénale. Finalement il arrive à l'élaboration d'un modèle-pilote démontrant l'interaction entre les concepts, les institutions, le public et la communauté.

Pour sa part, Weiler traite de la question de la peine. Il passe en revue les fondements philosophiques et éthiques de la peine, les différents types de peines et le rapport entre ces types et les

concepts de persuasion morale, de récompense, de traitement et de correction. Il s'attarde ensuite à l'étude des comportements interdits et aux raisons d'être de telles interdictions. Il étudie ensuite les réactions de la société en général face à la délinquance; il examine les justifications traditionnelles et historiques à ces réactions: la dissuasion et le châtiment. Il s'interroge finalement sur les méthodes correctionnelles et sur l'objectif suprême de la réhabilitation du délinquant.

English

In this work, the Law Reform Commission publishes the working paper on "the Principles of Sentencing and Dispositions", accompanied by related research documents, one written by John Hogarth entitled "Système accusatoire et solution de rechange", the other by Paul Weiler on "La réforme de la peine".

The first part is intended to serve as a general introduction to the study of the determination of punishment and the pronouncing of sentence. It is a study whose aim is to pinpoint the most important questions and to put forward the fundamental principles that will serve as a guide for the study of particular questions and for the formulation of concrete recommendations. In his document, Professor Hogarth examines the present accusatory system and seeks alternative solutions. He presents the assumptions inherent in this system and proposes new criteria of evaluation. He then undertakes to examine the penal process in the light of these criteria, taking into account the needs of society today and the role of the institutions within the penal system. He next develops various abstract models and opts for a socio-educational model for criminal justice. Finally he designs a pilot-model showing the interaction between concepts, institutions, the public and the community.

Weiler's study deals with the question of punishment. He goes through the philosophical and ethical bases of punishment, the different types of punishment and their

relation to the concepts of moral persuasion, recompense, treatment and correction. He then goes into behaviour that is prohibited and the reasons why it is prohibited. He next studies the reactions of society in general to delinquency, and the traditional and historical justification for these reactions - dissuasion and punishment. Finally, he questions the correctional methods and the supreme objective of the rehabilitation of the offender.

626 G

CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974). Les principes de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence. Document de travail No. 3. Ottawa: Information Canada. 38p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974). Principles of Sentencing and Dispositions. Working Paper No. 3. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Peine 2. Sentence

KEY WORDS: 1. Punishment 2. Sentencing

627 R

CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1964). Proceedings of the National Conference of Judges on Sentencing. Toronto: Centre of Criminology. 70p.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Judge

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Juge

Judges and government officials addressed the conference on sentencing factors, the national parole board, developments in the penitentiary system, concern with probation and pre-sentence investigations, and the criminal code as it relates to sentencing.

628 R CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1972). Report of the Proceedings: National Conference on the Disposition of Offenders in Canada. Toronto: Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Penology

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Pénologie

629 R CHUNN, D. E. (1975). Sentencing in Canada; A Bibliography. Toronto: Centre of Criminology, University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Bibliographie

630 T HARTLAND, T. A. (1967). An Exploratory Study of the Decision-Making of Juvenile Court Judges and the Effectiveness of the Decision Made. Unpublished Master's Thesis in Social Work. Ottawa: School of Social Work, University of Ottawa.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

631 A HAYS, G. (1967). "Towards Uniformity of Sentence". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:2. 115-121.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

632 R HOGARTH, J. (1964). Sentencing as a Judicial Function. In: Quebec Society of Criminology. Fourth Research Conference on Delinquency and Criminology. Montreal. 531-540.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

633 HOGARTH, J. (1967).
"Towards the Improvement of Sentencing in Canada".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:2. 122-136.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

634 HOGARTH, J. (1971).
Sentencing as a Human Process. Toronto:
V University of Toronto Press. 432p.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Judge

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Juge

This study of sentencing behaviour is primarily concerned with the mental processes involved in decision-making. It is based on intensive interviews and on measures of the information-processing ability of seventy-one judges in Ontario. The book opens with a discussion of problems in sentencing, with particular emphasis on the problem of disparity. It goes on to discuss the jurisdiction and sentencing power of provincial court judges in Ontario, the reason for their appointment, their social backgrounds, and their penal philosophies. Following this are four chapters dealing with the attitudes judges hold towards crime, punishment, and related issues. A number of attitude scales are constructed and the relationship between judicial attitudes and sentencing behaviour is demonstrated. The next section deals with the social and legal constraints impinging upon the discretion of the court. The analysis shows how judges define the operative constraints arising

out of the law and the social system and the impact of these constraints on their behaviour. Six chapters describe how judges search for, interpret, and use information in making decisions. It is shown that judges develop distinct styles of information use, characterized by the type and amount of information they seek, the ways in which they interpret information once received, and their mechanisms for organizing and integrating that information in the process of judgement.

635 HOGARTH, J. (1972).
Appendices to Sentencing as a Human Process.
R Toronto: Centre of Criminology, University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Judge

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Juge

The study of human factors which relate to judicial decision-making was discussed in the main body of the report. The technical data on which those findings were based are presented here as appendices to chapters in the main report.

636 JAFFARY, S.K. (1963).
Sentencing of Adults in Canada. Toronto:
V University of Toronto Press. 122p.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

637 JOBSON, K.B. (1968).
"Work Release: A Case for Intermittent Sentences".
A Criminal Law Quarterly, 10:3. 329-340.

KEY WORDS: 1. Sentencing
2. Parole

MOTS CLES: 1. Sentence
2. Libération conditionnelle

Nova Scotia has adopted work release to permit prisoners to work for a salary or to engage in vocational training in the free community. Increased use of the strategy indicates success. It is recommended that Canadian judges be authorized to order that a sentence be served intermittently so the prisoner could be free to go on work release. Since sentencing is a judicial function, this procedure would be useful where the deterrent function of imprisonment is not appropriate.

638 JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA (1973).
Sentencing Boards. By Lockwood, G.H. Toronto:
R John Howard Society. 4p.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

639 JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA (1973).
The Indeterminate Sentence. By Lockwood, G.H.
R Toronto: John Howard Society. 5p.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

640 McRUER, J.C. (1961).
Sentencing. Paper presented at the Third
R Biennial Canadian Congress of Corrections.
Toronto.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

641 MEWETT, A.W. (1968).
Project Summary: Sentencing Project. Canadian
R Bar Research Foundation.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

642 QUEEN'S UNIVERSITY (1962).
Seminar on the Sentencing of Offenders. Pro-
R ceedings. Kingston, Ontario: Queen's University.
47p.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

643 WEILER, P. (1968).
"Two Models of Judicial Decision-making".
A Canadian Bar Review, 46:3. 406-471.

KEY WORDS: 1. Sentencing

MOTS CLES: 1. Sentence

8. Divers/Miscellaneous

644 A
BLACK, W. W. (1975). "Right to Counsel at Trial". Canadian Bar Review, 53:1. 56-78.

KEY WORDS: 1. Criminal Procedure

MOTS CLES: 1. Procédure pénale

645 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1973). Procédure pénale, proposition concernant l'adjudication des frais et dépens en droit pénal. Ottawa: Imprimeur de la Reine. 29p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1973). Criminal Procedure. A Proposal for Costs in Criminal Law. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Procédure pénale

KEY WORDS: 1. Criminal Procedure

646 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Processus pénal et désordre mental. Document de travail No. 14. Ottawa: Information Canada. 68p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). The Criminal Process and Mental Disorder. Working Paper No. 14. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Procédure pénale
2. Maladie mentale

KEY WORDS: 1. Criminal Procedure
2. Mental Illness

647 V
DANSEREAU, D. (1974). Causes célèbres du Québec. Montréal: Leméac. 201p.

MOTS CLES: 1. Procès célèbres

KEY WORDS: 1. Famous Trials

648 FONTANA, J. A. (1974).
The Law of Search Warrants in Canada.
V Toronto: Butterworths.

KEY WORDS: 1. Search Warrant
2. Legislations

MOTS CLES: 1. Perquisition
2. Législations

649 GILBERT, J. P. (1966).
"La détention préventive". Bulletin de la
A Société de Criminologie du Québec, 5:2. 35-48.

MOTS CLES: 1. Détention préventive

KEY WORDS: 1. Preventive Detention

650 HALYK, S. E. (1968).
"The Preliminary Inquiry in Canada". Criminal
A Law Quarterly, 10:2. 181-221.

KEY WORDS: 1. Preliminary Inquiry

MOTS CLES: 1. Enquête préliminaire

651 HARTNAGEL, T. H. (1975).
"Plea Negotiation in Canada". Canadian Journal
A of Criminology and Corrections, 17:1. 45-56.

KEY WORDS: 1. Plea Bargaining

MOTS CLES: 1. "Plea bargaining"

652 HARTNAGEL, T. H., WYNNE, D. E. (1973).
Plea Negotiation: An Empirical Analysis of
R Some Canadian Data. Paper presented to the
Annual Meeting of the Western Association
of Sociology and Anthropology. Banff.

KEY WORDS: 1. Plea Bargaining

MOTS CLES: 1. "Plea bargaining"

653 A HARTNAGEL,T.H., WYNNE, D.E. (1975). "Plea Negotiation in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, January.

KEY WORDS: 1. Plea bargaining

MOTS CLES: 1. "Plea bargaining"

654 V HERBERT, J. (1963). J'accuse les assassins de Coffin. Montréal: Les Editions du Jour. 176p.

MOTS CLES: 1. Procès célèbres

KEY WORDS: 1. Famous trials

655 A KLEIN, A.D. (1972). "Plea Bargaining". Criminal Law Quarterly, 14:3. 289-305.

KEY WORDS: 1. Plea bargaining

MOTS CLES: 1. "Plea bargaining"

656 V SALHANY, R.E. (1969). Canadian Criminal Procedure. Toronto: Canada Law Book Co.

KEY WORDS: 1. Criminal procedure

MOTS CLES: 1. Procédure pénale

657 R SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1974). Commentaires sur les documents de travail de la commission de réforme du droit. La notion de blâme: la responsabilité stricte et les principes de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 11p.

MOTS CLES: 1. Procédure pénale

KEY WORDS: 1. Criminal procedure

CHAPITRE III /CHAPTER III

D. TRIBUNAUX/THE LAW COURTS

D. TRIBUNAUX/THE LAW COURTS

1. Avocats/Lawyers

658 A
ARTHURS, H.W. (1973).
"Counsel, Clients and Community". Osgoode Hall Law Journal, 11:3. 437-454.

KEY WORDS: 1. Lawyer

MOTS CLES: 1. Avocat

659 V
CADRES PROFESSIONNELS INCORPORE (1968).
Les avocats du Québec. Etude socio-économique. Montréal: Cadres Professionnels.

MOTS CLES: 1. Avocat

KEY WORDS: 1. Lawyer

660 A
FARRIS, J.L. (1972).
"Let's Kill All the Lawyers". Canadian Bar Association Journal, 3:2. 4-8.

KEY WORDS: 1. Lawyer

MOTS CLES: 1. Avocat

661 V
GIBSON, D., GIBSON, L. (1972).
Substantial Justice. Law and Lawyers in Manitoba. 1670-1970. Winnipeg: Peguis Publishers.

KEY WORDS: 1. Lawyer 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Avocat 2. Manitoba

662 A

GROSMAN, B.A. (1967). "The Right to Counsel in Canada". Canadian Bar Journal, 10:3. 189-211.

KEY WORDS: 1. Lawyer

MOTS CLES: 1. Avocat

663 V

GROSMAN, B.A. (1969). The Prosecutor: An Inquiry into the Exercise of Discretion. Toronto: University of Toronto Press. 110p.

KEY WORDS: 1. Lawyer

MOTS CLES: 1. Avocat

664 A

GRUNIS, A.D. (1974). "Incompetence of Defence Counsel in Criminal Cases". Criminal Law Quarterly, 16:3. 288-306.

KEY WORDS: 1. Lawyer

MOTS CLES: 1. Avocat

665 T

ROBERTS, J. (1972). The Attitudes of Unrepresented Inmates on remand in the Toronto Jail to Lawyers and the Ontario Legal Aid Plan. (M.A. Thesis). Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. 93p.

KEY WORDS: 1. Lawyer 2. Legal Aid
3. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Avocat 2. Assistance judiciaire
3. Opinion publique

2. Juges/Judges

666 A

ANDREWS, G., TEDFORD, H. (1965). "Advocating a National Association of Juvenile and Family Court Judges". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:2. 185-188.

KEY WORDS: 1. Judge

MOTS CLES: 1. Juge

667 A

BRADBROOK, A. (1971). "An Empirical Study of the Attitudes of the Judges of the Supreme Court of Ontario Regarding the Workings of the Present Child Custody Adjudication Laws". Canadian Bar Review, 49:4. 557-576.

KEY WORDS: 1. Judge 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Juge 2. Ontario

668 R

DEMONTIGNY, J., ROBERT, P. (1973). Analyse comparative des législations et des perspectives de réforme. Vol. I: La formation et les modes de nomination des juges. Vol. II: Etude comparative du système accusatoire et du système inquisitoire. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée.

MOTS CLES: 1. Juge
2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Judge
2. Comparative Study

Dans le cadre des analyses comparatives des législations, le Centre International de Criminologie Comparée a effectué deux études. La première s'intitulant: la formation et les modes de nomination des juges, concerne la superstructure des systèmes de nomination dans les contextes historique, judiciaire et social, ainsi que les critères de formation et de sélection des juges en Amérique du Nord, en Grande-Bretagne et en France. La deuxième étude s'intitule: étude comparative du système accusatoire et du système inquisitoire; il s'agit d'une comparaison entre la procédure inquisitoire et la procédure accusatoire faite dans une perspective

limitée, à caractère pratique. Les recherches portent sur les étapes préliminaires à l'audience dans le procès civil et criminel. Les perspectives d'avenir et les suggestions de réforme sont également discutées, en ce qui a trait surtout au système canadien. En guise de conclusion, on trouve plusieurs propositions détaillées relatives aux réformes qui devraient ou pourraient être entreprises au niveau des structures québécoises et canadiennes.

669 FERGUSON, G.A.
"The Role of the Judge in Plea Bargaining".
A Criminal Law Quarterly, 15. 26-51.

KEY WORDS: 1. Judge 2. Plea bargaining
MOTS CLES: 1. Juge 2. "Plea bargaining"

670 LAMARCHE, J. (1967).
L'attitude des juges dans l'imposition des
T sentences. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 127p.

MOTS CLES: 1. Juge 2. Sentence
KEY WORDS: 1. Judge 2. Sentencing

671 SISSONS, J. (1968).
Judge of the Far North - The Memoirs of Jack
V Sissons. Toronto: McClelland and Stewart.

KEY WORDS: 1. Judge
MOTS CLES: 1. Juge

672 R

SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC (1961). La fonction de juge dans la société contemporaine. Conférence prononcée devant les membres de la Société de Criminologie du Québec par Juge Tremblay. Montréal: Société de Criminologie du Québec. 14p.

MOTS CLES: 1. Juge

KEY WORDS: 1. Judge

Il s'agit ici d'une allocution concernant la fonction de juge dans la société contemporaine québécoise. Nous voyons tout d'abord le procédé de nomination qui le concerne. En vertu de l'article 96 de la constitution, les juges sont nommés par le gouverneur général. Ou, comme le gouverneur général n'agit que selon les recommandations de ses conseillers, il s'ensuit que ces juges sont nommés par le conseil des ministres du Canada. Et toujours en vertu de ce même article, leur nomination est prévue par une loi du parlement du Canada intitulée Loi sur les juges. Dans un deuxième temps, nous les voyons dans leur rôle professionnel de découvreur des faits et d'interprète de la loi: chaque procès que le juge doit décider comporte deux phases principales, la détermination des faits et l'application de la loi à ces faits. L'imposition d'une peine est probablement l'acte le plus lourd de responsabilité qu'un juge soit appelé à poser dans l'exercice de sa fonction à cause de la très large discrétion que lui accorde la loi. En dernier lieu, celui-ci nous est présenté dans son rôle social où il doit s'abstenir en toutes circonstances d'exprimer son opinion en politique, ou encore éviter de se prononcer sur les questions que le public discute avec ses passions plutôt qu'avec sa raison.

673 TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF JUSTICE (1973).

G Report of the Royal Commission to Enquire into the Magistracy of Newfoundland and Labrador. St. John's: Department of Justice. 423p.

KEY WORDS: 1. Judge 2. Courts 3. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Juge 2. Tribunaux
3. Terre-Neuve

The purpose of this enquiry is to review the status of the Magistrate and the structure of the Magistrate's court generally, and otherwise to conduct a critical appraisal of the Magistracy in Newfoundland. Secondly, on the basis of this appraisal and analysis, to make recommendations to ensure that the Magistracy is able to meet and cope with its responsibilities in the field of justice, in the years ahead. The terms of reference, as outlined in the Commission, are for the Commissioner to make an enquiry into and concerning the Magistracy of Newfoundland and Labrador. The intention is for the enquiry to be of a very broad nature touching on all aspects connected with and relating to Magistrates and the Magistrate's courts in the Province.

3. Tribunaux: généralités/Law Courts: General

674 ALBERTA. BOARD OF REVIEW. PROVINCIAL COURTS (1973).

G Administration of Justice in the Provincial Courts of Alberta. Calgary: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Alberta 2. Administration of Justice
3. Courts

MOTS CLES: 1. Alberta
2. Administration de la justice
3. Tribunaux

675 G ALBERTA. DEPARTMENT OF HEALTH. DIVISION OF ALCOHOLISM RESEARCH SERVICES (1967). A Study of Edmonton's Court Referral Program. Edmonton: Queen's Printer. 31p.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Alcohol 3. Alberta

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Alcool 3. Alberta

676 G ALBERTA. SUPREME COURT (1964-). Statistics. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Statistics 3. Alberta

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Statistiques 3. Alberta

677 A GRAY, K.G. (1963). "A Psychiatrist Looks at the Court". Criminal Law Quarterly, 6:1. 86-92.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Psychiatrie

678 G CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1971). La Cour Fédérale du Canada. Manuel de pratique. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Tribunaux

KEY WORDS: 1. Courts

679 R CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE (1972). L'organisation judiciaire et les magistrats. Journées franco-québécoises dans le domaine de l'administration de la justice et de la criminologie. Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 284p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Juge 3. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Courts 2. Judge 3. Comparative study

Ce rapport est un compte-rendu des journées franco-québécoises de défense sociale qui ont eu lieu du 18 qu 20 octobre 1972 à Montréal. Les thèmes traités visaient la recherche des éléments essentiels de comparaison entre le droit québécois et le droit

français. Ces thèmes furent les suivants:

- l'organisation et la gestion des tribunaux
- le recrutement et la formation des magistrats
- les phases du procès pénal
- la sentence et le rôle du magistrat dans l'exécution des peines
- la défense sociale au Québec et en France: perspectives d'avenir judiciaire pour la criminologie comparée.

Il existe des différences fondamentales entre les systèmes français et québécois tant au point de vue du statut des magistrats qu'à celui de la structure et du fonctionnement de l'appareil judiciaire. Toutefois, les 2 systèmes font face à des problèmes identiques en ce qui concerne la garantie de l'indépendance des magistrats, le choix des juges et leur adaptation d'abord à leurs fonctions et ensuite aux finalités nouvelles de la justice pénale.

Du point de vue de la défense sociale, les 2 systèmes ont en commun une construction basée sur l'esprit légal du XIXe siècle et une orientation vers un renouvellement de la justice pénale. On retrouve dans les 2 systèmes un conflit latent et parfois aigu entre le droit pénal de base et les innovations de la défense sociale, quelque fois mal intégrés au nouveau régime en construction.

680 FRIEDLAND, M. L. (1968).
"Magistrates' Courts: Functioning and Facilities".
A Criminal Law Quarterly, 11:1. 52-75.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

The system of Magistrates' Courts is one of the most important instruments for the administration of criminal justice in Canada: they try 95% of indictable and all summary offenses and have power to sentence to life and lengthy determinate terms of imprisonment. In response to a commission from the Canadian Committee on Corrections, the author examines the deficiencies in this system.

681 FRIEDLAND, M. L. (ed) (1975).
Courts and Trials: A Multy-Disciplinary Approach.
V Toronto: University of Toronto Press. 166p.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Trial

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Procès

The judicial system occupies an important place in society, yet it has been one of the least-studied of Canadian institutions. Traditionally, examination and criticism of the trial process have been left to lawyers and members of the legal profession. In this volume nine non-lawyers scrutinize its operation in Canada from the perspectives of several academic disciplines.

Reginald Allen, a philosopher and classicist discusses the modern trial process in the light of the trial of Socrates; Anatol Rapoport, a mathematician noted for his work in the fields of game theory and conflict resolution, analyses the adversary system from a Marxist perspective; Anthony Doob, a psychologist, examines the rules of evidence; Charles Hanly, a philosopher and psycho-analyst, uses the truscott case to explore the psychopathological aspects of a trial from a Freudian viewpoint; one political scientist, Peter Russell, examines the courts' role in the development of the law; another, Donald Smiley, studies their role as protectors of civil liberties;

James Giffen, a sociologist, points out the inadequacy of the criminal justice system as a means of controlling alcohol and drug addiction; Donald Dewees, an economist, examines court regulation of economic behaviour; and Kenneth McNaught, a historian, discusses the political trial in the canadian legal system. This book is a first step in the vital task of removing the legal process from isolation as the special province of lawyers and making it more responsive to contemporary problems and concerns.

682 GROSMAN, B. A. (1969).
"Conflict and Compromise in the Criminal
A Courts: New Directions in Legal Research".
Criminal Law Quarterly, 11:3. 292-302.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

683 HALL, E. M. (1974).
Study of the Organization of the Courts in
R Saskatchewan; interim Report for a Unified
Family Court. Regina, Saskatchewan.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Saskatchewan

684 HANN, R. G., BAILEY, L., ROSS, M. (1973).
Decision-Making in the Canadian Criminal Court
R System: A Systems Analysis. University of Toronto:
Centre of Criminology. 2 vols.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

This report documents the results of a 2 years study to test the feasibility of using the tools of economic and systems analysis to analyze the operations of the criminal court system and to suggest methods to improve those operations. Based on an extensive data collected from the City of Toronto Provincial Courts (Criminal Division) the report specifically looks at decision-making concerning the ensuring of due process and minimal delay and the factors affecting delays in the courts, bail, pleas of guilt or innocence, crown and accused procedural elections, verdict and type and length of sentence.

685 HOGARTH, J. (1970).
"Criminal Justice, the Criminal Court and
A Sentencing". Comments on Chapters 2, 9 and 11 of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 186-194.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Sentencing

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Sentence

686 KEISSLING, J. J. (1974).
The Ottawa Criminal Court Volunteer Program.
R Ottawa: Ottawa Volunteer Program, Adult Probation and Parole Service.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Volunteers

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Bénévoles

687 KENRICK, E. W. A. (1964).
"A View from the Bench". Canadian Journal
A of Criminology and Corrections, 6:4. 442-452.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Judge

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Juge

688 LAPLANTE, J. (1974).
Essai d'initiation au passage de la théorie à
R la pratique dans un cours de consultation
correctionnelle. University of Ottawa:
Department of Criminology. 16p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux

KEY WORDS: 1. Courts

689 LEDERMAN, W. R. (1971).
The Courts and the Canadian Constitution.
V Toronto: McClelland and Stewart. 248p.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

690 LEE, J. D. (1969).
Project Summary: Pilot Court Program.
G Edmonton: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

691 MacKAAY, E. (1976).
Les chemins de la justice - étude du fonctionnement
R des cours criminelles à Montréal. Université
de Montréal: Groupe de Recherche en Jurimétrie. 119p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Procédure pénale

KEY WORDS: 1. Courts 2. Criminal Procedure

Adressée aux juristes, cette étude vise à cerner le fonctionnement réel et les aspects administratifs de la procédure criminelle, particulièrement pour les étapes qui se situent entre la comparution et le procès. Le premier chapitre présente une vue d'ensemble du système

des tribunaux criminels à Montréal: 4 facteurs font l'objet de cette étude: soit le type et la gravité de l'infraction dont le prévenu est accusé, son état de liberté, et la présence d'un avocat dans le dossier.

Dans le deuxième chapitre sont examinés successivement la comparution, l'enquête sur le cautionnement, l'enquête préliminaire, le procès devant juge avec jury, le procès devant juge seul et le procès devant magistrat. Le troisième chapitre présente différentes simulations ayant pour but d'évaluer l'effet de changement à la procédure sur l'ensemble de la gestion du système de tribunaux.

692 MAJESTY COURTS (1962-1972).
Rules of Courts and Revisions. Regina:
G Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Saskatchewan

693 ONTARIO. LAW REFORM COMMISSION (1973).
Report on Administration of Ontario Courts.
G 3 vols. Toronto: Publications Centre, Ministry of Government Services.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Ontario

694 ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL (1973).
Report on Administration of Ontario Courts.
G Part 1, 2, 3. Toronto: Law Reform Commission.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

695 R OSGOODE HALL LAW SCHOOL AND RYERSON INSTITUTE (1966). Collision Course: Free Press and the Courts. Toronto: Osgoode Hall Law School.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Freedom of expression

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Liberté d'expression

696 T OWENS, M. (1972). Judgments of Equity in the Offence-Sentence Exchange Relationship of Prisoners with the Courts. Unpublished M.A. Thesis. Simon Fraser University: Department of Psychology.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Sentencing

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Sentence

697 V POPOVICI, A., PARIZEAU-POPOVICI, M. (1975). Les petites créances. Montréal: Editions La presse. 111p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux

KEY WORDS: 1. Courts

698 G QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1973). Les tribunaux administratifs au Québec. Rapport du groupe de travail sur les tribunaux administratifs. Québec: Ministère de la Justice. 300p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Québec

KEY WORDS: 1. Courts 2. Quebec

699 G QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1974). Règles de pratique de la cour supérieur et de la Cour du Banc de la Reine (juridiction de première instance en matière criminelle du Québec). Québec: Editeur Officiel. 41p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Québec

KEY WORDS: 1. Courts 2. Quebec

700 V SPETZ, S.N. (1972). Legal Jams. Toronto: Pitman.

KEY WORDS: 1. Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux

4. Tribunal de la famille/Family Court

701 ANDREWS, H. T. G. (ed) (1973).
Family Law in the Family Courts. Toronto:
V Carswell.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

702 ARRELL, H. C. (1961).
Judicial and Welfare Aspects of the Family Court.
R Paper presented at the Third Biennial Canadian Congress of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

703 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Le tribunal de la famille. Document de travail No. 1.
G Ottawa: Information Canada. 57p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
The Family Court. Working Paper No. 1. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

KEY WORDS: 1. Family Court

704 CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1960).
R The Family Court in Canada. Ottawa: Canadian Corrections Association.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

705 CRUICKSHANK, D. (1975).
Blueprint for a Unified Family Court. Final
R Report in the Implementation of a Family
Court for Prince Edward Island. 29p.

KEY WORDS: 1. Family Courts
2. Prince Edward Island

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille
2. Ile du Prince Edouard

706 L'HEUREUX-DUBE, C. (1967).
"Pour une cour de la famille de l'enfance au
A Québec". Revue des Services de Bien-Etre à
l'Enfance et à la Jeunesse, 7:3. 74-85.

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

KEY WORDS: 1. Family Court

707 LITTLE, W. T. (1963).
"The Domestic Illness Profile Seen in a
A Family Court Setting". Canadian Journal of
Criminology and Corrections, 5:4. 243-252.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

708 MacDONALD, J. C. (1967).
"A Comprehensive Family Court". Canadian
A Bar Journal, 10:4. 323-336.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

709 MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES (1968).

G Family Court, Juvenile Detention and Probation Services, Juvenile and Adult Correctional Institutions, Annual Report. Winnipeg: Department of Health and Social Services. 91p.

KEY WORDS: 1. Family court
2. Correctional services
3. Manitoba

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille
2. Services correctionnels
3. Manitoba

The report gives a detailed analysis of the services provided during 1968. Comparisons with earlier years are restricted in most instances to the previous year. Throughout the report, reference is made to persons rather than offenses. This conforms with the practice of the Dominion Bureau of Statistics. The report is divided into three sections: 1) Family Court Services: comprising a) regional probation services, b) juvenile probation services- Winnipeg Family Court, c) family counselling services, d) judicial and administrative services respecting domestic and child welfare matters. II. Adult Probation Services. and II. Juvenile Detention Services.

710 ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE. ADMINISTRATION OF JUSTICE DIVISION (1970).

G Annual Report of the Work of the Provincial Courts (Family Division) in the Province of Ontario, for the County of York, for the Year ending 31st December. Toronto: Department of Justice. 5p.

KEY WORDS: 1. Courts 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Tribunaux 2. Ontario

711 PURVIS, S. S. (1967).
"Family Courts: A Plan for Alberta". Canadian
A Bar Journal, 10:5. 374-388.

KEY WORDS: 1. Family Court 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille
2. Alberta

712 QUEBEC. OFFICE DE REVISION DU CODE CIVIL (1975).
Rapport sur le tribunal de la famille. Comité
G du tribunal de la famille. Québec: Editeur
Officiel. 346p.

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

KEY WORDS: 1. Family Court

713 SILVERMAN, H. (1973).
"The Family Court: A Proposal for Reform".
A Chitty's Law Journal, 21:5. 169-174.

KEY WORDS: 1. Family Court

MOTS CLES: 1. Tribunal de la famille

It is proposed and suggested that the family court (Canada) should be re-structured in such a way that it is an all-embracing court which deals with all matrimonial and domestic matters in one division, and with juvenile matters in another division.

5. Tribunaux pour mineurs/Juvenile courts

714 A

BARBE, R. (1965).
"La cour de bien-être social: son origine, son évolution." Revue du Barreau Canadien, 8:2. 119-123, 153.

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Cour de Bien-Etre Social

KEY WORDS: 1. Juvenile courts
2. Social Welfare Court

715 R

BARIL, M., BRABANT, J., SAINT-LAURENT, T. (1973).
Quelques caractéristiques des adolescents amenés à la Cour du Bien-Etre Social de Montréal. Montréal, Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. (Directeur: Frechette, M.). 57p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile courts
2. Juvenile delinquency

716 T

BERTRAND, C. (1970).
La consultation clinique dans un cadre juridique. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 102p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs

KEY WORDS: 1. Juvenile courts

717 T

BERUBE, R., HAMILTON, L.R. (1974).
The Defense Counsel in Social Welfare Court. A Research Report submitted to the School of Social Work, McGill University for the Master's Degree in Social Work. Montreal: McGill University. 162p.

KEY WORDS: 1. Juvenile courts 2. Lawyer

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs 2. Avocat

718 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1972).
The Ottawa Juvenile Court Volunteer Program.
By J.J. Kiesling. Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Juvenile courts 2. Volunteers
MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs 2. Bénévoles

The project was undertaken to present to Canadian courts one model by which volunteers might be used in juvenile probation. A two-year demonstration project was undertaken by the Centre of Criminology, University of Ottawa and the Correction Consultation Centre, to evaluate the usefulness of volunteers in the Ottawa Juvenile Court and to create a design for the use of volunteers in Canadian Juvenile courts. This was done by starting all volunteers with a role similar to that of a probation officer; this allowed their easy integration into the existing court structure. The following remarks need to be emphasized: first, it is impossible not to notice the lack of information in Canada about volunteer programs. Secondly, volunteer programs have a great deal to gain from a close alliance with professional personnel in the community. Thirdly, the introduction of volunteers into the correctional process has far-reaching consequences, both for corrections as a whole and for probation in particular. The use of volunteers in corrections is one step in this process of reforming a true community. Fourthly, volunteers and professionals do not show a significant difference in the rates of recidivism of their clients; volunteers can be integrated into a juvenile probation structure with a minimum amount of resistance by

the local probation staff. Volunteers can spend a great deal more time with their clients. Middle-class volunteers do not have any apparent difficulty in working with lower-class clients.

719 CATTON, K., ERICKSON, P.G. (1975). The Juvenile's Perception of the Role
R of Defence Counsel in Juvenile Court: A Pilot Study. University of Toronto: Centre of Criminology. 25p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Lawyer

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Avocat

720 CONNOR, W. B. (1972). The Juvenile Court: Its Impact on Children
T Adjudged to be Delinquent. Master Dissertation submitted to the Centre of Criminology at the University of Toronto. 80p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Délinquance juvénile

721 COUR DU BIEN-ETRE SOCIAL DE MONTREAL (1964-1968). Statistiques. Montréal: Cour du Bien-Etre Social.
R

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Statistiques

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Statistics

722 A DOOTJES, I., ERIKSON, P. G., FOX, R. G. (1972). "Defense Counsel in Juvenile Court: A Variety of Roles". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:2. 132-149.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts 2. Lawyer

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs 2. Avocat

Thirty Canadian defense lawyers were interviewed to determine functions which they played in court. Most of the lawyers in the sample enjoyed juvenile court work, and intended to continue appearing there. Voiced complaints related to problems with court procedures and treatment facilities, rather than to their own tasks in the courts. The defense advocates experienced role conflict which arose from differences in their own views of their task, and what other court officials expected of them. The new "Young Offenders Bill" being considered by the legislature could resolve this problem by increasing the legislatic orientation at the adjudiciary stage, and by allowing lawyers to respond in a friend of the court or social work capacity at the dispositional proceedings.

723 A ERICKSON, P. G. (1974). "The Defence Lawyer's Role in Juvenile Court: an Empirical Investigation Into Judges and Social Worker's Points of View". University of Toronto Law Journal, 24. 124-148.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Lawyer

MOTS CLES: 1. Tribunaux : mineurs
2. Avocat

724 ERICKSON, P. G. (1975).
"Legislatic and Traditional Role Expectations
A for Defence Counsel in Juvenile Court".
Canadian Journal of Criminology and Corrections,
17:1. 78-93.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Lawyer

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Avocat

725 GANDY, J. M. (1971).
"Rehabilitation and Treatment Programs in the
A Juvenile Court". Canadian Journal of Criminology
and Corrections, 13:1. 9-23.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Délinquance juvénile

726 GRYGIER, T. (1971).
Juvenile Justice in Europe: Implications for
R Canada. University of Ottawa: Centre of
Criminology. 31p.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Juvenile Delinquency
3. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Délinquance juvénile
3. Etude comparative

727 LITTLE, W. T. (1972).
"The Need for Reform in the Juvenile Courts".
A Osgoode Hall Law Journal, 10:1. 225-228.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs

728 QUEBEC. COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (1974).
Recueil de textes No. 2. Journée d'étude du
G ler Février. Sujet: la cour du Bien-Etre Social.
208p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts

729 RIVET, M., DELEURY, E. (1974).
Rapport d'étape sur les dossiers de protection
R ouverts à la cour de bien-:être social de Québec
pendant l'année 1973. Université Laval:
Faculté de Droit. 49p.

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Juvenile Delinquency

730 SPENCER, J. (1967).
"Social Workers: The Social Services and the
A Juvenile Court: The Relevance for Canada of
Recent Scottish Proposals". Canadian Journal
of Criminology and Corrections, 9:1. 1-10.

KEY WORDS: 1. Juvenile Courts
2. Social Services
3. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Tribunaux: mineurs
2. Services sociaux
3. Etude comparative

CHAPITRE III/CHAPTER III

E. ASSISTANCE JUDICIAIRE/LEGAL AID

731 G CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE (1974). The Delivery of Legal Aid Services in Canada. Part I: Provincial-Territorial Legal Aid Programmes. Ottawa: Department of Justice.

KEY WORDS: 1. Legal Aid

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

This report attempts to give a brief summary of the presently established provincial and territorial legal aid plans in Canada. The outlines are based on information received from the provinces and territories by the Federal Department of Justice as of September, 1974. The reports, as published, have for most parts been verified by officers of the provincial-territorial plans concerned. Because of rapid changes in this area, it is impossible to guarantee the complete accuracy of these summaries. This report does not deal with the large number of independent and student legal aid services operating in the country. In many provinces, such organizations provide important supplements to the existing provincial programs.

732 R CANADIAN CIVIL LIBERTIES ASSOCIATION (1972). The Effective Right to Counsel in Ontario Criminal Cases. Brief to the Provincial Secretary for Justice, the Attorney General and the Solicitor General. Toronto.

KEY WORDS: 1. Legal Aid 2. Human Rights 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire 2. Droits de l'homme 3. Ontario

733 R

FRIEDLAND, M.L. (1974). Access to Law. Toronto: Institute of Public Administration of Canada. 12p.

KEY WORDS: 1. Legal aid

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

734 A

JOHN HOWARD SOCIETY OF BRITISH COLUMBIA (1964). "Report on Legal Aid in British Columbia. Report of a Committee of the Board of Directors of the John Howard Society of British Columbia on the Provision of Counsel to Persons Accused of Crime Who Cannot Afford to Retain a Lawyer". By Skatfield, C.R., Parker, G., Lyon, V., Fornataro, J. The Criminal Law Quarterly, 7:1. 72-109.

KEY WORDS: 1. Legal aid 2. Comparative study 3. British Columbia

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire 2. Etude comparative 3. Colombie Britannique

On September 19, 1961, the Board of Directors of John Howard Society of British Columbia appointed a Committee to gather information on facilities for the provision of legal counsel to persons who cannot afford to hire a lawyer, particularly as it relates to criminal cases. This article is the report of the Committee. First, the Committee set out criteria for a proper system of criminal legal aid. Second, the Committee analyses availability of legal aid in all parts of British Columbia, and legal aid systems used elsewhere: in other Canadian provinces, in the United States, and in the United Kingdom. The Committee examines how these systems stand up to the criteria for a proper system of criminal legal aid. The Committee then estimates the cost of a Public

Defender office in the city of Vancouver, compared with the method used in the United Kingdom. Finally, the criteria are repeated and recommendations are made.

735 G JOINT COMMITTEE ON LEGAL AID (1965). Annual Report. Toronto: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Legal aid

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

736 T KARPOFF, J.C. (1962). Legal Aid for Juveniles in Canada. Unpublished Master's Thesis in Social Work. Vancouver: University of British Columbia.

KEY WORDS: 1. Legal aid 2. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Délinquance juvenile

737 A McGRATH, W.T. (1966). "Suggestions for a Good Aid System in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:3. 173-178.

KEY WORDS: 1. Legal aid

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

738 A MARTIN, G.A. (1967). "Legal Aid in Ontario". Canadian Bar Journal, 10:6. 473-491.

KEY WORDS: 1. Legal aid 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire 2. Ontario

The history and philosophic premises of legal aid in the province of Ontario are discussed. The objective of this service is to provide legal counsel to every criminal defendant who faces a significant penalty, if he cannot afford to provide counsel himself. The Welfare Officer estimates who needs the services by some coordinate of income, disposable capital, indebtedness, requirements of dependents upon the accused, and other circumstances.

739 R MESSIER, C. (1975). Les mains de la loi. Une problématique des besoins juridiques des économiquement faibles du Québec. Une étude du service d'expertise, d'éducation et de recherche de la Commission des Services Juridiques. Montréal: Commission des Services Juridiques. 583p.

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

KEY WORDS: 1. Legal Aid

L'objectif général de cette recherche est double: 1) s'informer auprès des clients potentiels de l'aide juridique pour connaître ce qu'ils définissent eux-mêmes comme besoin d'ordre juridique. 2) fournir aux intervenants de l'aide juridique un outil de travail qui permet de mieux comprendre la clientèle et de lui accorder non seulement les services qu'elle réclame pour se défendre, mais d'autres aussi auxquels elle ne s'attend pas, à cause d'une vision trop étroite de l'action juridique, et qui lui sont nécessaires pour la poursuite de ses droits.

Le rapport est divisé en quatre parties: la première partie est une présentation de la technique et des informateurs. La deuxième partie décrit des opinions et des attitudes sur des programmes sociaux et gouvernementaux, sur l'aide juridique et ses professionnels et sur la justice. La troisième partie s'intéresse aux besoins juridiques expérimentés. La quatrième partie présente des besoins juridiques révélés à partir de situations hypothétiques. Une conclusion et des recommandations complètent ce rapport.

740 R NATIONAL LEGAL AID AND DEFENDER ASSOCIATION (1967). Statistics of Legal Aid and Defender Work in the United States and Canada. Chicago. 30p.

KEY WORDS: 1. Legal Aid 2. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Etude comparative

Statistics are presented on the work of all known legal aid, legal service programs and defender organizations in the United States and Canada submitting service reports for 1966. The information is tabulated by state or province and city and provides data on population, type of offender organization, new cases, cases per 1,000 population, gross cost, and wage and income sources.

741 G ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL (1974). Task Force on Legal Aid. Report on the Task Force on Legal Aid. Chairman: The Honourable Mr. Justice John H. Osler. Toronto.

KEY WORDS: 1. Legal Aid 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Ontario

742 R PRICE, R. R. (1973). Materials on Correctional Law and Legal Assistance. Part I: Legal Assistance Resource Materials. Part II: Correctional and Criminological Materials. Queen's University: Faculty of Law.

KEY WORDS: 1. Legal Aid

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

743 R ROBERTS, J. (1972). The Attitudes of Unrepresented Inmates on Remand in the Toronto Jail to Lawyers and the Ontario Legal Aid Plan. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Legal Aid 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Ontario

744 R SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1966). Recommandations pour l'établissement d'un bon système d'assistance judiciaire au Canada. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 14p.

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

KEY WORDS: 1. Legal Aid

745 R TATMAN, L. (1971). La controverse au sujet des services juridiques; examinons les preuves. Une étude préparée pour le concept du bureau du Conseil National du Bien-Etre Social. Ottawa: Conseil National du Bien-Etre Social. 69p.

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire

KEY WORDS: 1. Legal Aid

746 R WILKINS, J. L., ROGERS, J., GREER, M. (1971). Legal Aid in Criminal Matters. A Bibliography. University of Toronto: Centre of Criminology. 63p.

KEY WORDS: 1. Legal Aid 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Bibliographie

The focus of legal aid has been largely on criminal matters, and it is to this area that the present bibliography is addressed. The period covered is roughly 1958 through June 1970. A number of earlier items are included when it was felt that their relevance had not faded. The

user will not find any reference to legislative debates, statutes or court cases. Some of the more recent and valuable governmental documents concerning legal aid plans or operations, from Canada, the United Kingdom and the U. S., have been cited. Lists of legal aid offices have been included, even dated ones, whenever they could be anticipated to have some use. This bibliography has come into being in connection with a study of the legal aid system in Ontario which is being conducted in the Centre of Criminology. The presence of certain entries concerning Ontario Law, procedure, customs and practices, are indirectly useful to the examination of legal aid.

747 WILKINS, J. L. (1975).
Legal Aid in the Criminal Courts. Toronto:
V University of Toronto Press. 152p.

KEY WORDS: 1. Legal Aid
2. Courts 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance judiciaire
2. Tribunaux 3. Ontario

This book examines the performances of lawyers acting within the terms of the extraordinary legal aid plan in Ontario, which seeks to provide counsel on the same basis as that received by those who pay privately for legal representation. For the many steps toward the final disposition of criminal cases in the courts, the author compares systematically the work of legal aid lawyers with those of lawyers retained privately; he also discusses differences between cases with legal representation and those in which the accused is not represented, within the difficult circumstances of the lower courts in urban Toronto. The author is attentive to the relationships of various legal aid programs in the United Kingdom and the United States to the Ontario plan, and to the adaptations of practicing lawyers to the Ontario system.

CHAPITRE III /CHAPTER III

F. POLICE

F. POLICE

1. Généralités/General

748 T

ARCAND, S. (1974).
De la mortalité policière. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Montréal: Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 152p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

La fonction policière à Montréal comporte-t-elle réellement en elle-même une incidence de mortalité élevée? Après avoir étudié les victimes, le moment et la nature de ces décès à Montréal, il apparaît que le forces de l'ordre décèdent très peu en service actif et que s'ils le font, les morts naturelles en sont les premières responsables. Il semble bien, en outre, que les policiers montréalais décèdent moins, dans l'exercice de leurs fonctions, que leurs collègues canadiens et américains. La notion de dangerosité reliée à la fonction de police ne peut donc qu'être mise en doute.

749 R

ARCAND, S., TARDIF, G. (1971).
Difficultés de la recherche en milieu policier. Texte présenté lors du VIIeme Colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Université de Montréal. 10p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

750 ATMAN, D. A. (1975).
Developing Managerial Skills for a Police Force.
R Toronto: Ontario Provincial Police.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

751 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1972).
Le rôle du policier. In: Le rôle des forces
G policières dans notre société en évolution. Compte rendu de la conférence "A", lac Couchiching, Ontario. Ottawa: Ministère du Solliciteur Général.

Le rôle du policier dans la société moderne. In: La sélection et la formation du policier. Compte rendu de la conférence "B", Banff, Alberta. Ottawa: Ministère du Solliciteur Général.

Le rôle du policier dans la société moderne. In: Recherche et communications. Compte rendu de la conférence "C", Montebello, Québec. Ottawa: Ministère du Solliciteur Général.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

752 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975).
Rôle de la police dans le système correctionnel.
G Rapport présenté par le Comité National mixte de représentants de l'Association Canadienne des chefs de police et des services correctionnels fédéraux. Ottawa: Solliciteur Général. 106p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975).
The Police Role in the Correctional System. Report presented by the National Joint Committee of the Canadian Association of Chiefs of Police and the Federal Correctional Sources. Ottawa: Solicitor General.

MOTS CLES: 1. Police 2. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Police 2. Parole

Français

Ce rapport rassemble les opinions de policiers, du personnel des pénitenciers ainsi que des membres de la Commission et du Service des libérations conditionnelles sur leur rôle dans le processus de la libération conditionnelle. Il est le fruit de six rencontres réunissant des représentants de la police et des services correctionnels qui ont eu lieu au cours de 1974 à Toronto, Halifax, Montréal, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Les participants ont abordé les points suivants:

- La liaison entre les services policiers et les services correctionnels fédéraux.
- Le caractère confidentiel des informations, la communication des documents confidentiels, les visites mensuelles des libérés conditionnels à la police, les rapports de police et la prise de décision dans le processus de libération conditionnelle.

English

This report constitutes a collection of opinions from police, penitentiary and parole personnel, concerning their respective roles in the Canadian Parole process. It is the results of six meetings between representatives of the police and the correctional services which took place during 1974 in Toronto, Halifax, Montreal, Winnipeg, Edmonton and Vancouver. The participants discussed the following areas: police/correctional services liaison, confidentiality, information sharing, parolees monthly visit to police, the police report and parole decision-making.

753 CANADIAN ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE (1965). Journal of Proceedings 60th Annual Conference.
R Niagara Falls, Ontario. 153p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

754 CANADIAN CIVIL LIBERTIES ASSOCIATION (1973).
The Police and the Rights of Criminal Suspects.
R Brief to the Task Force on Policing in Ontario.
Toronto.

KEY WORDS: 1. Police 2. Prisoner's Rights

MOTS CLES: 1. Police 2. Droits des détenus

755 CIALE, J. (1972).
Role of the Police in Crime Prevention. Seminar
R on the Police. Vancouver: University of British
Columbia.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

756 CLARK, C. (1971).
Tales of the British Columbia Provincial Police.
V Sidney, B. C.: Gray Publishing.

KEY WORDS: 1. Police: history

MOTS CLES: 1. Police: histoire

757 CODERRE, J. (1970).
Rapport du conseil de sécurité publique. Préparé
R sous la présidence de Monsieur le Juge Jacques
Coderre, C. S. P. avec Maurice St-Pierre,
Marcel St-Aubin, Walter H. Boyle, Guy Tardif.
Montréal: Communauté Urbaine de Montréal. 123p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

Ce présent rapport porte sur les points suivants: premièrement, un résumé des recommandations qui ont été faites par le Conseil de sécurité publique depuis le 11 février 1970, pertinentes aux mesures, méthodes,

procédés susceptibles d'assurer une coordination efficace des services de police, à l'établissement de normes, critères et barèmes applicables aux corps policiers en matière d'effectifs et de matériel, deuxièmement, un inventaire des besoins et des ressources disponibles sur le territoire de la Communauté Urbaine de Montréal en ce qui concerne la sécurité publique, troisièmement une revue de littérature spécialisée concernant l'intégration des services de police à travers le monde, puis en dernier lieu, l'opportunité d'intégrer, en tout ou en partie, les 25 corps de police de la Communauté Urbaine de Montréal. Puis il est brièvement question des mesures prises par le Conseil de sécurité en vue de se conformer aux exigences de l'article 239 de la loi qui exige du Conseil des recommandations en matière de protection contre l'incendie, et ce, au plus tard le 1er janvier 1971.

758 COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL. POLICE (1973).

R Données statistiques 1973. Montréal: Secteur Recherche et Planification de la police de la Communauté Urbaine de Montréal. 48p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Statistiques criminelles

KEY WORDS: 1. Police 2. Criminal Statistics

759 COURTIS, M. (1970).

R Attitudes to Crime and the Police in Toronto: A Report on Some Survey Findings. Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. 189p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Police 2. Opinion publique

The aim of this report is to present some of the more purely descriptive findings of a survey into the attitudes of the Toronto public to crime and the police. The survey was restricted to members of the public aged eighteen and over who had been resident in Toronto for not less than two years. Interviewing was carried out in the early months of 1969 and a total of nine hundred and sixty-seven complete interviews were obtained. The basis of the report consists of a series of tables each showing the responses of the whole or a part of the sample to a question or series of questions. Alongside these tables is a commentary aimed at providing some basis for their interpretation. In this commentary an attempt has been made to relate the finds as shown in the tables to what an investigator might have "reasonably" expected to find. A summary has also been included in the text together with a section in which an effort has been made both to bring together some of the main findings and to raise some general points concerning the relations between the public on the one hand and crime and the police on the other. In interpreting the survey results presented in this report, two things should be borne in mind: 1) In general emphasis should not be placed on isolated findings, although occasionally doing so may be justified. 2) The present report is concerned primarily with attitudes towards crime and the police as they existed in Toronto in early 1969; comparisons between cities are always difficult to make. The descriptive aim of the present report has led us, generally, to avoid making such comparisons.

760 DALLEY, A. F. (1975).
Education and Police Attitudes. Ottawa:
T University of Ottawa. (M. A. Thesis).

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

761 DOUGLAS, D. A. (1973).
"Metropolitan Toronto Police Computer
A Aided Dispatch System". Paper presented
at the 68th Annual Conference of the Canadian
Association of Chiefs of Police. Canadian
Police Chief, 62:4. 29-30.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

762 DUNLOP, S. O., GREENAWAY, D. M. (1972).
An Examination of the Metropolitan Toronto
T Police Community Service Officer. Program
from two Viewpoints: the Police and the
Community. Toronto: University of Toronto,
Centre of Criminology. (M.A. Thesis). 165p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

763 FASCIAUX, R. J. (1970).
Recherche sur les budgets-temps des patrouilles
R de police de la ville de Montréal présentée à
l'occasion du Deuxième Symposium International
de Criminologie Comparée. Université de
Montréal: Centre International de Criminologie
Comparée. 58p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Coût du crime

KEY WORDS: 1. Police 2. Cost of Crime

764 FOX, A. (1971).
The Newfoundland Constabulary. St. John's:
V Robinson Blackmore Printing and Publishing Ltd.

KEY WORDS: 1. Police 2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Police 2. Terre-Neuve

765 FOX, R. G., ERIKSON, P. G. (1972).
Apparently Suffering from Mental Disorder.
R An Examination of the Exercise of Police Power Under s. 10 of the Mental Health Act of Ontario. University of Toronto: Centre of Criminology. 181p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

766 FRATERNITE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL (1975).
A "Les répercussions du travail policier". Police, mai. 57p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

767 GILBERT, J. P. (1964).
La professionalisation de la police dans une
R société complexe: étude de cas de la police de Montréal. In: Société de Criminologie du Québec. Quatrième Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité. Montréal. 385-409.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

Le progrès technique ne s'applique pas de façon uniforme à l'ensemble de la vie économique. Il varie selon les secteurs d'où il provient: moyen au primaire, considérable au secondaire et très lent au tertiaire. La police est comprise dans ce dernier secteur. Or, à cause de la nature de ses responsabilités, la police a à faire face aux conséquences d'un désiquilibre transitoire, et aux effets nocifs des différents phénomènes psychosociaux apportés par des changements sociaux rapides. Le meilleur moyen de faire face à ce conflit pour la police est la professionalisation de ses services ce qui entraîne une sélection plus rigide, une connaissance de techniques spécialisées, un entraînement prolongé et une formation intellectuelle spécialisée. A part la Gendarmerie Royale du Canada, les services de police, surtout dans les petites municipalités, ne donnent à leur personnel aucune forme d'entraînement et se contentent d'exiger comme qualification le seul barême de l'apparence physique sans se préoccuper des qualités intellectuelles, morales et psychologiques. Cependant, la police de Montréal a decidé d'attacher une grande importance à son programme de formation qui dure 4 mois. A partir de cette expérience et celles réalisées dans d'autres pays, l'auteur conclu en disant que dans le processus de la professionnalisation une grande importance doit être accordée aux éléments de formation scientifiques et intellectuels, ceci en vue de satisfaire aux exigences du critère de l'efficacité.

768 T

GILBERT, J.P. (1965).
La police à Montréal: étude monographique de la professionalisation des services de police. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 260p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

769 GROSMAN, B.A. (1974).
The Grosman Report on Policing. Prince Edward Island. 64p.

R

KEY WORDS: 1. Police 2. Prince Edward Island
MOTS CLES: 1. Police 2. Ile-du-Prince-Edouard

The author of this report inquires into different aspects of police services in Prince Edward Island: the police connection with the Royal Canadian Mounted Police; the municipal police forces in Charlottetown and Summerside; the Municipal Police Committee in consultation with the Chief of Police, which handles decisions relating to the operation of the police force; questions of the hiring and dismissal of personnel, salaries and promotions; among other matters, other Municipal Police, the Provincial Police Constables appointments, Officials of provincial government exercising police or quasi-police powers, and other civil authorities and individuals who receive Provincial Police appointments, and have any formal police training. Secondly we look at the role of the police in Prince Edward Island; Police leadership, and the performance of police services, qualifications and training; municipal Police, and In-Service Training. Recommendations are annexed to each division. Information is given on the appointment of provincial police constables, the new police act and a provincial police commission, the additional police services, the financial resources, police-community relations, the role of the police in the courts, private security operations and new perspectives for policing in Prince Edward Island.

770 A HAGAN, J. L. (1972). "Labelling Perspective, the Delinquent and the Police. A Review of the Literature". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:2. 150-165.

KEY WORDS: 1. Police: Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

This Canadian study gives special attention to empirical analyses of police-juvenile encounters, youth demeanor and police response, police bias and minority group relations, and the organization of police work. Suggestions for further research are made for determining the extent and direction of police influence on the character of juvenile offenders.

771 R JAYEWARDENE, C. H. S. (1974). Organizing the Police for Modern Times. A Review of Recent Literature. Ottawa: University of Ottawa, Department of Criminology. 103p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Police 2. Bibliographie

772 R JAYEWARDENE, C. H. S. (1975). Police: Problems and Issues. University of Ottawa: Centre of Criminology. 242p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

773 A KELLY, W. H. (1973). "Police at a Disadvantage". Canadian Police Chief, 62:2. 23-24.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

774 KELLY, W., KELLY, N. (1976).
Policing in Canada. Toronto: Macmillan of
V Canada. 704p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

Policing in Canada is a detailed and critical discussion of the role of the police in Canada's law enforcement structure. The authors begin by describing the development of Canadian policing and then specifically differentiate the various government and miscellaneous police forces, agencies and individuals operating in Canada. Then follows a discussion of police recruitment and training. The powers of the police and rules of evidence are itemized and evaluated. The processes and techniques of criminal investigation are recounted, with special attention to particular types of crime such as drug offences, espionage and juvenile delinquency. The book concludes with an important discussion of the causes and prevention of crime.

775 KOENIG, D. J. (1974).
British Columbia's Attitudes and Experiences
R Relevant to the Police, Law and Crime.
British Columbia: University of Victoria. 99p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Public Opinion
3. British Columbia

MOTS CLES: 1. Police 2. Opinion publique
3. Colombie-Britannique

The text is organized in such a way that evaluations of, and attitudes toward, the police are examined, followed by an analysis of experience with the police. In each case, variations are investigated among population subcategories. Next, the effect of contacts with the police, law, courts and crime are examined for intervening influences upon such evaluations, attitudes and experiences.

Chapter six contains a discussion of issues of peripheral relevance to the main research These include victimization and police related evaluations, attitudes and experiences. The final chapter offers a brief summary drawing together the findings from the separate chapters.

776 A LAROCHE, B., SIGAL, J. J., GRAYSTON, M. (1974). "Collaboration Between a Police Force and the Psychiatric Service of a General Hospital: A Study of Outcome". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:2. 162-172.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

Within the framework of the Community Services of the Department of Psychiatry of a general hospital, a mental health advisor accompanied the police of a local youth division when they responded to calls. It was hoped that this would help the police in understanding how to interview in the home, among the family, so that a useful and valid manner of evaluating the action necessary would result.

The reasons for such a service are discussed and some results shown, such as the use of various social agencies rather than recourse to the courts. Clinical and methodological problems arising from this type of community study are discussed.

777 A LAVY, J. C. (1970). "Police Entrapment - A Note on Recent Developments". Saskatchewan Law Review, 35:2. 180-205.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

778 R LIMOGES, T., NORMANDEAU, A., RAFLA, M. (1973). Motivation et besoins des policiers au niveau de la formation collégiale. Rapport final: 1971-1972, 1972-1973. Montréal: Collège Ahuntsic. 156p.

MOTS CLES: 1. Police: formation

KEY WORDS: 1. Police: Training

779 R McDOUGALL, A. K. (1971). Policing in Ontario: A Case Study in Administrative Balkanization. London: University of Western Ontario. 31p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

780 R McDOUGALL, A. K. (1971). Policy Issues and Research Problems in the Development of Metropolitan Police Services. A Paper presented to the Sixth Annual Conference of Directors of Criminological Research. Montreal. 14p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

781 R MALONEY, A. (1975). The Metropolitan Toronto Review of Citizen-Police Complaint Procedure: Report to the Metropolitan Toronto Board of Commissioners of Police. Toronto.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

782 MANITOBA. POLICE COMMISSION (1972).
First Annual Report of the Manitoba Police
G Commission. Winnipeg. 28p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Police 2. Manitoba

783 MANITOBA. POLICE COMMISSION (1975).
Third Annual Report of the Manitoba Police
G Commission, 1974. Winnipeg: Police
Commission. 26p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Police 2. Manitoba

784 METROPOLITAN BOARD OF COMMISSIONER OF POLICE (1965-1969).
R Annual Reports. Toronto.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

785 ONTARIO (1970).
Inquiry Re Alleged Improper Relationship Between
G Personnel of the Ontario Provincial Police Force
and Persons of Known Criminal Activity. By
Grant, J. C. Ottawa: Queen's Printer. 118 p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

The subject of this report is to inquire into and report upon any improper relationship between personnel of the Ontario Provincial Police Force and any person or persons of known criminal activity and more particularly any such relationships between personnel of the Ontario Provincial Police Force and George Clinton Duke, Daniel Gasbarrini, John Papalia and Donald Le Barre. This enquiry is based on the premise that there is a minimum standard of conduct which police officers must observe in their private lives. Having inquired into the matters stated, the Commissioner reports he has found no evidence of any improper relationship between any member of the Ontario Provincial Police Force and any person or persons of known criminal activity.

786 G

ONTARIO. DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL (1974). Task Force on Policing in Ontario. Toronto: Department of the Solicitor General. 183p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario
MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

In May 1972, the Solicitor General announced to the Legislature the Establishment of a Task Force on Policing in Ontario. Their responsibility was to examine the state of policing in Ontario; analyze present and future needs; study alternative approaches related to these needs; and make recommendations to the Solicitor General. In total, the Commission has made 170 recommendations. The report is divided in two parts, each having two sections. Part I: "A Framework for Policing in Ontario" includes findings and recommendations on role and organization of the police. Part 2, "Resources for Policing in Ontario" comprises findings and recommendations on personnel and economics of Ontario Policing. A complete summary of recommendations is included as Appendix.

787 G ONTARIO PROVINCIAL POLICE (1965-1966-1968). Annual Reports of the Commissioner. Toronto: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

Part I of this annual report gives us general information about the Ontario Provincial Police Force. The organization and responsibilities of the Police are presented, along with some information about the personnel and the location of police districts and detachments. Part II describes the different branches of the Ontario Provincial Police: administration division, staff service division, special services division. Part III deals with the operations of the police, and Part IV gives us statistical information on criminal offences, offenders, motor vehicle traffic accidents, juvenile delinquency.

788 G ONTARIO. ROYAL COMMISSION OF INQUIRY IN RELATION TO THE CONDUCT OF THE PUBLIC AND THE METROPOLITAN TORONTO POLICE (1972). Report. Toronto.

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

789 T ORLANDO, F. (1973). Attitudes to the Police Among Italians in Toronto. Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. (M. A. Thesis). 35p.

KEY WORDS: 1. Police 2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Police 2. Opinion publique

790 POLICE COMMISSION (1972).
First Annual Report. Winnipeg: Police Commission.
R

KEY WORDS: 1. Police 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Police 2. Manitoba

791 POLICE DE MONTREAL (1960-1961-1972).
Statistiques. Montréal: Police de Montréal.
R

MOTS CLES: 1. Police 2. Statistiques
3. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Statistics
3. Quebec

792 POLICE DEPARTMENT OF REGINA (1969).
Annual Report. Regina: Police Department.
R

KEY WORDS: 1. Police 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Police 2. Saskatchewan

793 POLICE DEPARTMENT OF SASKATOON (1969).
Annual Report. Saskatoon: Police Department.
R

KEY WORDS: 1. Police 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Police 2. Saskatchewan

794 POWELL, C. M. (1974).
Police Officers Manual with Forms of Charges
V and Outlines of Evidence for Criminal Offences.
Ontario: Carswell. 283p.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

795 QUEBEC. COMMISSION DE POLICE (1969-)
Rapports annuels. Québec: Editeur Officiel.
G

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

La Commission de Police du Québec, instituée en 1968, est un organisme qui exerce à l'égard des divers corps de police municipaux du Québec et de la Sûreté du Québec un rôle de contrôle, de recherche, de normalisation et de coordination dans le domaine policier. De plus, elle doit favoriser la prévention du crime et enquêter sur le crime organisé. Chacun des rapports annuels relate les activités de la Commission au cours d'une année et fait part de certaines constatations.

796 QUEBEC. COMMISSION DE POLICE (1975).
Décisions, ordonnances et recommandations
G relatives au plan d'allocation des ressources humaines et physiques du service de police de la Communauté Urbaine de Montréal. (2 vols). Québec: Editeur Officiel.

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

797 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1971).
La police et la sécurité des citoyens. Par
G Choquette, J. Québec: Editeur Officiel. 184p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

Les chapitres I à IX (inclus) de ce rapport font une revue statistique de la criminalité qui nous révèle une augmentation rapide depuis quelques années de cette même criminalité dans presque tous, sinon tous les domaines et un taux de solution de la criminalité en régression, et décrivent les formes modernes du crime (crime organisé, terrorisme, crime économique). Sont analysés l'organisation actuelle des corps de police au Québec (Sûreté du Québec), corps de police municipaux, police de Montréal, communautés urbaines ou régionales, services communs et intégrés, Gendarmerie Royale du Canada, autres services et auxiliaires, les différentes fonctions policières, le personnel affecté à la police, les moyens et les outils dont elle dispose, ainsi que les pouvoirs des organismes de contrôle sur la police. Le chapitre X décrit, avec le plus d'exactitude possible, la situation qui prévaut à l'heure actuelle. De cette analyse se dégagent certaines réformes (chapitre XI) nécessaires. Un certain nombre de propositions sont formulées au sujet de l'organisation de l'action policière au niveau du gouvernement et au niveau régional, au sujet des fonctions de la police, de la politique à l'égard du personnel et des moyens techniques mis à sa disposition. A la fin de ce rapport, il y a des tableaux statistiques et des graphiques qui permettent d'examiner et de comparer les situations québécoises, canadiennes et américaines.

798 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. SURETE DU QUEBEC (1968-).

G Rapports annuels. Québec: Ministère de la Justice.

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

799 RIZKALLA, S. (1969).
Le rôle de la police de Montréal dans les
R libérations conditionnelles. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 21p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Police 2. Parole

Cette recherche tente d'évaluer les effets des ententes intervenues entre le Service de la Police de Montréal et la Commission des Libérations Conditionnelles en ce qui concerne la surveillance conjointe des libérés de la ville de Montréal. Il s'agit de l'utilité de fournir des rapports concernant les inculpés et leurs délits à ladite Commission afin de l'aider dans le choix des candidats aptes à une libération conditionnelle, le maintien du Bureau d'accueil dont le but est de donner un vrai sens à la visite à la Police, prévue dans la loi, ainsi que le rôle de liaison entre le personnel du Bureau d'accueil et le représentant régional de la Commission.

800 RIZKALLA, S. (1975).
Un modèle d'évaluation de la police: coût/temps
T et pertinence de l'action policière concernant les vols d'auto. Thèse de Doctorat inédite ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 430p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Vol d'auto

KEY WORDS: 1. Police 2. Auto Theft

801 RODGERS, A. W., MAGONE, C. R. (1964).
Police Officers Manual. (4th Edition).
V Toronto: Carswell.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

802 SERVICE DE LA POLICE VILLE DE QUEBEC (1969-).
Statistiques. Québec: Editeur Officiel.

R

MOTS CLES: 1. Police 2. Statistiques
3. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Statistics
3. Quebec

803 SHEARING, C. D., LEON, J. S. (1974).
The Police Image. Paper presented to the
R Annual Meeting of the Canadian Association
of Sociology and Anthropology.

KEY WORDS: 1. Police

MOTS CLES: 1. Police

804 SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC (1970).
Recherche sur la motivation des policiers à
R l'étude. Montréal: Société de Criminologie
du Québec.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

805 STEBBINS, R. A., FLYNN, C. (1975).
"Police Definitions of the Situation: Evaluation
A of a Diploma Program in Law Enforcement and
Community Relation". Canadian Journal of
Criminology and Corrections, 17:4. 334-353.

KEY WORDS: 1. Police 2. Criminology - Teaching

MOTS CLES: 1. Police
2. Criminologie - enseignement

806 R

SZABO, D. (Directeur de la recherche) (1972). Recherche sur le développement, le rôle, les fonctions et l'efficacité de la police au Canada. 6 rapports. Université de Montréal: Centre International de Criminologie Comparée.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une analyse socio-historique, socio-juridique et évaluative de la police au Canada. Elle a pour but de justifier sur le plan historique notre système actuel de police; d'expliquer, à la lumière du contexte politique, économique et social qui lui sert de cadre, les transformations subies tout au long de son histoire dans ses structures et ses fonctions, ainsi que la place qu'elle occupe dans l'ensemble de l'administration publique et ses rapports avec les autres systèmes sociaux; de dégager les éléments qui déterminent les modes différentiels d'existence de la police au Canada; de saisir finalement les facteurs de stabilité et de progrès qui ont marqué l'évolution de cette importante institution sociale. Le rapport est fait en plusieurs volumes:

1. Une approche socio-historique de la police à Montréal et en Ontario. Par J. Rico et M. Sarrazin 128p.

2. Etude historico-juridique: organisation et pouvoirs de la police. Par J. Bellemare, J.-L. Baudoin, J. Fortin. 64p.

3. Etude de la main-d'oeuvre policière dans trois villes canadiennes: Montréal, Toronto, Vancouver. Par E.A. Fattah. 131p.

4. Police et recherche évaluative. Par G. Tardif. 270p.

5. Les vols d'autos: aspect coût-bénéfices. Par S. Rizkalla et C. Laurin. 387p.

6. Rapport d'activités. Par S. Rizkalla. 387p.

807 V

SZABO, D. (Ed.) (1974). Police, culture et société. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. 233p.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

Ce livre réunit différents textes sur la police présenté au Quatrième Symposium international de criminologie comparée. Il y est question dans un premier texte des fonctions et tâches de la police où sont analysés successivement: I. Les tâches policières. II. Le pouvoir discrétionnaire de la police. III. Le contrôle sur la police. Un autre texte nous parle de police et culture où l'on peut en tirer les conclusions suivantes, à savoir que les sous-cultures policières ne sont pas universelles pour tous les systèmes policiers, que les sociétés dans lesquelles existe un manque de consensus sur les normes fondamentales semblent présenter un terrain particulièrement fertile pour le développement des sous-cultures policières, et que la police n'est pas radicalement différente des autres agences sociales. Le problème de la Police face à la violence collective est traité dans un troisième texte en ce qui a trait tout d'abord à l'aperçu général des causes de violence et de la réaction publique à l'égard de ses diverses formes. Le quatrième texte étudie les mesures de l'efficacité des forces policières et analyse les diverses techniques de gestion. Parmi certains objectifs communs des forces policières, on a retenu celui de la sécurité de la collectivité et celui de l'aide aux citoyens, soit des services spécifiques. Le dernier texte traite de la police et l'homme (réflexions d'un praticien). Il s'agit de conclusions sur les travaux du Symposium.

808 V

TARDIF, G. (1974). Police et politique au Québec. Montréal: l'Aurore. 493p.

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

Dans cet ouvrage, soixante-quatre chefs de police québécois sont interviewés sur leurs relations pour le moins épineuses avec les politiciens et les organisations en place avec lesquels intrigues et complicité s'entremêlent. L'auteur nous renseigne sur l'oppression et la répression que subit la police par des hommes politiques, de même que sur les différents modes d'exploitation de la police aux fins personnelles ou politiques par le pouvoir municipal. Nous est décrit le métier et la carrière des chefs de police, puis l'auteur aborde la dynamique de la "tenure" des chefs et celle de la mise sur pied d'institutions susceptibles d'expliquer non plus uniquement le cheminement des carrières mais les transformations structurales survenues dans la fonction elle-même.

809 A

TARDIF, G., ARCAND, S. (1971). "Police: recherche et planification au Conseil de sécurité publique de la communauté urbaine de Montréal". Revue Canadienne de Criminologie, 13:3. 283-287.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

810 R

TARDIF, G., MAGNAN, G., TESSIER, Y., BARIL, M. (1970). Rapport soumis au Comité des normes de la Commission de police du Québec par le sous-comité des normes scolaires et psycholgiques. Montréal. 13p.

MOTS CLES: 1. Police: formation

KEY WORDS: 1. Police: training

811 TORONTO METROPOLITAN POLICE (1970-).
Annual Reports. Toronto: Police Commission Office.
R

KEY WORDS: 1. Police 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Police 2. Ontario

812 TURMEL, J. (1974).
Le service de police de la cité de Montréal (1909-1971). Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 312p.
T

MOTS CLES: 1. Police: histoire

KEY WORDS: 1. Police: history

Cette étude est une description des grandes lignes de l'organisation du Service de police de la ville de Montréal au cours de la période 1909-1971, alors que neuf chefs de police se succédèrent à la direction du Service.

813 VANCOUVER POLICE DEPARTMENT (1965-).
Annual Reports. Vancouver: Police Department.
R

KEY WORDS: 1. Police 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Police 2. Colombie-Britannique

814 VIGNOLA, H.P. (1963).
Elaboration d'un programme d'évaluation du personnel policier. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 152p.
T

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

Dans cette recherche, l'auteur a décrit et fait la critique des systèmes d'évaluation les plus en vogue et a voulu par cette étude, exposer les étapes franchies dans l'élaboration d'un programme d'évaluation du personnel policier au Service de la Police de Montréal et aussi les résultats de l'expérimentation d'une méthode inédite d'évaluation.

815 VIGNOLA, H. P. (1968).
"Montréal à l'avant-garde dans la formation
A policière". Revue Canadienne de Criminologie, 10:3. 514-521.

MOTS CLES: 1. Police:formation

KEY WORDS: 1. Police: Training

2. Gendarmerie Royale/Royal Canadian Mounted Police

816 BROWN, L., BROWN, C. (1973).
An Unauthorized History of the RCMP. Toronto:
V James Lewis and Samuel.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

817 CANADA (1976).
Le rapport de la Commission d'Enquête sur
G les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie Royale du Canada. Ottawa: Information Canada. 231p.

CANADA (1976).
Commission of Inquiry relating to Public Complaints Internal Discipline and Grievance Procedure Within the Royal Canadian Mounted Police. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

Français Ce rapport fait état de la façon dont on traite actuellement les plaintes déposées par le public contre les membres de la Gendarmerie Royale du Canada, ainsi que des lignes de conduites, règlements, directives et règles actuels relatifs à la discipline et à la procédure applicable aux griefs au sein de la Gendarmerie Royale du Canada. L'analyse des procédures sur lesquelles portait le mandat de la Commission permet au groupe

d'étude de conclure que dans le passé elles furent très utiles à la Gendarmerie. L'examen de la loi touchant la Gendarmerie n'a connu pendant ses 102 ans d'existence que très peu de changements, toutefois, l'étude révèle qu'au cours de ces dernières années, la direction de la Gendarmerie Royale du Canada a cherché à évoluer. Le rapport est caractérisé surtout par la nature curative des recommandations qui visent à répondre aux besoins présents du public et des membres de la Gendarmerie Royale du Canada. La mise en oeuvre des recommandations exigera la révision de la Loi sur la Gendarmerie Royale du Canada, toutefois, la Commission est d'avis que suite à une loi habilitante et à sa mise en oeuvre, les recommandations s'avèreront efficaces, bénéfiques et utiles tant au public canadien qu'à la Gendarmerie Royale du Canada.

English

This report investigates on the current methods of handling complaints by members of the public against members of the Royal Canadian Mounted Police, and also on the directives and procedures relating to discipline and the grievance procedure within the RCMP. The analysis of procedures led the Work Group conclude that they have served the Force well in the past. An examination of legislation affecting the Force over its 102 years history reflects remarkably little change in some areas. However the analysis has revealed that in recent years management has attempted to be more progressive. The principal character of this report is the remedial nature of its recommendations, which are designed to meet the needs of today's public and those of members of the Force. Implementation of the recommendations will require that the Royal Canadian Mounted Police Act be rewritten, however, the Work Group believes that with enabling legislations and subsequent implementation, recommendations will be found practical, beneficial and of service to the public of Canada and to the Force.

818 V

CHARTERS, D. (1973). Mountie 1873-1973. Don Mills: Collier MacMillan.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

819 V

DEANE, B.R. (1973). Mounted Police Life in Canada. A Record of Thirty-one Year's Service 1883-1914, with a map and four plates. Toronto: Coles Publishing Co. 311p.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

820 V

HARVISON, C.W. (1967). The Horsemen. Toronto: The Canadian Publishers. 267p.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

821 V

KELLY, N., KELLY, W. (1973). The Royal Canadian Mounted Police. A Century of History 1873-1973. Edmonton: Hurtig Publishers.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police

MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

This book traces the evolution of the Royal Canadian Mounted Police in the perspective of Canadian history. On May 3, 1873, Sir John A. Macdonald, the Prime Minister of Canada, introduced a Bill "for the establishment of a Police Force in the North-West Territories", and also for criminal courts, common jails and the appointment of magistrates. A hastily assembled group of less than three hundred inexperienced and ill-equiped recruits was eventually sent to establish law and order in the Territories. During one hundred years of growth (1873-1973) where the North-West Mounted Police (1873-1904) became

the Royal North-West Mounted Police (1904-1920) and finally became the Royal Canadian Mounted Police in 1920, enforcing federal laws in all nine provinces from coast to coast, and retaining full police authority in the Yukon, the North-West Territories and the Arctic islands. The impressive record of the Force and its fascinating and colourful history, of which this volume is the first fully comprehensive account, has earned the RCMP a unique reputation in Canada and around the world.

822
G

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE (1970). Multiple Deaths. Ottawa: Royal Canadian Mounted Police. 46p.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police
MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

823
G

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE (1971). Research Report. The Prevention Oriented Police Service. Ottawa: Royal Canadian Mounted Police. 196p.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police
MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

824
G

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE. AIR DIVISION (1973). A History of the Royal Canadian Mounted Police. Aviation Section. Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police
MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

825
A

STONE, C.R. (1973). "RCMP Literature After 1900". RCMP Quarterly, 38:2. 22-28.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police
MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

A survey of books concerning the Royal Canadian Mounted Police published between 1900 and 1928 is presented.

826 YOUNG, D.A. (1968).
The Mounties. Toronto: Hodder & Stoughton.
V 158p.

KEY WORDS: 1. Royal Canadian Mounted Police
MOTS CLES: 1. Gendarmerie Royale

3. Police: jeunesse/Police and the young

827 ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA PROVINCE DE QUEBEC (1970).
V Police-Jeunesse. Montréal: Graph-O Inc. 169p.

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile
KEY WORDS: 1. Police: Juvenile Delinquency

Sous forme de volume, est rassemblé ici l'ensemble des textes présentés par les conférences qui ont participé à la journée d'étude "Police-Jeunesse" tenue à Nicolet le 6 décembre 1969. Trois grandes idées ont émergé de ce colloque: celle du principe de la prévention qui est la tâche du policier-éducateur, celle de la jeunesse et des moyens de l'atteindre, puis celle de l'image de la police, image traditionnelle qu'il faut modifier dans l'esprit des gens.

828 ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA VILLE DE QUEBEC (1964).
R CIALE, J.: Ampleur de la criminalité et rôle de la police.
FRECHETTE, M.: La signification sociale de la fonction policière.
MAILLOUX, N.: Le rôle de la prison dans la réhabilitation du criminel.
GENDREAU, G., TESSIER, B.: La police et les jeunes délinquants.

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Police: Juvenile Delinquency

829 T

BENNETT, C. (1969).
Décisions des policiers-éducateurs. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 120p.

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Police: Juvenile Delinquency

Cette recherche, essentiellement descriptive, porte sur les critères de décisions des policiers-éducateurs. Deux postes furent choisis, les postes 16 et 17, car c'est dans ces deux postes que commencèrent les activités de la section d'Aide à la Jeunesse de la Police de Montréal. Un premier chapitre traite du nouveau rôle dévolu au policier-éducateur. Un deuxième explique la méthodologie; et un troisième présente l'analyse des résultats.

830 A

BOOT, R.S. (1964).
"Police Interest in Juvenile Delinquency".
Canadian Journal of Corrections, 6:1. 50-57.

KEY WORDS: 1. Police: juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

831 R

MACKEY, J. (1961).
Role of the Police in the Prevention of Juvenile Delinquency. Paper presented at the Third Biennial Canadian Congress of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Police: juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

832 PATTERSON, J.R. (1973).
"The Structure and Function of a Police Juvenile
A Bureau". Canadian Police Chief, 62:2. 15-17.

KEY WORDS: 1. Police: juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Police: délinquance juvénile

4. Police: pouvoirs discrétionnaires/Police: discretion

833 BECK, S.M. (1970).
"The Investigation of Offenses and Police
A Powers". Comments on chapter 5 of the Report
of the Canadian Committee on Corrections.
Canadian Journal of Corrections, 12:3. 209-220.

KEY WORDS: 1. Police: discretion

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires

834 CANADA. SOLICITOR GENERAL (1971).
Manual Respecting the Authority and Duties of
G Peace Officers in Relation to Arrest and Pre-
Trial Release and Detention of Accused Persons.
Ottawa: Information Canada.

KEY WORDS: 1. Police: discretion

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires

835 COOLEY, J.W. (1971).
Police Discretion. Canadian Congress of
R Criminology and Corrections. Ottawa.

KEY WORDS: 1. Police: discretion

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires

836 T
COOLEY, J.W. (1972).
Police Discretion: Law and Equity. Unpublished M.A. Thesis. University of Ottawa: Department of Criminology. 213p.

KEY WORDS: 1. Police: discretion

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires

837 A
GANDY, J.M. (1970).
"The Exercise of Discretion by the Police as a Decision Making Process in the Disposition of Juvenile Offenders". Osgoode Hall Law Journal, 8:2. 329-344.

KEY WORDS: 1. Police: discretion
2. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires
2. Délinquance juvénile

838 V
GROSMAN, B.A. (1975).
Police Command. Decisions and Discretion. Toronto: MacMillan. 154p.

KEY WORDS: 1. Police: discretion

MOTS CLES: 1. Police: pouvoirs discrétionnaires

5. Police privée/Private police

839 T
BERGERON, M. (1974).
La sécurité privée au Québec: image générale et satisfaction au travail des employés de huit services de sécurité québécois. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 316p.

MOTS CLES: 1. Police privée

KEY WORDS: 1. Private police

840 JEFFRIES, F. (1973).
Private Policing and Security in Canada: A
R Workshop. Report of the Proceedings. University
of Toronto: Centre of Criminology. 112p.

KEY WORDS: 1. Private police

MOTS CLES: 1. Police privée

841 JEFFRIES, F. (Ed.) (1973).
Private Policing: A Bibliography. University
R of Toronto: Centre of Criminology. 39p.

KEY WORDS: 1. Private police 2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Police privée 2. Bibliographie

CHAPITRE IV: THÉORIES DE LA PEINE; SYSTÈMES DE CORRECTION; DÉJUDICIARISATION; RESOCIALISATION DU CRIMINEL

CHAPTER IV: THEORIES OF PUNISHMENT; CORRECTIONAL SERVICES; DIVERSION; RESOCIALISATION OF THE OFFENDER

CHAPITRE IV/CHAPTER IV

A. PEINES/PUNISHMENT

CONTINUED

4 OF 9

A. PEINE/PUNISHMENT

1. Généralités/General

842 V

BOYER, R. (1966). Les crimes et les châtiments au Canada Français du XVIIe au XXe siècle. (L'Encyclopédie du Canada Français, Vol. 5). Montréal, Le Cercle du Livre de France. 543p.

MOTS CLES: 1. Peine
2. Peine capitale 3. Bourreau
4. Crimes politiques
5. Prisons et penitentiers

KEY WORDS: 1. Punishment
2. Capital punishment 3. The hangman
4. Political crimes
5. Prisons and penitentiaries

Dans son étude, l'auteur décrit notre héritage gréco-romain et judéo-chrétien. Il étudie ensuite plus particulièrement notre héritage le plus immédiat, la pénologie de nos deux pays fondateurs, la France et l'Angleterre. Puis il poursuit en relatant l'histoire des crimes et des châtiments sous les régimes anglais et français.

L'auteur nous fait l'historique des lois, de la peine capitale et des autres peines ainsi que des crimes punissables de chacune d'elles. Il nous parle des esclaves qui dans l'antiquité faisaient office de bourreaux. Il raconte l'origine de la 'question', terme juridique utilisé pour décrire les tortures auxquelles on soumettait certaines personnes afin de leur arracher des aveux ou des renseignements. Enfin, après s'être attaqué à l'étude de la sorcellerie et de la magie l'auteur fait longuement état des moeurs et des prisons au Canada Français à cette époque.

Afin de mener à bien sa tâche, l'auteur a consulté les archives et toutes les autres sources originales nécessaires à l'obtention d'une étude systématique. Cette méthode a surtout permis de situer cette pénologie sur le plan universel.

843 CUSSON, M., BARIL, M., LABERGE, D., DANDURAND, Y. (1975).

R La peine et le délinquant: analyse théorique de la réaction sociale à la déviance. Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 346p.

MOTS CLES: 1. Peine 2. Opinion publique

KEY WORDS: 1. Punishment 2. Public Opinion

844 MacDONALD, D. S. (1965).

R Corrections and Penology. Where are we going? Fourth Annual Winter Institute of Corrections of the John Howard Society in Alberta. Edmonton: John Howard Society. 5p.

KEY WORDS: 1. Corrections 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Pénologie 2. Alberta

845 McGRATH, W. T. (1971).

R Le citoyen face au crime. Guide des sujets d'étude rédigé à l'intention du Congrès canadien de Criminologie et de Correction. Ottawa. 14p.

MOTS CLES: 1. Pénologie
2. Statistiques criminelles
3. Traitement

KEY WORDS: 1. Corrections
2. Criminal Statistics
3. Treatment

846 SZABO, D. (1965).
La criminalité et son contrôle au Canada:
R tendances d'évolution récentes. Université de Montréal: Département de Criminologie. 40p.

MOTS CLES: 1. Peine
2. Services correctionnels
3. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Punishment
2. Correctional Services
3. Administration of Justice

Dans cet article, l'auteur donne une description de la criminalité canadienne, des principales institutions et des lois qui sont chargées d'en assurer le contrôle: la législation criminelle, la pratique des cours en matière d'amende, de peine capitale et de punition corporelle, les institutions pénitentiaires et leurs programmes de traitement, les services de probation et de liberté surveillée. Afin d'éviter une trop grande complexité dans l'article, l'auteur ne retient que ce qui relève de la juridiction fédérale.

847 TEEVAN, J. J. Jr. (1972).
"Deterrent Effects of Punishment: The Canadian
A Case". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:1. 68-82.

KEY WORDS: 1. Punishment

MOTS CLES: 1. Peine

848 TEEVAN, J. J. Jr. (1976).
"Deterrent Effects of Punishment: Subjective
A Measures Continued". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 18:2. 152-160.

KEY WORDS: 1. Punishment

MOTS CLES: 1. Peine

2. Mesures particulières/Specific Measures

a) Emprisonnement/Imprisonment

849 G
CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Emprisonnement-libération. Document de travail No. 11. Ottawa: Information Canada. 50p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Imprisonment and Release. Working Paper No. 11. Ottawa: Information Canada. 46p.

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

KEY WORDS: 1. Imprisonment

850 A
CORMIER, B. M., WILLIAMS, P. J. (1966). "La privation excessive de la liberté". Canadian Psychiatric Association Journal, 2:6. 470-484.

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

KEY WORDS: 1. Imprisonment

Les auteurs, après nous avoir renseigné sur la situation des peines privatives de la liberté dans notre civilisation, nous parlent des effets psychologiques de la perte de liberté, qui pour le délinquant d'habitude, prévient très souvent ou retarde une progression vers des valeurs socialisantes, maintient et fixe davantage une régression déjà existante. Ils font aussi l'étude de 21 sujets soumis à une privation excessive de la liberté, sujets considérés comme dangereux, et qui par des passages à l'acte ont prouvé que ce jugement était bien fondé. Une première division comprend les prisonniers 'incontrôlés' et la privation excessive de la liberté et une deuxième, trois réactions psychologiques à la privation excessive de la liberté.

851 COUSINEAU, D. F., VEEVERS, J. E. (1972).
"Incarceration as a Response to Crime: the
A Utilization of Canadian Prisons". Canadian
Journal of Criminology and Corrections,
14:1. 10-31.

KEY WORDS: 1. Imprisonment 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Emprisonnement 2. Prisons

852 CUMAS, S. (1962).
Deprivation of Liberty as a Form of Punishment.
R Paper presented at the Third Research Conference
on Crime and Delinquency. Montreal. 20-24.

KEY WORDS: 1. Imprisonment

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

The author criticizes the system of deprivation of liberty in Canada as being solely a form of punishment. This deprivation of liberty should be balanced by a daily routine of resocialization and treatment. He prefers the more advanced form of prison programme that some American states have established, which allows prisoners to be released during working hours for gainful employment. The author emphasizes the necessity of sharing community living and of using parole and halfway houses.

853 ELIE, D. (1967).
L'influence de la courte peine de prison.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales
(Criminologie). Université de Montréal: Ecole
de Criminologie. 98p.

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

KEY WORDS: 1. Imprisonment

854 GREENAWAY, N. (1975).
The Impact of Incarceration and the Effect of
T University-Inmate Interaction on Criminal Identification. Unpublished Honours B. A. Thesis. Queen's University: Department of Psychology.

KEY WORDS: 1. Imprisonment

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

855 JOBSON, K. B. (1971).
"Imprisonment". Ottawa Law Review, 4:2.
A 421-457.

KEY WORDS: 1. Imprisonment 2. Sentencing 3. Maritimes

MOTS CLES: 1. Emprisonnement 2. Sentence 3. Maritimes

This article examines the impact of sentences of imprisonment in magistrates' courts in New Brunswick and Nova Scotia, and questions the purpose of imprisonment. It is suggested that in sentencing retribution be abandoned in favor of an utilitarian reductivist approach to the end that imprisonment might not be imposed unless it is likely to be more effective than other dispositions having regard to cost and human dignity, in reducing the frequency of a given offense.

856 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1975).
Observation sur les documents de travail
R de la Commission de Réforme du Droit. Emprisonnement et libération. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 6p.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1975).
Comments on the Law Reform Commission's Working Papers. Imprisonment and Release. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association. 7p.

MOTS CLES: 1. Emprisonnement

KEY WORDS: 1. Imprisonment

b) Indemnisation/Compensation

857 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1974).
Le dédommagement et l'indemnisation. L'amende.
G Document de travail No. 5 et 6. Ottawa:
Information Canada. 50p.
CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1974).
Restitution and Compensation. Fines.
Working Paper No. 5 and 6. Ottawa:
Information Canada. 48p.

MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation
2. Amende

KEY WORDS: 1. Victims: Compensation
2. Fine

858 FEENEY, T. G. (1968).
"Compensation for the Victims of Crime".
A Canadian Journal of Corrections, 10:2. 261-271.

KEY WORDS: 1. Victims: Compensation

MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation

859 LINDEN, A. M. (1968).
The Report of the Osgoode Hall Study on
R Compensation for Victims of Crime. Toronto:
Osgoode Hall Law School. 117p.

KEY WORDS: 1. Victims: Compensation

MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation

The plight of the victims of crime in Canada has received considerable attention recently. In order to help illuminate this debate, the OsgoodeHall Law School undertook a statistical study and an examination of the crime victim compensation plans now in existence. This report is the product of that research. Chapter I examines the nature of the problem, policy considerations and the methodology of the study. The study staff decided to concentrate on the serious crimes of violence that occurred in the year 1966 in Toronto. In order to collect the data, a questionnaire was sent to the victims; the report analyzes 1967 cases. In Chapter II, the types of economic losses incurred are studied. In Chapter III, the role of tort law both in theory and in practice are examined. In Chapter IV, the present social welfare structure is described and its operation in these cases are assessed. Chapter V deals with the compensation gap and Chapter VI describes the attitude of the respondents. Finally, in Chapter VII, some of the various solutions that have been adopted around the world are described.

860 A

LINDEN, A.M. (1969). "Victims of Crime and Tort Law". Canadian Bar Journal, 12:1. 17-33.

KEY WORDS: 1. Victimology

MOTS CLES: 1. Victimologie

861 McGRATH, W.T. (1968).
"Compensation to Victims of Crime and Restitution by Offenders". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:4. 591-599.
A

KEY WORDS: 1. Victims: compensation
MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation

The scheme for compensation and restitution proposed in this statement of policy of the Canadian Corrections Association aims at rehabilitation of both the victim and the offender. Recommendations are suggested.

862 MARSHALL, D. (1971).
"Compensation: New Atonement for Old Guilt?" Canadian Bar Journal, 2:4. 24-26.
A

KEY WORDS: 1. Victims: compensation
MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation

863 QUEBEC. COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1972).
Indemnisation des victimes d'actes criminels. Premier rapport annuel. 102p.
G

MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation 2. Québec
KEY WORDS: 1. Victims: compensation 2. Quebec

La loi d'indemnisation des victimes d'actes criminels est entrée en vigueur le 1er mars 1972. Ce premier rapport annuel couvre les principales activités qu'a connues le Service d'indemnisation des victimes d'actes criminels du 1er mars 1972 jusqu'au 31 décembre 1972. Le rapport se divise en 2 parties: la première touche les aspects théoriques de la loi, la deuxième partie nous renseigne sur l'administration de la loi, les statistiques relatives aux opérations du Service et le sommaire des décisions.

864 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1968).
La compensation aux victimes du crime et la
R restitution par les délinquants. Ottawa:
Société Canadienne de Criminologie. 22p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1968).
Compensation to Victims of Crime and Restitution by Offenders. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Victimes: indemnisation

KEY WORDS: 1. Victims: Compensation

Français

Le régime proposé dans ce rapport aspire à la réadaptation de la victime et du délinquant. Il n'a rien à voir avec la situation financière de la victime; il se situe plutôt dans l'espace encore indéfini qui s'étend entre la loi civile et la loi criminelle. L'exemple de la Nouvelle-Zélande, premier pays qui a instauré un régime viable en 1964 y est commenté. La Société Canadienne de Criminologie fait par la suite dix recommandations en regard de la compensation et de la restitution.

English

The system proposed in this report is intended for the rehabilitation of both victim and delinquent. It has nothing to do with the financial situation of the victim; it belongs, rather, in the still undefined area between the civil law and the criminal law. The example of New Zealand, the first country to institute a viable system in 1964, is discussed. The Canadian Criminology and Corrections Association then makes ten recommendations with regard to compensation and restitution.

c) Peine capitale/Capital Punishment

865 ANDERSON, F. W. (1973).
Hanging in Canada. A Concise History of Capital
V Punishment in Canada. Calgary: Frontier
Publishing Ltd. 80p.

KEY WORDS: 1. Capital Punishment

MOTS CLES: 1. Peine capitale

This booklet is a descriptive study of the events connected with capital punishment in Canada from 1749 to 1967. The author describes cases of murderers in the annals of Canadian law.

866 BOYER, R. (1964).
"The Hangman in Canada". Canadian Psychiatric
A Association Journal, 9:6. 521-532.

KEY WORDS: 1. Capital Punishment
2. Hangman

MOTS CLES: 1. Peine capitale
2. Bourreau

867 CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1965).
La peine capitale. Documentation sur son objet
G et sa valeur. Ottawa: Imprimeur de la Reine. 145p.
CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE (1965).
Capital Punishment. Material Relating to its
Purpose and Value. Ottawa: Queen's Printer. 141p.

MOTS CLES: 1. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Capital Punishment

Français

Le but de cette publication est d'aider le lecteur à tirer ses propres conclusions sur la peine de mort. L'objet principal du livre est d'indiquer quelques sources principales de documentation sur les fins et l'efficacité de la peine capitale, de dégager les faits saillants qui en ressortent, d'y ajouter quelques données statistiques canadiennes, de fournir une bibliographie, d'énumérer les arguments qu'on invoque pour ou contre la peine de mort et de communiquer certains autres renseignements connexes et pertinents.

English

The aim of this publication is to help the reader draw his own conclusions on the death penalty. The main object of the book is to mention some of the principal sources of material on the purpose and effectiveness of capital punishment, and to point up the salient facts brought out; it adds some Canadian statistical data, furnishes a bibliography, enumerates the arguments for and against capital punishment and gives other related and relevant information.

868 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1972).
La peine de mort. Données nouvelles 1965-1972.
Ottawa: Information Canada. 173p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1972).
Capital Punishment. New Material: 1965-1972.
Ottawa: Information Canada. 161p.

MOTS CLES: 1. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Capital Punishment

Français

Le présent document donne des renseignements sur les faits nouveaux touchant la peine capitale qui sont survenus au Canada et dans le reste du monde (situation au Royaume-Uni , en France, aux Etats-Unis et dans d'autres pays) depuis juin 1965. C'est en fait une mise à jour de l'original "la Peine Capitale: documentation sur son objet et sa valeur", du Ministère de la Justice du Canada, paru en juin 1965. Ce même document brosse un tableau de la criminalité au Canada depuis l'adoption par le Parlement, en 1967, d'une loi visant à abolir la peine capitale pour une période d'essai de 5 ans, sauf pour le meurtre d'un agent de la paix ou d'un membre du personnel d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions; il souligne aussi les arguments originaux avancés par les partisans de la peine de mort en faveur du maintien de celle-ci, et par les abolitionistes en faveur de son abolition. Pour finir, le document nous parle de la peine de remplacement qui devrait être substituée à la peine de mort dans l'hypothèse où celle-ci serait abolie de façon totale et définitive. A cela s'ajoute six annexes avec tableaux.

English

The present document presents information on new facts concerning capital punishment that have come to light in Canada and the rest of the world (in the United Kingdom, France, the United States and other countries) since June 1965. It is actually an up-dating of the original publication, "Capital Punishment: Matérial relating to its Purpose and Value", of the Department of Justice, which came out in June 1965. This same document describes crime in Canada since the adoption by Parliament in 1967 of a law abolishing capital punishment for a trial period of 5 years, save in the case of the murder of a policeman or a member of the prison personnel acting in the exercise of his duties; he also notes the original arguments advanced by partisans of the death penalty in favour of maintaining it, and by abolitionists in favour of eliminating it. Finally, the document discusses the punishment that should be substituted for the death penalty should it be totally and permanently abolished. Six appendices with tables complete the work.

869 CHANDLER , D. (1976).
Capital Punishment in Canada. Toronto:
V McClelland & Stewart. 224p.

KEY WORDS: 1. Capital Punishment
2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Peine capitale
2. Opinion publique

870 FATTAH, E.A. (I972).
Une étude de l'effet intimidant de la peine
G de mort à partir de la situation canadienne.
Ottawa: Information Canada. 212p.
A Study of the Deterrent effect of Capital Punishment with Special Reference to the Canadian Situation. Ottawa: Information Canada. 210p.

MOTS CLES: 1. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Capital Punishment

Français

Cette étude a pour but de vérifier scientifiquement l'affirmation voulant que le nombre de meurtres augmente au Canada et que cette augmentation soit due à la suspension d'application de la peine capitale. Elle tente, par d'autres méthodes, d'évaluer l'utilité de la peine de mort comme mesure intimidante, ainsi que son efficacité en tant que moyen de contrôle et de prévention du crime. L'auteur nous donne tout d'abord un aperçu mondial de la peine capitale, de l'effet d'intimidation de celle-ci, ainsi, que de la relation existante entre la peine capitale et le taux des homicides. En second lieu, il traite de la peine capitale et du taux des homicides au Canada, des données et des problèmes de méthodologie, des tendances générales de l'homicide au Canada de 1962 à 1970, des variations du nombre de crimes de violence au Canada et dans les différentes provinces canadiennes entre ces mêmes années. Dans une vue d'ensemble, il nous fait part des risques de victimisation, du classement des provinces selon chaque délit, classement sur une échelle des crimes de violence, classement en fonction de l'augmentation pour chaque délit, et pour finir de l'augmentation de l'homicide et du suicide. Quelques observations sont faites sur l'usage de la peine capitale au Canada pour aboutir à la conclusion que l'homicide criminel n'est pas attribuable à la suspension de la peine capitale, mais plutôt à un ensemble de facteurs qui constituent la situation globale.

English

The object of this study is to scientifically verify the assertion that the number of murders in Canada is increasing and that this increase is due to the suspension of the death penalty. It attempts, by different methods, to evaluate the use of the death penalty as ameasure of intimidation, as well as its effectiveness as ameans of controlling and preventing crime. The author first gives us a brief world survey of capital punishment, its intimidating effect, and the existing relationship between capital punishment and the rate of homicides. Second, he discusses capital punishment and the rate of homicides in Canada, the data and the problems of methodology, the general trends of homicide in Canada from 1962 to 1970, the variations in the number of violent crimes in Canada and in the different Canadian provinces during the same period. He gives a comprehensive view of the risks of victimization, a classification of the provinces according to each crime, classification according to a scale of crimes of violence, classificationin terms of the increase with regard to each crime, and finally, the increase in homicides and suicides. There are several observations on the use of capital punishment in Canada, arriving at the conclusion that criminal homicide is not attribuate to the suspension of capital punishment, but to a group of factors that create the global situation.

871 FATTAH, E.A. (1976).

R Les canadiens et la peine de mort. Etude d'une attitude sociale. Burnaby, Université Simon Fraser. 178p.

The Canadian Public and the Death Penalty A Study of a Social Attitude. Burnaby, Simon Fraser University. 152p.

MOTS CLES: 1. Peine capitale
2. Opinion publique

KEY WORDS: 1. Capital Punishment
2. Public Opinion

Français

Dans ce document, l'auteur analyse tout d'abord les tendances de l'opinion canadienne à l'égard de la peine de mort, son évolution, l'opinion publique au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique ainsi que l'opinion américaine. En second lieu, il décrit les variations dans l'attitude du public à l'égard de la peine de mort, comprenant entre autres les différences régionales au Canada et aux Etats-Unis. Le troisième chapitre traite des variations des attitudes à l'égard de la peine capitale selon des facteurs sociodémographiques (sexe, âge, ethnicité, langue, religion), socio-économiques (instruction, occupation) et sociopolitiques. Les cinq derniers chapitres donnent un aperçu de la peur de la victimisation, de l'inquiétude face au crime et les attitudes du citoyen à l'égard de la peine de mort, les variables d'ordre psychologique, les raisons de l'appui ou de l'opposition à la peine de mort, les changements des attitudes du public face à la peine capitale ainsi que l'opinion publique comme base d'une politique sociale et criminelle.

English

In this document, the author first analyzes the trends of Canadian public opinion regarding the death penalty, its evolution, public opinion in Quebec, Ontario and British Columbia as well as in the United States. Secondly, he describes the variations in the public attitude towards capital punishment dependent on socio-demographic factors (sex, age, ethnic group language, religion), socio-economic factors(education, occupation) and socio-political factors. The last five chapters give a brief analysis of the fear of victimization, the anxiety caused by crime and the attitudes of the citizen toward the death penalty, the psychological variations, the reasons for supporting or opposing the death penalty, the changes in public attitudes towards capital punishment as well as public opinion as the basis for a social and criminal policy.

872 GREENLAND, C. (1962).
"L'affaire Shortis and the Valleyfield Murders". Canadian Psychiatric Association Journal, 7:5. 261-271.
A

KEY WORDS: 1. Capital punishment
MOTS CLES: 1. Peine capitale

873 JAYEWARDENE, C.H.S. (1972).
"The Canadian Movement Against the Death Penalty". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:4. 366-390.
A

KEY WORDS: 1. Capital punishment
MOTS CLES: 1. Peine capitale

Summaries of various bills against capital punishment are given and such movements traced from the 19th century. The present move toward abolishing the death penalty stems from events in 1946. The Conservative opinion, which is, essentially, the maintenance of this measure, while that of the Liberals, which is for its abolition, is not an ideological position but rather the result of the times during which they took power. Even further back, in 1916, Robert Bickerdike waged an unsuccessful, almost solitary campaign against capital punishment.

874 JAYEWARDENE, C.H.S. (1973).
"The Death Penalty and the Safety of Canadian Policemen". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:4. 356-366.
A

KEY WORDS: 1. Capital punishment
MOTS CLES: 1. Peine capitale

The author discusses several studies which conclude that no correlation exists between the existence of capital punishment and the incidence of murder of policemen. He analyzes the circumstances surrounding the murder of policemen in Canada and concludes that this data does not support the hypothesis that the absence of the death penalty increases the risk of death to policemen. He contends, furthermore, that in about twenty percent of the cases, the death could have been prevented had the officer taken the proper precautions.

875 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1972).
La peine de mort. Ottawa: Société Canadien-
R ne de Criminologie. 4p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1972)
The Death Penalty Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Capital Punishment

Français

De l'avis de la Société Canadienne de Criminologie, le gouvernement canadien et la population commettraient une grave erreur s'ils prenaient une décision hâtive sur la peine de mort, décision pour laquelle nul n'est préparé. Aussi, dans cet exposé officiel de politique, la Société Canadienne de Criminologie engage le gouvernement du Canada à accomplir deux choses:

1. Prolonger de 2 ans la période d'abolition partielle de la peine de mort.
2. Charger une commission royale d'enquête de réunir les données requises et de tenir des audiences publiques pour permettre aux citoyens d'exposer leurs points de vue.

English

In the opinion of the Canadian Criminology and Corrections Association, the Canadian Government and the population would be committing a grave error if they

were to make a hasty decision on the death penalty, a decision no one is prepared for. Also, in this official policy paper, the Canadian Criminology and Corrections Association urges the Government of Canada to do two things:

1. To extend the period of partial abolition of the death penalty for two years.
2. To assign a royal commission of inquiry to gather the required data and hold public hearings to permit the citizens to express their points of view.

d) Peine corporelle/Corporal Punishment

876 KIRKPATRICK, A. M. (1968).
" Corporal Punishment". Criminal Law Quartely,
A 10:3. 320-328.

KEY WORDS: 1. Corporal Punishment

MOTS CLES: 1. Peine corporelle

877 PARKER, G. E. ((1964).
" Corporal Punishment in Canada". Criminal Law
A Quartely, 7:2. 193-211.

KEY WORDS: 1. Corporal Punishment

MOTS CLES: 1. Peine corporelle

e) Probation

878 ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1973).
G Adult Probation Research Study. Edmonton, Attorney General. 65p.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Recidivism
3. Alberta

MOTS CLES: 1. Probation 2. Récidive
3. Alberta

Several aims guided the course of this study. the major concern was to provide an evaluation of probation in Alberta. Recidivism rates were used as a gauge of probation effectiveness. They were determined on a Province-wide sample of all people convicted of criminal offences in Alberta between January 1st, 1967 and December 31st 1971, whose disposition included probation. A further purpose was to develop a prediction technique based on such probationers' characteristics such as age, sex, area of residence, education, and previous convictions which would indicate which people would be most likely to re-offend. This prediction technique combined with the recidivism rate information would provide the correctional service with valid feedback on its service, indicating areas to be improved and further developed.

879 ALBERTA. ADULT PROBATION AND FAMILY COURT SERVICES (1973).

G Annual Report. Edmonton: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Probation
2. Family Court 3. Alberta

MOTS CLES: 1. Probation
2. Tribunal de la famille 3. Alberta

880 ARSENAULT, R. (1974).

Service de probation et justice criminelle: perception des probationnaires. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 135p.

T

MOTS CLES: 1. Probation

KEY WORDS: 1. Probation

881 ASSOCIATION DES OFFICIERS DE PROBATION (QUEBEC) (1968).

R Mémoire de l'Association des Officiers de Probation du Québec à la Commission d' Enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec. Montréal. 68 p.

MOTS CLES: 1. Probation 2. Québec

KEY WORDS: 1. Probation 2. Quebec

882 BOUFFARD, D. (1969).

Etude du rôle de l'officier de probation. Mémoire
T de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Probation 2. Québec

KEY WORDS: 1. Probation 2. Quebec

L'objectif général de cette recherche était de tracer la configuration du rôle de l'officier de probation à partir de la conception que s'en fait ce dernier. Sont présentés dans l'ordre, le schéma théorique sur lequel se base cette recherche, les éléments méthodologiques, l'analyse des caractéristiques des officiers de probation, l'analyse des niveaux de consensus de ces dernières sur les éléments spécifiant leur rôle et enfin l'analyse partielle de certaines tendances dans les degrés de consensus.

883 BROUSSEAU, G. , LEBLANC, M. (1973).

La prise de décision et la recommendation de l'agent
R de probation pour mineurs. Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 71p.

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles

884 COCKERILL, R. W. (1975).
"Probation Effectiveness in Alberta". Canadian
A Journal of Criminology and Corrections, 17:4,
284-291 .

KEY WORDS: 1. Probation
2. Alberta

MOTS CLES: 1. Probation
2. Alberta

885 COUGHLAN, D. W. F. (1963).
" The History and Function of Probation". The
A Canadian Bar Journal.

KEY WORDS: 1. Probation

MOTS CLES: 1. Probation

886 DUMONTIER, A. (1973).
Interprétation de la loi sur la probation. Québec,
G Ministère de la Justice, Service de Probation. 32p.

MOTS CLES: 1. Probation
2. Législations

KEY WORDS: 1. Probation
2. Legislations

887 EMOND, M. (1975).
Probation et mesures connexes en relation avec la
T loi. Mémoire de maîtrise ès sciences sociales(Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 630p.

MOTS CLES: 1. Probation
2. Législations

KEY WORDS: 1. Probation
2. Legislations

L'objectif de cette étude est de brosser un tableau explicatif de ce qu'est la loi pénale canadienne concernant le rapport présententiel, la probation, la libération conditionnelle et l'emprisonnement intermittent. Un chapitre du mémoire est consacré à l'étude et la comparaison des lois étrangères (Etats-Unis, Grande-Bretagne) avec la loi fédérale canadienne et une comparaison des lois provinciales (autres que le Québec) entre elles. Ce relevé comparatif fait ressortir les traits caractéristiques de chaque législation et suscite des propositions au plan de l'amélioration de la loi. Suite à la prise de connaissance des lois étrangères et à l'analyse de la loi canadienne, certaines propositions sont énoncées.

888 GAUTHIER, M. (1968).
La création d'un service provincial de probation au
R Québec et l'avenir des agences privées de réhabilitation. Montréal: Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale.

MOTS CLES: 1. Probation
2. Mesures d'assistance 3. Québec

KEY WORDS: 1. Probation
2. Measures of assistance 3. Quebec

889 GREGOIRE, E. (1964).
La liberté surveillée pour adultes. In: Société de Cri-
R minologie du Québec. Quatrième Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité. Montréal. 457-465p.

MOTS CLES: 1. Probation

KEY WORDS: 1. Probation

890 GRYGIER, T. (1961).
"A Research Scheme into Personality Interaction
A in Probation". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 3:2. 140-152 .

KEY WORDS: 1. Probation

MOTS CLES: 1. Probation

891 JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA (1973).
Probation Following Imprisonment. By Lockwood,
R G. H. . Toronto: John Howard Society. 2p.

KEY WORDS: 1. Probation

MOTS CLES: 1. Probation

In this report the Canadian Corrections Association presents recommendations for an act establishing standards of probation and of personnel working in probation. A statement of the reasons for each recommendations is given.

892 JUOZAPAVICIUS, G., WEGESSY, H. (1974).
A study of the Probation Officer's Perceptions of
G the Use and Usefulness of Volunteers as Probation Officers in the Metropolitan Juvenile Court. Toronto : Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles 2. Volunteers
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles 2. Bénévoles
3. Ontario

893 LEBLANC, M. (1972).
La probation juvénile au Québec: inventaire du case-
R load. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 108p.

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles 2. Québec

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles 2. Quebec

894 McFARLANE, G. (1964).
"Five Year Study on the Performance of Probation
A Officers According to Education and Orientation".
Canadian Journal of Criminology and Corrections,
6:3. 360-374.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Follow-up studies

MOTS CLES: 1. Probation 2. Etudes follow-up

895 McFARLANE, G., COUGHLAN, D.W.F., SUMPTER, A.A. (1966).
The Development of Probation Services in Ontario.
G Toronto: Queen's Printer. 111p.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

The history of probation in Ontario is traced from its beginnings in the 19th century and the present probation system is described in detail. The book contains: probation beginnings, organizing and expanding the probation services; milestones and crossroads; consolidating and strengthening probation.

896 MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT (1973).
G Report of the Manitoba Probation Service Compass Volunteer Project 1971-1973. Winnipeg.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Volunteers 3. Manitoba

MOTS CLES: 1. Probation 2. Bénévoles 3. Manitoba

897 A

MARKS, V.M. (1964).
"Report of a Committee of the Probation Officer's Association (Ontario) on Quantitative and Qualitative Aspects of Probation Work in Ontario". The Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:3. 346-359.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

898 A

MARKS, V.M., TEAR, R.S. (1969).
"Bill C-150: the New Probation Clause". Criminal Law Quarterly, 11:3. 275-281.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Legislation

MOTS CLES: 1. Probation 2. Législation

899 A

MATTE, A., O'CONNOR, J. (1965).
"Expérience de thérapie avec délinquants confiés en liberté surveillée à S.O.R.S.". Bulletin de de la Société de Criminologie du Québec, 4:2. 41-50.

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles

900 G

ONTARIO. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL. PROBATION SERVICES BRANCH (1967).
The Probation Officer's Study and Treatment of Delinquent Youth. Toronto: Department of the Attorney General. 24p.

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles 2. Ontario

901 G

ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE (1969).
Ontario Provincial Probation Service. Toronto: Department of Justice.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

902 G ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE. ONTARIO PROVINCIAL PROBATION SERVICE (1968-1970). Comparative Statistical Report: Report on the Work of Provincial Probation Officers. Toronto: Department of Justice.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Criminal statistics 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Statistiques criminelles 3. Ontario

903 G ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE. PROBATION SERVICES BRANCH. (1971). Probation Officer Occupational Monograph. Toronto: Department of Justice. 8p.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

904 A ONTARIO PROBATION OFFICER'S ASSOCIATION (1967). "An Examination of the Results of Adult Probation". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:1. 80-86.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

905 G ONTARIO PROVINCIAL PROBATION SERVICE. (1965). Handbook for Provincial Probation Officers. By Outerbridge, W.T. Toronto: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

In order to maintain an efficient balance between centralization and de-centralization, and in order to support uniformity of practice in the Ontario Probation Services, stress has been placed upon identification of those concepts which underlie

practice. This volume makes more explicit than ever before this administrative philosophy. It is designed to provide some guidelines which will direct the reader through the various facets of probation practice. The handbook contains: the history and function and law of probation; the pre-sentence investigation; probation supervision; probation in juvenile and family courts; parole supervision.

906 A

OUTERBRIDGE, W.R. (1960). "Authority - Its Use and Misuse in Probation". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 2:3. 295-309.

KEY WORDS: 1. Probation

MOTS CLES: 1. Probation

907 A

OUTERBRIDGE, W.R. (1963). "Staff Development in the Ontario Provincial Probation Services". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 320-333.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Ontario

908 G

PIRS, S. (1975). Assessment of the Probation Volunteer Program in Metropolitan Toronto. Ontario: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Volunteers 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Probation 2. Bénévoles 3. Ontario

909 PITMAN, R., STRECKER, M., YIP, C. (1973).
Parent's Perceptions of the Effect of Volunteers
G on Juvenile Probationers: A Replication.
Toronto: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles 2. Volunteers
MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles 2. Bénévoles

910 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. DIRECTION GENERALE DE LA PROBATION ET DES ESTABLISSEMENTS DE DETENTION (1969-).
G Rapports annuels. Québec: Ministère des Communications.

MOTS CLES: 1. Probation 2. Prison 3. Québec
KEY WORDS: 1. Probation 2. Prison 3. Quebec

Les présents rapports annuels fournissent le détail des réalisations de la Direction Générale de la Probation et des Etablissements de Détention. Le premier chapitre s'attaque aux réalisations de la Direction Générale proprement dite. Le deuxième chapitre traite du Service de la Probation et des réalisations de ce service au cours de l'année. Le troisième chapitre couvre le travail effectué par le Service au cours de l'année. Des renseignements statistiques sont donnés sur la population des établissements de détention. Le quatrième chapitre fournit un compte-rendu des principales décisions résultant des rencontres avec le fédéral et les autres provinces. Le cinquième chapitre donne un aperçu des initiatives pour l'année à venir.

911 QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES. SERVICE DE PROBATION POUR MINEURS DE
G MONTREAL (1974).
Une politique de sectorisation. Texte du document soumis par le comité de la sectorisation et adopté par les agents de probation pour mineurs de Montréal lors de la journée d'étude du 21 Février. 13p.

MOTS CLES: 1. Probation: juvéniles

KEY WORDS: 1. Probation: juveniles

912 SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF WELFARE. CORRECTIONS BRANCH (1967).
G Adult Probation Services. Regina: Department of Welfare.

KEY WORDS: 1. Probation 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Probation 2. Saskatchewan

913 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1967).
Propositions relatives à l'avancement de la
R liberté surveillée au Canada. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 35p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1967).
Proposals for Development of Probation in Canada. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Probation

KEY WORDS: 1. Probation

914 SZABO, D. (1969).
La probation au Québec. In: Actes du IIe Con-
R grès de Criminologie. Montréal: Editions Beauchemin.

MOTS CLES: 1. Probation 2. Québec

KEYWORDS: 1. Probation 2. Quebec

f) Libération conditionnelle/ Parole

915 AXON, L. (1973).
Parole Supervision in the National Parole
T Service. (M. A. Thesis). Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. 126p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

916 BINNIE, S. (1974).
Parole and Ontario Reform Institution Inmates.
R Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. 163p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

This report outlines plans for research into inmates' views of parole. It then describes the results of a pilot study of inmates and parole in Ontario reform institutions. Both National and Ontario parole were surveyed from the viewpoint of inmates in six Ontario reform institutions. Within this frame of reference many different aspects of parole have been considered, ranging from parole selection and parole boards to parole supervision, and from parole granting rates to inmates' occupational expectations. In each chapter the findings from the inmates' viewpoint are contrasted with other available data on parole. Discrepancies are pointed out and, where possible, conjectures are made as to the origins of the differences.

917 BERNIER, R., GAGNON, R. (1975).
Les services correctionnels et la police au
R Canada. Partie I : les problèmes pratiques de communication et de consultation: prise de décision et surveillance des détenus libérés. Sous la direction de Samir Rizkalla. Université de Montréal : Centre International de Criminologie Comparée. 162p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Police

KEY WORDS: 1. Parole
2. Police

Les auteurs de cet ouvrage analysent les problèmes de communication et de consultation qui existent actuellement entre les services policiers, les autorités correctionnelles et la Commission des Libérations Conditionnelles. Dans les publications à venir, les auteurs se proposent d'analyser les lois et les règlements régissant la libération des détenus ainsi que l'apport de la criminologie dans le calcul et la réduction des risques de récidive. L'objectif final consiste à présenter, à la suite des observations et des entrevues effectuées sur le terrain, un mode de collaboration entre les divers services du système de justice criminelle impliqués dans le processus de libération et de surveillance des détenus en milieu ouvert.

918 BONKALO, A. E. (1975).
The Effects of Mandatory Supervision on Paro-
T lees in Canada. (M.A. Thesis). Toronto: University of Toronto, Centre of Criminology. 45p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

919 BOURDON, A. (1964).
R Analyse comparative de l'influence sur le délinquant d'une sortie sous libération conditionnelle et d'une sortie fin sentence. Quatrième colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal: Société de Criminologie du Québec. 369-376.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

920 CANADA. SENAT. COMITE PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES (1970-1973).
G Délibération portant sur l'étude du système de libération conditionnelle du Canada. Ottawa : Imprimeur de la Reine.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

921 CANADA. SENAT. COMITE SENATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES (1974). (Président: Goldenberg, H. C.).
G La libération conditionnelle au Canada. Ottawa: Information Canda. 154p.
CANADA. STANDING SENATE COMMITTEE ON LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS (1974). (Chairman: Goldenberg, H. C.)
Parole in Canada. Ottawa: Information Canada. 139p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

Français

L'étude du régime des libérations conditionnelles au Canada a amené le Comité sénatorial à proposer une façon entièrement différente d'aborder la question. Le Comité s'est fait de la libération conditionnelle une conception très éloignée de la notion de l'Etat qui libère les rares détenus qui s'en sont montrés dignes.

La libération conditionnelle doit être une étape positive du processus de correction. Il ne faut pas la considérer comme l'atténuation d'une sentence, une récompense ou un moyen d'administrer les institutions pénales. Dans le régime décentralisé de libération conditionnelle que le Comité propose, il faut prévoir des dispositions législatives garantissant que tous les responsables des libérations conditionnelles agissent de façon cohérente. La législation devrait fixer des normes concernant plusieurs aspects, dont quelques-uns sont:

- l'indépendance des tribunaux de libération conditionnelle
- les pouvoirs de ces tribunaux
- les critères régissant l'octroi de la libération conditionnelle facultative et de la libération conditionnelle temporaire
- la collecte automatique de rapports et l'étude automatique des cas

English

The study into the parole system in Canada has led us to propose a fundamentally different approach to parole. The Committee has developed a concept of parole very different from the idea of the benevolent state giving clemency-type freedom to the deserving few. Parole must be a positive step in the correctional process. It is not to be regarded as sentence amelioration, clemency, proof of rehabilitation, reward, a right or a prison management function. In the decentralized parole system that the Committee proposes, legal provisions are necessary to ensure that all parole authorities perform in a consistent manner. Parole legislation should set standards with respect to :

- Independence of parole tribunals
- Powers of parole tribunals
- Criteria for granting discretionary and temporary parole
- Automatic collection of reports and cases examinations

922 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1960-).

G Rapport annuel. Ottawa : Imprimeur de la Reine.

CANADA. NATIONAL PAROLE BOARD (1960-).

Annual Report. Ottawa : Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

923 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1965-).

G Statistiques. Ottawa : Imprimeur de la Reine.

CANADA. NATIONAL PAROLE BOARD (1965-).

Statistics. Ottawa : Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

924 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1969).

G Aperçu du régime canadien de libération conditionnelle à l'intention des juges, des magistrats et des forces de police. Ottawa : Commission Nationale des Libérations Conditionnelles.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

925 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1970).

G Revenu brut des détenus à liberté conditionnelle. Enquête. Ottawa : Commission Nationale des Libérations Conditionnelles.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

926 G

CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1971).
Le système canadien de libération conditionnelle. Mémoire présenté au Sénat, par la Commission des Libérations Conditionnelles. Ottawa : Imprimeur de la Reine. 15p.

CANADA. NATIONAL PAROLE BOARD (1971).
Canada's Parole System. A Presentation to the Senate. Ottawa : Queen's Printer. 13p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

Français

Ce Mémoire a été présenté devant les Sénateurs dans le but d'expliquer les fonctions et attributions de la Commission Nationale des Libérations Conditionnelles et de dire comment elle s'acquitte de ces fonctions et attributions afin de voir disparaître l'incompréhension qui subsiste à son sujet. Les points suivants y ont été développés :

- fondement juridique du système
- la libération conditionnelle par rapport aux sentences rendues par les tribunaux
- la politique de la commission visant l'application de la libération conditionnelle
- surveillance des libérés conditionnels
- ressources et moyens à la disposition de la commission
- coordination des programmes avec les programmes des autres organismes
- nouveaux programmes

B

English

This paper was presented to the Senators to explain the functions and powers of the National Parole Board and how it fulfills these functions and powers in order to dispel any lack of understanding that may exist concerning it. The following points were explained:

- The juridic basis of the system
- Parole in relation to sentences rendered by the courts
- The Board's policy in applying parole
- Supervision of parolees
- Resources at the disposal of the Board
- Programme coordination with other agencies
- New programmes

927 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1973).

G Loi sur la libération conditionnelle des détenus. Ottawa : Imprimeur de la Reine. 18p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Législations

KEY WORDS: 1. Parole
2. Legislations

928 CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES (1963)

G Surveillance des libérés conditionnels. Guide des surveillants. Ottawa.

CANADA. NATIONAL PAROLE BOARD (1963)
Parole Supervision. A Guide for Volunteer Supervisors. Ottawa.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Bénévoles

KEY WORDS: 1. Parole 2. Volunteers

929 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973).
Rapport du groupe d'études sur la mise en liberté des détenus. (Président : Hugessen, J. K.)
Ottawa : Information Canada. 91p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973).
Report of the Task Force on Release of Inmates. (Chairman: Hugessen, J. K.)
Ottawa : Information Canada. 78p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

Français

Les chapitres du présent rapport traitent des points suivants et formulent des recommandations à leur sujet: a) la structure et le fonctionnement des mécanismes de libération conditionnelle, b) la libération conditionnelle de jour, c) la réduction de peine et la surveillance obligatoire, d) le rapport entre la libération conditionnelle et la sentence, e) le processus de sélection des détenus à être libérés sous conditions, y compris les données statistiques de base, f) les violations des conditions de libération; la méthode d'application des sanctions, g) les avantages d'un mécanisme d'appel ou de révision, h) la liaison entre le Service des libérations conditionnelles et le Service des pénitenciers. Chaque chapitre souligne dans le régime actuel, ce qui semble constituer les principales faiblesses auxquelles il faudrait remédier.

English

The report deals with the following points and recommendations concerning them: a) the organization and functioning of parole, b) day parole, c) the reduction of punishment and compulsory supervision, d) the relation between parole and the sentence, e) the process of selecting prisoners for conditional release, including the basic statistical data, f) breach of the conditions of release; the method of applying sanctions, g) the advantages of an appeal or review system, h) the

liaison between the Parole Service and the Penitentiary Service. Each chapter points out what seem to be the main weaknesses in the present system that must be remedied.

930 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL. DIVISION DE LA STATISTIQUE (1974).

G Etude de la récidive chez les libérés conditionnels, portant sur l'année qui a suivi les mises en liberté conditionelle des détenus des pénitenciers au cours de 1971. Ottawa.

CANADA. SOLICITOR GENERAL. STATISTICS DIVISION (1974).

One-Year Follow-Up of 1971 Penitentiary Parole Release. Ottawa.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Récidive

KEY WORDS: 1. Parole 2. Recidivism

931 COUSE, A. K. (1965).

"Pre-Release Preparation for Parole". The Cana-
A dian Journal of Corrections, 7:1. 31-38.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

932 CURRIE, J. A. (1973).

A Profile of the Applicants for 1-5 Days Leaves
T under the Ontario Temporary Absence Program, with an Examination of the Reason Given for their Acceptance or Rejection. (M. A. Thesis). Toronto : University of Toronto, Centre of Criminology. 46p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

933 DUPUIS, P. (1970).
R L'application de l'analyse des coûts-bénéfices aux structures des services de libération conditionnelle. Université de Montréal. Département de Criminologie. 13p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Coût de crime

KEY WORDS: 1. Parole 2. Cost of crime

934 FATTAH, E.A. (1965).
A "Les mesures de prélibération au Canada et à l'étranger". Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 4:2. 51-62.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Parole 2. Comparative study

935 GODBOUT, B.C.R. (1965).
A "Service national des libérations conditionnelles". Revue Canadienne de Criminologie, 7:1. 8-15.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

936 GRYGIER, T. (1972).
R Brief on the Parole System in Canada. Proceedings of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, No. 5. 5:1-5:23.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

937 GRYGIER, T., BLUM, F., POREBSKI, O.R. (1971).
A "Decision and Outcome: Studies in Parole Prediction". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:2. 133-146.

KEY WORDS: 1. Parole 2. Prediction

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Prévision

938 JAMES, L. (1971).
R Prisoner's Perceptions of Parole. A Survey of the National Parole System Conducted in the Penitentiaries of Ontario, Canada. University of Toronto: Centre of Criminology. 281p.

KEY WORDS: 1. Parole 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle 2. Ontario

939 JAMES, L. (1974).
Influence in the Prison Environment. Toronto: Centre of Criminology. 152p.
R

KEY WORDS: 1. Parole 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle 2. Ontario

Inmates' beliefs, attitudes, and expectations regarding parole are described in this second report of a Canadian study. The data are based on interviews with 389 prisoners serving in federal institutions located in the province of Ontario. The report examines more closely some aspects of the penal society and the influences within the institution which have helped shape the inmates' views.

940 JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA (1972).
Parole. By Lewis, F.G.P. Toronto, Ontario: John Howard Society of Canada. 29p.
R

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

941 LANDREVILLE, P. (1968).
"Taux de succès de certains groupes de détenus selon leur mode de libération". La Revue Canadienne de Criminologie, 10:2. 302-310.
A

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

942 R LANDREVILLE, P. (1972). La libération conditionnelle au Canada. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 138p. (Chercheurs: Gaudreault, A., Guénard, D., Labrecque-Nadeau, S., Nicolas, M.).

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

943 T LEVEILLE, Y. (1968). Qui libère-t-on en libération conditionnelle? Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 96p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

944 R MILLER, F.P. (1961). Parole and the Community. An Address delivered at the Annual Meeting of the John Howard Society of Windsor, Ontario. Windsor: John Howard Society. 6p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

945 G MILLER, F.P. (1964). Canada, National Parole Board. Parole for Recidivists as Effective Social Defense. Three Illustrative Case Summaries. Ottawa. 20p.

KEY WORDS: 1. Parole 2. Recidivism

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Récidive

946 T PARRY, G.D. (1973). Personality Characteristics of Parole Officers. Unpublished M.A. Thesis, University of Ottawa: Department of Criminology.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

947 NICOLAS, M. (1974).
T La suspension de la libération conditionnelle au Canada: étude exploratoire qualitative. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 138p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

948 NORMANDEAU, A. (1972).
R Image de la libération conditionnelle par les détenus et ex-détenus du Montréal métropolitain. Vol. I: Rapport général. 138p. Vol. 2: Annexes. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. (Chercheurs: Beaulne, A., Blain, R., Héroux, G., Paradis, G.).

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Québec

KEY WORDS: 1. Parole 2. Quebec

949 NORMANDEAU, A. (1973).
R Quinze libérés conditionnels. Une étude qualitative sur la représentation sociale de la libération conditionnelle chez un groupe de libérés conditionnels. Vol. I: Rapport général. 260p. Vol. 2: Procès verbaux des entrevues réalisées auprès des libérés conditionnels. 3 tomes. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. (Chercheurs: Beaulne, A., Blain, R., Héroux, G., Paradis, G.).

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Québec

KEY WORDS: 1. Parole 2. Quebec

950 REILLY, F. J. (1967).
A Comparative Study of Indian and Non-Indian
T Parole Applicants in Alberta. Unpublished Master's Thesis. Ottawa: School of Social Work, University of Ottawa.

KEY WORDS: 1. Parole 2. Indians
3. Comparative Study
4. Alberta

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Indiens
3. Etude comparative
4. Alberta

951 SELKIRK, J. F. D. (1964).
"National Parole Board Experimental Release
A of Drug Addicts". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:1. 31-34.

KEY WORDS: 1. Parole 2. Drugs

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle
2. Drogues

952 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1973).
La libération conditionnelle au Canada: exposé
R officiel de politique. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 30p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1973).
The Parole System in Canada. An official statement of Policy. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association. 27p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

Français "La libération conditionnelle au Canada" constitue le mémoire que la Société soumet au Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles. Il s'agit d'un exposé officiel de poli-

tique qui suggère vingt-sept (27) recommandations pouvant faciliter la simplification du système actuel de la libération conditionnelle au Canada et pouvant ainsi le rendre plus souple en supprimant d'inutiles restrictions. La nécessité d'établir un système plus simple doit constituer un des principes directeurs des modifications apportées à la libération conditionnelle. L'introduction d'un système simplifié devrait s'accompagner d'un programme d'explication des divers secteurs: les délinquants, les responsables de son application et le public. Les recommandations touchent entre autres les points suivants: nature et valeur de la libération conditionnelle, nature et valeur de la surveillance obligatoire, responsabilité fédérale provinciale, éléments d'un système de libération conditionnelle, suspension, déchéance et révocation, libération conditionnelle des détenus purgeant un emprisonnement à vie, surveillance, appréciation du succès.

English

"Parole System in Canada" is the title of a brief submitted to the Senate Committee on juridic and constitutional affairs by the Association. It is an official policy paper that makes twenty-seven (27) recommendations to facilitate the simplification of the present parole system in Canada, as well as to make it more flexible by eliminating unnecessary restrictions. The need to establish a simpler system should be one of the guiding principles underlying any changes made with regard to parole, and the introduction of this simplified system should be accompanied by an explanatory programme for all concerned: offenders, those responsible for the application of parole and the public. The recommendations concern the following: the nature and value of parole, the nature and value of compulsory supervision, federal and provincial responsibility, the elements of a parole system, parole of prisoners serving a life sentence, supervision, evaluation of success.

953 T

STRATHY, P. (1961).
The Meaning of Parole Supervision to Prison Inmates Prior to their Release on Parole. Unpublished M.A. Thesis. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

954 A

STREET, T.G. (1960).
"The National Parole Board". Criminal Law Quarterly, 2:4. 415-419.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

In the treatment of criminals the emphasis should be on reformation rather than on retribution. Those who respond and indicate they intend to reform should be paroled and those who do not should remain in prison. The dual purpose of parole is the reform and rehabilitation of the inmate and the protection of the public. The function of the National Parole Board is to select inmates from all prisons in Canada for the granting of parole. The Board is not a reviewing authority with respect to the sentence, and parole is not a matter of clemency and is not granted on compassionate or humanitarian grounds. A parolee serves the balance of his sentence in society but subject to restrictions and conditions designed for his own welfare and the protection of the public. If he misbehaves, his parole may be suspended or revoked, or if he commits a further indictable offense, it is automatically forfeited. He is then returned to the institution to serve the balance of his sentence which remained unexpired at the

time parole was granted. All sentences of two years and over are automatically reviewed after they have served one-third, or 4 years whichever is the lesser; 7 years in an ordinary life sentence, and 10 years if a sentence of hanging is commuted to life imprisonment.

955 A

STREET, T.G. (1967). "Correctional Education in Canada as it Relates to Performance on Parole". Journal of Correctional Education, 19:2. 12-13.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

956 T

THERRIEN, A. (1967). Analyse des facteurs de prédiction du succès en libération conditionnelle. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 107p.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

Dans ce travail, l'auteur définit tout d'abord la libération conditionnelle et son rôle dans le traitement de la conduite déviante. Il fait ensuite l'historique des études criminologiques sur la prédiction pour en arriver à la méthode qu'il a employée. Finalement il analyse les résultats obtenus quant aux sujets qui constituent son échantillon et qui sont représentatifs de la population des libérés conditionnels de la région de Montréal.

957 V

WALLER, I. (1974). Men Released from Prison. Toronto: University of Toronto Press. 273p.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

This study investigates a sample of 423 men released from Ontario Federal penitentiaries. Of these, 210 were paroled and 213 were discharged unconditionally at expiration of sentence (the latter group consisting of 113 men who never applied for parole and 100 who did apply but were refused). Apart from providing a substantial amount of data on the men as inmates, the author offers an intensive analysis of their progress as ex-prisoners during their first five weeks, six months, and 12 months from release, supplemented with information from questionnaires completed by parole supervisors, and police data on arrests and convictions during a 24-month follow-up period. Of the 213 men unconditionally released at expiration of sentence, 144 or 68% were re-arrested within 24 months of their release. Of the 210 men selected for parole, 93 or 44% were similarly re-arrested or had their parole revoked within 24 months from their release. The study concentrates on the extent to which the penitentiary experience alone, compared with the combined experience of penitentiary and parole, effects any increase or reduction in the likelihood of recidivism and the reintegration into the society of the men released from prison.

The author also considers the implications of his research for penal policy and discusses some alternative methods of dealing with offenders. His commitment is to humanitarian and rational reform with an emphasis on cost-benefit.

958 WALLER, I. (1975).
"Quelques directions nouvelles par la libération
A conditionnelle ". Revue Canadienne de Criminologie, 17:1. 35-44.

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

959 ZEITOUN, L. (1966)
"The Social Adjustment of 'Lifers' on Parole".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:2. 146.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

CHAPITRE IV/CHAPTER IV

B. INSTITUTIONS ET SERVICES CORRECTIONNELS/ CORRECTIONAL INSTITUTIONS AND SERVICES

B. INSTITUTIONS ET SERVICES CORRECTIONNELS/ CORRECTIONAL INSTITUTIONS AND SERVICES

1. Généralités/ General

960 ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1972).

G Corrections Branch. Annual Report. Edmonton: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Alberta

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Alberta

These reports contain:
- annual report of the training division which pursues the goal of developing a comprehensive program for all staff in the Alberta Correction Service in terms of induction, remedial, upgrading and developmental training experience.
- annual report of the superintendent, adult probation and family court services. This section gives information on organization, personnel, staff development and training. It gives also statistical summary and programs of prevention of Adult Probation Service and the Family Court Services.
- annual report of the correctional institutions. This report is confined to a discussion of statistics, their trends over the years, and their significance.

961 ALBERTA. SOLICITOR GENERAL (1974).

Annual Report. Edmonton: Solicitor General.

G 30p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Alberta

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Alberta

This report covers activities related to the branches of the department (Law Enforcement Branch, Corrections Branch, Probation Service, Finance and Administration Division, Training Division, Personnel Services) for the fiscal year ended March 31, 1974, a full twelve -month period. In Appendices, we have graphics and statistics on Correctional Branch establishment, institution personnel position, staff turnover, average daily adult institution population, inmate statistical analysis, average daily population in all institutions, average daily population at Calgary, Fort Saskatchewan and Lethbridge institutions, average daily population in Peace River, Nordegg, Bowden and Belmont institutions; correctional institutions-- expenditure report and probation services: statistical summary.

962 R BAILEY, J. S. , HANN, R. G. (1972). Systems Analysis and the Corrections System in Ontario: A Preliminary Study. Toronto : Centre of Criminology. 37p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Ontario

This report summarizes the results of a pilot study investigating the possibilities of using systems analysis techniques in the management activities of the corrections aggregate found in Ontario. The report first explains the meaning of a "systems approach" to corrections activities. The Ontario Corrections aggregate is then described as a system. In addition, a prototype computer simulation model

of this corrections system is developed to illustrate both the feasibility and potential benefits of using systems analysis techniques to support corrections management decision-making.

963 BARRINGTON, R.W. (1973).
R Implementation of the Recommendations Contained in the Studies of the Correctional Systems of New Brunswick and Prince Edward Island. Canadian Congress of Criminology and Corrections. Regina.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. New Brunswick 2. Prince Edward Isla

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Nouveau-Brunswick
3. Ile-du-Prince-Edouard

964 CAMPBELL, M.F. (1970).
A Century of Crime. Toronto: McClelland and Stewart,
V

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

965 CANADA. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES (1971).
Services correctionnels dans les Territoires du Nord-
G Ouest. Rapport du comité d'étude par Jubinville R., Territoires du Nord-Ouest: Ministère des Affaires Sociales. 125p.

CANADA. DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT (1971).
Correction Services in the Northwest Territories. Report of the Study Committee, by R. Jubinville. Northwest Territories. Department of Social Development. 123p.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Territoires du Nord-Ouest

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Northwest Territories

Français

Dans ce rapport, le Comité fait l'évaluation des programmes correctionnels actuellement en vigueur dans les territoires du Nord-Ouest, l'examen des ressources matérielles disponibles par rapport aux programmes de rééducation. Le Comité étudie la portée des services correctionnels actuels sur la prévention du crime et tient compte de l'utilisation de cette étude pour l'éducation du public et pour encourager les citoyens à s'intéresser et à participer à la prévention et à la correction du crime. Le Comité s'est intéressé surtout à l'oeuvre accomplie par le service de liberté surveillée, par le pénitencier de Yellowknife et son satellite, le camp correctionnel, et par le Centre de Formation professionnelle des jeunes délinquants de Fort Smith. Le Comité s'est intéressé dans la mesure où certaines de ses fonctions ont une influence sur les organismes correctionnels à d'autres aspects de l'administration de la justice pénale, à savoir le maintien de l'ordre et le système judiciaire. Le but de ce rapport est de déclencher une période de changement et d'adaptation. Le Comité espère que ses recommandations seront bien acceptées; il croit que leur application sera profitable. Pour atteindre les objectifs proposés, il faudra plus de consultation et de discussion avec ceux qui travaillent dans les domaines de la correction, du droit, du maintien de l'ordre, avec d'autres organismes du gouvernement, ainsi qu'avec des groupes organisés et le public en général.

English

In this report, the Commission makes an evaluation of the correctional programmes presently in force in the Northwest

Territories and looks at the material resources available for rehabilitation programmes. The Commission studies the effects of the present correctional services on the prevention of crime and notes the use of this study to educate the public and to encourage the citizens to take an interest and participate in the prevention and correction of crime. The Commission was particularly interested in the work accomplished by the probation service, by the Yellowknife Penitentiary and its associated service, the correctional camp, and by the Vocational Training Centre for juvenile delinquents at Fort Smith. It was interested to know the extent to which certain of their functions influence the correctional agencies, other aspects of the administration of criminal justice, namely, law enforcement and the judicial system. The aim of the report is to launch a period of change and adaptation. The Commission trusts that its recommendations will be received; it believes their application would be advantageous. To attain the objectives proposed, there would have to be further consultation and discussion with those working in the fields of correction, law and law enforcement and with other government bodies as well as with organized groups and the general public.

965a CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1971).
Les services correctionnels du Canada. Ottawa:
G Solliciteur Général.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1971).
Canada's Correctional Services. Ottawa: Solicitor General.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

966 CANADIAN CORRECTIONAL ASSOCIATION (1965).
"Special Number on Canadian Correctional Services".
A The Canadian Journal of Corrections, 7:3.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

967 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1960-).
G Annual Reports of the Director of Corrections. Victoria: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Colombie-Britannique

This annual report gives information about correctional facilities and names of regional correctional centres, specialized young-offender facilities and facilities for chronic alcoholics. Chapter one deals with probation, chapter two with offenders in custody (male and female admissions, immigration cases, juveniles, British Columbia Indians, work release on admission to a correctional centre...), chapter three with regional correctional facilities (education, industries...), chapter four with young-adult training centres (vocational training, forest camps...), chapter five with treatment of alcoholics (release and aftercare, Halfway Houses...) and the others, with medical services, chaplains' services, and British Columbia Board of Parole.

968 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1973).
G Task Force on Correctional Services and Facilities. Victoria: Queen's Printer. 216p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Colombie-Britannique

This Task Force examines the services now provided to persons found to be in conflict with the law

and makes recommendations for the establishment of other facilities. The detention, remand and correctional facilities available for juvenile and adult offenders, both men and women, the facilities available for children under 17 years of age who have been transferred to Adult Court and are serving sentences, are examined too. The Task Force makes arrangements with the Consultation Centre of the Department of the Solicitor General for consultative services in specialized areas, recommendations, bearing in mind the needs of both the community and the persons found to be in conflict with the law, for the future development of correctional services within British Columbia, and provides a blue-print for such development with special attention to drug dependency, alcoholism and sex offenders and other individuals needing Drug and Forensic clinic services.

969 EDINBOROUGH, A. (1960).
Public Opinion, Crime and Corrections. An Address
R delivered at St. Catherines, at the Annual Meeting of John Howard Society of St. Catherines. 4p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Opinion publique

970 FAGAN, J. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction
A and Region Across Canada. Newfoundland."
Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 392-395.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Terre-Neuve

971 FAGUY, P.A. (1973).
"The Canadian Penal Systems of the Seventies".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:1. 7-12.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

972 FAVREAU, G. (1964).
Reforming Canada's Correctional System. Paper
R presented to the Canadian Corrections Association. Montreal. 5p.

KEY WORDS: 1. Administration of justice
2. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Administration de la justice
2. Services correctionnels

973 GAUTHIER, M. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction
A and Region Across Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 395-406

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

974 GROSMAN, B.A. (1964).
Taking a Fresh Look at Correctional Institutions.
R Address delivered at the Annual Meeting of the John Howard Society of Kingston, February. Kingston: John Howard Society. 9p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

975 HART, J. E. (1962).
Correctional Trends in Alberta. Address delivered
R at the Annual Meeting of the John Howard Society. Edmonton, April 27. 8p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Alberta

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Alberta

976 HENHEFFER, B. W. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction
A and Region Across Canada. Maritimes". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4 387-389.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Maritimes

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Maritimes

The Canadian correctional system or systems have shown a distressing lack of coordination as well as a high diversity of methodology. It has been proposed that Canada should have one system of corrections. However, lack of resources and number of prisoners make this difficult. There appears to be little hope for the federal system to incorporate the provincial systems. The author therefore discusses what can be done in the Maritimes with the resources available. It is necessary to abandon so far as possible the decentralized system of county jails for the treatment of offenders. A second need for the institutional program is the development of a community oriented system of corrections. By this is meant, the development of programs by, for, and within the community which will provide the inmate with the specialized training he

requires. A third need is to develop the ancillary services of a correctional program: probation and after-care services. A program of public relations is needed to sell the correctional programs to those who pay for it and encourage greater participation in the program and greater acceptance of those who graduate from the program.

977 ILE DU PRINCE-EDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND. DEPARTMENT OF JUSTICE (1971).

G Report of the Prince Edward Island Corrections Study Committee. By Barrington, R.W. Charlottetown: Department of Justice. 65p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Prince Edward Island

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Ile-du-Prince-Edouard

Section I of this report presents information on crime on the island; section II gives recommendations of the Committee, followed by probation supervision, institution program; section III, food services, laundry facilities, new construction and planning, i.e. organizational structure; section IV, (re-classification and upgrading of jailor positions), agencies working together; section V, John Howard Society - developing a new role, employment of ex-inmates for special projects, and some legislative and policy changes; section VI, bail practice and procedure, prohibition of imprisonment for debt, legislation for legal aid.

978 KELLY, M., BEDARD, G.M., BEGG, C.M., MURPHY, A. (1971). "Brief on Corrections Policy in Ontario".

A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:4. 340-351.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Ontario

979 KIRKPATRICK, A.M. (1960).
"Correcting Corrections". Criminal Law Quarterly, 2:4. 420-436.
A

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

980 LEE, J.D. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction and Region Across Canada. Alberta". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 427-431.
A

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Alberta

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Alberta

981 LEWIS, F.G.P., LINDORES, P. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction and Region Across Canada. Private Agencies". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12-4. 438-444.
A

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Private agencies

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Agences privées

982 McGRATH, W.T. (1960).
Planning Canada's Correctional System. An Address to Annual Meeting of the John Howard Society of Peterborough, Ontario. Peterborough: John Howard Society. 6p.
R

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

983 McILRAITH, G. (1970).
"Development in Federal Corrections in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 526-533.
A

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

984 G MANITOBA. THE NORTHERN CORRECTIONS COMMITTEE (undated). A Report on Corrections in Northern Manitoba. By Boyce, J.R. Manitoba: Minister of Corrective and Rehabilitative Services. 102p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Manitoba

The subject of this study is the improvement of the criminal justice system in Northern Manitoba. The questions to be addressed in this report were posed by the Government due to concern over the present condition of the Pas Correctional Institution and the future development of correctional services in Northern Manitoba. Since Corrections does not function in isolation from the Police, Courts, and Probation, it was necessary to gain an understanding of the roles of those agencies in Northern Manitoba in any assessment of the development of Correctional services. The Committee discussed available programs, resources, proposed activities and anticipated development in assessing the potential involvement of the private sector in the future of corrections in Northern Manitoba. The Committee carried out inquiries with northern communities, judges, probation officers, police, special constables, and others who were concerned with the criminal justice system in Northern Manitoba. This effort was in recognition of the fact that the criminal justice system not only affects law-violators, but their families and communities. Therefore, this study endeavoured to elicit community concerns with the current system and to gain insights into community needs of this system through soliciting community recommendations for improvement.

985 NINE, J. (1970).
"A Plan Concerning the Future of Corrections in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 342-346.

A

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

986 NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK. CORRECTIONAL PROGRAM DIRECTOR (1964-).

G

Annual Reports. Fredericton: Department of the Attorney General.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. New Brunswick

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Nouveau-Brunswick

These activity reports are issued annually by the Correctional Program Director. The focus throughout the year, in addition to the staff recruitment and evaluation, is to provide the staff in the jails with the best possible working conditions, having regard to the physical structures and the limitations of the staff, both in numbers and in quality. A second focus is to provide the inmate in these institutions with clean quarters and facilities which are conducive to promoting better attitudes toward his own betterment.

987 NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK. DEPARTMENT OF JUSTICE (1969).

G

Report of the New Brunswick Corrections Study Committee. By Barrington, R.W. Fredericton: Corrections Branch, County Court House. 76p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. New Brunswick 3. Inmates

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Nouveau-Brunswick 3. Détenus

The inmate population has been evaluated in this Report. Committee members have met with a large number of staff members and interested citizens. Program practices in other jurisdictions have been reviewed as to their usefulness here, and technical questions have been discussed with well-known authorities in the field. The main "Action-oriented" recommendation was that the Springhill Minimum Institution, which was being closed by the federal government, be acquired and used on an inter-provincial basis as an alcoholic treatment center for convicted alcoholic offenders.

988 NOUVELLE-ECOSSE/NOVA SCOTIA. ATTORNEY GENERAL. ADULT PROBATION SERVICE (1974).
G Atlantic Provinces Corrections and Criminology Association's 10th Annual Conferences. Held at the Springhill Institution. Springhill: Attorney General.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Maritimes

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Maritimes

989 ONTARIO. DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES (1969).
G The Ontario Plan in Corrections. Adult Male Institutions. Toronto: Department of Correctional Services. 24p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Ontario

990 ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES (1967-).
G Annual Reports. Toronto: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Ontario

991 A PLAMONDON, R. (1970). "Correctional Needs and Planning by Jurisdiction and Region Across Canada. Quebec". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 406-413.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Quebec

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Québec

992 A PRICE, R.R. (1974). "Bringing the Rule of Law to Corrections". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:3. 209-255.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

In this paper the author discusses parole and prison decision-making, and legal remedies, in the light of the preceding remarks. The approach is avowedly reformist. It assumes that prisons will remain with us, that they must be made to work better--hopefully with rehabilitation potential. How best the rule of law can be introduced in a manner that contributes to the over-all development of correctional objectives is less certain in relation to some types of correctional decision-making than to others. And yet, in much of this area research, conceptual inquiries and carefully considered alternatives are precisely what are required. The lesson, then, is surely that we must avoid attempting to resolve these issues in a context of "battle" and proceed deliberately, flexibly, and probably even experimentally, to introduce and monitor legal review and grievance procedures that appear to have most to offer to both inmate protection and correctional development. In this way, the civil liberties challenge may yet give way to a collaborative effort between law and correction.

993 SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF WELFARE (1971).
Corrections Study Committee Report. Regina:
G Department of the Solicitor General. 76p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Saskatchewan

The beginning of the report contains a summary of recommendations about the following sections (Organization of Corrections in Saskatchewan, Institutions, Indians-Metis Offender...) In section I, extent, nature of crime and crime projections are explained in the incidence of crime in Saskatchewan. Section II gives us the present operation of Police, Judiciary and Corrections in Saskatchewan. In section III, we have a systems approach to the problem (concepts, design, criminal justice system and master planning council for the criminal justice system). In section IV, speaking about the present organization of corrections in Saskatchewan, the Committee tells us in conclusion, that programs are conducted in a fragmentary manner, with no overall plan or system of priorities. There is uncoordinated use of facilities and community resources, but most important, there is a lack of overall leadership in corrections. In section V, titled "Corrections as an Integrated Sub-system in the Criminal Justice System", it is the opinion of the Committee that only by a separate organization within the department will corrections have the opportunity to gain any priority in terms of the allocation of resources within the department, and be able to fit into the total criminal justice system as a viable sub-system. Section VI, with community correctional services; section VII,

the institutions; section VIII, the Indian-Metis offender (policing of reserves, prevention...); section IX, the special offender groups (alcoholics, drug users, juveniles); section X, staff development; section XI, research and development and section XII, parole: the position taken by the committee at this time is that parole is not a major area of concern in terms of the other priorities seen by the Committee, and it can be dealt with at a later stage.

994 A SHOOM, S. (1970). "Correctional Needs and Planning by Jurisdiction and Region Across Canada. Saskatchewan". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 423-427.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Saskatchewan

995 A SIREN, A. (1972). "An Analysis of Correctional Services for Adults in Ontario". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:3. 268-281.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Ontario

This article discusses changes during the past decade in attitudes and policy within the corrections system of Ontario, designed to promote the goal of rehabilitation. These changes are characterized predominantly by a shift away from the belief that correctional institutions exist solely to protect society from the criminal offender, and towards the attitude that society is best protected by returning

productive, contributing ex-inmates to the community. Legislation which consolidated all services related to corrections is summarized, and details are provided on improvements in correctional staffing, jail facilities, adult offender institutional programs and probation and parole services.

996 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1967-).
Rapports annuels. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1967-).
Annual Reports. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

997 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1968).
Actes du Congrès Canadien de Criminologie 1967.
In : Numéros de Janvier et Avril 1968 de la Revue Canadienne de Criminologie.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1968).
Proceedings of the Congress of Corrections 1967.
In : January and April 1968 issues of the Canadian Journal of Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

998 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1969).
Actes du Congrès Canadien de Criminologie 1969.
In : Numéro d'octobre 1970 de la Revue Canadienne de Criminologie.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1969).
Proceedings of the Canadian Congress of Corrections 1969. In: October 1970 Issue of the Canadian Journal Of Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

999 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1971).
Actes du Congrès de Criminologie 1971.
R CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1971).
Proceedings of the Canadian Congress of Corrections 1971.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

1000 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1973).
Compte rendu du Congrès Canadien de Criminologie 1973. Regina, Saskatchewan.
R CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1973).
Proceedings of the Canadian Congress of Criminology and Corrections 1973. Regina, Saskatchewan.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Bénévoles 3. Maladie mentale

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Volunteers 3. Mental illness

Français La Société Canadienne de Criminologie a été formée le 1er février 1956 par la fusion de deux organismes de vieille date: le Canadian Penal Association et la Division de la délinquance et de la criminalité du Conseil Canadien du Bien-Etre. Le but de la Société Canadienne de

Criminologie est d'aider à développer et à promouvoir l'administration de la justice criminelle et des services connexes, et ce, à un haut degré de qualité et d'efficacité, compte tenu de l'évolution sociale et économique constante du Canada, avec application aux agences publiques et privées s'occupant d'enfants et d'adultes dans le domaine de la prévention du crime, de l'application de la loi et de la correction.

Depuis 1967, la Société organise des Congrès canadiens de criminologie: ce sont des conférences biennales qui réunissent des représentants de tous les secteurs du domaine de la justice criminelle ainsi que des citoyens. Le premier congrès canadien s'est tenu à Halifax, Nouvelle-Ecosse, du 25 au 30 juin 1967. Le thème du congrès était le traitement et la formation dans le domaine correctionnel. Le congrès de 1969 a eu lieu à Vancouver, Colombie-Britannique; les conférences ont porté entre autres sur les descriptions des programmes de réhabilitation tant au niveau adulte que juvénile, dans les dix provinces canadiennes. Le congrès de criminologie de 1971 s'est tenu à Ottawa; une quarantaine d'ex-délinquants y ont assisté à titre de délégués. Le congrès de 1973 a eu lieu à Regina, Saskatchewan du 24 au 29 juin 1973: on y a parlé entre autres d'institutions correctionnelles, du rôle de bénévoles dans des thérapies de groupe en milieu institutionnel, du malade mental en contact avec la loi.

English

The Canadian Criminology and Corrections Association was created on February 1st, 1956, by the amalgamation of two already established organizations: the Canadian Penal Association and the Crime and Delinquency Division of the Canadian Welfare Association. Because of the constant social and economic evolution of Canada, its aim is to help develop the administration of criminal justice and allied services and promote a high degree of quality and efficiency, applicable as well to both public and private agencies for adults and children in the field of crime prevention, law enforcement and corrections.

The Association organizes a Canadian Congress of Criminology and Corrections every two years, convening

representatives of all sectors of the criminal justice field as well as citizens. The first Congress was held in Halifax, Nova Scotia, from the 25th to the 30th of June, 1967. The subject under discussion was treatment and training in the correctional field. The Congress of 1969 took place in Vancouver, British Columbia; it concerned the existing rehabilitation programmes for adults and juveniles in the ten Canadian provinces. The 1971 Congress was held in Ottawa, about forty ex-delinquents attending as delegates. In 1973, the Congress was convened in Regina, Saskatchewan, from the 24th to the 29th of June; the discussion included correctional institutions, the role of volunteers in group therapy within the institution, the mentally ill in contact with the law, etc.

1001 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1974).
Evènements survenus au Canada dans le domaine de la correction. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 49p.
R
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1974).
Developments in the Corrections Field in Canada. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association. 54p.

MOTS CLES: 1. Criminologie
2. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Criminology
2. Correctional Services

1002 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1974).
Répertoire des services de correction du Canada. Ottawa : Société Canadienne de Criminologie.
R
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1974).
Directory of Correctional Services in Canada. Ottawa : Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

KEY WORDS: 1. Correctional Services

1003 SPENCER, J., STREET, T.G., BUCHANAN, E.E., SMITH, S., ROCKSBOROUGH SMITH, S. (1965).
A "Canadian Correctional Services". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:3. 249-376.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

1004 TALBOT, C.K. (1975).
A "Crimcare: A Modest Proposal for Private Practice in Corrections". Criminology Made in Canada, 2:2. 87-103.

KEY WORDS: 1. Correctional Services

MOTS CLES: 1. Services correctionnels

1005 TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. MINISTRY OF JUSTICE (1973).
G Report of the Newfoundland Corrections Study Committee. St. John's: Ministry of Justice. 30p.

KEY WORDS: 1. Correctional Services 2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Services correctionnels 2. Terre-Neuve

The purpose of the study is to make a general evaluation and assessment of the present correctional services of the province covering both adult and juvenile jurisdictions. It contains a summary of recommendations about the administrative organization of correctional services, organizational priorities, probation services- adult and juvenile, juvenile justice and procedures, special training school facility, chronic drunkenness and corrections, jurisdiction act, adult detention and correctional institutions, parole and temporary absence, police roles, voluntary non-governmental services, pro-

vincial/ federal cooperation and 57 other recommendations at the end of the report. Section I explains the study methods, section II gives information on crime in Newfoundland and section III, identification of problem areas--police roles and community relationships, juvenile offenders, female offenders, training schools, parole...

1006 WILKINS, C. F. (1970).
"Correctional Needs and Planning by Jurisdiction
A and Across Canada. Northwest Territories" Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 420-423.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Northwest Territories

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Territoires du Nord-Ouest

1007 TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES. DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT
G (1969-1970).
Annual Report. Corrections Services. Northwest Territories. Department of Social Development.

KEY WORDS: 1. Correctional Services
2. Northwest Territories

MOTS CLES: 1. Services correctionnels
2. Territoires du Nord-Ouest

1008 WARDROPE, G. C. (1961).
Modern Correction Methods in Ontario. Paper
R presented at the Third Biennial Canadian Congress of Corrections.

KEY WORDS: 1. Prisons
2. Correctional Services
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Services Correctionnels
3. Ontario

2. Prisons et pénitenciers/ Prisons and Penitentiaries

a) Généralités/General

1009 AKMAN, D. D. (1966).
"Homicides and Assaults in Canadian Penitentiaries".
A Canadian Journal of Corrections, 8:4. 284-299.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Homicide
3. Capital Punishment

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Homicide
3. Peine capitale

During the debates concerning the abolition of capital punishment held in 1966 in the Canadian Parliament, an amendment was presented favoring its preservation in the case of murder committed in prison. According to statistics, 102 assaults (two of which resulted in death) against prison officials and fellow prisoners were committed in Canadian prisons in 1964 and 1965. The majority of the perpetrators were offenders sentenced for larceny. Analysis suggests that the commutation of death sentences into life imprisonment does not present additional hazards for prison personnel or prisoners. Consequently, the preservation of capital punishment as proposed in the amendment in the Canadian Parliament is not recommended.

1010 BOUCHARD, C. (1964).
"Rénover et repenser les prisons dans le cadre de
R la réforme pénale". Quatrième colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal: Société de Criminologie du Québec. 245-252.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Réforme pénale

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Penal Reform

1011 BRACKEN, D. C. (1974).
An Evaluation of the Montgomery Centre: a Community Corrections Centre. Toronto: Centre of Criminology, University of Toronto.
R

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

1012 CANADA. COMMISSAIRE DES PENITENCIERS (1960-1968). Rapports annuels. Ottawa: Imprimeur de la Reine.

G CANADA. PENITENTIARIES COMMISSIONER (1960-1968). Annual Reports. Ottawa: Queen's Printer.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Statistiques

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Statistics

Français

Ces rapports nous font part des activités du Commissaire des pénitenciers. La première partie, consacrée à la Division de la formation des détenus aborde les sujets suivants: le classement des détenus dans les institutions, les programmes d'éducation des détenus, les bibliothèques institutionnelles, les cours de formation professionnelle et de métier, les programmes d'art et d'artisanat, la religion et les programmes récréationnels. La Division de l'organisation et de l'administration traite de planification de la main-d'oeuvre, de classification, traitement et formation du personnel , ainsi que de relations de travail. La Division des Services et Approvisionnements rapporte des statistiques sur le service d'alimentation, les soins du ménage, le contrôle des machines et de l'outillage de bureau, la buanderie, les vêtements des fonctionnaires et des détenus, le service agricole, les achats. La Division des Services des Finances fait état des dépenses totales pour la construction, l'administration, le fonctionnement et l'entretien. La Division industrielle fait rapport de formation industrielle, services de production et marché des produits, nomination et formation du personnel industriel. La Division des Services médicaux fait rapport sur les soins médicaux, les soins psychiatriques, les soins dentaires, la recherche et les conditions hygiéniques dans les pénitenciers. La Division des Services de liaison (information au public, relations extérieures) et la Division des Recherches sur la correction font également part de leurs activités. Après 1968, les rapports annuels

du Commissaire des Pénitenciers sont inclus dans ceux du Solliciteur Général.

English

These are reports on the activities of the Commissioner of Penitentiaries. The first part, devoted to the Prisoner Training Division, deals with the following subjects: the classification of prisoners in the institutions, educational programmes for prisoners, institutional libraries, professional and vocational training courses, arts and handicrafts programmes, religion and recreational programmes. The Organization and Administration Division deals with the planning of labour, classification, the salaries and training of the personnel as well as labour relations. The Services and Supplies Division reports statistics on food supplies, maintenance, machines and offices equipment, laundry, the clothing of the personnel and inmates, the agricultural service and purchases. The Finance Division gives an account of the total expenditures for construction, administration, operations and maintenance. The Industrial Division reports on industrial training, production services and marketing of products, the appointment and training of industrial personnel. The Medical Services Division submits a report on medical, psychiatric and dental care, research and hygienic conditions in the penitentiaries. The Liaison (informing the public, external relations) and the Research Division on correction also report their activities. Since 1968, the annual reports of the Penitentiary Commissioners have been included in those of the Solicitor General.

1013 G

CANADA. CANADIAN PENITENTIARY SERVICE (1972). Regional Reception Centres (Programme Outline). Solicitor General.

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

1014 CANADA. CANADIAN PENITENTIARY SERVICE (1972). Speech by Chief, Special Programs, to the Elizabeth Fry Society. Ottawa: Solicitor General.
G

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

1015 CANADA. CANADIAN PENITENTIARY SERVICE (1972). The Living Unit Program. Ottawa: Solicitor General.
G

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

1016 CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1965). Institution Leclerc. Ottawa: Ministère de la Justice. 22p.
G
CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE (1965). Leclerc Institution. Ottawa: Department of Justice.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

1017 CANADA. PENITENTIARY SYSTEM (1972). Resume of Activities and Programs. Ottawa: Ministry of the Solicitor General.
G

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

1018 CANADA. SERVICE CANADIEN DES PENITENCIERS (1974)

G La clé du progrès. Ottawa: Service Canadien des Pénitenciers. 30p.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

1019 CHOUINARD, J. Me (1966).

R Le rôle de la prison dans le contrôle et la prévention de la criminalité. Conférence prononcée par Me Julien Chouinard, c. r., sous-ministre de la Justice au Québec, au premier congrès de la Société de Criminologie du Québec. Université de Montréal. 21p.

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

1020 COLLETTE-CARRIERE, R. (1971).

T Le tatouage dans la sous-culture carcérale. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 137p.

MOTS CLES: 1. Tatouage 2. Prisons

KEY WORDS: 1. Tatooing 2. Prisons

1021 COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA (1973).

G Facility Description. Victoria: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers
2. Colombie-Britannique

1022 CORBEIL, N. (1975).
Bilan historique du programme des unités résidentielles: le cas de Cowansville. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 210p.
T

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

Le service canadien des Pénitenciers a intégré à l'intérieur de ses structures carcérales, un programme appelé: Programme des Unités Résidentielles. Ce mémoire porte sur la mise en application de ce programme à l'Institution de Cowansville (P.Q.). La planification générale et la mise en application du programme se sont effectués de façon fort surprenante pour un programme de cette envergure. Cependant, quelques années après avoir été mis en application le programme souffre de nombreuses carences d'ordre budgétaire et administratif ce qui en retarde grandement l'évolution positive. Le programme des Unités Résidentielles doit connaître des modifications importantes s'il veut atteindre un minimum d'efficacité.

1023 CORMIER, B. M. (1964).
Réflexions sur des prisons communes. In : Société de Criminologie du Québec. Quatrième Colloque de Recherche sur la délinquance et la criminalité. 497-515.
R

MOTS CLES: 1. Prisons

KEY WORDS: 1. Prisons

1024 CORMIER, B. M. (1962).
L'anatomie d'une prison et d'un pénitencier.
R Présenté au troisième Colloque de Recherche sur la délinquance et la criminalité. Montréal. 20-24.

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

1025 DUBOIS, P. (Ed.) (1971).
Les directeurs de prisons provinciales se pro-
R noncent. Rapport de synthèse d'une journée d'étude des directeurs de prison du Québec, le 26 juin, au CEGEP Marie-Victorin, présenté au Solliciteur Général. Montréal. 39p.

MOTS CLES: 1. Prisons

KEY WORDS: 1. Prisons

1026 FARMER, C. (1964).
Canadian Penitentiary Statistics and Research: A
T Functional Analysis. Unpublished M. A. Thesis. University of British Columbia: Department of Anthropology and Sociology.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Statistics

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Statistiques

1027 FIELDER, E. S. (1973).
Penal Structure and Organizational Reform: The
R Emergence of Influence Dynamics within a Medium Security Institution. Halifax, N. S.: Dalhousie University, Faculty of Graduate Studies.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries
2. Penal Reform

MOTS CLES: 1. Pénitenciers
2. Réforme pénale

1028 FORNATARO, J. V. (1970).
"Adult Correctional Services, Detention Centres,
A Prisons, Citizen Participation and the Voluntary Agency". Comments on Chapters 14, 15, 17, 20 and Appendix E of the Report of the Canadian Committee on Corrections. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:3. 265-273.

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Volunteers

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Bénévoles

1029 FRECHETTE, M., ELIE, D., RIBORDY, F. X. (1970).
Recherche pénitentiaire. Rapport final 1970.
R Université de Montréal: Ecole de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers
2. Psychologie: tests

KEY WORDS: 1. Penitentiaries
2. Psychology : tests

1030 FULTON, E. D. (1961)
Re-Direction of Canada's Federal Penitentiaries.
R Paper presented at the third Biennial Canadian Congress of Corrections, may. Toronto.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

1031 GAUTHIER, M. (1966).
Conférence: le service des prisons de la Province de Québec, situation présente et projets d'avenir. 27p.
R

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Quebec

1032 GARDNER, J. E. (1969).
"The Canadian Penitentiary Service Ten Year Plan" Canadian Journal of Criminology and Corrections, 11:4. 271-282.
A

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

The Canadian Penitentiary Service Ten Year Plan of Institutional Development, 1963-contains the intentions of that service for its new institutions: plan, administrative divisions, projected numbers of inmates and degrees of security for them, and some very general statements of priciple about treatment. The maximum security provisions of this plan have been the center of a great deal of controversy. Some of the issues relating to this maximum security controversy are discussed.

1033 GROSMAN, B. A. (1966).
The County Jail: the Front Door of Corrections. Address delivered at the Annual Meeting of the John Howard Society of London, February. London, Ontario: John Howard Society. 8p.
R

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1034 GRYGIER, T. (1974).
Surveys of Needs and Resources of the Ottawa-
R Carleton Regional Detention Centre. Ottawa:
Centre of Criminology, University of Ottawa.
18p.

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1035 HOOPER, H. M. (1964).
"The Modernization of Canada's Jails". Cana-
A dian Journal of Criminology and Corrections,
6:4. 453-462.

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1036 JACKSON, M. (1974).
"Justice Behind the Walls-A Study of the Disci-
A plinary Process ina Canadian Penitentiary".
Osgoode Hall Law Journal, 12:1. 1-103.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

1037 KIRKPATRICK, A. M. (1962).
"Prisons and their Products". Canadian Jour-
A nal of Criminology and Corrections, 4:3.

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1038 LANDREVILLE, P., MENGHILE, C., PEPIN, P. (1974).

R Description de la population de l'établissement de détention de Montréal. Subvention accordée par la Fondation Donner à la Ligue des Droits de l'Homme du Québec pour une étude sur l'état des prisonniers et les droits des détenus du Québec. 53p.

MOTS CLES: 1. Prisons
2. Droits des détenus

KEY WORDS: 1. Prisons
2. Prisoners'Rights

Peu d'études ont été faites sur les prisons provinciales où les peines d'incarcération sont de courte durée. Cette recherche vise à combler cette lacune en explicitant les diverses caractéristiques de ceux qui ont séjourné à la prison de Bordeaux (Montréal). Deux échantillons de la population admise à Bordeaux ont été analysés. A la suite de cette étude, le rôle principal de la prison apparaît comme se résumant à l'incarcération, pour de courtes périodes, des délinquants ayant commis des délits mineurs et diversifiés. Dans 47.7% des cas, l'incarcération aurait pu être évitée par le paiement de l'amende.

1039 LAPLANTE, J. (1974).

R Evaluation du programme au Centre de Détention Régional Ottawa-Carleton. Ottawa : Centre de Criminologie, Université d'Ottawa. 42p.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Ontario

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Ontario

1040 LEBEL, B. (1975).
Le Centre Régional de Réception: son rôle
T et ses structures. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 101p.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Québec

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Quebec

1041 McGRATH, W. T. (1967).
"Canada's Most Pressing Prison Problems".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 9:3. 195-197.

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

1042 McHUGH, A. (1974).
Les établissements de détention provinciaux
R et l'administration de la justice au Québec.
In : XVe Congrès Annuel de la Société de Criminologie du Québec.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Administration de
3. Québec la justice

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Administration of
3. Quebec Justice

1043 MacLEOD, A. J. (1962).
The Changing Canadian Prison. An Address delivered at the Annual Meeting of the John Howard
R Society of London, Ontario. London: John Howard Society. 6p.

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1044 MAILLOUX, N. (1965).
"Le rôle de la prison dans la réhabilitation du
A criminel". La Revue Canadienne de Criminologie,
7:1. 77-92.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Rehabilitation

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Rehabilitation

Nos prisons n'offrent guère aux détenus une ambiance propice à une éducation sociale, qui, seule, peut les acheminer vers une réhabilitation définitive. Elles contribuent plutôt à accentuer un processus de dissocialisation qui les ancre davantage dans leurs attitudes négatives.

Certains administrateurs estiment que toute l'attention doit se porter sur le problème du logement en raison du dangereux surpeuplement de nos institutions. Comme si l'expérience avait démontré que la prison a rempli avec succès la fonction salutaire que la société continue de lui attribuer, ils croient effectuer une réforme pénale authentique en bâtissant tout un réseau d'édifices, d'allure moderne où la sécurité sera assurée par des dipositifs électroniques. La société ne pouvant mieux se protéger contre ses criminels qu'en les rendant au plus tôt capables de s'adapter à ses exigences et de vivre paisiblement dans son sein, il est évident que nos institutions pénales doivent être conçues en fonction de ce rôle primordial qu'on leur assigne. Jusqu'à présent on n'a trouvé rien de mieux après avoir donné la chasse au malfaiteur que de l'enfermer derrière une grille flanquée de gardiens et de le garder en respect. Il faudra donner à des éducateurs spécialisés le savoir dont ils ont besoin mais aussi il faudra les aider à se donner une personnalité d'une trempe exceptionnelle.

Il est évident qu'on ne peut aider quelqu'un à reprendre contact avec la réalité sociale en l'enfermant dans une cellule où il n'aperçoit ni ciel ni terre. En créant de nouvelles institutions notre préoccupation doit être de rééduquer et de réhabiliter ceux qui y seront envoyés à cette fin. Ce jour-là, ces institutions qu'on appelle des prisons deviendront vraiment humaines et le nom qu'on leur donne ne sera peut-être plus le même.

1045 MAILLOUX, N., CIALE, J., LEDUC, LAMBERT, CUMAS, S., TANGUAY, (1962)

R Comité d'étude chargé de procéder à la refonte et à l'amélioration des règlements de la prison de Montréal. Rapport inédit.

MOTS CLES: 1. Prisons
2. Droits des détenus
3. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons
2. Prisoners' Rights
3. Quebec

1046 ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES (1973).

G Regional Detention Centre, Hamilton. Toronto : Ministry of Correctional Services. 164p.

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Ontario

1047 OUIMET, R. (1964).

"Institutions pénales dans un monde en évolution".

A Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 3:2. 25-32.

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

Il convient de voir la nécessité d'établir des normes de progrès dans le monde en évolution dans lequel nous vivons. Il n'est pas question de transformer les institutions pénales en cliniques médicales, institutions d'enseignement, usines industrielles ou centres sociaux et récréatifs. Mais il semble que l'on doive les élever au rang d'organismes professionnels assis sur cinq concepts principaux: 1) le maintien de la sécurité dans des bornes bien définies 2) la classification des prisonniers en quatre groupes: nouveaux, intraitables(ou irrécupérables) traitables et déficients 3) quant aux prisonniers traitables, on doit d'abord s'intéresser à solutionner leurs problèmes avant d'établir un programme de traitement, et ensuite travailler à les resocialiser 4) la répartition du personnel de correction en cinq zones précises: a) exécutif b) administratif c) professionnel d) sécuritaire e) préposé au traitement 5) l'adaptation de l'architecture des institutions pénales en fonction des concepts précités.

Il devrait y avoir quatre types distincts d'institutions pénales: 1) un centre de réception pour les nouveaux prisonniers 2) un centre de sécurité maximum pour les intraitables 3) un type normal d'institution pénale avec services de traitement pour ceux qui sont récupérables et enfin 4) une institution spécialisée, à la fois prison, hôpital et centre d'instruction pour les déficients.

1048 OUTERBRIDGE, W. R. (1974).
Public Perceptions and Penal Reality: Some Issues
R of Prison and Parole. University of Toronto: Faculty of Social Work. 17p.

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Parole
3. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Libération conditionnelle
3. Opinion publique

1049 PARADIS, G. (1974).
Carcérologie québécoise: le cas de Bordeaux.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 325p.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Quebec

Cette recherche, qui est une recherche contextuelle, critique et contemporaine (Bordeaux, l'une des plus vieilles prisons du Québec) a pour but de questionner les fondements de la criminologie criminologique carcérale ou de la carcérologie. Elle a pour avantage de tenir compte de la double perception, directe et indirecte, que nous avons de tout phénomène historico-politico-psycho-social. Elle remet en question "l'évolution" historique de la carcérologie québécoise par le biais des idéologies et de la criminologie elle-même.

1050 PHILIPS, J. (1966).
The Concrete Womb. Ottawa: National Parole
R Board. 7p.

KEY WORDS: 1. Prisons

MOTS CLES: 1. Prisons

1051 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE (1970).
Règlement No. 1 relatif aux établissements de dé-
G tention. Québec: Ministère de la Justice.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Quebec

1052 QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. SERVICE DES PRISONS (1968).

G Rapport annuel. Québec: Ministère de la Justice.

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Quebec

1053 RUSSON, G. W. (1974).

You Ate my Steak. Adelgrove, British Columbia,

V Frontier.

KEY WORDS: 1. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

All persons in the field of corrections have one thing in common... the prisoners with whom they work. However, defining the word " prisoner" is contingent upon one's relationship with him/her which defines not only the prisoner, but also the person with whom he relates. Rarely does an " outsider " have the opportunity to share in this relationship. Dr Gordon W. Russon , a canadian psychiatrist, permits the reader to see the prisoner through his eyes and over twenty years of experience.

The stories of prisoners unfold their lives in prison ("inside") incontrast to life "outside". Although "inside" generally pertains to life within the prison walls, in Russon's book the prisoner is shown as a person, who fells "inside" even while outside the prison walls, as in work camps, etc. Also, one will note in this book that the prisoners presumably find working a privileged enterprise and much preferable to sitting in their cells. The work of prisoners extends well beyond that of the mythical rock-breaking enterprise and includes activities such as volunteering to fight forest fires, working in bush camps or returning a sick guard to a prison even though this means breaking rules to complete the task.

If Russon's book only described incidents or events

with prisoners, it would be worthwile reading. However, in addition to this, Russon provides many insights about prisoners and the world in which they live. For example, he suggests that the offender does not simply have problems in dealing with authority figures but rather sees himself as being unable to relate to persons in authority because he is so unlike them. Russon's knowledge of prisons is shown by his astute observation that although there is often a problem of differentiating the prison staff from the inmates, the staff are in control and the inmates are controlled. It is a helpful book for anyone working in corrections. The description of prisoners and the philosophy of corrections presented in this small book can be extremely valuable to city, state, provincial, or federal correctional programs.

1054 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1964).
Numéro spécial de la Revue Canadienne de
A Criminologie consacré aux prisons, 6:4.
401-498.

MOTS CLES: 1. Prisons

KEY WORDS: 1. Prisons

1055 SWEENAY, B. (1976).
"La prison et la responsabilité collective." Crimino-
A logie, 9:1. 151-162.

MOTS CLES: 1. Prisons

KEY WORDS: 1. Prisons

1056 SYLVAIN, P. (1972).
Les praticiens du domaine correctionnel s'interro-
R gent sur l'administration de la justice en matière criminelle. Troisième rapport: Pénitenciers, agences privées, probation, libération conditionnelle.

Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 184p. (Directeurs: Landreville, P., Normandeau, A.)

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Probation
3. Libération conditionnelle
4. Agences privées

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Probation
3. Parole 4. Private Agencies

Pour faire suite au Rapport Prévost (1969), qui dans son analyse des différents services fournis au criminel pour sa réhabilitation a accordé une attention toute particulière aux praticiens, l'auteur a voulu étudier le point de vue du personnel. Les différents groupes ont été consultés dans le but de connaître comment ils perçoivent leur travail et le fonctionnement de leur service, leur opinion sur l'efficacité de leur action et leurs réactions face aux nouvelles mesures correctionnelles. Le volume rapporte les résultats des statistiques obtenues et leur analyse ainsi que les questionnaires soumis aux différents groupes de praticiens.

1057 TROYER, J. G., FREASE, D. E. (1975).
"Attitude Change in a Western Canadian Penitentiary".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 17:3. 250-262.

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

1058 WALLER, I., CHAN, J. (1974).
"Prison Use: a Canadian and International Comparison".
A Criminal Law Quartely, 17:1. 47-72.

KEY WORDS: 1. Prisons
2. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Prisons
2. Etude comparative

The authors discuss some of the key elements in deciding what definitions to use to compare countries' or states' use of prison. They compare statistical rates for recent years and examine some trends over time and have found Canada, with a rate of 93.3 persons in prison per 100,000 persons in the population, to have a rate similar to that of other Commonwealth countries and northern rural U.S. states, but much higher than southern European or Scandinavian countries and much lower than Finland or the more populous U.S. states. They list a few of the more important explanations and challenge the reader and hopefully other researchers to think about these reasons.

The question still remains as to whether these variations are justified. The variations in number hide huge variations in conditions and costs. Given the little that systematic analysis has shown us about criminal justice dispositions, it is unlikely that these variations are associated with any extra protection, reduction in crime or indeed retributive relief for the public. It is also unlikely that these disparities are the result of equal consideration before the law. While the discretion to place a person in prison is human, it is not necessarily just or humane.

b) Architecture

1059 G CANADA. SOLICITOR GENERAL (1972). Physical Components of Correctional Goals. By McReynolds, K. Ottawa: Information Canada. 114p.

KEY WORDS: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Architecture: prisons et pénitenciers

This study sets out to identify a design process where the architect can use correctional goals in the design of correctional facilities. The approach to the problem use three categories of variables to identify the complexity of interrelationships. These categories include the physical components, the operational characteristics for implementing correctional programmes and the behavioural patterns for residents and staff. Main findings of the study outline the importance of access to public transportattion and community resources. The study is explorative in a subject for which there are few analytical precedents. The findings should not be taken as final conclusions but as stepping stones for more systematic investigations.

1060 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1971). Plans des établissements fédéraux à sécurité maximale. Ottawa : Ministère du Solliciteur Général. 49p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1971). Design of Federal Maximum Security Institutions. Ottawa: Department of the Solicitor General. 45p.

MOTS CLES: 1. Architecture: prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries

Français

L'objectif de ce rapport est l'élaboration des principes fondamentaux en ce qui concerne les définitions, le programme, la dotation en personnel et les plans des installations des établissements fédéraux à sécurité maximale. Les principes, puis les recommendations et enfin les perspectives sont exposés. La représentation géographique des principes et notions contenus dans la description des installations se retrouvent en appendice.

English

The object of this report is to establish basic principles concerning the definition, the programme, the endowment of personnel and the designs for the installation of fede-

ral maximum security institutions. The principles, recommendations and finally the prospects are presented. The geographic plan of the principles and ideas contained in the description of the installations is found in the appendix.

1061 CIALE, J. (1965).
Prison Design and Rehabilitation Programs. An
R address delivered at Kingston on February 16, at the Annual Meeting of the John Howard Society in Kingston. Kingston : John Howard Society. 12p.

KEY WORDS: 1. Prisons 2. Reeducation
3. Architecture: Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Rééducation
3. Architecture: prisons et pénitenciers

1062 MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT. THE MANITOBA YOUTH CENTRE (1970).
G Project Program. Final Report. Winnipeg: Queen's Printer. 62p.

KEY WORDS: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Architecture: prisons et pénitenciers
2. Manitoba

This program of requirements outlines the correctional objectives and physical characteristics envisioned for the Centre. Correctional objectives here are defined to be implemented through correctional programs in three categories: operational procedures, treatment techniques and services. They are correlated with staff and physical space requirements to establish a set of space relationships.

CONTINUED

5 OF 9

Not only do the programs have many functional interrelationships, but they have many staff and space requirements in common. The overlapping of these requirements are identified through programs or activities and assessed to provide the space allocation requirement for the project architects to create a design concept.

1063 G

ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES (1973).

Program of Requirements for the Hamilton Regional Detention Centre. Prepared by : McReynolds, K. L. Willowdale, Ontario : Ministry of Correctional Services. 164p.

KEY WORDS: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Architecture: prisons et pénitenciers 2. Ontario

The Hamilton Regional Detention Centre (HRDC) will replace the existing Hamilton Jail housed in a 100 year old building on Barton Street. This programme of requirements outlines the correctional concepts to be implemented and the spatial needs and physical characteristics envisioned for the Centre. First, the terms to be employed are defined, followed by an examination of the clientele who will use the facility. Next, the correctional concepts to be implemented and the staffing requirements are explained. The concepts are then examined through many techniques interms of function, staff requirements and spatial needs. Interactional relationships between techniques are identified which permits the development of spatial clusterings in the design concept. The last section summarizes the spatial needs for each technique and combines them to determine total spatial needs. An outline of the physical principles to follow completes the programme.

1064 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1964).
Critères du lieu et de l'architecture des pri-
R sons. Ottawa : Société Canadienne de Criminologie. 5p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1964).
Criteria for Prison Location and Structure. Ottawa : Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries

KEY WORDS: 1. Architecture: prisons et pénitenciers

1065 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1964).
Critères à retenir pour déterminer l'emplace-
R ment et le rôle des maisons d'arrêt. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 9p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1964).
Criteria for Location and Function of Jails. Ottawa : Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Architecture: prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Architecture: Prisons and Penitentiaries

c) Classification

1066 BLAIN, R. (1975).
Un système de classement des détenus en institu-
T tions provinciales. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 138p.

MOTS CLES: 1. Classification des détenus
2. Québec

KEY WORDS: 1. Classification of inmates
2. Quebec

1067 CARLSON, K. A. (1970).
A Multivariate Classification of Reformatory Inmates. University of Western Ontario.
R

KEY WORDS: 1. Classification of inmates

MOTS CLES: 1. Classification des détenus

1068 GAULIN, C. (1973).
Les critères de sélection utilisés au Centre de Réception de Saint-Vincent-de-Paul. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 138p.
T

MOTS CLES: 1. Classification des détenus
2. Pénitenciers 3. Québec

KEY WORDS: 1. Classification of inmates
2. Penitentiaries 3. Quebec

1069 GROSMAN, A. (1964).
" The Proposed System of Regional Detention and Classification Units in Ontario. Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:4. 436-441.
A

KEY WORDS: 1. Classification of inmates
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Classification des détenus
2. Ontario

1070 PETTIT, D. E. (1962).
"A Classification System for Inmate Popula-
A tion in Saskatchewan Goals based on a Concept of Interpersonal Maturity". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 4:4. 251-252.

KEY WORDS: 1. Classification of inmates
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Classification des détenus
2. Saskatchewan

1071 TOLHURST, G. (1964).
"Comments on the Application of Russon's De-
A sign for Clinical Classification of Offenders". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:2. 192-200.

KEY WORDS: 1. Classification of inmates

MOTS CLES: 1. Classification des détenus

d) Dissociation

1072 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975).
Rapport du groupe d'étude sur la dissociation
G (James A. Vantour, président). Ottawa: Solliciteur Général. 101p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975).
Report of the Study Group on Dissociation (James A. Vantour, chairman). Ottawa : Solicitor General.

MOTS CLES: 1. Dissociation
2. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Dissociation
2. Penitentiaries

Français

La dissociation est la séparation du détenu de l'ensemble de la population carcérale pour l'une ou l'autre des trois raisons fondamentales suivantes: empêcher des détenus d'être harcelés par certains de leurs compagnons, punir un manquement grave ou manifeste à la discipline et assurer le fonctionnement ordonné de l'établissement.

Les objectifs de la présente recherche sont triples: elle étudie d'abord l'utilité de la dissociation comme mesure punitive, puis son efficacité comme mesure de protection de certains détenus et enfin les conditions de vie faites aux détenus dans le cadre de ces deux types de dissociation, tant au point de vue de l'humanité du traitement que des effets négatifs de l'isolement prolongé.

Enfin le Comité d'étude propose un certain nombre de modifications aux règlements régissant la détention et le traitement des détenus isolés ainsi qu'aux méthodes de dissociation utilisées. Des recommandations quant à la sélection et la formation du personnel des unités de dissociation sont également présentées.

English

Dissociation is the removal of an inmate from the general inmate population for any on of these basic reasons: to protect certain inmates from harassment by other inmates, to serve as a means of punishment for serious or flagrant disciplinary offences and to ensure the orderly operation of the institution. The objectives of the study are threefold: the usefulness of dissociation as a method of punishment, the effectiveness of dissociation as a means of protecting inmates and the living conditions which exist in both types of dissociation from the point of view of humane treatment and the negative effects of prolonged isolation. The Study Group proposes a number of changes in the regulations governing the custody and treatment of dissociated inmates as well as the process by which they are dissociated. Recommendations are made regarding the segregation and training of staff for dissociation areas.

1073 GENDREAU, P. (1972).
Solitary Confinement of Prisoners: An Assess-
R ment of the Effects on the Personal Constructs and Stress Levels of Inmates. Trent University.

KEY WORDS: 1. Dissociation

MOTS CLES: 1. Dissociation

1074 LEMIRE, G. (1966).
La punition en milieu carcéral. Mémoire de
T maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 104p.

MOTS CLES: 1. Dissociation

KEY WORDS: 1. Dissociation

1075 SUEDFELD, P. (1974).
"Solitary Confinement in the Correctional
A Setting: Goals, Problems and Suggestions." Corrective and Social Psychiatry, 20:10-20.

KEY WORDS: 1. Dissociation

MOTS CLES: 1. Dissociation

e) Droits des détenus/Prisoner's rights

1076 BOYER, R. (1973).
"Canadian Penology and the Rights of Prisoners."
A Criminology Made in Canada, 1: 1. 43-61

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

1077 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973).
Quelques données sur l'enquêteur correctionnel.
G Ottawa: Solliciteur Général.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus
2. Ombudsman

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights
2. Ombudsman

1078 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1974-).
Rapport annuel de l'enquêteur correctionnel.
G Ottawa: Information Canada. Annuel
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1974-).
Annual Report of the Correctional Investigator.
Ottawa: Information Canada. Annual

MOTS CLES: 1. Droits des détenus
2. Ombudsman

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights
2. Ombudsman

Français

Le ler juin 1973, le Solliciteur Général du Canada a établi le poste d'Ombudsman pour enquêter sur les plaintes des détenus. Le rapport annuel présente un compte-rendu des réclamations et des problèmes des détenus des pénitenciers canadiens qui ont été soumis à l'enquêteur correctionnel. Seuls les cas d'intérêt général ont été sélectionnés pour ce rapport. Des données statistiques sont fournies quant aux catégories de réclamations et de décisions qui ont été rendues, ainsi que sur le classement des demandeurs par région et par institution. On trouve en annexe un résumé des réclamations et des décisions.

English

On June 1st, 1973, the Solicitor General of Canada established the position of Ombudsman to investigate prisoner's complaints. The annual report presents an account of the demands and problems of the inmates of the Canadian penitentiaries that were submitted to the correctional investigator. Only cases of general interest were selected for the

report. Statistical data is furnished on the categories of demands and the decisions that were rendered, as well as on the classification of the petitioners by region and by institutions. There is a resumé in the appendix of the demands and decisions rendered.

1079 A DANDURAND, Y. , FLEISCHMAN, J. ,GIBSON, J. (1973). "Inmates' Rights - a General Perspective". Criminology Made in Canada, 1: 1. 35-43.

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

MOTS CLES: 2. Droits des détenus

1080 A DUMONT, H. , LANDREVILLE, P. (1973). "Discipline et droits des détenus dans les institutions pénales au Québec". Revue Canadienne de Criminologie, 15:4. 412-442.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus
2. Prisons
3. Québec

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights
2. Prisons
3. Quebec

Dans cet article, les auteurs nous renseignent sur le processus disciplinaire qui, dans les institutions pénales, pour être juste et perçu comme tel par le détenu, devrait se conformer aux six prérequis suivants: 1) Les infractions et les sanctions disciplinaires ainsi que toutes les procédures qui régissent l'audition d'une plainte contre l'autorité disciplinaire compétente doivent être déterminées par une loi ou un règlement. 2) Les lois, règlements, directives et instructions relatifs aux droits, privilèges, responsabilités et obligations du détenu, ainsi que toute la procédure relative à l'élaboration d'une plainte doivent être communiqués par écrit aux détenus et accessibles au public. 3) Les règles de procédure régissant le fonctionnement du tribunal disciplinaire doivent garantir aux détenus un "procès" juste et équitable. 4) Les membres de ce tribunal doivent être compétents et

impartiaux. 5) Dans certains cas, on doit pouvoir en appeler des décisions de ce tribunal. 6) Il doit y avoir dans chaque service pénitentiaire des inspecteurs qualifiés et indépendants. Les auteurs visent alors à comparer ces prérequis aux lois et règlements qui régissent les pénitenciers canadiens et les établissements de détention du Québec. Ils tentent aussi de démontrer que ces principes ont pour la plupart été énoncés depuis fort longtemps par les humanistes et pénologues et qu'ils ont tous été reconnus par les administrations pénitentiaires les plus progressistes, mais qu'ils sont souvent oubliés dans nos institutions québécoises et canadiennes.

1081 GAUTHIER, M. (1973).
Droits de l'homme et droits des détenus. Texte
R présenté à l'occasion du 14e Congrès annuel de la Société de Criminologie du Québec. 10p.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

L'auteur fait des commentaires sur les règles minima pour le traitement des détenus telles que tracées par les Nations Unies lors du 4e Congrès de 1970 tenu à Kyoto, au Japon. Au Québec, la situation s'améliore d'année en année, et une importance de plus en plus grande est accordée aux droits des détenus, bien que la situation soit encore loin d'être parfaite. Une première phase de ce travail consistait à modifier la mentalité du personnel en place et l'amener à considérer les personnes incarcérées comme des individus qui ont besoin d'aide et de conseil. Cette première phase a été atteinte, mais de nombreuses difficultés restent à surmonter. Bien que la réalité concrète au Québec ne réponde pas encore entièrement aux normes, les progrès réalisés au cours des dernières années sont de bon augure pour l'avènement progressif d'un système correctionnel qui saura assurer à la fois la protection de la société et la réhabilitation du criminel.

1082 GUENTHER, P. (1975).
"Enfranchisement for Prisoners: A Look at
A Present Laws and Practices". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 17:3. 206-215.

KEY WORDS: 1. Prisoners'rights

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

1083 KAISER, G.E. (1971).
"The Inmate as Citizen: Imprisonment and
A the Loss of Civil Rights in Canada". Queen's Law Journal, 1:2. 208-277.

KEY WORDS: 1. Prisoner's rights

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

1084 LANDREVILLE, P. (1973).
"L'application des règles minima pour le trai-
A tement des détenus au Canada". Acta Criminologica. 147-172.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

Les conditions de détention dans les prisons du Canada et ailleurs n'ont pas été sans reproche au cours des ans bien qu'elles se soient grandement améliorées depuis quelques années. Les efforts déployés par les pénologues au sein de la Commission Internationale Pénale et Pénitentiaire ont abouti à l'adoption des règles minima pour le traitement des détenus au Premier Congrès des Nations Unies pour la Prévention du Crime et le Traitement des Délinquants, tenu à Genève en 1955. Puis,le Conseil Economique et Social a approuvé l'ensemble des règles minima et a invité les gouvernements à envisager favorablement leur adoption et leur application. Après une brève étude l'auteur constate que les règles minima pour

le traitement des détenus ne sont pas ordinairement protégées par des lois, des règlements ou même par des directives dans les institutions pénales au Canada. En outre, la situation de ces règles est plus précaire face aux textes provinciaux du Québec qu'aux textes régissant les pénitenciers. Cependant, même si les textes révèlent des lacunes très graves, les conditions de détention dans les institutions pénales au Québec sont beaucoup plus conformes aux exigences des règles minima. Mais ces conditions ne relèvent que du bon vouloir des autorités et ne peuvent être soumises à aucun contrôle. Elles sont considérées comme des privilèges plutôt que comme des droits. Faisant suite à ces constatations, l'ensemble des règles minima devrait être considéré comme la charte des droits de tout individu privé de sa liberté, qu'il soit inculpé ou non. Pour ce faire, il faut 1) que les garanties prévues par les règles soient incorporées dans les législations fédérale et provinciale. 2) que soient mieux connues les règles par tous les services autorisés et groupes intéressés, y compris les détenus et le public. 3) que soient donnés aux détenus des moyens de faire valoir leurs droits. 4) qu'on procède à une évaluation des mesures nécessaires à l'application des règles, des moyens à mettre en oeuvre et des résultats obtenus.

1085 LIGUE DES DROITS DE L'HOMME. OFFICE DES DROITS DES DETENUS (1973).

R Enquête publique sur la détention et la réhabilitation au Québec. Tenue les 8 et 9 décembre à l'Ecole Emile Nelligan. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus
2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights
2. Quebec

1086 LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (1973).

R Rapport d'enquête de l'office des droits des détenus sur le Centre de Prévention Parthenais. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

Le 16 novembre 1972, la Ligue des Droits de l'Homme annonçait la création d'un Office des droits des détenus et le début d'une vaste enquête sur les conditions de détention et les droits des détenus au Québec. A cette occasion, la Ligue s'était dite fortement préoccupée par le Centre de Prévention Parthenais. Ce rapport présente les conditions de détention au Centre Parthenais, la conception architecturale du Centre, le travail, les loisirs, les exercices physiques, le plein air, le personnel, le processus disciplinaire, les contacts avec le monde extérieur, la nourriture, de même que les recommendations les plus urgentes à ce sujet.

1087 LIGUE DES DROITS DE L'HOMME. OFFICE DES DROITS DES DETENUS (1974).

R Message aux détenus des pénitenciers du Québec. Montréal: Ligue des Droits de l'Homme. 5p.

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

1088 RYAN, S. (1962).

R Loss of Civil and Political Rights, on Conviction of a Criminal Offence. Kingston, Ontario: Joyceville Institution. 15p.

KEY WORDS: 1. Prisoners' rights

MOTS CLES: 1. Droits des détenus

f) Emeutes/Prison riots

1089 BOUCHARD, C.A. (1966).
Les émeutes dans le cadre de la réforme pénitentiaire. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 141p.
T

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons

KEY WORDS: 1. Prison riots

La présente étude aspire à contribuer à la science criminologique par le dégagement de certaines règles qui prendront une valeur générale et dont la connaissance permettra dans une premier stade de perfectionner les méthodes de prévention par la description des causes et la prescription des remèdes, puis, à échéance plus lointaine, de susciter la recherche plus approfondie du grave phénomène qui fait l'objet de ce travail. L'auteur fait appel à une variété de notions telles que la défense sociale, l'individualisation de la peine, la psychosociologie des foules, la dynamique du comportement, la redoutabilité individuelle ou collective, notions qui indiquent le lien entre le comportement normal et le comportement "anormal" d'individus qui participent à une émeute. Cette étude brosse un tableau de la transformation de la peine et de la socio-psychologie des phénomènes collectifs, du phénomène de l'émeute, de l'évolution historique des prisons, de l'évolution des pénitenciers au Canada et de l'historique des émeutes depuis la Confédération (1867-1962), ainsi que des cas types d'émeutes. La conclusion expose le bilan.

1090 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1971).
Rapport de la Commission d'Enquête sur le soulèvement survenu au pénitencier de Kingston. (Président: Swackhammer, J. W.). Ottawa: Information Canada. 67p.
G

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1971).
Report of the Commission of Inquiry into certain Disturbances at Kingston Penitentiary During April, 1971. (Chairman: Swackhammer, J. W.). Ottawa: Information Canada. 63p.

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons
2. Ontario

KEY WORDS: 1. Prison riots
2. Ontario

1091 CIALE, J. (1962).
Prison Riots, Classification and Treatment.
R Paper presented at the Third Research Conference on Crime and Delinquency. University of Montreal: Department of Criminology.

KEY WORDS: 1. Prison riots
2. Prison

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons
2. Prisons

Considering prison riots in Canada as a costly and dramatic symptom of an inadequate penal system, the author discusses the implications and possibilities of treatment. He lists a great number of prison riots after the Second World War, in Canada, emphasizes the important finds of psychologists and sociologists and makes some suggestions, giving attention to prognosis on the basis of each inmate's personality factors and anti-social tendencies as well as his rehabilitation potentiel. Finally, the author thinks it essential to develop a penal-correctional philosophy of a bold and radical nature for Canada.

1092 DESROCHES, F. (1972).
The April 1971 Kingston Penitentiary Riot. Unpub-
T lished M.A. thesis. University of Toronto: Centre of Criminology. 73p.

KEY WORDS: 1. Prison riots 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons
2. Ontario

1093 DESROCHES, F. (1974).
"Patterns in Prison Riots". Canadian Journal of
A Criminology and Corrections, 16:4. 332-351.

KEY WORDS: 1. Prison riots

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons

1094 DESROCHES, F. (1974).
"The April 1971 Kingston Penitentiary Riot".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections,
16:4. 317-331.

KEY WORDS: 1. Prison riots
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Emeute dans les prisons
2. Ontario

During the evening of Wednesday, April 14, 1971, while leaving the recreation hall, six inmates of Kingston penitentiary attacked five guards and took over the prison. They then freed the inmates from their cells and barricaded the entrance to the Dome which is the Control Centre of the penitentiary. The guards were held captive during the riot while the leaders of the inmates demanded that the government negotiate with them. This article is a description of the incidents which took place during this four-day revolt.

g) Enseignement et formation/Vocational training

1095 BELCASTRO, F. P. (1969).
"The Use of Programmed Instruction in Canadian
A Correctional Institutions". The Canadian Journal
of Corrections, 11:4. 233-239.

KEY WORDS: 1. Prisons and penitentiaries: education

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers: éducation

1096 A CAMPBELL, D. D. (1974). "Developing Continuing Education in the Correctional Institution: Some Principles and Practices". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:2. 117-132.

KEY WORDS: 1. Prisons and penitentiaries: education

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers: éducation

1097 R LETTE, M. (1972). Cours en informatique dans deux pénitenciers du Québec: des cription des cours et analyse des résultats obtenus. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 85p. (Chercheurs: Bellerose, R. , Fleury, G.).

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers: éducation
2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons and penitentiaries: education
2. Quebec

h) Evasions/Escapes

1098 G CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973). Cinq évasions de l'institution de Cowansville entre le 14 avril 1973 et le 1er mai 1973 impliquant 9 détenus. Ottawa: Solliciteur Général. 91p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973). The Escape of Nine Inmates in Five Separate Incidents at Cowansville Institution Between 14 April - 1 May, 1973. Ottawa: Solicitor General. 73p.

MOTS CLES: 1. Evasions
2. Québec

KEY WORKS: 1. Escapes
2. Quebec

1099 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973).
Rapport préliminaire de la commission sur
G l'évasion de cinq détenus, le 13 mai 1973, du Centre de Développement Correctionnel (Québec) situé à Ville de Laval, province de Québec. Ottawa: Information Canada. 35p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973).
Preliminary Report by the Commission on the Escape of Five Inmates, on 13 May 1973, from the Correctional Development Centre (Quebec), in the city of Laval, province of Quebec. Ottawa: Information Canada. 33p.

MOTS CLES: 1. Evasions
2. Québec

KEY WORDS: 1. Escapes
2. Quebec

1100 DANDURAND, Y. (1974).
La fugue survenant durant l'espace de post-cure.
T Mémoire de maîtrise inédit. Université d'Ottawa: Département de Criminologie. 143p.

MOTS CLES: 1. Fugue

KEY WORDS: 1. Escapes

i) Prisons pour femmes/Women's prisons

1101 BENSON, M. (1971).
Admissions to the Provincial Correctional Centre
R for Women in Ontario. Working Paper no. 5. Elizabeth Fry Society.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Female Delinquency
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Délinquance féminine
3. Ontario

1102 COUTTS, D. (1961).
An Examination of the Social Structure of the
T Women's Unit. Unpublished M.A. Thesis.
University of British Columbia: Department
of Anthropology and Sociology.

KEY WORDS: 1. Women's prisons

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes

1103 COVERDALE REPORT. NEW BRUNSWICK (1972).
A Consultation Committee Appraisal of Correctional
G Services for Women in New Brunswick, Nova Scotia
and Prince Edward Island. A study prepared for the
Board of Governors, Interprovincial Home for Women, Coverdale, Moncton, New Brunswick. Moncton:
Board of Governors. 152p.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Female Delinquency
3. Maritimes

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Délinquance féminine
3. Maritimes

The project was organized to provide a consultative review of correctional services for the female offender in the Maritimes. It's major purposes are : a) to review Interprovincial Home for Women, Converdale Road, New Brunswick in all phases of its operation, including programming and financing. b) to review the correctional services for female offenders in the Maritimes, including examination of the role of the Interprovincial Home in regard to the long term planning of services for women offenders, and to develop a plan representative of both public and private organizations. c) to present a plan and a suggested timetable for implementing the recommendations resulting from the consultative review. The Committee recommendations are summarized at the beginning of the report and are referenced to the particular section of the text from which they are drawn.

1104 ELIZABETH FRY SOCIETY OF KINGSTON (1975). A Reception Centre for Female Offenders; the
R Pilot Project to Be Built in the Kingston Area for those Women Sent to the Prison for Women, Kingston. Kingston, Ontario: Elizabeth Fry Society.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Ontario

1105 LAMBERT, L. R. , MADDEN, P. G. (1974). Summary of the Vanier Centre for Women.
G Research Report no. 1. An Examination of the Social Milieu. Ontario: Ministry of Correctional Services. 8p.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Female delinquency
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Délinquance féminine
3. Ontario

1106 MADDEN, P. G. , LAMBERT, L. R. (1974). Length of Time in Vanier, Attitudes and first
G Year Recidivism. Toronto: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Recidivism 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Récidive
3. Ontario

1107 ONTARIO. DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES (1969).

G The Vanier Centre for Women. Toronto: Department of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Female Delinquency
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Délinquance féminine
3. Ontario

1108 SANDERSON, M. (1973).

T Ennismore: a Study of a Female Correctional Institution. Unpublished M.A. Thesis. University of British Columbia: Department of Anthropology and Sociology.

KEY WORDS: 1. Women's prisons
2. Female Delinquency
3. British Columbia

MOTS CLES: 1. Prisons pour femmes
2. Délinquance féminine
3. Colombie Britannique

1109 TROTTIER, M. (1972).

T Délinquance et protection dans une institution pour jeunes filles. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 108p.

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Female delinquency
2. Training school

1110 WRIGHT, W. F. (1968).
"Treatment Program at the Reception, Diagnostic
A and Treatment Centre, Grandview School, Galt,
Ontario". Canadian Journal of Criminology and
Corrections, 10:2. 337-345.

KEY WORDS: 1. Female delinquency
2. Training school
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Centre de rééducation
3. Ontario

1111 YEADON, M. (1964).
"Social Work in Girl's Cottage School, St-Bruno,
A Québec". Review of the Youth Protection Services,
4:2. 21-23.

KEY WORDS: 1. Female delinquency
2. Social services
3. Training school
4. Québec

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine
2. Services sociaux
3. Centre de rééducation
4. Québec

j) Histoire/History

1112 EDMISON, J. A. (1965).
Some Aspects of Nineteenth Century Canadian
V Prisons. In: Crime and its Treatment in Canada.
Toronto: Macmillan of Canada. 279-301.

KEY WORDS: 1. Prisons: history

MOTS CLES: 1. Prisons: histoire

1113 KIRKPATRICK, A. M. (1964).
"Jails in Historical Prespective". Canadian
A Journal of Criminology and Corrections, 6:4.
405-418.

KEY WORDS: 1. Prisons: history

MOTS CLES: 1. Prisons: histoire

In this article, particular reference is made to the historical development and contemporary problems of the jails in Ontario. It is generally recognized that probation, with the enforced maintenance of community responsibilities should be tried before resort is add to a jail sentence, on a work release basis, or to a longer sentence in a correctional institution where training and attitude change may be attempted. The control of the petty drunkenness offender, who is in and out of the jails with great frequency, should also be considered. Such persons represent both an individual sickness and an unmet need in the social organization. Civil committment for treatment might be more appropriate and effective than the sanctions of criminal law. Finally, some suggestions for a reorganization of the jail system are mentioned.

1114 LANDREVILLE, P. (1974).
La prison de Montréal (Bordeaux) 1913-1940.
R Rapport no. 1: Inventaire des documents.
Rapport no. 2: Le mouvement de la population de la prison de Bordeaux 1912-1940. Rapport no. 3: Histoire et évolution des prisons de Montréal. Montréal: Conseil des Arts.

MOTS CLES: 1. Prisons: histoire
2. Québec

KEY WORDS: 1. Prisons: history
2. Quebec

1115 SHOOM, S. (1966).
"Kingston Penitentiary: the Early Decades".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:3. 215-220.

KEY WORDS: 1. Prisons: history
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Prison: histoire
2. Ontario

k) Littérature des détenus et ex-détenus/Literary work by Inmates and Ex-Inmates

1116 BOYER, R. (1972).
Barreaux de fer, hommes de chair. Montréal:
V Editions du Jour. 136p.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1117 CHAMPAGNE, N. (1975).
7945, Champagne d'Arabie. Montréal:
V Sondec. 191p.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1118 HEBERT, J. (1965).
Trois jours en prison. Québec: Club du
V Livre du Québec. 128p.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1119 V HELWIG, D. (ed.) (No date).
Words from Inside. A Collection of Writings by Inmates of Canadian Correctional Institutions. Prison Arts Foundation. Brantford, Ontario.

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

1120 V HORSBURGH, R. (1969).
From Pulpit to Prison. Toronto: Methuen.

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

1121 V KARPIS, A. (1970).
Public Enemy Number One. Toronto: McClelland and Stewart.

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

1122 V KATZ, G. (1970).
The Time Gatherers: Writings from Prison. Montréal: Harvest House. 112p.

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

When it comes to prisons all nations are underdeveloped. It is only a matter of degree. Canadian prisons are no exception. The "Time Gatherers" is written by men in one of Canada's medium security prisons. The stories, poems and letters in this book convey as no text in penology, no sociological study of prison conditions can, what it feels like to be trapped in an outmoded and unmerciful penal system.

1123 V

LAPLANTE, R. (1963). Ti-Blanc Mouton Noir. Montréal: Les Editions de l'Homme. 126p.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1124 V

MARKEN, R. (ed.) (1974). Don't Steal This Book. Toronto: Green Tree Publishers.

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

Ron Martin, who teaches English at the University of Saskatchewan, was asked to give a course in creative writing at the penitentiary at Prince Albert. "Don't Steal This Book", an anthology which he edited, is the result of his experience and of the eighteen inmates who participated. The editor provides an account of the background of the endeavour and there are brief biographical and/or autobiographical sketches of the contributing authors which heighten the reader's interest in the material published. The contents of the book are mainly poems, with four prose contributions, including a satirical dialogue, an allegory, a retelling of the plot (with a twist) of Keats' "The Eve of St-Agnes", and portions of a taped interview with two inmates under the death sentence for murder.

1125 V

POLLOCK, D. (1973). Appelle-moi un bon voleur. St-Hubert, Québec: Transformation Information Centre Inc. 446p.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1126 V SEGUIN, F. (1966). Sorti de prison. Texte intégral d'un interview de François D... (matricule 8230) ancien détenu du pénitencier St-Vincent-de-Paul. Montréal: Editions du Jour.

MOTS CLES: 1. Prisons: littérature

KEY WORDS: 1. Prisons: literature

1) Personnel: main d'oeuvre et formation/Staff: Manpower and Training

1127 R BARTON, M. C. (1970). An Exploratory Study of the Specific Factors in a Prison Environment that Affect a Manpower Training Project. Elmore, Alta: Draper Correctional Center.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1128 A BOYD, B. A. (1963). "Correctional Staff Training". Canadian Journal of Corrections, 5:4. 343-346.

KEY WORDS: 1. Correctional Staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1129 A BRAITHWAITE, J. W. (1969). "The Correctional Planning Branch - Policy and Personnel". Canadian Journal of Corrections, 11:4. 282-290.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1130 G

CANADA. COMMISSIONER OF PENITENTIARIES (1972). Address to the Canadian Association of Rehabilitation Personnel. Second National Conference. Ottawa.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1131 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1974). Le délinquant et l'ex-délinquant comme ressources humaines dans les services correctionnels. Ottawa: Information Canada. 98p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1974). The Offender and Ex-Offender as a Correctional Manpower Resource. Ottawa: Information Canada. 90p.

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

KEY WORDS: 1. Correctional staff

Français

Cette étude, la première du genre à être entreprise au Canada, vise à donner une vue d'ensemble de la participation d'anciens délinquants dans les services correctionnels. Dans une première partie, l'équipe de recherche a identifié et interviewé 107 ex-délinquants remplissant les conditions d'emploi dans les systèmes non-officiels (i.e. : tous les organismes qui ne sont pas complètement financés par un organisme gouvernemental, ex.: La société John Howard, les groupes d'entraide composés d'ex-délinquants), et a identifié de façon sommaire 143 ex-délinquants remplissant les conditions d'emploi dans le système officiel (le système officiel comprend tous les services gouvernementaux chargés des arrestations, des condamnations et de la disposition des sentences).

Dans une seconde partie, les objections et attitudes des employés du système de la justice pénale ont été recueillies. Les répondants ont exprimé un grand nombre de points de vue différents face à l'idée d'embaucher des anciens délinquants dans l'administration de la justice pénale. Les réponses, en fait, varient du refus total à l'acceptation complète. Un échantillonnage des expériences

de certains délinquants qui ont recherché un emploi dans le système correctionnel sont présentés. Le rapport nous présente également une revue de la documentation sur ce sujet.

English

This study, the first of its kind to be undertaken in Canada, gives a comprehensive view of the ex-offender as a participant in the correctional services. First, the research team found and interviewed 107 ex-offenders who qualified for employment in unofficial agencies (i.e., all organizations not totally financed by a government agency, e.g., the John Howard Society, the after-care services composed of ex-delinquents), and in summary fashion found 143 ex-delinquents fulfilling the conditions for employment in the official system (the official system includes all government services responsible for arrests, convictions and the execution of sentences).

In the second part of the study, the objections and attitudes of employees of the criminal justice system were gathered. The respondents expressed many different points of view on the question of hiring ex-offenders in the administration of criminal justice. The responses vary from total rejection to complete acceptance of the idea. A sample of the experiences of certain delinquents who sought employment in the correctional system is presented. The report also includes a review of the documentation on this subject.

1132 A

FORNATARO, J. V. (1963). "What are the Staff Training Problems for Canadian Prisons?". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 292-301.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1133 GAUTHIER, M. (1968).
R Situation d'ensemble au niveau des institutions pénales et la mise en valeur des ressources humaines. Conférence prononcée au Congrès de la Corporation des Psychologues de la Province de Québec. Montréal.

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Prisons and penitentiaries

1134 GRYGIER, T. (1962).
A "Education for Correctional Workers: A Survey of Needs and Resources". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 4:3. 137-151.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1135 HESELTINE, H. M. (1963).
A "Staff Training in Saskatchewan". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 312-319.

KEY WORDS: 1. Correctional staff
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel
2. Saskatchewan

1136 LUNDEN, W. A. (1965).
A "Tenure and Turnover of Wardens in Canadian Correctional Institutions". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:1. 101-110.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1137 MARDELL, E.A., WILLIAMS, J.B. (1973).
Life Skills for Corrections. (2nd edition).
R Prince Albert: Saskatchewan Newstart.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1138 MATHESON, M.A. (1963).
"British Columbia Corrections Branch Staff
A Training Program". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 302-311.

KEY WORDS: 1. Correctional staff
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel
2. Colombie-Britannique

1139 MEREDITH, H.A. (1970).
"Some Thoughts on Correctional Manpower".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 499-507.

KEY WORDS: 1. Correctional staff

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel

1140 PAYETTE, A. (1971).
Le "gardien" dans les institutions pénales au
T Québec. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 98p.

MOTS CLES: 1. Personnel correctionnel
2. Québec

KEY WORDS: 1. Correctional staff
2. Quebec

m) Religion

1141 A

CARROLL, J.L., McCORMICK, C.G. (1970). "The Cursillo Movement in a Penal Setting: An Introduction". Canadian Journal of Corrections, 12:2. 151-160.

KEY WORDS: 1. Prisons: religion

MOTS CLES: 1. Prisons: religion

1142 A

JOHNSON, S.D. (1972). "The Correctional Chaplaincy: Sociological Perspectives in a Time of Rapid Change". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:2. 173-180.

KEY WORDS: 1. Prisons: religion

MOTS CLES: 1. Prisons: religion

This article is concerned with the rapid changes which have taken place in the concepts and activities of the prison chaplain. Specific modifications have resulted from the changes occurring in the world of organized religion everywhere, which have also influenced the prison. Various measures are proposed to help chaplains adapt to present-day reality.

1143 A

KIRKPATRICK, A.M. (1965). "The Church in Corrections". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:2. 173-177.

KEY WORDS: 1. Prisons: religion

MOTS CLES: 1. Prisons: religion

Coordination of community and church correctional services is desirable for superior results. The experiences of two aftercare agencies, John Howard and Elizabeth Fry are valuable and can be shared with church officers. The church can be particularly helpful in the formation of values for the prisoner and his family; it can engage in preventive work with the family, work with trained personnel in agencies, develop a clinical correctional team; work preventively in delinquency-prone areas, engage church members as volunteers, and help provide employment,social and economic opportunities. Most important is the church's role in the moral and spiritual rehabilitation of the prisoner.

1144 WEST, S.G. (1968).

A "The Crisis in Correctional Chaplaincy". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:2. 327-331.

KEY WORDS: 1. Prisons: religion

MOTS CLES: 1. Prisons: religion

1145 WEST, S.G. (1966).

Towards a Christian Theology of Corrections.

R Toronto: Canadian Committee of Corrections. 12p.

KEY WORDS: 1. Prisons: religion

MOTS CLES: 1. Prisons: religion

n) Services de santé: médicale et psychiatrique/
Health services: medical and psychiatric

1146 G

BOTTERELL, E.H. (1972).
Enquiry into the Health Care System in the Ministry of Correctional Services. Toronto: Ministry of Correctional Services. 435p.

KEY WORDS: 1. Prisons: medical services 2. Ontario
MOTS CLES: 1. Prisons: services médicaux 2. Ontario

The scope of this enquiry was to study the whole health care delivery system, including medical, dental nursing and related health services in the correctional institutions and training schools of the province of Ontario. The emphasis was to be on the possibilities for improving the system rather than on particular deficiencies or defects of present arrangements. In the light of this purpose, many conclusions and recommendations have been made. In the absence of a system of health care the recommendations of the Report have as the primary objective the establishement of such a system. The recommendations have been directed, secondarily, to meet the observed deficiencies in the present health services. However, in the judgment of the Committee, the variability of the effectiveness of health services from institution to institution exceeds what can be judged acceptable.

1147 A

BOYD, B.A. (1964).
"Our Jails and the Psychiatric Examination and Treatment of the Disturbed Offender". Canadian Journal of Corrections, 6:4. 477-479.

KEY WORDS: 1. Psychiatry 2. Prisons
MOTS CLES: 1. Psychiatrie 2. Prisons

1148 G

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1972).
Health Care in the Canadian Penitentiary Service. Ottawa: Solicitor General. 65p.

KEY WORDS: 1. Prisons: medical services
MOTS CLES: 1. Prisons: services médicaux

This report attempts to provide a model of operation, define levels of care and a classification for types of treatment provided in the Canadian Penitentiary Service. The study consists of three phases: the development of a health care model for the C.P.S., an organization plan and an implementation plan. All these proposals must be viewed in the context of the different geographic, demographic and resource profiles which are found in the C.P.S. In phase 1, we have the medical service, health care services, health care centre, coordination and communication and other considerations. The major contribution of this phase of the study will provide some definitions and concepts with which to work during the development of an organization plan and the preparation of an implementation plan. In the medical service, the delivery of services for the inmates differs from the general public in the method of delivery. Health care services have different levels of care: preventive care, self-care, professional care and specialist care. With these levels defined, a model

can be constructed for delivery of services. This approach suggests three time sequences related to an inmate's career through the system: reception and transfer to an institution, time spent in an institution and release. One set of criteria determines if services should be provided at all and another set decides whether approved services should be provided by the C.P.S. or obtained from outside sources. In the Health Care Centre, the following services are proposed: clinic, infirmary, special services (like dispensary for drugs...), health administration which operates all this, as well as to obtain other services from the outside, and finally inmate training (for dental assistant). Coordination and communication would require a Regional Medical Council, which would be responsible for the quality of medical care and support functions within the region. As important as the Regional Medical Council is the need for chiefs of Health Care Centres, because this is the most effective manner to maximize the use of facilities available within the region. Other considerations are made, even if they are not crucial to the development of the Health Care Service Model, on the training, authority of physicians, documentation, directives, medical examinations of staff, standards and small centres. In phase II, the concept of an organization plan is explained as the Headquarters level for the medical services organization to a regional level and institutional level. The first level provides facilities owing to the existing resources in each region. In the second level, the model should be

gradually introduced and the facilities of each institution increased or reduced to the required level of care proposed. In regions like the Maritimes, Québec, Ontario, Western Canada, comments on some aspects of the implementation of the concepts proposed are given. In phase III, the implementation plan gives us five steps required to re-orient all or part of an "organization" such as the Health Care function of the C. P. S. The order and nature of these steps is critical to the success of the implementation phase of this study. Eight appendices appear at the end of the study: terms of reference, types of Health Care, differences in Institution and Regions, the Health Care officer, a Health Care Centre operational model, institutions visited, list of specific recommendations, and summary of proposed organizational changes.

1149 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1972). Plan d'ensemble de développement des services psychiatriques dans les services correctionnels fédéraux au Canada. Ottawa: Information Canada. 60p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1972). The general Program for the Development of Psychiatric Services in Federal Correctional Services in Canada. Ottawa: Information Canada. 60p.

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

KEY WORDS: 1. Psychiatry

Français

Ce rapport passe en revue les objectifs des Services psychiatriques de tout régime correctionnel et fait l'historique des Services Psychiatriques du Service Canadien des pénitenciers. Il énonce les conditions nécessaires à la création de services psychiatriques appropriés au milieu canadien; il examine diverses

possibilités et fait de nombreuses recommandations quant à la façon d'améliorer ces services. Enfin, le rapport étudie les problèmes que pose l'évaluation de l'efficacité des Services psychiatriques au point de vue de la rentabilité.

English

This report examines the objectives of the Psychiatric Services of the entire correctional system and gives the history of the Psychiatric Services of the Canadian Penitentiary Services. It sets forth the conditions necessary for the creation of appropriate psychiatric services for the Canadian milieu; it examines various possibilities and makes numerous recommendations as to how to improve these services. Finally, the report studies the problems involved in evaluating the effectiveness of the psychiatric services in terms of the results obtained.

1150 CLARKE INSTITUTE OF PSYCHIATRY (1967-).
Annual reports. Toronto: Ministry of Health.

R

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Ontario

1151 CORMIER, B.M. (1972).
Psychiatric Services in Penal Institutions.
R Montreal: McGill University Clinic in Forensic Psychiatry.

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Prisons and penitentiaries

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Prisons et pénitenciers

1152 DESROCHES, F. (1973).
"Regional Psychiarric Centres. A Myopic
A View?". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:2. 200-218.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

1153 ERICKSON, R. V. (1975).
Penal Psychiatry in Canada: the method of
R our Madness. Paper Presented at the Canadian Association for the Advancement of Research in Criminology and Criminal Justice. University of Toronto: Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

1154 FORENSIC CLINIC TORONTO (1962-1965).
Annual Reports. Toronto: Ministry of
R Health.

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Ontario

1155 GERVAIS, L. (1964).
L'Institut Philippe Pinel. In: Société de
R Criminologie du Québec: Quatrième Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité. Montréal. 18-31.

MOTS CLES: 1. Psychiatrie 2. Québec

KEY WORDS: 1. Psychiatry 2. Quebec

1156 INSTITUT PHILIPPE PINEL (1971-).
Rapports annuels. Montréal: Institut Philippe
R Pinel.

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Québec

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Quebec

Les présents rapports traitent en détail des activités de l'Institut Pinel pour une année. Les secteurs suivants sont abordés et des statistiques sont données: types d'admission, provenance des patients, diagnostics, délits, situation judiciaire, destination au départ, longueur du séjour. Des statistiques sont aussi fournies pour la Clinique de l'Enfant et de la Famille, la Clinique externe Pinel et le Centre de Consultation Psychiatrique. Enfin le bilan financier de l'Institut est présenté et une liste de certains des membres du personnel et de l'administration est donnée.

1157 KENNEDY, D. J., MICHAUD, M., WORMITH, J. S., MARQUIS, H., GENDREAU, P. (1974).
G Crisis Intervention in a Correctional Setting. Toronto: RideauCorrectional Centre and Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Psychology
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Psychologie
2. Ontario

1158 LEWISON, E. (1965).
"An Experiment in Facial Reconstructive Surgery
A in a Prison Population". Canadian Medical Association Journal, 92:6. 251-254.

KEY WORDS: 1. Prisons: medical services

MOTS CLES: 1. Prisons: services médicaux

A 10 year study of the effects of reconstructive surgery on selected inmates in a British Columbia provincial prison is described. It is proposed that physical defects can be dominant causes of crime, and that the correction of facial defects in inmates of a penal institution can effect a stricking improvement in their conduct during imprisonment, and make them more confident on re-entry into society. This survey, covering 450 patients operated on in a 10 year period, demonstrates a marked decrease in the rate of criminal recidivism.

1159 McKNIGHT, C. K. (1963).
"Male Patients Transferred from Reform and
A Penal Settings in Ontario to Mental Hospitals".
Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 262-270.

KEY WORDS: 1. Mental illness 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Maladie mentale 2. Ontario

1160 MORAND, C., GAUDREAU-TOUTANT, C., DOZOIS, J. MORISSETTE, L., THIFFAULT, A. (1972).
A "Impact socio-clinique du déménagement de l'Institut Philippe Pinel de Montréal".
Revue Canadienne de Criminologie, 14:1. 55-67.

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Maladie mentale

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Mental illness

1161 QUINSEY, V. L., WARNEFORD, A., PRUESSE, M. LINK, N. (1973).
R Released Oak Ridge Patients: A Follow-up Study of Review Board Discharges. Penetanguishene, Ontario: Mental Health Centre.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

1162 ROSZMANN, D. E., HOUGHTON, R., LEHOVITCH, S. (1973).

R Maximum Security, Change and Social Work. Penetanguishene, Ontario. Mental Health Centre.

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Social Services

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Services sociaux

1163 SWADRON, B. B. (1963).

"Remands for Psychiatric Examination in
A Ontario". Criminal Law Quarterly, 6:1. 102-111.

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Ontario

1164 TURNER, R. E. (1965).

The Forensic Clinic of the Toronto Psychia-
R tric Hospital. Reprinted from the Annual Meeting of the John Howard Society of British Columbia. Vancouver: John Howard Society. 16p.

KEY WORDS: 1. Psychiatry
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Psychiatrie
2. Ontario

1165 R

TURNER, R.E. (1964). Forensic Psychiatry. In: Quebec Society of Criminology. 4th Research Conference on Delinquency and Criminology. 37-44.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

1166 A

TURNER, R.E. (1964). "Psychiatric Consideration for Remand and Diagnostic Centres". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:4. 474-476.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

o) Thérapie de groupe/Group therapy

1167 R

ANDREWS, D.A., BROWN, G.A., WORMITH, J.S. (1973). The Community Group: A Role for Volunteers in Group Counselling within Correctional Institutions. Carleton University.

KEY WORDS: 1. Group therapy
2. Prisons and penitentiaries
3. Volunteers

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe
2. Prisons et pénitenciers
3. Bénévoles

1168 A

ANDREWS, D.A., YOUNG, J.G. (1974). "Short-Term Structured Group Counselling and Prison Adjustment". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 16:1. 5-13.

KEY WORDS: 1. Group therapy 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe 2. Prisons

1169 AUDET, L., SAMSON, C. (1973).
Indications pour une thérapie de groupe en milieu pénitentiaire à sécurité maximale: recherche de simulation. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 158p.

R

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe 2. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Group therapy 2. Penitentiaries

1170 CAMPBELL, J. (1963).
"An Experience in Group Counselling". Canadian Journal of Corrections, 5:2. 90-96.

A

KEY WORDS: 1. Group therapy

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe

1171 FRECHETTE, M. (1960).
"La thérapie de groupe au pénitencier". Revue Canadienne de Criminologie, 2:3. 255-264.

A

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe 2. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Group therapy 2. Penitentiaries

1172 POSER, E.G. (1966).
"Group Therapy in Canada: A National Survey". Canadian Psychiatric Association Journal, 11:1. 20-25.

A

KEY WORDS: 1. Group therapy 2. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe 2. Psychiatrie

This article relates a nation-wide questionnaire survey concerned with the practice of group therapy in Canadian psychiatric in-patient settings. The findings of this survey are related to recent studies demonstrating the usefulness of non-professional personnel in the role of group therapists.

p) Traitement/Treatment

1173
R

ADAMS, B.R., BENNER, S. (1972).
An Explanatory Study to Determine the Attitudes toward Social Workers of Inmates. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Social workers

MOTS CLES: 1. Travailleurs sociaux

1174
A

BAYER, C.A., BRODSKY, M.J. (1972).
"Prison Programming and Psychological Consultation". The Canadian Journal of Criminology, 14:4. 325-335.

KEY WORDS: 1. Prison 2. Treatment
3. Psychology

MOTS CLES: 1. Prison 2. Traitement
3. Psychologie

1175
R

CIALE, J. (1964).
Rate of Success in Institutional Treatment. Paper presented at the Annual Meeting of the American Society of Criminology. University of Montreal: Department of Criminology. 6p.

KEY WORDS: 1. Prison 2. Treatment

MOTS CLES: 1. Prison 2. Traitement

1176
R

GARNEAU, J. (1961).
Treatment in Canadian Penitentiaries. An address delivered at the Annual Meeting of the John Howard Society of Kingston, Ontario. Kingston: John Howard Society. 5p.

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Pénitenciers

1177 A GENDREAU, P., IRVINE, M., KNIGHT, S. (1973). "Evaluating Response Set Styles on the MMPI with Prisoners: Faking Good Adjustment and Maladjustment". Canadian Journal of Behavioural Science, 5:2. 183-194.

KEY WORDS: 1. Psychology: tests

MOTS CLES: 1. Psychologie: tests

1178 R GENDREAU, P., GIBSON, M. (1973). Changes in Inmates Self-Evaluation During Six Month Imprisonment. Carleton: Rideau Correctional Centre and Carleton University.

KEY WORDS: 1. Criminal Personality

MOTS CLES: 1. Personnalité criminelle

1179 A GLINFORT, E.K., HAGGERTY, W., HOUSTON, C., LEE, J.C.R., SINCLAIR, D., THOMPSON, G., PUGH, B. (1971). "Chapter 17: The Prison Report of the Canadian Committee of Corrections". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13: 1. 52-59.

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Prisons

1180 A GRYGIER, T. (1975). "Correlates of Trust in Correctional Workshops". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 17:1. 99-107.

KEY WORDS: 1. Treatment

MOTS CLES: 1. Traitement

1181 HENRY, D. R., ROWE, P. M. (1970).
"Individual Differences in Decision-making
A Amongst Interviewers in a Correctional Institution". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:2. 120-128.

KEY WORDS: 1. Treatment

MOTS CLES: 1. Traitement

1182 LIGONDE, P. (1968).
"Le concept de traitement dans les institu-
A tions correctionnelles". Revue Canadienne de Criminologie, 10:2. 392-404.

MOTS CLES: 1. Traitement
2. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Treatment
2. Prisons and penitentiaries

1183 MARTIN, R. (1968).
Les types d'adaptation en milieu carcéral.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 122p.

MOTS CLES: 1. Psychologie
2. Prisons

KEY WORDS: 1. Psychology
2. Prisons

1184 McGRATH, W. T. (1968).
"Criteria for Treatment and Training Programs
A in Prison". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:1. 57-70.

KEY WORDS: 1. Treatment
2. Prisons

MOTS CLES: 1. Traitement
2. Prisons

1185 A McGRATH, W. T. (1968). "Proposed Study of the Concept of Treatment and Training in the Corrections Field in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:1. 71-72.

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Prisons

1186 A McGRATH, W. T. (1968). " Study of the Concepts of Treatment and Training in the Corrections Field in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:1. 73-74.

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Prisons

1187 A MacLEOD, A. J. (1964). "Training the Prisoner for Freedom". Canadian Welfare, 40:2. 52-58.

KEY WORDS: 1. Treatment
2. Rehabilitation

MOTS CLES: 1. Traitement
2. Rehabilitation

This article is from an address which the author delivered in Hamilton to the John Howard Society of Ontario . It contains the following information about the men and boys in prisons who come to the penitentiary at the rate of more than 3,000 a year. They are the failures of our society, the failures of the home, the family, the church, the school and community organizations of all types that devote themselves to good works. The major task in the Penitentiary Service in training the inmate to live in freedom, is a) to bring home to him to sense of discipline necessary in any institution to ensure good order and good conduct; (twenty per cent of our popu-

lation can usually be maintained in conditions of minimum security where there are no physical restraints); b) to provide labour and vocational training, because it can provide an opportunity for the young inmate to develop skills that will enable him to be self-supporting upon his release so he will develop a sense of pride in personal accomplishment that will assist in his social rehabilitation; c) to provide academic and physical education. All inmates are encouraged who are physically fit to develop an interest in, and to participate in sports. The academic program in an institution should be tailored to the requirements and abilities of the inmate and not to the formal succession of grades in any provincial school system. Personal life: the inmates are again encouraged to take pride in keeping a neat and orderly institution. The training so acquired will carry over into life outside, after prison. The John Howard Society has representative agencies in every province. These agencies carry on a vital part in the national program of crime prevention.

1188 MILAN, M. A. (1971).
An Ecological Experiment in Corrections; a Programmed Environment for Behavior Modification.
R Elmore, Alberta: Rehabilitation Research Foundation: Experimental Manpower Laboratory for Corrections, Draper Correctional Center.

KEY WORDS: 1. Treatment

MOTS CLES: 1. Traitement

1189 PARLETT, T. A. A., AYERS, J.D. (1971).
"The Modification of Criminal Personality Through
A Massed Learning by Programmed Instruction".
Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:2. 155-166.

KEY WORDS: 1. Treatment
2. Criminal Personality

MOTS CLES: 1. Traitement
2. Personnalité criminelle

1190 PENFOLD, D. (1963).
"In-Service Training Program of Ontario's
A Department of Reform Institution". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 334-342.

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Prisons
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Prisons
3. Ontario

1191 ROY, M. (1968).
Evaluation et analyse d'un traitement de groupe
T en milieu carcéral. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 100p.

MOTS CLES: 1. Traitement

KEY WORDS: 1. Treatment

1192 SHEPPARD, C. (1973).
"Effective Counselling Techniques for Correc-
A tional Practitioners". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:3. 306-315.

KEY WORDS: 1. Psychotherapy
2. Prisons and Penitentiaries

MOTS CLES: 1. Psychothérapie
2. Prisons et pénitenciers

1193 SHIHADEH, E. S. , NEDD, A. N. B. (1973).
"Inmate Evaluation of a Penitentiary Incentive Program". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:2. 229-238.
A

KEY WORDS: 1. Treatment 2. Prisons

MOTS CLES: 1. Traitement 2. Prisons

This study examines the evaluation of a Canadian penitentiary incentive program, made by the inmates themselves. Three programmes were offered : counselling by chaplains ; individual counselling by classification officers; counselling by inmates who were members of the administration committee of a residential unit. All these programmes were not evaluated more favourably by participants than by non-participants. The data do not confirm the hypothesis that participation in other penitentiary programmes tends to lead inmates to evaluate these programmes in the same way as members of the staff.

1194 SHUSTER, S. (1971).
Institutional Adjustment and Post-Release Behavior. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie.
T

KEY WORDS: 1. Treatment

MOTS CLES: 1. Traitement

1195 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1965).
Critères relatifs aux programmes de traitement et de formation des détenus. Ottawa : Société Canadienne de Criminologie. 15p.
R

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1965)
Criteria for Treatment and Training Programs in Prison. Ottawa : Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Prisons : work

KEY WORDS: 1. Prisons : travail

1196 WARDROPE, G. C. (1961).
Progrès récents des services correctionnels
R de l'Ontario. Troisième Congrès Biennal Canadien de Criminologie. Université de Toronto. 364-366.

MOTS CLES: 1. Traitement
2. Prisons et pénitenciers

KEY WORDS: 1. Treatment
2. Prisons and Penitentiaries

q) Travail et rénumération/Work and pay

1197 CRISPINO, L. (1974).
The temporary Absence Program for Employment:
G A Study of Benifits. Ottawa: Ministry of Correctional Services. 37p.

KEY WORDS: 1. Prisons: work
2. Temporary Absence

MOTS CLES: 1. Prisons: travail
2. Semi-liberté

1198 FOX, R. G. (1971).
Temporary Absence, Work Release and Commu-
R nity Based Corrections in Ontario. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Prisons: work
2. Temporary Absence

MOTS CLES: 1. Prisons: travail
2. Semi-liberté

1199 HUG, J. J. (1972).
A First-Year Examination of Educational and
G Employment Temporary Absence Programs. Toronto, Ontario: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Prisons: work
2. Temporary Absence
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Prisons: travail
2. Semi-liberté
3. Ontario

1200 A MacDONALD, J. A. (1968). "Towards Work Release Legislation in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:3. 505-513.

KEY WORDS: 1. Prisons: work
2. Temporary Absence

MOTS CLES: 1. Prisons: travail
2. Semi-liberté

1201 A McGRATH, W. T. (1965). "Prison Pay and Discharge Provisions in Canada". Correctional Process, 8:4. 13p.

KEY WORDS: 1. Prisons: work

MOTS CLES: 1. Prisons: travail

1202 A SAIPE, A. L. (1973). "Federal Prison Industries: A Survey of Private Senior Executives' Attitude". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 15:1. 74-82.

KEY WORDS: 1. Prisons: work

MOTS CLES: 1. Prisons: travail

1203 A SCHILLE, C. (1960). "Provincial Jail Project at Fort à la Corne". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 2:3. 292-294.

KEY WORDS: 1. Prisons: work

MOTS CLES: 1. Prisons: travail

1204 R

SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1964). Mesures de rénumération et de libération dans les prisons au Canada. Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 13p.

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1964). Prison Pay and Discharge Provisions in Canada. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Prisons: travail

KEY WORDS: 1. Prisons: work

Français

Ce texte est un énoncé de politique officiel de l'Association Canadienne de Criminologie. Il traite de l'importance du plein-emploi pour les détenus. La difficulté de la rénumération y est étudiée non seulement en regard de celui qui travaille , mais aussi en regard de celui qui est soumis à une thérapie, à un programme scolaire ou à l'apprentissage d'un métier. Les mesures de rénumération en vigueur au Canada en 1964 s'y retrouvent. Elles sont détaillées selon chaque province.

English

This text states the official policy of the Canadian Criminology and Corrections Association concerning the importance of full-time employment for inmates. The problem of remuneration is studied, not only with regard to those who work, but also those who are undergoing therapy, are participating in a study programme or learning a trade. The provisions for remuneration in force in Canada in 1964 are presented and specified according to each province.

3. Centres de rééducation/Juvenile Training Schools

a) Généralités/General

1205 ACHILLE, P. A. (1964).
"La psychothérapie avec des groupes de jeunes
A délinquants en internat de rééducation: les difficultés du démarrage". La Revue Canadienne de Criminologie, 6:1. 65-73.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Psychothérapie

KEY WORDS: 1. Training School
2. Psychotherapy

1206 ACHILLE, P. A. (1965).
"Trois types de réactions de groupe dans le pro-
A cessus de la rééducation". Contributions à l'Etude des Sciences de l'Homme, 6. 30-36.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Traitement

KEY WORDS: 1. Training School
2. Treatment

1207 ALBERTA. HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT (1974).
G Study on the Characteristics of Children Admitted to Alberta Child Welfare Institutions 1969-1971. Edmonton: Queen's Printer. 195p.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile delinquency
3. Alberta

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Alberta

1208 BATSHAW, M. G. (président du comité) (1976).
Rapport du comité d'étude sur la réadaptation des
G enfants et adolescents placés en centres d'acceuil.
Rapport final : 174p.
Le guide des centres d'accueil de transition et de réadaptation du Québec. Tomes 1 et 2 : 1334p.
Annexe I: la formation de l'éducateur spécialisé par J. J. Campeau et C. Pelletier (1975): 123p.
Annexe 2: procédés et instruments d'évaluation des méthodes thérapeutiques et pédagogiques dans les centres d'accueil, par T. H. Nguyen (1975) : 270p.
Annexe 3A: l'organisation et le personnel des centres d'accueil de transition et de réadaptation du Québec, par B. Bouchard et J. M. Thibault (1975): 355p.
Annexe 3B: suite de 3A : 767p.
Annexe 4: la formation, l'entraînement et le perfectionnement du personnel dans les centres d'accueil de transition et de réadaptation du Québec, par G. Gendreau (1975) : 427p.
Annexe 5: les "laissés pour compte" par M. Baril et D. Laberge-Altmejd (1975) : 135p.
Annexe 6: la clientèle des centres d'accueil, de transition et de réadaptation du Québec, par M. Leblanc (1975) : 105p.
Résumé: 19p.
Québec, Ministère des Affaires Sociales.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Educateur
3. Délinquance juvénile
4. Québec

KEY WORDS: 1. Training School
2. Educator
3. Juvenile Delinquency
4. Quebec

Rapport final:

Le Comité Batshaw avait pour mandat de mener une étude approfondie dela situation des 5000 enfants placés dans les Centres d'accueil du Québec et d'évaluer les méthodes utilisées pour leur rééducation et leur réinsertion dans la société. Le Comité a visité 73 Centres d'accueil où il a pu rencontrer les enfants et le personnel. Le rapport final analyse la population des centres d'accueil et leurs besoins, l'état actuel des services, l'organisation du réseau et présente les recommandations du Comité.

Tomes 1 et 2: Le guide des centres d'accueil de transition et de réadaptation du Québec

Le Comité a également préparé un guide des Centres d'accueil, de transition et de réadaptation du Québec. Ce guide décrit les services offerts dans chaque centre, jauge leur qualité, évalue le personnel, le nombre de places, et fait une appréciation globale de chaque établissement.

Annexe 1: La formation de l'éducateur spécialisé

Ce rapport démontre la spécificité de la profession d'éducateur spécialisé. Il montre en quoi la formation professionnelle en éducation est fondamentale. Il aborde les questions de stage, de recyclage des éducateurs en formation et en exercice dans les centres d'accueil. Des recommandations suivent chacune des parties de ce rapport de recherche.

Annexe 2: Procédés et instruments d'évaluation des méthodes thérapeutiques et pédagogiques dans les centres d'accueil

Ce rapport constitue une synthèse de toutes les méthodes thérapeutiques et pédagogiques utilisées dans le monde ainsi que l'ensemble de la littérature concernant les procédés et instruments utilisés pour en évaluer autant les qualités que le fonctionnement et les résultats. La deuxième partie du rapport examine la situation des centres d'accueil quant aux pratiques d'évaluation et d'accréditation puis recommande un système global d'évaluation adapté au réseau québécois des centres d'accueil.

Annexe 3: L'organisation et le personnel des centres d'accueil de transition et de réadaptation du Québec

Il résulte de cette recherche un tableau complet et systématique à la fois de l'organisation (structures, objectifs, tâches, méthodes de gestion, etc) et du personnel (direction, cadres, éducateurs, formation, compétence, expérience, horaire, fonction...) des centres d'accueil.

Annexe 4: La formation, l'entraînement et le perfectionnement du personnel dans les centres d'accueil de transition et réadaptation du Québec

Dans ce rapport on retrouve le point de vue des psychoéducateurs sur l'organisation et le fonctionnement d'un centre d'accueil. Il fait aussi état du problème de la qualité du personnel et de sa sélection; il définit et commente les types d'activités recouvrant la qualification professionnelle du personnel des centres d'accueil, et propose des modèles de formation et d'entraînement ainsi qu'une réflexion globale sur les modalités du perfectionnement.

Annexe 5: Les "laissés pour compte"

Ce rapport dresse des marginaux du réseau des centres d'accueil, ceux dont personne ne veut. Ces cas extrêmes mettent en évidence toutes les défaillances autant des organisations que du personnel du système actuel. Des recommandations complètent ce rapport en vue d'éviter cette marginalisation des jeunes qui sont déjà victimes de rejets multiples.

Annexe 6: La clientèle des centres d'accueil, de transition et de réadaptation du Québec

Réunies sous forme de tableaux, on retrouve ici l'ensemble des caractéristiques sociologiques (familiales, scolaires, sociales) des clients des centres d'accueil. On y établit le cheminement antérieur des enfants vivant en centres d'accueil, les motifs de leur présence aux centres, les mécanismes sociaux et juridiques qui ont joué pour le placement et les raisons invoquées pour le justifier. Enfin, on y trouve des statistiques sur la durée de séjour des jeunes, leur occupation, les visites et les modalités de sorties.

1209 BEAUCHAMP, J., LAFLAMME-CUSSON, S. (1972). Mesure de l'évolution par étape du jeune délinquant en institution. Université de Montréal: Ecole de Criminologie.

R

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1210 BIRKENMAYER, A. C., LAMBERT, L. R. (1972). An Assessment of the Classification System for Placement of Wards in Training Schools. Vol. I The Determination of Assessment of Outcomes. Vol. II Factors related to Classification and Community Adjustment. Vol. III Tables Presenting the Distribution of Wards on each Variable Comparing Boys and Girls. Toronto: Ministry of Correctional Services, Planning and Research Branch. Vol. I. 33p. Vol. II. 55p.

G

KEY WORDS: 1. Training School
2. Classification of Inmates
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Classification des détenus
3. Ontario

Data on 464 wards first admitted during the 1966-67 fiscal year to five training schools administered by the Province of Ontario were collected from Main Office files. The subject matter of Part I focuses on the technique used in determining the criterion measures used to evaluate potential success or failure within the study sample. Similarly the method by which the criteria were applied to the data of the wards studied is outlined. The major emphasis is on the construction and validation of the outcome ratings. Of secondary interest are the interrelationships of the other criterion

variables used and the rated outcome. Factors predictive of, or related to, levels of outcome are discussed in Part 2 to describe some of the report. Here the pre-, intra-, and post-institutional variables are discussed in relation to the criterion measures used. Both the background and the major findings of the research project are reported and discussed in detail. An addendum is included at the end of Part 2 to describe some of the programs which have been developed by the Ontario Ministry of Correctional Services since the data collection for this study was completed. Many of these programs were planned with consideration given to preliminary findings.

1211 BORSTAL ASSOCIATION (1960).
Sponsor's Manual. Vancouver : Borstal Association.
V

KEY WORDS: 1. Training School
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Colombie-Britannique

1212 BORSTAL ASSOCIATION (1960-).
Annual Reports. Vancouver : Borstal Association.
R

KEY WORDS: 1. Training School
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Colombie-Britannique

1213 CANADIAN CORRECTIONS ASSOCIATION (1965).
Proceedings of the Ninth National Conference on
R Training Schools. Montreal. 64p.

KEY WORDS: 1. Training School

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1214 COSSOM, J. (1964).
T A Study of Acceptance of Values in a Minimum Security Ontario Reformatory and in Ontario Training Schools. Unpublished M. S. W. Thesis. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Moral values 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Valeurs morales 3. Ontario

1215 CUSSON, M. (1972).
A "L'évolution des relations sociales et du comportement des jeunes délinquants en institution". Revue Canadienne de Criminologie, 14:1. 32-43.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1216 EWALD, F. E. A. (1964).
A "Acceptance of Staff Values in Ontario Training Schools". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 6:1. 148-159.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Moral values 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Valeurs morales 3. Ontario

1217 FELSTINER, J. P. (1961)
T Admission by Application to Ontario Training Schools. Unpublished M. S. W. Thesis . University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency
3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Ontario

1218 A FRANCIS, R. P. (1966). "The Training Schools Act of 1965, Ontario". Saskatchewan Bar Review, 31:2. 117-123.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Legislations 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Legislations 3. Ontario

1219 A GENDREAU, G. (1974). "Doit-on fermer les institutions pour jeunes délinquants ?". Criminology Made in Canada, 2:1. 3-12.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1220 A GOYER-MICHAUD, F. (1975). "L'éducatrice: une sur-femme ?". Criminologie '75 Délinquance Juvénile au Québec, 8:1-2. 159-166.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Educateur

KEY WORDS: 1. Training School
2. Educator

1221 A GREEN, B. (1966). "Trumpets, Justice and Federalism: An Analysis of the Ontario Training Schools Act of 1965". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:4. 246-261.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Legislations 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Legislations 3. Ontario

1222 A GRIFFITHS, M. (1963). "Staff Training Program Youth Protection Services, Quebec". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:4. 354-364.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Quebec

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Québec

1223 R GRYGIER, T. (1965). Social Adjustment, Personality and Behaviour in Training Schools in Ontario. Toronto: Department of Reform Institutions. 66p.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Psychology 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Psychologie 3. Ontario

1224 A GRYGIER, T. (1966). "A Minor Note on the Trumpet". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 8:4. 262-267.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Legislations
3. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Legislations
3. Délinquance juvénile

1225 GRYGIER, T. (1966).
Recent Development in the Use of Personality Tests
R and Assessments in Ontario Training Schools. In: Measurement and Evaluation : Two Seminars. Publication Series, No. 1. Toronto : The Ontario Institute for Studies in Education. 29-40.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Psychology: tests 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Psychologie: tests 3. Ontario

1226 GRYGIER, T., GUARINO, M., NEASE, B., SAKOWICZ, L. (1968).
A "Social Interaction in Small Units: New Methods of Treatment and its Evaluation". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:2. 252-260.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Treatment

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Traitement

1227 JOYNT, J. (1964).
Conflict of Values Between Children and Staff in Boys
T and Girls Training Schools. Unpublished M. S. W. Thesis. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency
3. Moral Values

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Valeurs morales

1228 LAPIERRE, E. P. (1974).

T Le leadership dans les institutions pour jeunes délinquants. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 120p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1229 LAPIERRE, J. (1971).

T Etude de l'admission dans un centre de rééducation pour jeunes délinquants. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 161p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1230 MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT (1972).

G The Rise of the Sparrow. A paper on Corrections in Manitoba. Winnipeg : Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Manitoba

1231 ONTARIO (1972).
The Training Schools Act. Revised Statutes of Ontario, 1970. Chapter 467 as amended by 1972.
G Chapter 1, sectional. Toronto : Queen's Printer. 12p.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Legislations 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Législations 3. Ontario

1232 ONTARIO. DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES (1970).
The Ontario Plan in Training Schools. Toronto : Department of Correctional Services.
G

KEY WORDS: 1. Training School
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Ontario

1233 ONTARIO. REFORM INSTITUTIONS DEPARTMENT (1964).
Ontario Training Schools. Toronto : Department
G of Reform Institutions. 23p.

KEY WORDS: 1. Training School 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Ontario

1234 ONTARIO. MINISTRY OF REFORM INSTITUTIONS (1964-).
Annual Reports. Toronto : Department of Reform
G Institutions.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Ontario

1235 ONTARIO. REFORM INSTITUTIONS DEPARTMENT (1963).
The Department of Reform Institutions. Toronto :
G Department of Reform Institutions. 23p.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Ontario

1236 SINCLAIR, D. (1965).
Training Schools in Canada. In: Crime and its Treat-
V ment in Canada. Toronto : MacMillan of Canada.
244-278.

KEY WORDS: 1. Training School

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1237 TREPANIER, J. (1975).
La loi et le rôle des agents de probation à l'occa-
G sion des placements des enfants en centre d'accueil.
Montréal: Ministère des Affaires Sociales, Service
de Probation pour mineurs. 23p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Probation: juvéniles

KEY WORDS 1. Training School
2. Juvenile Delinquency
3. Probation: juveniles

b) Institutions particulières/Specific institutions

1238 A ACHILLE, P.A. (1972). "La recherche clinique et psycho-éducative à Boscoville". La Revue Canadienne de Criminologie, 14:1. 1-9.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Recherche

KEY WORDS: 1. Training School
2. Research

Depuis 10 ans deux types de recherches ont été développées à Boscoville: la recherche en psychologie clinique sur le processus de socialisation et la recherche en psycho-éducation. Après avoir eu l'occasion de participer à ces deux types de recherches, l'auteur veut montrer qu'elles dérivent d'un seul et même cadre conceptuel, tout en se développant sur un terrain qui leur est propre quant aux objectifs et aux techniques. Il s'agit de recherche appliquée, comme le démontre l'auteur.

1239 R BEAULNE, A. (1974). Le système de cotation à Boscoville. (Recherche évaluation de Boscoville: Rapport technique No. 3). Université de Montréal : Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. (Directeur, Leblanc, M.).

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1240 BROUSSEAU, G., LEBLANC, M. (1973).
La référence au Mont Saint-Antoine : Processus décisionnel. Université de Montréal : Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 17p.
R

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Training School

1241 BROUSSEAU, G., LEBLANC, M. (1973).
La connaissance du Mont Saint-Antoine chez les agents de probation pour mineurs. Université de Montréal : Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 24p.
R

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Probation: juvéniles
3. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Probation: juveniles
3. Juvenile Delinquency

1242 BROWNE, J. A., CHAFE, D. (1971).
"A Case Study of Consultation-White Oaks Village, Hagersville, Ontario". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:4. 301-306.
A

KEY WORDS: 1. Training School

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1243 CUSSON, M. (1968).
Relations sociales dans les pavillons d'un centre de rééducation. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 143p.
T

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

1244 CUSSON, M. (1971).
Vol. 1 Le Centre Berthelet, Boscoville, l'Ecole
R Mont Saint-Antoine. 120p.
Vol. 11 La vie sociale des jeunes délinquants en institution. 167p.
Vol. 111 Les éducateurs. par Suzanne Laflamme-Cusson. 109p.
Université de Montréal : Ecole de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Educateur

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency
3. Educator

Dans le premier volume de ce rapport de recherche , l'auteur cherche à faire ressortir les principales caractéristiques de ces 3 institutions pour jeunes délinquants de la région de Montréal. Pour ce faire, l'auteur présente tout d'abord une série d'informations sur l'histoire, l'architecture, le régime de vie, les critères d'admission, le nombre délèves et d'éducateurs, puis dans une deuxième partie qui traite du système de rééducation de chacun des centres, il analyse en particulier les objectifs poursuivis et les moyens que l'on a mis au point pour réaliser ces objectifs. Il fait aussi une description de l'organisation qui permet de traduire en acte le programme de resocialisation de chacun des centres. Dans le volume 11, les relations sociales et le comportement des jeunes dans leur unité de vie sont analysés. Le volume 111 est une analyse de la fonction des éducateurs, de leurs attributs, de leurs objectifs et des relations qu'ils entretiennent avec les élèves.

1245 CUSSON, M. (1974).
Berthelet: une crise dans une prison d'enfants.
R Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 37p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Training school

1246 CUSSON, M., DUCHARME, J. (1974).
Boscoville: un centre de rééducation. Université
R de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 76p. (Directeur: Leblanc, M.).

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Training School

1247 DUCHARME, J. (1967).
"Les faits d'observation: structure et utilisation
A à Boscoville". Revue Canadienne d'Education Spécialisée, 3. 83-97.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training school
2. Juvenile Delinquency

1248 ECOLE MONT SAINT-ANTOINE (1965-).
Rapports annuels. Montréal: Ecole Mont Saint-
R Antoine.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Training school

Ce rapport annuel comprend tout d'abord un rapport du Président qui retrace assez brièvement ce qui fut réalisé pendant l'année écoulée au sujet de l'Assemblée

Générale Spéciale, des visites reçues par le Mont, des nominations et promotions, de même que des décorations, des délégués à divers congrès, de la revue des principaux services qui contribuent chacun à leur façon à la poursuite des objectifs de rééducation des élèves, telle que la formation scolaire et professionnelle, le Service de Traitement et les Services Professionnels,... Il y aussi le Rapport du Directeur Général qui fait un rappel de certains objectifs du Mont sur le plan administratif et professionnel. Une troisième section "Service du Traitement" porte sur la mise aur pied du Centre d'Observation , sur les démarches entreprises pour développer le sens de la compétence chez l'éducateur et termine en dégageant les lignes de force qui guideront l'action du Mont durant l'année qui suivra. Dans la quatrième section "Services de rééducation" nous avons un bref aperçu de la rééducation et des activités académiques, de même que de l'apprentissage du métier et de la vie pavillonnaire. La cinquième section "Service Social" nous fournit les statistiques générales du service, les statistiques spéciales (placement en foyers nourriciers, étudiants...), et d'autres renseignements sur les activités du service (prêts et bourses d'étude...). Une dernière section nous donne les états financiers au 31 mars de l'année en cours au Mont Saint-Antoine, Inc.

1249 EVANS, A. C. (1964).
"Social Work Services at the Boy's Farm and
A Training School". Review of the Youth Protection Services, 4:2. 7-10.

KEY WORDS: 1. Training school 2. Social services

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Services sociaux

1250 GENDREAU, G. (1966).
Boscoville: une experience en marche ou en pro-
R cessus de rééducation au service des jeunes dé-
linquants. Conférence présentée au Centre de
Formation et de Recherches de l'Education Sur-
veillée. Vaucresson. 65p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training school
2. Juvenile delinquency

1251 GIGNAC, F. (1964).
"Le service social des maisons Notre-Dame-de-la-
A Garde et Saint-Charles". Revue des Services de
Bien-Etre à l'Enfance et à la Jeunesse, 4:2. 32-34.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Services sociaux

KEY WORDS: 1. Training school
2. Social services

1252 HOOPER, H. M., KEANE, S., AGAR, A. S., BRAYSHAW, R.,
GUNN, V. C., BLUM, F., WARDEN, C. J., ROBERTSON, W.,
A ANDERSON, T. J. B. (1962).
"The Brampton Story". Canadian Journal of Criminology
and Corrections, 4:4. 221-246.

KEY WORDS: 1. Training school

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1253 LAFLAMME, J. P. (1964).
"Service social institutionnel du manoir Charles
A de Foucauld". Revue des Services de Protection
de la Jeunesse, 4:2. 11-15.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Services sociaux

KEY WORDS: 1. Training school
2. Social services

1254 LAFLAMME-CUSSON, S. (1971).
L'éducateur en milieu institutionnel. Mémoire de
T maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie).
Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 109p.

MOTS CLES: 1. Educateur
2. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Educator
2. Training school

La présente étude porte sur 3 institutions québécoises pour jeunes délinquants (Centre Berthelet, Boscoville, et Mont Saint-Antoine) de façon à jeter un peu de lumière sur certains aspects du rôle de l'éducateur dans ces milieux, les objectifs qu'il poursuit dans son travail quotidien, le type de relations qu'il établit avec ses élèves, puis ses attitudes à l'endroit des jeunes délinquants.

1255 LAFLAMME-CUSSON, S. , BARIL, M. (1975).
La détention des mineurs dans la région de Montréal.
R Vol. 1: Le centre d'accueil St-Vallier, la Villa Notre-Dame-de-Grâce. 275p.
Vol. 2: Franc-Bord, le Centre Berthelet. 326p.
Vol. 3: Les établissements de détention. Les cellules de la police. 200p.
Vol. 4: Un bilan. 89p.
Montréal: AMIC. (Recherche subventionnée par le Ministère des Affaires Sociales du Québec).

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training school
2. Juvenile delinquency

Cette recherche vise à communiquer une vision d'ensemble du phénomène de la détention des mineurs. Le premier volume décrit le Centre d'Accueil St-Vallier pour garçons et la Villa Notre-Dame-de-Grâce chez les filles. Dans le volume 2 sont présentés Franc-Bord, section d'accueil de la Maison Notre-Dame-de-Laval (filles) et le Centre Berthelet (garçons).

Un troisième volume traite de la détention des mineurs dans quelques institutions pour adultes (Etablissement de Détention de Détention de St-Hyacinthe et de Hull, le Centre de Prévention (Parthenais), les quartiers cellulaires de la police de la C. U. M.). En plus de décrire ces milieux de détention , les services, le personnel, les problèmes de chaque institution, le rapport décrit les jeunes qui font l'objet de détention et les circonstances les y ayant amenés. Enfin le dernier volume aborde des questions de base dans l'étude du phénomène de la détention des jeunes, tout en formulant quelques recommandations pour l'élaboration d'une solution.

1256 LANDREVILLE, P. (1967).
"Boscoville centre de rééducation: étude follow-up".
A Revue Canadienne de Criminologie, 9:4. 337-345.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Etude 'follow-up'

KEY WORDS: 1. Training school
2. Follow-up study

1257 LANDREVILLE, P. (1967).
L'évaluation de l'efficacité du traitement à Boscoville. In: Cinquième Colloque de Recherche sur
R la Délinquance et la Criminalité. Université de Montréal: Département de Criminologie. 45-52.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Traitement
3. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Training school
2. Treatment
3. Juvenile delinquency

1258 LANDREVILLE, P. (1967).
"Relation entre la durée et le taux de récidive à
A Boscoville". Revue Canadienne d'Education Spécialisée, 3. 7-17.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Récidive

KEY WORDS: 1. Training school
2. Recidivism

1259 LEBLANC, M., BROUSSEAU, G. (1973).
La clientèle du Mont Saint-Antoine: perspective
R descriptive, comparative et prévisionnelle. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 65p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile
3. Prévision

KEY WORDS: 1. Training school
2. Juvenile delinquency
3. Prediction

Ce rapport comprend deux parties: la première situe le Mont Saint-Antoine, institution pour jeunes délinquants, parmi l'ensemble du réseau institutionnel utilisé par les cours de Bien-Etre Social de la Province de Québec. Dans la seconde partie on analyse la clientèle du Mont Saint-Antoine: âge, état de la famille, article légal, antécédents judiciaires et motifs de référence à la cour, ainsi que les services rendus par le MSA, ceci dans une perspective prévisionnelle.

1260 MANN, W. E. (1967).
Society Behind Bars : A Sociological Scrutiny of
R Guelph Reformatory.

KEY WORDS: 1. Training School

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1261 MARSOLAIS, C. (1973).
"St-Vallier et Berthelet: deux établissements qui
A se mettent à l'heure de 1973". 65 à l'heure, 1:10. 7-12.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

KEY WORDS: 1. Training School

1262 MENARD, R. (1974).
Identité des éducateurs de Boscoville. (Recherche
R évaluation de Boscoville, Rapport technique No. 4) Université de Montréal : Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile . (Directeur : Leblanc, M.) 56p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Educateur

KEY WORDS: 1. Training School
2. Educator

1263 MENARD, R. (1974).
Le climat social dans les équipes de rééducation à
R Boscoville. (Recherche Evaluation de Boscoville. Rapport technique No. 5). Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. (Directeur: Leblanc, M.) 96p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Educateur

KEY WORDS: 1. Training School
2. Educator

1264 MONTPELLIER, A. L. (1960).
Group Work in an Institution for Young Offenders.
T Unpublished Master's Thesis in Social Work . Vancouver : University of British Columbia.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Group Therapy
3. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Thérapie de groupe
3. Délinquance juvénile

1265 ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES (1975).

G Work-Study Programs in two Ontario Training Schools. Ontario : Ministry of Correctional Services. 27p.

KEY WORDS: 1. Training School

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation

1266 PETITCLERC, N. (1974).

R Etude follow up dans un centre de rééducation de la région de Montréal. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 129p.

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Etude 'follow up'

KEY WORDS: 1. Training School
2. Follow up study

1267 QUEBEC. MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS (1971).

A "Treating Delinquent Youth. The Boy's Farm Develops an 1-Level Program (Shawbridge)". Review of the Childhood and Youth Welfare Services, 11:1. 40p.

KEY WORDS: 1. Training School
2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

This paper is primarily concerned with : 1) the development of differential diagnosis and treatment programming which constitutes the new clinical program at Boy's Farm and Training School located at Shawbridge, and 2) the development of an "open" organizational structure within which the former could be nurtured and developed to its maximum potential.

First, an outline is made of the need for a diagnostic process to deal with children within the conceptual framework of the 1-Level system (Interpersonal maturity level classification : juvenile). Following this, a particular example of such a diagnostic service,namely that which is in operation at Boy's Farm and Training School is described. Included in the outline is a description of the physical plant at Boy's Farm as well as the staffing arrangements. Lastly, the diagnostic process itself is described which includes descriptions of the four diagnostic tools that are used at Boys' Farm, namely, the Jesness Inventory, the P. T. S. sentence completion test, the Diagnostic Interview and staff observation.

1268 SHOOM, S. (1972).
"The Upper Canada Reformatory, Penetanguishene: The Dawn of Prison Reform in Canada". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 14:3. 260-267.
A

KEY WORDS: 1. Penal reform
2. Training School

MOTS CLES: 1. Réforme pénale
2. Centre de rééducation

1269 ZOLL, P. (1974).
An Exploratory Study of the Volunteer Program at the Ontario "Oakville" Assessmen t and Reception Centre for Juveniles. Toronto : Centre of Criminology, University of Toronto. 69p.
R

KEY WORDS: 1. Training School 2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Délinquance juvénile

CHAPITRE IV/CHAPTER IV

C. DEJUDICIARISATION ET MESURES DE PREVENTION /DIVERSION AND PREVENTIVE MEASURES

C. DEJUDICIARISATION ET MESURES DE PREVENTION/ DIVERSION AND PREVENTIVE MEASURES.

1. Déjudiciarisation/Diversion

1270 BERTRAND, M. A. (1972).
L'odyssée Sherbrooke-P. Q. (Recherche services
R novateurs). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 114p. (Chercheur: Brousseau, G.).

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

1271 BERTRAND, M. A. (1973).
Recherche sur les services novateurs et non conventionnels.
R Rapport final. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 354p. (Chercheurs: Brousseau, G., Gagnon, A., Garigue, V., Gauthier, M., Lallier, M., Lascoumes, P., Patenaude, S.).

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

Cette recherche porte essentiellement sur six milieux (4 canadiens et 2 américains) ou services qui sont apparus comme non-conventionnels quant aux méthodes et à la philosophie qu'ils ont adoptées par rapport à certaines formes de dissidence et de déviance. Ces milieux sont: 1) La Terre, une commune rurale située à Wotton, P. Q., 2) L'Unité des jeunes travailleurs de l'Hôpital Général de Toronto, 3) Cool-Aid, un service très polyvalent à base et rayonnement communautaires, situé à Vancouver, 5) Walden House, une communauté thérapeutique située à San Francisco, et 6) Aztlan, une université "libre" ou ouverte à Fresno, California.

1272 CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975).
La déjudiciarisation. Document de travail No. 7.
G Ottawa : Information Canada. 30p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975).
Diversion. Working Paper 7. Ottawa : Information Canada. 25p.

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

Français

Dans le cadre de son 3e document de travail " les principes de la détermination de la peine et du prononcé de la sentence", la Commission de réforme du droit a produit le document de travail dont il est ici question traitant de la déjudiciarisation. Ce document de travail tente de départager les différentes étapes de la déjudiciarisation afin de déterminer où et quand certaines procédures doivent être appliquées. Le document s'attarde principalement au stade des procédures préalables au procès, alors que la déjudiciarisation pourrait à ce stade, constituer une option qui serait offerte au prévenu.
Le document montre que la plupart des conduites que l'on pourrait qualifier de "criminelles" restent souvent à l'intérieur de la famille, de l'école, du lieu de travail ou des autres secteurs de la vie en collectivité. La police doit souvent rechercher des solutions de rechange, trouver les services sociaux et les organismes de santé susceptibles de prendre en charge des cas qui autrement aboutiraient devant les tribunaux. Les procureurs de la Couronne ont toute discrétion pour décider de renvoyer certaines affaires à la conciliation au stade préparatoire de l'instruction au lieu de les traduire directement devant les tribunaux. Somme toute, le document vise à élaborer des politiques à partir des meilleures pratiques utilisées. Il recommande la libération et la légitimation de ces pratiques.

English

The working paper attempts to define the various stages of diversion in order to clarify where and when certain procedures may apply. It concentrates on the pre-trial stage where diversion can be developed as a formalized option. The paper recognizes that behaviour such as fights within the family or between friends as well as certain property offences may or

or may not be defined as "criminal" depending on available solutions in the community. It also recognizes that the police serves many functions and that they too will define and process some forms of "crime" in the light of their own resources. In many ways the paper attempts to build on the best practices already in use and reccommends that these practices be extended and legitimated as viable options in the administration of criminal justice.

1273 G

CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1975). Etudes sur la déjudiciarisation. Projet de réforme du droit pénal à East York. Ottawa : Information Canada. 243p.

CANADA. LAW REFORM COMMISSION (1975). Studies on Diversion. East York Community Law Reform Project. Ottawa: Information Canada. 230p.

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

Français

Ce volume est divisé en deux parties : la première contient un compte-rendu du projet de réforme du droit pénal à East York. La deuxième partie renferme un document de travail de la Commission sur la déjudiciarisation. Le projet East York constitue une expérience nouvelle dans le domaine de la recherche juridique. On a voulu en le concevant élargir le cadre de la réforme du droit, habituellement réservé aux professionnels, pour l'étendre aux personnes directement concernées par l'administration des affaires criminelles, c'est à dire, les victimes, les délinquants et les policiers. Les thèmes qui ont servi de base à l'orientation des recherches sont les suivants: (1) la description du droit criminel appliqué à un milieu urbain typique, commençant par la mise en marche du processus par le plaignant ou la victime et se terminant par le procès de la personne inculpée; (2) l'identification des problèmes relatifs au droit et à son administration, à chacun des stades du processus pénal; et (3) l'exploration des possibilités de créer des méthodes alternatives au règlement des problèmes qui peuvent surgir et, lorsqu'il est possible, l'expérimentation de ces méthodes en les appliquant selon des critères déterminés.

English

This book contains two sections. The first consists of a summary of the East York Community Law Reform project. The second part consists of a working paper of the Law Reform Commission.The East York Community Law Reform project represented a novel experiment in legal research. It was the product of a conscious attempt to extend the process of law reform, traditionally an undertaking reserved to legal professionals, to those most directly affected by the administration of criminal justice-victims, offenders and police officers. The themes around which the research programme was organized were as follows : (1) to describe the criminal law in action,in a typical urban setting , commencing with the complainant's or victim's initiation of the process, and concluding with the trial of the accused person; (2) to identify the problems in the law and its administration at each stage of the criminal process; and (3) to explore the potential for developing alternative methods of handling the problems which might arise and, whenever possible, to test such alternatives in terms of specified criteria.

1274 CORMIER, P. (1967).

Les mesures alternatives à l'emprisonnement. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 240p.

T

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

Après nous avoir donné un aperçu sur l'histoire de l'emprisonnement, l'auteur nous parle plus précisément de l'emprisonnement au Canada, de son usage par rapport aux autres sanctions pénales, pour les différents groupes d'infractions au code criminel, et ce dans les 10 provinces. Puis en dernier lieu, elle traite des mesures alternatives à l'emprisonnement (mesures punitives, mesures de sûreté et mesures de traitement) le tout nous indiquant l'adaptation progressive du système juridique et pénitentiaire aux réalités changeantes de la vie économique et sociale et à l'évolution des moeurs.

1275 DEWALT, L. H. (1970).
"Community Correctional Resources Sentencing
A Alternatives". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 12:4. 491-498.

KEY WORDS: 1. Diversion

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

1276 KOS-RABCEWICZ-ZUBKOWSKI, L. (1973).
"Les mesures prévues en remplacement des courtes
A et moyennes peines privatives de liberté au Canada". Revue Juridique Thémis, 8. 305-322.

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

1277 PARIZEAU, A. (1976).
La déjudiciarisation. Problèmes théoriques et empiri-
R ques de son application concrète. Université de Montréal : Centre International de Criminologie Comparée. 416p.

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

L'auteur se propose ici d'examiner les possibilités de déjudiciarisation en ce qui a trait à ses aspects théoriques et empiriques. Il s'agit en particulier de déterminer quantitativement et qualitativement l'importance des services qui peuvent faciliter son application au Canada, en tenant compte de certaines expériences faites aux Etats-Unis et en Hollande.

1278 RICO, J. M. (1967).
Les mesures alternatives à l'emprisonnement au Cana-
R da et en criminologie comparée. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 240p. (Chercheurs: Cormier, P., Fattah, E. A., Lemire, G., Tourangeau, G.)

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

KEY WORDS: 1. Diversion

Après un premier chapitre consacré à l'évaluation de la peine d'emprisonnement au Canada et en particulier à son usage par rapport aux autres sanctions pénales prévues par le Code, l'étude porte sur les différentes mesures offertes par les législations positives ou la pratique pénitentiaire. Une présentation de l'état actuel des systèmes pénaux étrangers où ces mesures sont appliquées, suivie d'une appréciation critique de leurs avantages et inconvénients par rapport à la peine d'emprisonnement et d'une évaluation de leurs possibilités d'introduction et de mise en pratique dans la législation pénale canadienne complètent cette étude.

1279 WILSON, L. C. (1976).
"Diversion : The Impact on Juvenile Justice". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 18:2, 161-167.
A

KEY WORDS: 1. Diversion

MOTS CLES: 1. Déjudiciarisation

2. Prévention / Prevention

1280 BRITISH COLUMBIA. POLICE COMMISSION (1975).
The Prevention of Crime : A Challenge for British Columbia. The British Columbia Police College. Progress Report from the Commission. Vancouver, British Columbia. Queen's Printer. 11p.
G

KEY WORDS: 1. Prevention
2. Colombie-Britannique

MOTS CLES: 1. Prévention
2. British Columbia

1281 CANADA. SOLICITOR GENERAL (1974).
Consultative Study on Youth Services for Crime
G Prevention. Final Report. Ottawa : Solicitor General.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

This study was designed to present observations and recommendations to be taken into consideration in the development of policies and programmes in the field of the prevention of juvenile crime. As indicated by the title of the study, the process to be employed was consultative in nature.

1282 CHAMPAGNE, J., DUPUIS, J. L., FAUCON, J., LALLIER, M. (1974).
R Projet "Laval-Jeunesse". Etude des besoins de la population -jeunesse: Chomedey, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay. Montréal : Bureau de Consultation Jeunesse. 83p.

MOTS CLES: 1. Loisirs 2. Prévention
3. Québec

KEY WORDS: 1. Leisure activities 2. Prevention
3. Quebec

1283 FELSTINER, J. P. (no date).
Youth in Need. A Report of the Second Stage of the Uni-
R versity Settlement Project. Toronto : University Settlement Recreation Centre.

KEY WORDS: 1. Prevention 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Prévention 2. Ontario

1284 R HACKLER, J. C. (1974). Why Delinquency Prevention Programs in Canada Should Not Be Evaluated. Edmonton: University of Alberta. 90p.

KEY WORDS: 1. Prevention
2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Prévention
2. Délinquance juvénile

1285 A HACKLER, J. C., HO, K., URQUHART, C. (1974). "The Willingness to Intervene : Differing Community Characteristics". Social Problems, 21:3.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

This paper deals with two questions : 1) under what conditions will people intervene to help someone else and 2) what community characteristics promote or hinder these conditions? Small group laboratory studies suggest that the presence of others hindered rather than promoted a willingness to intervene. Other research shows that factors which encourage communication are related to the willingness to help someone or respond to an act of deviance. This study attempts to apply some of these ideas to 12 areas in the city of Edmonton, Alberta. The pattern differed in "stable" and in "unstable" communities. While the predicted model may be appropriate for stable neighbourhoods, the dynamics in communities with greater mobility may call for an alternate explanation.

1286 A HACKLER, J. C. (1976). "Misguided Wisdow : Delinquency Prevention Programs and their Evaluation". Criminology Made in Canada, 3:1. 67-84.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

1287 A KIRKPATRICK, A. M. (1966). "Crime Prevention and You". Chitty's Law Journal, 14:9.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

1288 R LEBLANC, M., LIMOGES, T., MARINEAU, D. (1972). Projet de dépistage et de traitement de la délinquance en milieu libre. Recherche sur la prévention et le contrôle des troubles de comportement en milieu scolaire. Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 179p.

MOTS CLES: 1. Prévention
2. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Prevention
2. Juvenile Delinquency

Cette recherche est une description quantitative à partir des données recueillies au cours d'une action de prévention et de contrôle des troubles de comportement dans une école secondaire polyvalente de la banlieue sud de Montréal. Les données présentées concernent la détection des cas exigeant une attention du criminologue, le dépistage et l'orientation de ces cas et la relance une année après la prise de contact. Les analyses ont pour point de départ les 990 sujets terminant l'élémentaire ou engagés dans le secondaire; 697 sujets ont participé à une phase de dépistage et ils ont été relancés. Les conclusions principales de ces opérations sont les suivantes : moins de 20% des élèves évalués à l'aide de guide de référence méritent une attention de la part du service de consultation. Dans une perspective plus spécifique, celle de l'action du criminologue en milieu scolaire, il ressort qu'un tiers de sa clientèle serait affecté de non-motivation scolaire, 10 à 20% présenteraient des troubles de comportement à l'école et moins 5% seraient des délinquants au sens d'un agir délinquant connu par les professeurs.

1289 MacFARLANE, D., GIULIANI, G. (1975).
Crime Prevention : A Selected Bibliography.
R Toronto : University of Toronto, Centre of Criminology. 78p.

KEY WORDS: 1. Prevention
2. Bibliography

MOTS CLES: 1. Prévention
2. Bibliographie

1290 McGRATH, W. T. (1962).
"Crime Prevention in Canada". Bulletin de la Société Internationale de Criminologie, 1. 117-122.
A

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

1291 MARINEAU, D. (1971).
"Projet de prévention spécifique et criminologie scolaire". Revue Canadienne de Criminologie, 13:3.
A 233-250.

MOTS CLES: 1. Prévention 2. Ecole

KEY WORDS: 1. Prevention 2. School

1292 PARIZEAU, A., DELISLE, M. A. (1974).
Ces jeunes qui nons font peur. Montréal : Editions
V Ferron. 206p.

MOTS CLES: 1. Loisirs 2. Prévention
3. Québec 4. Délinquance juvénile

KEY WORDS: 1. Leisure activities 2. Prevention
3. Quebec 4. Juvenile Delinquency

Deux problèmes majeurs sont ici mis en relief, celui de la promotion des valeurs du loisir et celui de la croissance du volume et de la modification du contenu de la délinquance juvénile. Dans un double cadre de référence, criminologique et sociologique, on y fait mention de politiques globales et spécifiques du loisir, d'indicateurs d'interventions dans le temps (famille, école) et dans l'espace (Montréal, districts judiciaires de Québec), d'encadrements par l'organisation du loisir et des motivations des jeunes usagers, du rôle préventif de l'organisation du loisir scolaire et de la coordination des initiatives communautaires. Les auteurs se sont posés plusieurs questions et ont tenté de saisir par une méthode prévisionnelle et comparative comment ces questions se posent au Canada d'aujourd'hui et de demain et les ont comparées aux problèmes correspondants dans quelques autres sociétés industrielles avancées et post-industrielles.

1293 SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT CORRECTIONS COMMITTEE (1965).

R Report of Case Conference Pilot Project Committee on Delinquency Prevention. Hamilton. 8p.

KEY WORDS: 1. Prevention 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Prevention 2. Ontario

1294 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1964-1965).

R Cinq rapports préliminaires concernant la délinquance et les moyens de prévention et de traitement. Ottawa wa ; Société Canadienne de Criminologie.

MOTS CLES: 1. Prévention 2. Traitement

KEY WORDS: 1. Prevention 2. Treatment

1295 SZABO, D. (1968).

A "Les mesures de prévention sociale". In: Criminologie en Action. Montréal : Presses de l'université de Montréal. 270-311.

MOTS CLES: 1. Prévention

KEY WORDS: 1. Prevention

1296 TORONTO. CENTRE OF CRIMINOLOGY (1965).
Report of the Proceedings : National Conference
R on the Prevention of Crime. Toronto : Centre of Criminology. 88p.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

Issues raised and discussed include the changing pattern of crime, the limits of police powers, and the rights of the accused. The focus of the conference was the issues underlying the effective enforcement of the criminal law and its relationship to the overall prevention of crime. The participants were judges, state and defense attorneys, and police officials.

1297 TORONTO. CENTRE OF CRIMINOLOGY (1975)
A Crime Prevention Workshop. By MacFarlane, D.
R Report of the Proceedings. University of Toronto : Centre of Criminology. 78p.
TORONTO. CENTRE OF CRIMINOLOGY (1975).
Atelier de travail sur la prévention du crime. Par MacFarlane,D. Rapport des délibérations. Toronto: Centre of Criminology. 151p.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

The first task for the workshop participants was to examine the present practices and theories within the field of crime prevention. The second task was to reformulate, where necessary, the problems and to set out research activities for immediate attention, and to both these things jointly so that future research will be responsability of and therefore responsible to the combined demands and objectives of both researches and practicioners in the field.

English

Français

La première tâche des participants à cet atelier de travail a été d'examiner les théories et les présentes méthodes utilisées dans le domaine de la prévention du crime. Le deuxième objectif, celui de reformuler, au besoin, les problèmes auxquels nous faisons face, et d'établir les priorités en recherches, pour pouvoir y apporter immédiatement l'attention qu'elles méritent, et d'accomplir ces deux tâches conjointement afin que les recherches futures soient la responsabilité des spécialistes en recherches et des praticiens, et qu'elles portent sur les mêmes problèmes et visent les mêmes objectifs.

1298 TORONTO. CENTRE OF CRIMINOLOGY (1975).
Background Papers for the Crime Prevention Workshop. By MacFarlane, D. Toronto : Centre of Criminology. 55p.

R

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

1299 UNIVERSITY OF ALBERTA (1968).
The Prevention of Crime in Medium Sized Cities : Some Innovations in Correctional Programs. Proceedings of the Banff Conference on Deviance and Control. University of Alberta. 62p.

R

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

CHAPITRE IV/CHAPTER IV

D. MESURES D'ASSISTANCE ET DE RESOCIALISATION POUR JEUNES ET ADULTES/

MEASURES OF ASSISTANCE AND RESOCIALISATION FOR YOUNG AND ADULT OFFENDERS

C. MESURES D'ASSISTANCE ET DE RESOCIALISATION POUR JEUNES ET ADULTES/ MEASURES OF ASSISTANCE AND RESOCIALISATION FOR YOUNG AND ADULT OFFENDERS

1. Généralités/General

1300 G COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND SOCIAL IMPROVEMENT (1972).
Annual Report. Victoria: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Réhabilitation
2. Colombie-Britannique

1301 R COMMUNITY WELFARE PLANNING COUNCIL (1963).
Report of the Committee on Services for Juvenile and Adult Offenders. Winnipeg.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Manitoba

1302 R ELIZABETH FRY SOCIETY (1968).
Annual Reports. Vancouver: Elizabeth Fry Society.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Colombie-Britannique

1303 ELIZABETH FRY SOCIETY (1973).
Annual Reports. Toronto: Elizabeth Fry Society.
R

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Ontario

1304 ELIZABETH FRY SOCIETY OF MANITOBA.
JOHN HOWARD SOCIETY OF MANITOBA (1962).
R Brief to Community Welfare Planning Council. Winnipeg: Committee on Services for Juvenile and Adult Offenders. 44p.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Manitoba

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Manitoba

1305 GAUTHIER, M. (1970).
R La réhabilitation du criminel adulte au Québec: situation présente et projets d'avenir. Conférence présentée au Quatrième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Kyoto, Japon. 20p.

MOTS CLES: 1. Réhabilitation

KEY WORDS: 1. Rehabilitation

Le présent travail s'est limité essentiellement au secteur adulte. Au Québec, c'est le Ministère de la Justice qui s'en occupe exclusivement. Les efforts des cinq dernières années ont permis d'en arriver à l'élaboration d'une philosophie générale de base, philosophie que nous retrouvons inscrite dans la loi de la probation et des établissements de détention qui propose une refonte complète des lois gouvernant l'administration des lieux de détention. Cette nouvelle loi institue, de fait, au sein

du Ministère de la Justice une direction générale qui favorisera l'application des mesures probatoires et de laquelle relèveront les établissements de détention. Cette nouvelle loi définit les pouvoirs et le fonctionnement de ce service et représente une synthèse des idées présentement mises de l'avant par les spécialistes en la matière et, de ce fait, constitue un outil qui devrait être en mesure de répondre aux besoins actuels. Dans leur travail quotidien, policiers, avocats, juges, spécialistes en sciences humaines et autres travailleurs, fonctionnent dans les limites de leurs responsabilités, mais selon certaines perspectives de base que toutes les disciplines partagent, de sorte que l'ensemble des divers secteurs forment un tout cohérent et unifié.

1306 JOHN HOWARD SOCIETY OF HAMILTON (no date). The Employer and the Ex-Inmate. Ontario: John Howard Society. 8p.

R

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Work

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Travail

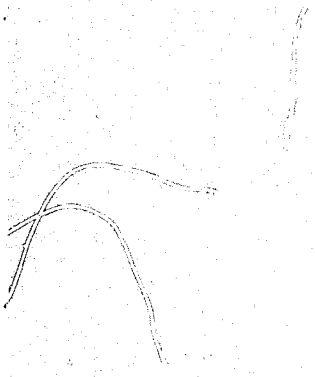
1307 JOHN HOWARD SOCIETY OF ONTARIO (1960-). Annual Reports. Toronto: John Howard Society.

R

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Ontario

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Ontario

This annual report is a review of programs and events by the presidents of each branch of the John Howard Society in Ontario. These branches are: London, Sudbury, Kingston, Toronto, St. Catherines, Windsor, Hamilton, Sarnia, Thunder Bay, Trenton, Sault-Ste-Marie, Ottawa, Kitchener, Waterloo, Peterborough, Oshawa, Whitby. The branches are encouraged to identify and establish new community



CONTINUED

6 OF 9

services, within a broadened concern about criminal justice in their communities. The report also presents a financial statement of operation of the Society, and statistical information on services rendered to ex-inmates following release, services to or on behalf of inmates during incarceration, and the number of ex-inmates served following release.

1308 JOHN HOWARD SOCIETY OF QUEBEC (1960-).
Annual Reports. Montreal: John Howard Society.
R

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Quebec

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Québec

1309 JOHN HOWARD SOCIETY. SASKATOON COUNCIL (1965).
Annual Report, 1964. Saskatoon: John Howard
R Society. 11p.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Saskatchewan

1310 LETKEMANN, P. (1965).
The Salvation Army - A Study in Compliance.
T Unpublished M. A. Thesis. University of British Columbia: Department of Anthropology and Sociology.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance

1311 A McGRATH, W. T. (1969). "Formal Recognition of Rehabilitation: Legal and Social Issues". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 11:4. 240-254.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation

MOTS CLES: 1. Réhabilitation

1312 G NOUVELLE-ECOSSE/NOVA SCOTIA. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES (1975). Annual Report for the Year ending March 31st, 1974. Halifax: Queen's Printer. 66p.

KEY WORDS: 1. Social Services 2. Nova Scotia

MOTS CLES: 1. Services sociaux
2. Nouvelle-Ecosse

1313 G QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES (1970-). Rapports annuels. Québec: Editeur Officiel.

MOTS CLES: 1. Services sociaux 2. Québec

KEY WORDS: 1. Social Services 2. Quebec

1314 G QUEBEC. MINISTERE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ETRE SOCIAL (1964-). Rapports annuels. Québec: Editeur Officiel.

MOTS CLES: 1. Services sociaux 2. Famille
3. Québec

KEY WORDS: 1. Social Services 2. Family
3. Quebec

1315 SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES (1972).

G Annual Report 1971-1972. Regina: Department of Social Services.

KEY WORDS: 1. Social Services 2. Saskatchewan

MOTS CLES: 1. Services sociaux 2. Saskatchewan

1316 SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT (1965).

R Proposal: A Demonstration and Research Project for a Rehabilitation Training Program for Unemployed Youth in Hamilton. Prepared by the Young Men's Christian Association of Hamilton and Research Department, Social Planning Council of Hamilton and District. Submission to the Select Committee on Youth of the Ontario Legislature. Hamilton. 24p.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Réhabilitation 2. Ontario

1317 SOCIETE D'ORIENTATION ET DE RFHABILITATION SOCIALE (1970).

R Rapport annuel.

MOTS CLES: 1. Réhabilitation

KEY WORDS: 1. Rehabilitation

On retrouve dans ce rapport annuel du S. O. R. S. une allocution du président, relatant l'historique du S. O. R S., le rapport du trésorier et le rapport du directeur général qui nous entretient sur le personnel de l'agence. Cet organisme a pris plusieurs formes dont les principales sont les suivantes: rencontres régulières des différentes catégories de personnel, comités de travail formés en vue de l'étude et de la recherche de solution à des questions comme celle de l'assistance pénale et post-pénale, le dossier, le système statistique, les relations de travail, le 25e anniversaire du S. O. R. S. et les activités spéciales. Ce même rapport du directeur général

nous parle aussi d'activités et d'analyse statistique (Caseload global de l'agence, liberté surveillée avec le Service Provincial de Probation et la Cour Municipale de Montréal, la libération conditionnelle et l'assistance pénale et post-pénale), d'action communautaire, des centres d'Accueil, et pour finir, d'information et de publicité.

1318 TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE (1960-).
G Annual Reports. St. John's: Queen's Printer.

KEY WORDS: 1. Social Services 2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Services sociaux 2. Terre-Neuve

1319 TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES AND REHABILITATION (1971-).
G Annual Reports. St. John's: Department of Social Services and Rehabilitation.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation 2. Newfoundland

MOTS CLES: 1. Réhabilitation 2. Terre-Neuve

1320 TISDALE, D. E. W. (1964).
"Rehabilitation - Colossal Failure". The Canadian
A Bar Journal. 7:2. 142-147.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation

MOTS CLES: 1. Réhabilitation

1321 WILTON, J. B. (1973).
May I Talk to John Howard. The Story of J. D.
V Hobden, a Friend to Prisoners. Vancouver: John Howard Society. 235p.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance
2. Prisons: History

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance
2. Prisons: histoire

2. Mesures particulières/Specific Measures

a) Assistance post-pénale/After-Care

1322 A BENNETT, M. C. (1971). "The Need for a Partnership in After-Care". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 13:2. 117-121.

KEY WORDS: 1. After-Care

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

1323 A EDMISON, J. A. (1968). "First Steps in Canadian After-Care". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:2. 272-281.

KEY WORDS: 1. After-Care

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

1324 A FATTAH, E. A. (1965-1966). "L'assistance post-pénale au Canada". Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 4-5:3. 45-62.

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

KEY WORDS: 1. After-Care

1325 A LEFORT, J. E. (1963). Prison After-Care at the Crossroads. Reprint of a Speech delivered to the Annual Meeting of the John Howard Society of Ottawa. Ottawa: John Howard Society. 5p.

KEY WORDS: 1. After-Care

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

1326 MAGNAN, P. (1975).
La réinsertion sociale des ex-détenus aux ateliers
T Dominique de Hull. Mémoire de Maîtrise ès Sciences Sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 138p.

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale
2. Québec

KEY WORDS: 1. After-Care
2. Quebec

1327 MOUNSEY, S. C. (1975).
"The Characteristics of an Effective Juvenile
A After-Care Program". Criminology Made in Canada, 2:2. 103-112.

KEY WORDS: 1. After-Care 2. Juvenile Delinquency

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale
2. Délinquance juvénile

1328 ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES (1972).
Continuing Care in the Community. Toronto:
G Ministry of Correctional Services. 12p.

KEY WORDS: 1. After-Care 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale 2. Ontario

1329 PARKER, M. C. (1968).
"After Institutionalization". Canadian Journal of
A Criminology and Corrections, 10:2. 432-437.

KEY WORDS: 1. After-Care

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

1330 REID, D. C. S. (1963).
A After-Care Applications: A Study of Factors Having a Positive or Negative Influence on Such Applications. Paper presented to the Canadian Congress of Corrections. Winnipeg, Manitoba. 11p.

KEY WORDS: 1. After-Care

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale

1331 THOMPSON, G. (1963).
T Attitudes Toward After-Care of a Group of Inmates of a Correctional Institution. Unpublished M. S. W. Thesis. University of Toronto.

KEY WORDS: 1. After-Care 2. Rehabilitation 3. Ontario

MOTS CLES: 1. Assistance post-pénale 2. Réhabilitation 3. Ontario

Through individual interviews, the study examines the attitudes of a group of inmates in the Ontario Training Centre at Brampton toward after-care services. Content includes the education, employment experience, and other experience of the group of youthful inmates in a trade-training institution, their expectations and plans for discharge, and their knowledge of and attitudes toward after-care services.

1332 ZEITOUN, L. (1965).
A "Survey of Employer's Attitudes to Hiring of Ex-Inmates". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 7:1. 125-129.

KEY WORDS: 1. Measures of Assistance 2. Work

MOTS CLES: 1. Mesures d'assistance 2. Travail

b) Bénévoles et services communautaires/Volunteers and Community Services.

1333 ANDREWS, D. A., WORMITH, J. S., KENNEDY, D. J., DAIGLE, W. J. (1973).
G The Attitudinal Effects of Structured Discussions and Recreational Association Between Young Criminal Offenders and Undergraduate Volunteers. Toronto: Ministry of Correctional Services.

KEY WORDS: 1. Volunteers

MOTS CLES: 1. Bénévoles

1334 ANDREWS, D. A., WORMITH, J. S., KENNEDY, D. J. (1973).
The Use of Community Volunteers in Institution
R Based Counselling Programs. Carleton University: Rideau Correctional Centre.

KEY WORDS: 1. Volunteers

MOTS CLES: 1. Bénévoles

1335 ARCAD (non daté).
Une introduction. Montréal: Association de Rencontres
R Culturelles avec les Détenus. 48p.

MOTS CLES: 1. Bénévoles 2. Assistance post-pénale

KEY WORDS: 1. Volunteers 2. After-Care

1336 BOYD, S. (1965).
"Report of a Volunteer Project to Assist in the Social
A Adjustment of Persons Released from Prison". Canadian Journal of Corrections, 7:4. 394-405.

KEY WORDS: 1. Volunteers 2. After-Care

MOTS CLES: 1. Bénévoles 2. Assistance post-pénale

1337 BRAITHWAITE, J. W (1960).
A Community Focused Prison Program. A Speech
R delivered to the Annual Meeting of the John Howard Society of Alberta, Edmonton: John Howard Society. 8p.

KEY WORDS: 1. Volunteers 2. Community Centre

MOTS CLES: 1. Bénévoles 2. Centre communautaire

1338 CANADA. CANADIAN PENITENTIARY SERVICE (1971).
Community Participation Programs in Federal
G Penitentiaries. Ottawa: Solicitor General.

KEY WORDS: 1. Volunteers

MOTS CLES: 1. Bénévoles

1339 CANADA. SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL (1973).
Caractéristiques économiques des centres de
G soins communautaires. Par Ruderman, A. P. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Centre communautaire

KEY WORDS: 1. Community Centre

1340 CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1973).
Rapport du groupe d'études sur les centres
G résidentiels. communautaires. Ottawa: Information Canada. 92p.
CANADA. SOLICITOR GENERAL (1973).
Report of the Task Force on Community-Based Residential Centres. Ottawa: Information Canada. 85p.

MOTS CLES: 1. Centre communautaire
2. Maisons de transition

KEY WORDS: 1. Community Centre
2. Halfway Houses

Français

La première partie de ce rapport décrit les méthodes, les instruments et les procédés utilisés par la Commission afin d'arriver à comprendre le phénomène des Centres résidentiels communautaires (CRC). La partie II renferme une description de la tendance des CRC, des installations, du personnel et des programmes des CRC, ainsi que des opérations financières de ces Centres. Les constatations de la Commission, accompagnées de commentaires appropriés, ont fait l'objet de 26 exposés descriptifs qui, ensemble donnent une définition globale des CRC du Canada et définissent le rôle qu'ils jouent aujourd'hui dans la société. Les parties III, IV et V du rapport sont le fruit des efforts de la Commission en vue de conceptualiser l'orientation future du mouvement des CRC.

English

The first part of the report describes the methods, means and procedures used by the Commission in order to arrive at an understanding of the phenomenon of Community-based Residential Centres (CRC). Part II contains a description of the trends, the set-up, the personnel and programmes of the CRC, as well as the financing of these centres. The findings of the Commission, accompanied by appropriate comments, were the subject of 26 descriptive accounts which, taken together, explain the general nature of the CRC in Canada and define the role they play in society today. Parts III, IV and V are the result of the Commission's efforts to visualize the future orientation of CRC.

1341 CENTRE DE REFERENCE DU GRAND MONTREAL (1974-).
R Répertoire des services communautaires du Grand Montréal. Bien-être, santé, loisirs 1974. Montréal. annuel.

MOTS CLES: 1. Centre communautaire 2. Québec

KEY WORDS: 1. Community Centre 2. Quebec

1342 EVANS, D. C. (1974).
"Computerized Crime Control or Community
A Control of Crime". Criminology Made in Canada, 11:2. 133-149.

KEY WORDS: 1. Volunteers

MOTS CLES: 1. Bénévoles

1343 GILBERT, M. L. (1974).
Projet de visite communautaire à Archambault.
T Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal : Ecole de Criminologie. 107p.

MOTS CLES: 1. Bénévoles 2. Mesures d'assistance

KEY WORDS: 1. Volunteers 2. Measures of Assistance

1344 LEVI, N. (1971).
The Mission Complex. Paper presented at the
R Mission Conference on the Correction of Offenders serving long terms held at the University of British Columbia. Vancouver: John Howard Society.

KEY WORDS: 1. Volunteers

MOTS CLES: 1. Bénévoles

c) Maisons de transition/Half-Way Houses

1345 BENSON, M. (1967).
"A Whole-Hearted Look at Half-Way Houses".
A Canadian Journal of Corrections, 9:3. 198-226.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

To provide a description of the types of half-way houses in Ontario and assess the possibility of evaluative research and the direction that such research might take, a survey was made of some of the half-way houses in operation in that province. If evaluative research is to be made of half-way houses, consideration of methods and collection of data, both areas now underdeveloped, are necessary.

1346 G

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1975). Répertoire des centres résidentiels communautaires au Canada. Ottawa: Solliciteur Général. 240p.

CANADA. SOLICITOR GENERAL (1975). Directory of Community-Based Residential Centres in Canada. Ottawa: Solicitor General. 218p.

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

Français

Ce répertoire contient une liste des centres résidentiels communautaires, ceux du gouvernement comme ceux des organismes privés, qui assurent l'hébergement des délinquants adultes et des ex-délinquants et leur offrent d'autres services. Le répertoire est divisé par provinces et par villes à l'intérieur de chaque province. Le guide décrit les services offerts dans chaque centre, évalue le nombre de places, le personnel, le type de clientèle, etc.

English

The directory contains a list of community-based residential centres, both government and privately operated, which provide residential and related services to adult offenders and ex-offenders. It is classified according to province and the cities in each province; it describes the services offered in each centre and evaluates the number of accomodations, the personnel, the type of clientele, etc.

1347 A

GRYGIER, T., NEASE, B., ANDERSON, C P. (1970). "An Exploratory Study of Half-Way Houses". Crime and Delinquency, 16:3. 280-291.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

This paper describes a survey of half-way houses, their methods of operation and financing, claims regarding their value, actual evidence of their effectiveness, particularly in reducing recidivism, and the possibilities for further research. The survey concentrated on houses in Ontario. A number of half-way houses in the United States were also included in the study.

1348 JAMES, J. T. L. (1968).
"The Half-Way House Movement". Canadian
A Journal of Corrections, 10:4. 562-574.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

This paper sets forth some factors in the half-way house movement, for consideration. It is based on the limited professional literature, promotional articles and press releases, annual reports, and personal experience and observation of half-way houses in Canada, the United States and England.

1349 LAFORCE, P. (1975).
Etude des maisons de transition au Québec.
T Mémoire de maîtrise inédit ès Sciences Sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 254p.

MOTS CLES: 1. Maisons de transition 2. Québec

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses 2. Quebec

1350 LIBBY, T. N. (1968).
"The Residential Centre for Released Prisoners".
A Canadian Journal of Criminology and Corrections, 10:2. 406-408.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

1351 MAISON ST-LAURENT (1968-)
Rapports annuels. Montréal: Maison St-Laurent.
R

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

1352 OGBORNE, A., WEBER, S. (1975).
The Data Collection System for Half-Way
R Houses. Toronto: Addiction Research Foundation.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

1353 SULLIVAN, D. C., SEIGEL, L. J. (1974).
"Half-Way House, Ten Years Later - Reappraisal of
A Correctional Innovation". Canadian Journal of
Criminology and Corrections, 16:2. 188-197.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

1354 TOWNSEND, M. (1972).
A Study of Rehabilitation Half-Way House Program
R of Previously Inadequate Social Performance.
Vancouver: Elizabeth Fry Society of British
Columbia.

KEY WORDS: 1. Half-Way Houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

CHAPITRE V: CRIMINOLOGIE

CHAPTER V: CRIMINOLOGY

CHAPITRE V/CHAPTER V

A. DEFINITIONS ET DESCRIPTIONS/ DEFINITIONS AND DESCRIPTIONS

V. CRIMINOLOGIE/CRIMINOLOGY

A. DEFINITIONS ET DESCRIPTIONS

1355 CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE (1974).

R Criminologie Clinique: Thérapeutique et Recherche/Clinical Criminology: Therapeutics and Research. Actes des 2èmes Journées Internationales de Criminologie Clinique Comparée/Proceedings of the 2nd International Seminar in Comparative Clinical Criminology. En collaboration avec/In collaboration with Institut d'Anthropologie Criminelle, Université de Gênes et Institut Philippe Pinel de Montréal. Montréal: Centre International de Criminologie Comparée. 109p.

MOTS CLES: 1. Criminologie clinique
2. Traitement
3. Recherche

KEY WORDS: 1. Clinical Criminology
2. Treatment
3. Research

1356 DANDURAND, Y. (1975).

R Le mouvement de criminologie radicale. Ottawa: Université d'Ottawa, Département de Criminologie. 58p.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1357 DANDURAND, Y. (1976).

A "The Professional Criminologist in Canada". Criminology Made in Canada. 3:2. 153-160.

KEY WORDS: 1. Criminologist

MOTS CLES: 1. Criminologue

1358 XVIIe COURS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE/
XVIIe INTERNATIONAL COURSE IN CRIMINOLOGY (1968).
R Criminologie en action/Criminology in Action. Actes publiés sur la direction de D. Szabo. Proceedings published under the direction of D. Szabo. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.

MOTS CLES: 1. Criminologie
2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Criminology
2. Comparative study

1359 EDWARDS, J.Ll. J. (Ed.) (1964-1965).
R Modern Advances in Criminology: Four Public Lectures Given Under the Auspices of the Centre of Criminology. University of Toronto: Centre of Criminology. 86p.

KEY WORDS: 1. Criminology 2. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Criminologie 2. Etude comparée

This volume contains 4 papers that were read in 1964 at the University of Toronto to mark the establishment of the Centre of Criminology. The first lecture: "Some Problems in the Evolution of Prisons", by Norval Morris, summarizes a view of the evolution of prison and discusses some problems of correctional planning, namely:

a) the organisation of correctional services
b) the role and training of the correctional officer
c) the role of the volunteer in correctional work, and
d) the role of research in correctional work.

The second lecture, "Recent Developments in Criminological Research", by T.S. Lodge, examines criminological research in Britain and the problem facing research workers. The third paper by Thorsten Sellin: "Penal Reform in Sweden" presents a picture of the penal system of Sweden. The following themes are discussed: Juvenile delinquents, the penal code, the punishments (fines, imprisonment and other sanctions), probation, conditional sentence, youth imprisonment, internment, committal for special care. The fourth lecture: "The Model Penal Code" by Herbert Wechsler presents a model code of penal and correctional law prepared by the American Law Institute. The scope of the code is indicated, and the author deals with the position taken on a number of important problems: mens rea, strict liability, felony/murder, intoxication, specific crimes, sentence and correction.

1360 V

ELLENBERGER, H. (1969). Criminologie du passé et du présent. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. 50p.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1361 R

FATTAH, E.A. (1972). Histoire de la criminologie. Montréal: Département de Criminologie, Université de Montréal.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1362 FRECHETTE, M. (1973).
Le rôle de criminologue dans la société. In:
R 14e Congrès Annuel de la Société de Criminologie du Québec. Montréal. 16p.

MOTS CLES: 1. Criminologue

KEY WORDS: 1. Criminologist

1363 JAYEWARDENE, C.H.S. (1973).
"Criminologist: Theoretician or Practitioner".
A Criminology Made in Canada, 1:1. 11-35.

KEY WORDS: 1. Criminologist

MOTS CLES: 1. Criminologue

1364 MORLAND, N. (1972).
The Criminologist. Toronto: Copp Clark.
V

KEY WORDS: 1. Criminologist

MOTS CLES: 1. Criminologue

1365 NETTLER, G. (1974).
Explaining Crime. Toronto: McGraw-Hill.
V

KEY WORDS: 1. Criminology

MOTS CLES: 1. Criminologie

1366 NORMANDEAU, A. (Ed.) (1971).
"Le crime". Critère, 4. Juin.
A

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1367 PARADIS, G. (1975).
"Idéologies criminologiques québécoises".
A Revue Canadienne de Criminologie, 17:2. 165-176.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1368 SILVERMAN, R. A., TEEVAN, J. J. (1975).
Crime in Canadian Society. Toronto:
V Butterworth. 455p.

KEY WORDS: 1. Criminology
2. Criminal Statistics
3. Research

MOTS CLES: 1. Criminologie
2. Statistiques criminelles
3. Recherche

A major purpose of this book is to introduce students to the general field of criminology. The editors made a basic decision in the selection of the readings for their text. They excluded the canadian criminology literature that has a corrections orientation. They tried to present a Canadian reader with text deals with the basic concerns discussed in an introductory criminology course. The reader is divided into four sections or theories. The first section is interested in defining the boundaries of the fields of criminology. Through the readings in this chapter, the student is exposed to the basic conflicting definitions of crime: The legal definition and the sociological definition. The second section of readings, "Measuring Crime and Delinquency" discusses the methods of measuring crime in Canada. In addition, these readings demonstrate the inadequacies of official statistics and suggest some alternative forms of measurement. The third part of the reader, "theories of Crime and Delinquency" summarizes the biological, ecological, cultural, subcultural and labelling theories of crime. The accompanying readings in the third part of the reader are several examples of canadian applications of some of the above-mentionned theories. The reading in part four, "Selected Research in Canadian Criminology", offer the student a variety of examples of current research in canadian criminology. For each of the four parts or sections, the editors have written an introductory essay. The introductory text to each major section of the book offers the reader an overview of criminological thinking about that particular topic while making reference to the

relevant readings. These introductions are not meant to be complete summaries or critiques but rather are designed to stimulate thought and direct the future readings of serious students. In order to facilitate that reading, a selected bibliography is provided at the end of the book.

1369 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1960-).
Rapports annuels. Ottawa: Société Canadienne
R de Criminologie.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1960-).
Annual Reports. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1370 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1974).
Ouvrages de Criminologie publiés au Canada.
V Ottawa: Société Canadienne de Criminologie.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1974).
Correctional Literature Published in Canada.
Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

1371 SZABO, D. (1965).
Criminologie. Montréal: Les Presses de
V l'Université de Montréal. 565p.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

La pensée contemporaine concernant le crime, le criminel et le châtiment de son acte, plonge ses racines dans la préhistoire de l'humanité. Si le crime est vieux comme le monde, son étude scientifique n'a cependant débuté qu'à une époque récente, voilà à peine une certaine d'années.

Ainsi, la criminologie naissante se nourissait des éléments provenant de la psychologie, de la sociologie, de la science policière et du droit pénal qui ont traité le phénomène criminel, non pas en lui-même, mais comme un aspect de leur objet propre.

Toutefois, cette nouvelle synthèse théorique a permis d'établir la criminologie comme discipline impliquant une formation intellectuelle et scientifique distincte.

Ce volume constitue une introduction à la criminologie et une étude des aspects sociologiques de la conduite déviante. Il est composé de six chapitres à l'intérieur desquels sont traités les sujets suivants:

- La science criminologique: définition
- Facteurs criminogènes
- Typologie criminelle
- Avenir des prisons
- Criminologie canadienne

Ce dernier thème apporte les tendances d'évolution récentes et fournit des statistiques sur la criminalité au Canada.

Le partage des compétences fédérales et provinciales y est traité de même que les programmes de rééducation des établissements de détention. La libération conditionnelle y prend une place importante et quelques statistiques en rapport avec ce sujet y apparaissent.

En définitive, ce système pénal canadien connaît à l'heure actuelle de profondes transformations dont les effets sur le plan criminologique ne seront sensibles avant quelques années. Le problème fondamental demeure celui de la pénurie d'un personnel qualifié qui devra assurer l'administration de la justice canadienne conformément aux lois et aux moeurs propres à une nation qui se trouve par ailleurs à la pointe du progrès matériel de l'humanité.

1372 A

SZABO, D. (1965). "Criminologie canadienne". Maintenant, 43-44. 225-227.

MOTS CLES: 1. Criminologie

KEY WORDS: 1. Criminology

CHAPITRE V/CHAPTER V

B. ENSEIGNEMENT/TEACHING

B. ENSEIGNEMENT/TEACHING

1373 A

BERTRAND, M.A. (1964). "Les programmes de formation du personnel dans le domaine criminologique au Canada". Revue Canadienne de Criminologie, 6:3. 308-319.

MOTS CLES: 1. Criminologie 2. Personnel correctionnel

KEY WORDS: 1. Criminology 2. Correctional Staff

1374 R

CENTRE OF CRIMINOLOGY, UNIVERSITY OF OTTAWA (1972). Criminology at the University of Ottawa, 1967-1972. Progress Report. Ottawa: Centre of Criminology.

KEY WORDS: 1. Criminology: teaching

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement

1375 R

CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO (1973). Handbook. Toronto: Centre of Criminology. 60p.

KEY WORDS: 1. Criminology: teaching 2. Research

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement
2. Recherche

1376 R

CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE (1974). Rapport d'activités. Montréal: Centre International de Criminologie Comparée: Université de Montréal. 60p.

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement
2. Recherche
3. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Criminology: teaching
2. Research
3. Comparative study

1377 R DEPARTEMENT DE CRIMINOLOGIE. UNIVERSITE DE MONTREAL (1971). Rétrospective et prospective 1960-1970. Montréal: Université de Montréal, Département de Criminologie. 149p.

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement
2. Recherche

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching
2. Research

1378 R DEPARTEMENT DE CRIMINOLOGIE. UNIVERSITE DE MONTREAL (1973). Annuaire (et rapport annuel). Montréal: Université de Montréal, Département de Criminologie. 86p.

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement
2. Recherche

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching
2. Research

1379 A JAYEWARDENE, C. H. S., DURIE, H. (1976). "The Teaching of Criminology in Canada". Criminology Made in Canada, 3:2. 181-188.

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement

1380 A MARKSON, E. R., HARTMAN, V. (1963). "Function and Organization of a Model Institute of Criminology". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:1. 11-27.

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement

1381 POTTS, F. (1963).
"Institute of Criminology". Canadian Journal of
A Criminology and Corrections, 5:1. 7-10.

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement

1382 SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE (1969).
Le rôle des universités dans la formation du
R personnel pour les services de corrections.
Ottawa: Société Canadienne de Criminologie. 10p.
CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION (1969).
The Role of the Universities in the Education of Staff for the Correctional Services. Ottawa: Canadian Criminology and Corrections Association.

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement
2. Personnel correctionnel

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching
2. Correctional Staff

Français

La Société de Criminologie a établi le 8 janvier 1958 un Comité sur la formation pour les services de correction avec mandat de préparer un énoncé sur l'organisation des cours de formation préparant le personnel aux services de correction. Après avoir présenté le problème, quant au bon fonctionnement des services de correction, le Comité nous donne un bref aperçu des cours donnés actuellement dans trois (3) universités: l'Université de Colombie-Britannique, l'Université de Montréal, et à l'Ecole de Service Social de l'Université de Toronto. Le Comité nous fait par la suite, ses recommandations quant au recrutement d'un personnel qualifié dans les universités et quant à la structure administrative.

English

On January 8th, 1958, the Canadian Criminology and Corrections Association set up a Committee on staff training for the correctional services. It was to prepare a statement on the organization of preparatory courses for personnel entering the correction services. After presenting the

problem in terms of the proper functioning of the correction services, the Committee gives a brief outline of the courses now given in three (3) universities: the University of British Columbia, the University of Montreal, and the School of Social Work of the University of Toronto. The Committee then makes recommendations on the recruiting of qualified personnel in the universities and on the administrative structure.

1383 SZABO, D. (1964).

R Teaching Criminology at the University of Montreal: A Contribution to the Sociology of Innovation. Annual Congress of the American Society of Criminology. Montreal: American Society of Criminology. 14p.

KEY WORDS: 1. Criminology: Teaching

MOTS CLES: 1. Criminologie: enseignement

CHAPITRE V/CHAPTER V

C. METHODOLOGIE/METHODOLOGY

C. METHODOLOGIE/METHODOLOGY

1384 R

CAPLAN, A. (1974).
Measures of Association for Bivariate Ordinal Data. (Recherche: la délinquance commise et subie). Université de Montréal: Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Juvénile. 101p. (Directeur: Leblanc, M.).

KEY WORDS: 1. Methodology

MOTS CLES: 1. Méthodologie

1385 T

CAPLAN, A. (1972).
Methodological Issues Concerning the Use of the Self-Report Technique in Delinquency Research. Mémoire de maîtrise inédit ès sciences sociales (Criminologie). Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 299p.

KEY WORDS: 1. Methodology

MOTS CLES: 1. Méthodologie

1386 V

GRYGIER, T. (1974).
Treatment Variables in Non-Linear Prediction. In: The Administration of Justice, (Eds.) C.L. Boydell, P.C. Whitehead, C.F. Grindstaff. Toronto: Holt Rinehart and Winston of Canada Ltd. 262-276.

KEY WORDS: 1. Methodology 2. Prediction 3. Treatment

MOTS CLES: 1. Méthodologie 2. Prévision 3. Traitement

1387 HACKLER, J.C., LAUTT, M. (1969).
"Systematic Bias in Measuring Self-Reported
A Delinquency". Canadian Review of Sociology
and Anthropology, May.

KEY WORDS: 1. Methodology

MOTS CLES: 1. Méthodologie

1388 HOLT, K.A., HUTCHISON, H.C., BRAITHWAITE, J.W.(1970).
"The Future Offenders in Canada: Nature and
A Extent". Canadian Journal of Criminology and
Corrections, 12:4. 360-378.

KEY WORDS: 1. Prediction 2. Methodology

MOTS CLES: 1. Prévision 2. Méthodologie

K.A. Holt prepared projections for 1971 based on convictions for indictable offenses involving persons 16 years of age and over. The procedure and results are described. H.C. Hutchison discusses the future management of treatment of the offender in the provincial systems, in relation to the extent of the problem as indicated by the statistical data. J. Braitwaite takes a look at what major correctional changes are in store for Canada. He discusses what might develop in the way of correctional policy and programs within the not too distant future.

1389 LANDREVILLE, P. (1969).
Prédiction de la gravité de l'agir délinquant.
T Thèse de Doctorat inédite ès sciences sociales
(Criminologie). Université de Montréal:
Ecole de Criminologie. 217p.

MOTS CLES: 1. Prévision

KEY WORDS: 1. Prediction

Le but de la présente recherche est d'évaluer les possibilités de construire une table de prédiction dont l'un des critères serait la gravité de l'agir délinquant des récidivistes. Cette gravité est cernée en tenant compte de la gravité des infractions et de la fréquence de celles-ci durant une période d'épreuve contrôlée de cinq ans (échantillon de 565 ex-détenus des pénitenciers du Québec). La technique utilisée pour mesurer la gravité des infractions est celle de Sellin et Wolfgang (1963) adaptée au contexte canadien par D. Akman et A. Normandeau (1968).

CHAPITRE V/CHAPTER V

D. RECHERCHES/RESEARCH

D. RECHERCHE/RESEARCH

1390 CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE (1974/1975).
Répertoire des recherches menées actuellement
G au Canada dans le domaine juridique. Ottawa:
Ministère de la Justice.
CANADA. MINISTRY OF JUSTICE (1974/1975).
Index to Current Legal Research in Canada.
Ottawa: Ministry of Justice.

MOTS CLES: 1. Recherche

KEY WORDS: 1. Research

1391 COLOMBIE BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA.
DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL (1974).
G Current Surveys, Special Studies and Research
Projects: Prepared by Planning and Research
Unit. Victoria: Justice Research Clearinghouse.

KEY WORDS: 1. Research 2. British Columbia

MOTS CLES: 1. Recherche 2. Colombie-Britannique

1392 COMMISSION DE REFORME DU DROIT (1972).
Programme de recherche 1. Ottawa: Information
G Canada.
LAW REFORM COMMISSION (1972).
Research Program 1. Ottawa: Information Canada.

MOTS CLES: 1. Recherche

KEY WORDS: 1. Research

1393 ELIE, D. (1973).
Inventaire des recherches évaluatives en criminologie
R au Québec. Université de Montréal: Ecole de Criminologie. 50p. (Chercheurs: St-Laurent, J., Beaulne, A.).

MOTS CLES: 1. Recherche évaluative 2. Québec

KEY WORDS: 1. Evaluative Research 2. Quebec

Ce rapport est un bilan des recherches évaluatives produites au cours des quinze dernières années en criminologie et dans les secteurs connexes au Québec. On y décrit la pratique méthodologique dans son ensemble, au moyen d'une grille de critères résumant le minimum requis des méthodes et techniques propres à l'évaluation. Les objectifs et les résultats que se sont avérés similaires ou différents compte tenu des domaines évalués, sont regroupés, afin de cerner la recherche évaluative en elle-même et d'en situer les priorités.

1394 GRYGIER, T. (1961).
Correctional Research. Paper presented at the
R Third Biennial Canadian Congress of Corrections. Toronto.

KEY WORDS: 1. Research
MOTS CLES: 1. Recherche

1395 GRYGIER, T. (1961).
"Current Correctional and Criminological
A Research in Canada: Present Framework, Trends, and Prospects". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 3. 423-444.

KEY WORDS: 1. Research
MOTS CLES: 1. Recherche

The author sets out the results of an attempt by the Canadian Society of Criminology to prepare an inventory of criminological research now being done in Canada. He reviews the earlier studies and contrasts the present situation with that which existed in the past. A brief summary of present research is given together with a review of problems faced and proposals for their solution.

1396 A

HENDRY, C.E. (1963).
"Toward Collaboration in the Study of Crime and Corrections". Canadian Journal of Criminology and Corrections, 5:1. 1-6.

KEY WORDS: 1. Research

MOTS CLES: 1. Recherche

1397 A

JASMIN, T. (1966).
"Research and Documentation Center". Bulletin de la Société de Criminologie du Québec, 5:2. 58-60.

KEY WORDS: 1. Research

MOTS CLES: 1. Recherche

1398 A

LEBLANC, M. (1970).
"Inventaire de la recherche criminologique au Québec: 1949-1969". Acta Criminologica, 3:1. 171-270.

MOTS CLES: 1. Recherche

KEY WORDS: 1. Research

L'auteur fait ici un inventaire des recherches effectuées au département de criminologie de l'Université de Montréal, à la Clinique de Psychiatrie légale de l'Université McGill, à l'Institut de Psychologie de l'Université de Montréal, et dresse une liste des thèses d'intérêt criminologique présentées dans les universités du Québec.

Il note une concentration géographique des centres de recherche, une division du travail qui s'est effectuée naturellement, de même qu'une grande diversité de sujets de recherche. Il relève aussi une influence tant européenne qu'américaine dans

les recherches ainsi qu'une orientation vers un travail interdisciplinaire. Les sources de financement sont soit d'ordre gouvernemental ou paragouvernemental et le personnel de recherche, encore limité, est composé de jeunes chercheurs, ce qui augure bien pour l'avenir.

1399 LANDREVILLE, P., COLETTE, R., LECOMTE, Y., PELLERIN, G., ELIE, D., RIBORDY, F.X. (1969-1970).

R Evaluation de plusieurs échelles d'attitudes dans une population canadienne-française. Rapports inédits du groupe de recherche pénitentiaire. Université de Montréal: Département de Criminologie. 200p.

MOTS CLES: 1. Recherche évaluative
2. Psychologie: tests

KEY WORDS: 1. Evaluative research
2. Psychology: tests

1400 MacNAUGHTON-SMITH, P., MORTON, J.D., GIGEROFF, A.K. MOHR, J.W. (1967).

R The Strategy of Research in Criminology. In: 5th Research Conference on Delinquency and Criminology. Québec Société de Criminologie. Montréal: Centre de Psychologie et de pédagogie. 73-83.

KEY WORDS: 1. Research

MOTS CLES: 1. Recherche

This paper was presented to the conference participants who took part in discussions of basic issues of research strategy. Questions were raised concerning the scientific assumptions of criminological research, its relationship to criminal law and its contribution to changes in the social institution which is called the criminal process. An attempt was also made to summarize and direct attention to the development and present situation of criminological research in Canada.

1401 SPENCER, J. (1967).
Un inventaire des recherches et des études sur la famille au Canada/An Inventory of Family Research and Studies in Canada (1963-1967). Ottawa: L'Institut Vanier de la Famille/The Vanier Institute of the Family.

R

MOTS CLES: 1. Recherche 2. Famille
KEY WORDS: 1. Research 2. Family

APPENDICE A

ARTICLES PAR DES CRIMINOLOGUES CANADIENS DANS DES PERIODIQUES ETRANGERS

ARTICLES BY CANADIAN CRIMINOLOGISTS IN FOREIGN PERIODICALS

ARTICLES PAR DES CRIMINOLOGUES CANADIENS DANS DES PERIODIQUES ETRANGERS/ARTICLES BY CANADIAN CRIMINOLOGISTS IN FOREIGN PERIODICALS

BELGIQUE/BELGIUM:

1402 A

AKMAN, D.D., NORMANDEAU, A. (1967). "Meurtres et assauts dans les pénitenciers canadiens et peines de mort". Revue de Droit Pénal et de Criminologie, 47:4. 383-390.

MOTS CLES: 1. Pénitenciers 2. Homicide 3. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Penitentiaries 2. Homicide 2. Capital punishment

1403 A

FATTAH, E.A., NORMANDEAU, A. (1971). "Chronique canadienne: les points de vue de la Commission Prévost et du Comité Ouimet". Revue de Droit Pénal et de Criminologie, Mai. 798-809.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of justice

1404 A

NORMANDEAU, A. (1966). "La peine de mort au Canada". Revue de Droit Pénal et de Criminologie, 46:6. 547-559.

MOTS CLES: 1. Peine capitale

KEY WORDS: 1. Capital punishment

1405 A

NORMANDEAU, A. (1972). "Police et violence collective". Revue de Droit Pénal et de Criminologie, 52:10. 1078-1083.

MOTS CLES: 1. Police 2. Violence

KEY WORDS: 1. Police 2. Violence

1406 NORMANDEAU, A., RIZKALLA, S. (1975).
"Conséquences économiques et sociales de la
A criminalité". Revue de Droit Pénal et de
Criminologie, 56:1. 27-51.

MOTS CLES: 1. Coût du crime

KEY WORDS: 1. Cost of Crime

1407 PARIZEAU, A. (1970).
"Le système canadien de probation". Revue de
A Droit Pénal et de Criminologie, 6. 637-646.

MOTS CLES: 1. Probation

KEY WORDS: 1. Probation

1408 SZABO, D. (1962).
"Evolution et état présent du système judiciaire,
A pénitentiaire et policier du Canada". Revue de
Droit Pénal et de Criminologie, 43:2. 16p.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of Justice

ETATS-UNIS/U.S.A.

1409 ANDREWS, D.A., YOUNG, J.G., WORMITH, J.S., SEARLE, C.A. KOURI, M. (1973).

A "The Attitudinal Effects of Group Discuysions Between Young Criminal Offenders and Community Volunteers". Journal of Community Psychology, 1:4. 417-422.

KEY WORDS: 1. Group therapy
2. Juvenile delinquency
3. Volunteers

MOTS CLES: 1. Thérapie de groupe
2. Délinquance juvénile
3. Bénévoles

1410 BOYDELL, C.L., GRINDSTAFF, C.F. (1974).

A "Public Opinion Toward Legal Sanctions for Crimes of Violence". Journal of Criminal Law and Criminology, 65:1. 113-116.

KEY WORDS: 1. Violence
2. Public Opinion

MOTS CLES: 1. Violence
2. Opinion publique

1411 BROOK, R., WHITEHEAD, P.C. (1973).

A "Colloquialisms of the Therapeutic Community - Treatment of the Adolescent Drug Abuser". Federal Probation, 37:1. 46-50.

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Therapeutic community

MOTS CLES: 1. Drogues
2. Communauté thérapeutique

1412 A COTE, R. (1969). "Terrorist Activities in Montreal". Security World Magazine, 6-10: 41-43.

KEY WORDS: 1. Terrorism

MOTS CLES: 1. Terrorisme

1413 A FATTAH, E. A (1976). "The Use of the Victim as an Agent of Self-Legitimization". Victimology, 1:1. 29-54.

KEY WORDS: 1. Victimology

MOTS CLES: 1. Victimologie

1414 A FEJER, D., SMART, R. G. (1973). "The Knowledge About Drugs, Attitudes Toward Them and Drug Use Rates of High School Students". Journal of Drug Education, 3:4. 377-388.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

1415 A GOYER-MICHAUD, F. (1974). "The Adult Female Offender: A Selected Bibliography". Criminal Justice and Behavior, 1:4. 340-357.

KEY WORDS: 1. Female Delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance féminine

1416 GROSMAN, B. A. (1967).
"The Ontario Department of Reform Institutions".
A Journal of Correctional Education, 19:2. 10-11.

KEY WORDS: 1. Training School 2. Ontario

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation 2. Ontario

1417 GROSMAN, B. A (1970).
"The Role of the Prosecutor in Canada". American
A Journal of Comparative Law, 18:3. 498-507.

KEY WORDS: 1. Prosecutor

MOTS CLES: 1. Procureur Général

1418 GRYGIER, T. (1967).
"Research as a Basis of Planning in the Social
A Defence Field". International Review of
Criminal Policy, 25. 61-66.

KEY WORDS: 1. Social Defense
2. Research

MOTS CLES: 1. Défense sociale
2. Recherche

1419 GRYGIER, T. (1969).
"A Computer-Made Device for Sentencing Decisions.
A Is Further Counting and Thinking Really Necessary?"
Journal of Research in Crime and Delinquency, 7.
199-209.

KEY WORDS: 1. Sentencing 2. Methodology

MOTS CLES: 1. Sentence 2. Méthodologie

1420 A GRYGIER, T., NEASE, B., ANDERSON, C.P. (1970). "An Exploratory Study of Halfway Houses". Crime and Delinquency, 16:3. 280-291.

KEY WORDS: 1. Halfway houses

MOTS CLES: 1. Maisons de transition

1421 A HACKLER, J.C. (1967). "The Evaluation of Delinquency Prevention Programs: Ideals and Compromises". Federal Probation, March.

KEY WORDS: 1. Prevention

MOTS CLES: 1. Prévention

1422 A HACKLER, J.C., HAGAN, J.L.(1975). "Work and Teaching Machines as Delinquency Prevention Tools: A Four Year Follow-Up". Social Service Review, March.

KEY WORDS: 1. Prevention 2. Follow-up study

MOTS CLES: 1. Prévention 2. Etude follow-up

1423 A HACKLER, J.C., LINDEN, E. (1973). "Affective Ties and Delinquency". Pacific Sociological Review, January.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

1424 A KITTLE, W.T. (1969). "Drug Abuse and Court Intervention". International Journal of the Addictions, 4:4. 493-497.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

1425 A

MARCUS, A.M. (1974). "Some Psychiatric and Sociological Aspects of Violence". International Journal of Group Tensions, 4:2. 254-268.

KEY WORDS: 1. Violence

MOTS CLES: 1. Violence

1426 A

NEGRETE, J.C. (1973). "Cultural Influences on Social Performance of Alcoholics. A Comparative Study". Quarterly Journal of Studies on Alcohol, 34:3. 905-916.

KEY WORDS: 1. Alcohol
2. Comparative study

MOTS CLES: 1. Alcool
2. Etude comparative

1427 A

NORMANDEAU, A. (1966). "The Measurement of Delinquency in Montreal". Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, 57:2. 172-177.

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

1428 A

O'NEIL, C.F., TRAVISONO, A.P. (1969). "Correctional Chemotherapy". A Report on a Survey of the Use of Psychiatric Medications and the Attitudes Toward Them in Training Schools in the United States and Canada. Correctional Psychologist, 3:7. 26-31.

KEY WORDS: 1. Training schools
2. Comparative Study

MOTS CLES: 1. Centre de rééducation
2. Etude comparative

1429 A

SOLOMON, H. (1972). "Criminal Rehabilitation in Canada". Judicature, 56:1. 14-16.

KEY WORDS: 1. Rehabilitation

MOTS CLES: 1. Réhabilitation

1430 A

SUEDFELD, P. (1974). "Solitary Confinement in the Correctional Setting: Goals, Problems, and Suggestions". Corrective and Social Psychiatry and Journal of Applied Behavior Therapy, 20. 10-20.

KEY WORDS: 1. Prison 2. Dissociation

MOTS CLES: 1. Prisons 2. Dissociation

1431 A

SZABO, D. (1971). "Applied Criminology and Government Policy: Future Perspectives and Conditions of Collaboration". Issues in Criminology, 6:1. 28p.

KEY WORDS: 1. Criminology
2. Criminal policy

MOTS CLES: 1. Criminologie
2. Politique criminelle

1432 A

VAZ, E.W. (1971). "Explorations in the Institutionalization of Juvenile Delinquency". Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, 62:3. 396-406.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

1433 A

WALLER, I. (1974). "Conditional and Unconditional Discharge from Prison: Effects and Effectiveness". Federal Probation, 38:2. 9-14.

KEY WORDS: 1. Parole

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

1434 A

WEIR, J.D. (1967).
"Academic and Vocational Programmes in Canadian Penitentiary Service". Journal of Correctional Education, 19:2. 18-19.

KEY WORDS: 1. Prisons and penitentiaries

MOTS CLES: 1. Prisons et pénitenciers

FRANCE:

1435 AKMAN, D.D., NORMANDEAU, A. (1967).
"L'application d'un indice de criminalité à Philadelphie et au Canada". Revue Française de Sociologie, 8:3. 355-366.
A

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles
2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Criminal Statistics
2. Comparative Study

1436 ELLENBERGER, H.F. (1970).
"Recherches récentes sur l'écologie carcérale". Etude Internationale de Psycho-Sociologie Criminelle, 18-19. 47-54.
A

MOTS CLES: 1. Prisons

KEY WORDS: 1. Prisons

1437 FRECHETTE, M. (1961).
"Les relations objectives au sein du monde pénitentiaire". Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, 85:3. 573-585.
A

MOTS CLES: 1. Pénitenciers

KEY WORDS: 1. Penitentiaries

1438 KIRKPATRICK, A.M. (1962).
"Re-Establishment Problems of Prisoners in Canada". Annales Internationales de Criminologie, 2. 325-340.
A

KEY WORDS: 1. Resocialisation

MOTS CLES: 1. Resocialisation

1439 LAFARGE, P. (1974).
"La réforme pénale au Canada". Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé, 4. 954-955.
A

MOTS CLES: 1. Réforme pénale

KEY WORDS: 1. Penal Reform

1440 LAFOREST, L. (1971).
"L'appartenance religieuse des usagers de drogues parmi les étudiants montréalais". Information Psychiatrique, 66:4. 329-333.
A

MOTS CLES: 1. Drogues

KEY WORDS: 1. Drugs

1441 LAJOIE, J. (1973).
"La libération conditionnelle au Canada et ses implications concrètes". Instantanées Criminologiques, 21. 27-33.
A

MOTS CLES: 1. Libération conditionnelle

KEY WORDS: 1. Parole

1442 MACLEOD, A.J. (1965).
"Détention aux fins de traitement en vertu de la loi canadienne sur les stupéfiants". Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, Janvier-Mars. 25-37.
A

MOTS CLES: 1. Drogues 2. Traitement

KEY WORDS: 1. Drugs 2. Treatment

1443 A

MAILLOUX, N. (1971).
"Criminalité et violence". Annales Internationales de Criminologie, 10:2. 353-364.

MOTS CLES: 1. Violence

KEY WORDS: 1. Violence

1444 A

NORMANDEAU, A. (1968).
"Notes sur la criminalité de violence". Annales Internationales de Criminologie, 7:2. 393-402.

MOTS CLES: 1. Violence 2. Etude comparative

KEY WORDS: 1. Violence 2. Comparative study

1445 A

NORMANDEAU, A., PARIZEAU, A., SZABO, D. (1972).
"Police et société moderne". Rapport analytique des conclusions du quatrième symposium international de criminologie comparée. Mont Gabriel. Revue International de Droit Pénal, Juillet-Décembre. 611-626.

MOTS CLES: 1. Police

KEY WORDS: 1. Police

1446 A

SZABO, D., RICO, J.M.(1970).
"La criminalité au Canada, son contrôle et sa prévention". Revue Pratique Psychologique de la Vie Sociale et d'Hygiène Mentale, 1. 31-64.

MOTS CLES: 1. Administration de la justice

KEY WORDS: 1. Administration of justice

1447 A

VENNING, C. (1965).
"Road Freight Thefts. An Aspect of the Problems in Canada". International Criminal Police Review, 20:188. 146-149.

KEY WORDS: 1. Robbery

MOTS CLES: 1. Vol

GRANDE-BRETAGNE/GREAT BRITAIN:

1448 A

AKMAN, D.D., NORMANDEAU, A. (1967). "The Measurement of Crime and Delinquency in Canada. A Replication Study". British Journal of Criminology, 7:2. 129-149.

KEY WORDS: 1. Criminal statistics

MOTS CLES: 1. Statistiques criminelles

1449 A

BALIKCI, A. (1967). "Female Infanticide on the Arctic Coast". Man, 2:4. 615-625.

KEY WORDS: 1. Infanticide 2. Eskimos

MOTS CLES: 1. Infanticide 2. Esquimaux

1450 A

BURGESS, P.K. (1972). "Eysenck's Theory of Criminality - A New Approach". British Journal of Criminology, 12:1. 74-82.

KEY WORDS: 1. Psychological Factors

MOTS CLES: 1. Facteurs psychologiques

1451 A

CARSON, W.M. (1973). "Canadian Therapeutic Community for Disruptive Youths". International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology, 17:3. 268-284.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency
2. Therapeutic community

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile
2. Communauté thérapeutique

1452 A

JONES, R. (1971). "The Use and Abuse of Psychiatry in Canadian Criminology". Medico-Legal Journal, 39:4. 143-156.

KEY WORDS: 1. Psychiatry

MOTS CLES: 1. Psychiatrie

1453 A

MARCUS, A.M., CONWAY, C. (1971). "A Canadian Group Approach Study of Dangerous Sexual Offenders". International Journal of Offender Therapy, 15:1. 59-66.

KEY WORDS: 1. Sex offenses

MOTS CLES: 1. Délits sexuels

1454 A

NETTLER, G. (1974). "Embezzlement Without Problems". The British Journal of Criminology, 14. 70-77.

KEY WORDS: 1. Embezzlement

MOTS CLES: 1. Détournement de fonds

1455 A

PARKER, G.E. (1967). "Juvenile Delinquency in Canada. A Lawyer's View". British Journal of Criminology, 7:2. 216-221.

KEY WORDS: 1. Juvenile delinquency

MOTS CLES: 1. Délinquance juvénile

1456 A

REES, S.J. (1968). "A Canadian Probation Service. A Newcomer's View". Probation, 14:1. 13-16.

KEY WORDS: 1. Probation

MOTS CLES: 1. Probation

1457 A

RYAN, S. (1969). "Capital Punishment in Canada". British Journal of Criminology, 9:1. 80-85.

KEY WORDS: 1. Capital punishment

MOTS CLES: 1. Peine capitale

1458 A

SMART, R.G., LAFOREST, L., WHITEHEAD, P.C. (1971). "The Epidemiology of Drug Use in Three Canadian Cities". British Journal of Addictions, 66:4. 293-299.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

1459 A

SUEDFELD, P., ROY, C. (1974). "Using Social Isolation to Change the Behaviour of Disruptive Inmates". International Journal of Offender Therapy, in press. 16p.

KEY WORDS: 1. Dissociation

MOTS CLES: 1. Dissociation

1460 A

WHITEHEAD, P.C. (1970). "The Incidence of Drug Use Among Halifax Adolescents". British Journal of Addictions, 65:2. 159-165.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

1461 A

WHITEHEAD, P.C. (1971). "The Epidemiology of Drug Use in A Canadian City at Two Points in Time: Halifax 1969-1970". British Journal of Addiction, 66:4. 310-314.

KEY WORDS: 1. Drugs

MOTS CLES: 1. Drogues

DIVERS/MISCELLANEOUS:

1462 ROY, R. (1975).
"L'Institut de police du Québec". Revue Internationale
A de Criminologie et de Police Technique, 28:1. 71-76.

MOTS CLES: 1. Police 2. Québec

KEY WORDS: 1. Police 2. Quebec

1463 SZABO, D., LANDREVILLE, P. (1973).
"Medical Care and Protection of Prisoners and
A Detainees: The Canadian Experience". In:
Medical Care of Prisoners and Detainees. Ciba
Foundation Symposium 16 (new series). (Elsevier-
Excerpta Medica-North Holland). Amsterdam:
ASP. 101-121.

KEY WORDS: 1. Prisons: Medical Services
2. Prisoners' Rights

MOTS CLES: 1. Prisons: services médicaux
2. Droits des détenus

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS

ALPHABETICAL INDEX OF AUTHORS

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS (1)

ALPHABETICAL INDEX OF AUTHORS (2)

ACHILLE, P. A.	A : 197-1205-1206-1238
ADAMS, B. R.	R : 1173
ADDICTION RESEARCH FOUNDATION OF ONTARIO	A : 305 R: 304
AGAR, A. S.	A : 1252
AKMAN, D. D.	A : 401-1009-1402-1435-1448 R : 402
ALBERTA. ADULT PROBATION AND FAMILY COURT SERVICES	G : 879
ALBERTA. BOARD OF REVIEW. PROVINCIAL COURTS	G : 674
ALBERTA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL	G : 499-571-572-878-960
ALBERTA. DEPARTMENT OF HEALTH	G : 565-570

(1) A : Article d'un périodique
G : Document et recherche gouvernementaux
R : Rapport de recherche
T : Thèse
V : Volume imprimé

(2) A : Article taken from a periodical
G : Government document or research
R : Research report
T : Thesis
V : Printed volume

ALBERTA. DEPARTMENT OF HEALTH. DIVISION OF ALCOHOLISM RESEARCH SERVICES	G : 675
ALBERTA. GOVERNMENT OF ALBERTA	G : 198-199
ALBERTA. HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT	G : 1207
ALBERTA. INSTITUTE OF LAW RESEARCH AND REFORM	G : 500
ALBERTA. SOLICITOR GENERAL	G : 961
ALBERTA. SUPREME COURT	G : 676
ALCOHOLISM AND DRUG ADDICTION RESEARCH FOUNDATION	R : 154
ALEXANDER, E. R.	A : 555
ALLARDICE, E. M.	R : 135
ALLOISI, F.	A : 371
ANDERSON, C. P.	A : 1347-1420
ANDERSON, F. W.	R : 136 V : 865

ANDERSON, J. W.	R : 622
ANDERSON, T. J. B.	A : 1252
ANDREW, A.	A : 389
ANDREWS, D. A.	A : 1168-1409 G : 1333 R : 1167-1334
ANDREWS, G.	A : 666
ANDREWS, H. T. G.	V : 701
ARCAD	R : 1335
ARCAND, S.	A : 809 R : 403-749 T : 748
ARCHIBALD, H. D.	A : 155
ARCTIC INSTITUTE OF NORTH AMERICA	V : 347-348
ARMSTRONG, J. D.	A : 156
ARRELL, H. C.	R : 702
ARSENAULT, R.	T : 880

ARTHURS, H. W.	A : 658
ASSOCIATION CANADIENNE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	R : 200
ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE	R : 72-566-567
ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA PROVINCE DE QUEBEC	V : 827
ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET POMPIERS DE LA VILLE DE QUEBEC	R : 828
ASSOCIATION DES OFFICIERS DE PROBATION (QUEBEC)	R : 881
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES CRIMINOLOGUES DU QUEBEC	R : 201
ATMAN, D. A.	R : 750
AUDET, L.	R : 1169
AXON, L.	T : 915
AYERS, J. D.	A : 1189

BAGNELL, B.	A : 306
BAIL, P.	R : 246
BAILEY, J. S.	R : 962
BAILEY, L.	R : 684
BAKAN, D.	R : 73
BALICKCI, A.	A : 1449
BARBE, R.	A : 714
BARIL, M.	R : 715-810-843-1255
BARINGTON, R. W.	R : 963
BARTON, M. C.	R : 1127
BATSHAW, M. G.	G : 1208
BAUDOUIN, J. L.	A : 529 V : 51
BAYER, C. A.	A : 1174
BEAMISH, J.	V : 573
BEATTIE, K. L.	A : 6

BEAUCHAMP, J. R : 1209

BEAUDOIN, G. A. R : 429

BEAULNE, A. R : 1239

BEAULNE, J. P. A : 623

BECK, S. M. A : 157-833

BEDARD, G. M. A : 978

BEDARD, M. T : 390

BEGG, C. M. A : 978

BELCASTRO, F. P. A : 1095

BELL, D. A : 158

BELPAIRE, F. A : 202-203

BELZIEL, L. R : 535

BENNER, S. R : 1173

BENNETT, C. T : 829

BENNETT, M. C. A : 358-1322

BENSON, M. A : 1345
R : 1101

BERGERON, M. T : 839

BERNIER, R. R : 917

BERTRAND, C. T : 716

BERTRAND, F. T : 13

BERTRAND, M. A. A : 204-1373
R : 181-182-183-1270-1271

BERUBE, R. T : 717

BIENVENUE, R. M. A : 359

BIGELOW, S. T. A : 607

BILODEAU, F. A : 228

BILODEAU, L. R : 307

BINNIE, S. R : 916

BIRCHARD, C. R : 372

BIRD, A. H. V : 594

BIRKENMAYER, A. C. G : 1210

BIRON, L. A : 205
T : 33

BLACK, W. W. A : 644

BLAIN, R. T : 1066

BLANCHARD, J. L. R : 456
T : 206

BLISHEN, B. R. V : 294

BLUM, F. A : 937-1252

BOLDUC, M. T : 121

BOLTON, M. V : 539

BONKALO, A. E. T : 918

BOOT, R. S. A : 830

BOOTHROYD, W. E. A : 186

BORSTAL ASSOCIATION R : 1212
V : 1211

BOTTERELL, E. H. G : 1146

BOUCHARD, C. R : 1010
T : 1089

BOUFFARD, D. T : 882

BOURDON, A. R : 919

BOURNE, P. V : 574

BOWLES, R. P. V : 52

BOYD, B. A. A : 1128-1147

BOYD, S. A : 1336

BOYDELL, C. L. A : 41-430-1410
V : 20-295-431

BOYER, R. A : 393-404-866-1076
R : 1-35
V : 842-1116

BOYLE, C. A : 530

BRABANT, J. R : 715

BRACKEN, D. C. R : 1011

BRADBROOK, A. A : 667

BRAITHWAITE, J. W. A : 1129-1388
R : 1337

BRAYSHAW, R. A : 1252

BRETON, R.	A : 53
BRIEN, P.	T : 624
BRITISH COLUMBIA	G : 1021
BRITISH COLUMBIA. ALCOHOL AND DRUG COMMISSION	G : 315
BRITISH COLUMBIA. COORDINATOR OF JUVENILE DELINQUENCY PREVENTION SERVICES	G : 214
BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL	G : 49-50-967-968-1391
BRITISH COLUMBIA. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND SOCIAL IMPROVEMENT	G : 1300
BRITISH COLUMBIA. POLICE COMMISSION	G : 1280
BRODSKY, M. J.	A : 1174
BROOK, R.	A : 1411
BROUSSEAU, G.	R : 883-1240-1241-1259
BROWN, C.	V : 816
BROWN, L.	V : 816

BROWN, G. A.	R : 1167
BROWNE, J. A.	A : 1242
BRUNEAU, J. G.	R : 7
BUCHANAN, E. E.	A : 1003
BULL, H. H.	A : 556
BURGESS, P. K.	A : 1450
BUSHNELL, S. I.	A : 608
CADRES PROFESSIONNELS INCORPORE	V : 659
CALLAGAN, J. E.	R : 207
CALLWOOD, J.	V : 593
CAMPBELL, C. L.	R : 557
CAMPBELL, D. D.	A : 1096
CAMPBELL, J.	A : 1170
CAMPBELL, M. F.	V : 964

CANADA G : 349-817

CANADA. BUREAU FEDERAL DE LA STATISTIQUE (Voir aussi CANADA. STATISTIQUES) G : 405-406-407-408-409-410-411-412-440-

CANADA. CANADIAN PENITENTIARY SERVICE G : 1013-1014-1015-1338

CANADA. CIVIL LIBERTIES ASSOCIATION R : 542

CANADA. COMMISSAIRE DES PENITENCIERS G : 1012

CANADA. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES DROGUES A DES FINS NON MEDICALES G : 306-308-309-310

CANADA. COMMISSION DE REFORME DU DROIT G : 88-350-502-503-558-559-560-575-576-577-578-609-610-611-612-613-625-626-645-646-703-849-857-1272-1273-1392

CANADA. COMMISSION NATIONALE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES G : 922-923-924-925-926-927-928

CANADA. COMMISSION OF INQUIRY INTO THE NON MEDICAL USE OF DRUGS G : 306-308-309-310

CANADA. COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LA SECURITE — G : 432

CANADA. COMMISSIONER OF PENITENTIARIES — G : 1012

CANADA. CONSEIL PRIVE — G : 433

CANADA. DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS AND DEPARTMENT OF JUSTICE — G : 541

CANADA. DEPARTMENT OF JUSTICE — G : 208-540-731-867-1016-1390

CANADA. DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT — G : 965

CANADA. DOMINION BUREAU OF STATISTICS (See also CANADA. STATISTICS) — G : 405-406-407-408-409-410-411-412-440

CANADA. HEALTH AND WELFARE — G : 74

CANADA. LAW REFORM COMMISSION — G : 350-502-503-558-559-560-575-576-577-578-609-610-611-612-613-625-626-645-646-703-849-857-1272-1273-1392-

CANADA. MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT — G : 360

CANADA. MINISTERE DE LA JUSTICE	G : 208-540-678-867-1016-1390
CANADA. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	G : 965
CANADA. MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET MINISTERE DE LA JUSTICE	G : 541
CANADA. NATIONAL PAROLE BOARD	G : 923-926-828
CANADA. PENITENTIARIES COMMISSIONER	G : 1012
CANADA. PENITENTIARY SYSTEM	G: 1017
CANADA. RAPPORT DU COMITE SPECIAL DU SENAT	G : 14
CANADA. REPORT OF THE SPECIAL SENATE COMMITTEE	G : 14
CANADA. SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL	G : 74-312-1339
CANADA. SENAT. COMITE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES	G : 920
CANADA. SENAT. COMITE SENATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES	G : 921

CANADA. SERVICE CANADIEN DES PENITENCIERS — G : 1018

CANADA. SOLICITOR GENERAL — G : 209-210-312-361-435-436-437-438-439-752-834-868-929-965a-1059-1060-1072-1078-1090-1098-1099-1131-1148-1149-1281-1340-1346

CANADA. SOLICITOR GENERAL. STATISTICS DIVISION — G : 413-930

CANADA. SOLICITOR GENERAL — G : 122-210-361-435-436-437-438-439-718-751-752-868-929-965a-1060-1072-1077-1078-1090-1098-1099-1131-1149-1340-1346

CANADA. SOLICITOR GENERAL. DIVISION DE LA STATISTIQUE — G : 930

CANADA. SPECIAL SENATE COMMITTEE ON MASS MEDIA — G : 21

CANADA. STANDING SENATE COMMITTEE ON LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS — G : 921

CANADA. STATISTICS CANADA (See also CANADA. DOMINION BUREAU OF STATISTICS) — G : 414-415-416

CANADA. STATISTIQUES CANADA (Voir aussi CANADA. BUREAU FEDERAL DE LA STATISTIQUE) — G : 414-415-416

CANADIAN ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE — R : 753

CANADIAN ASSOCIATION OF SOCIAL WORKERS — R : 211

CANADIAN CIVIL LIBERTIES ASSOCIATION — R : 732-754

CANADIAN CRIMINOLOGY AND CORRECTIONS ASSOCIATION — A : 441-966
R : 159-184-262-263-264- 362-442-526-704-856-864-875-913-952-996-997-998-999-1000-1001-1002-1065-1195-1204-1213-1369-1382
V : 1370

CAPLAN, A. — R : 1384
T : 1385

CARLSON, K. A. — A : 392
R : 391-1067

CARROLL, J. L. — A : 1141

CARSON, W. M. — A : 1451

CASSELLS, J. — A : 561

CATTON, K. — R : 719

CAVALLUZO, P. J. — A : 313

CENTRE DE REFERENCE DU GRAND MONTREAL — R : 1341

CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE — R : 444-679-1355-1376

CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF OTTAWA	R : 1374
CENTRE OF CRIMINOLOGY. UNIVERSITY OF TORONTO	A : 65 R : 133-443-579-627-1375
CHAFE, D.	A : 1242
CHAMPAGNE, J.	R : 1282
CHAMPAGNE, N.	V : 1117
CHAN, J.	A : 1058
CHANDLER, D.	V : 869
CHAPMAN, F. A. R.	V : 504
CHARBONNEAU, J. P.	V : 314
CHARLES, W. H.	A : 89
CHARTERS, D.	V : 818
CHARTRAND OMER, H.	A : 543
CHEVRIER, P.	R : 213
CHIMBOS, P. D.	A : 48-137
CHOUINARD, J. Me	R : 1019

CHUNN, D. E.	R : 629
CIALE, J.	R : 755-1045-1061-1091-1175
CIMBURA, G.	A : 42
CLARK, C.	V : 756
CLARKE INSTITUTE OF PSYCHIATRY	R : 1150
COCKERILL, R. W.	A : 884
CODE CRIMINEL	G : 505
CODERRE, J.	R : 757
COLDWELL, B. B.	A : 160
COLE, E.	G : 417
COLES, E. M.	R : 373
COLETTE, R.	R : 1399
COLETTE-CARRIERE, R.	T : 1020
COLOMBIE-BRITANNIQUE	G : 1021
COLOMBIE-BRITANNIQUE. ALCOHOL AND DRUG COMMISSION	G : 315

COLOMBIE-BRITANNIQUE. COORDINATOR OF JUVENILE DELINQUENCY PREVENTION SERVICES — G : 214

COLOMBIE-BRITANNIQUE. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL — G : 49-50-967-968-1391

COLOMBIE-BRITANNIQUE. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND SOCIAL IMPROVEMENT — G : 1300

COLOMBIE-BRITANNIQUE. POLICE COMMISSION — G : 1280

COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST — G : 446-447

COMMISSIONER OF THE NORTHWEST TERRITORIES — G : 446-447

COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL. POLICE — R : 758

COMMUNITY WELFARE PLANNING COUNCIL — R : 215-1301

CONKLIN, W. E. — A : 54

CONNIDIS, I. A. — A : 430

CONNOR, W. B. — T : 720

CONWAY, C.	A: 282-283-1453
COOK, S. J.	A : 316
COOLEY, J. W.	R : 835-836
CORBEIL, N.	T : 1022
CORK, R. M.	R : 161
CORMIER, B. M.	A : 393-404-850 R : 1-34-35-36-123-1023-1024-1151
CORMIER, P.	T : 1274
CORNISH, M. F.	R : 495
CORRY, J. A.	R : 506
COSSOM, J.	T : 1214
COTE, R.	A : 1412
COUGHLAN, D. W. F.	A : 885 G : 895
COUNCIL OF THE NORTHWEST TERRITORIES	G : 507-508

COUR DU BIEN-ETRE SOCIAL DE MONTREAL	R : 721
COURTIS, M.	R : 759
COUSE, A. K.	A : 931
COUSINEAU, D. F.	A : 851
COUTTS, D.	A : 317 T : 1102
COVERDALE REPORT. NEW BRUNSWICK	G : 1103
CRISPINO, L.	G : 1197
CRUICKSHANK, D.	R : 705
CUMAS, S.	R : 605-852-1045
CURRAN, R. E.	A : 318
CURRIE, J. A.	T : 932
CUSSON, M.	A : 1215 R : 843-1244-1245-1246 T : 1243 V : 216

DAIGLE, W. J.	G : 1333
DALLEY, A. F.	T : 760
DANDURAND, Y.	A : 1079-1357 R : 843-1356 T : 1100
DANSEREAU, D.	V : 509-647
DAVELUY, P.	R : 168
DEANE, B. R.	V : 819
DELAGRAN, W. R.	A : 217
DELEURY, E.	R : 729
DELISLE, M. A.	V : 1292
DENYS, R. G.	A : 185
DESLAURIERS, L.	R : 15 T : 8
DELISLE, M. A.	R : 28
DEMONTIGNY, J.	R : 668
DEPARTEMENT DE CRIMINOLOGIE. UNIVERSITE DE MONTREAL	R : 1377-1378

DESROCHES, F. A : 1093-1094-1152
T : 1092

DEWALT, L. H. A : 1275

DICKENS, B. M. R : 75

DONNELLY, B. A : 544

DOODY, K. R : 383

DOOTJES, I. A : 722

DOUGLAS, D. A. A : 761

DOUYON, E. R : 138

DOZOIS, J. A : 1160
T : 374

DRAPER, G. R : 568

DROUIN, J. R : 456

DUBINSKY, S. T : 76

DUBOIS, P. R : 1025

DUBREUIL, M. T : 77

DUCHARME, J. A : 1247
R : 1246

DUMONT, H.	A : 1080
DUMONTIER, A.	G : 886
DUNLOP, S. O.	T : 762
DUPUIS, J. L.	R : 1232
DUPUIS, P.	R : 933
DURIE, H.	A : 1379
DYBIKOWKI, J. C.	A : 90
ECOLE MONT SAINT-ANTOINE	R : 1248
EDINBOROUGH, A.	R : 969
EDMISON, J. A.	A : 1323 V : 1112
EDWARDS, J.	R : 448
EDWARDS, J. Ll. J.	A : 449 R : 1359
EGAN, M.	A : 228 R : 218
EGAN, P.	V : 509

EISENBERG, J.	V : 574
ELIE, D.	R : 1029-1393-1399 T : 9-853
ELIZABETH FRY SOCIETY (KINGSTON)	R : 1104
ELIZABETH FRY SOCIETY (MANITOBA)	R : 1304
ELIZABETH FRY SOCIETY (TORONTO)	R : 1303
ELIZABETH FRY SOCIETY (VANCOUVER)	R : 1302
ELLENBERGER, H.	A : 1436 V : 1360
ELMORE, E.	A : 319
EMOND, M.	T : 887
ENGSTAD, P.	A : 39 R : 40 T : 38
EPSTEIN, N. B.	A : 78
ERICKSON, R. V.	R : 1153
ERIKSON, P. G.	A : 722-723-724 R : 719-765

EROCHKO, J. A : 113-376

EVANS, A. C. A : 1249

EVANS, D. C. A : 1342

EVESON, M. A : 320

EWALD, F. E. A. A : 1216

FAGAN, J. A : 970

FAGUY, P. A. A : 971

FARMER, C. T : 1026

FARRIS, J. L. A : 660

FASCIAUX, R. J. R : 339-763

FATTAH, E. A. A : 120-934-1324-1403-1413
G : 870
R : 149-418-419-420-871-1361
V : 162

FAUCON, J. R : 1282

FAVREAU, G. R : 972

FEENEY, T. G. A : 858

FEJER, D. A : 1414

FELSTINER, J. P. R : 1283
T : 1217

FERGUSON, G. A. A : 669

FIELDER, E. S. R : 1027

FINE, C. A : 219

FINKLER, H. R : 351-352

FLEISCHMAN, J. A : 1079

FLEURY, H. R : 7

FLINT, M. S. A : 186-321

FLYNN, C. A : 805

FORENSIC CLINIC TORONTO R : 1154

FORNATARO, J. V. A : 1028-1132

FORTIN, J. V : 51

FOX, A. V : 764

FOX, R. G. A : 220-722
R : 4-765-1198

FRANCIS, R. P.	A : 1218
FRANKLIN, D.	V : 511
FRANKLIN, M.	V : 511
FRASER, F. M.	R : 79
FRATERNITE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL	A : 766
FREASE, D. E.	A : 1057
FRECHETTE, M.	A : 2-10-221-1171-1437 R : 1029-1362
FREUND, K.	A : 273
FRIDMAN, G. H. L.	A : 580
FRIEDLAND, M. L.	A : 421-512-595-680 R : 600-733 V : 513-514-606-681
FULTON, E. D.	R : 1030
GAGNE, D.	R : 19-24 T : 16-222
GAGNON, R.	R : 917

GALARDO, A. T. R : 535

GALLIGAN, P. A : 80

GANDY, J. M. A : 223-725-837

GANNS, A. V : 573

GARDNER, J. E. A : 1032

GARNEAU, J. R : 1176

GAUDREAU, T. T : 105

GAUDREAU-TOUTANT, C. A : 1160

GAULIN, C. T : 1068

GAUTHIER, M. A : 973
R : 888-1031-1081-1133-1305

GELLNER, J. V : 55

GEMME, R. R : 91

GENDREAU, G. A : 197-1219
R : 1250

GENDREAU, P. A : 1177
G : 1157
R : 1073-1178

GENDRON, R. T : 422

GERBEAU, M. V : 450

GERVAIS, L. R : 1155

GIBSON, D. V : 661

GIBSON, J. A : 1079

GIBSON, L. V : 661

GIBSON, M. R : 1178

GIESBRECHT, N. A. R : 116

GIFFEN, P. J. R : 164

GIGEROFF, A. K. R : 274-287-536-1400
V : 275

GIGNAC, F. A : 1251

GILBERT, J. P. R : 767
T : 768

GILBERT, M. L. T : 1343

GILBERT, R. M. V : 322

GILMORE, A. R : 187

GIULIANI, G.	R : 1289
GLINFORT, E. K.	A : 1179
GODBOUT, B. C. R.	A : 935
GOLDEN, A.	A : 545
GOODSTAD, M. S.	A : 63
GORMELY, S.	V : 323
GOSSELIN, M.	T : 394
GOULEM, P.	T : 106
GOYER-MICHAUD, F.	A : 1220-1415 R : 19-24
GRABURN, N. H. H.	V : 351-353
GRAD, B.	A : 404
GRANT, H. G.	A : 118
GRANT, G. L.	A : 160
GRAY, K. G.	A : 276-375-677
GRAYSTON, M.	A : 776

GREEN, B. A : 1221

GREENAWAY, D. M. T : 762

GREENAWAY, N. T : 854

GREENLAND, C. A : 56-196-277-872

GREER, M. R : 746

GREGOIRE, E. R : 889

GREGOIRE, M. R : 456

GREGOIRE, M. S. T : 11

GRIFFITHS, M. A : 1222

GRIGGS, D. B. A : 170

GRINDSTAFF, C. F. A : 41-1410
V : 20-295-431

GROSMAN, B. A. A : 92-395-662-682-1069-1416-1417
R : 769-974-1033
V : 57-451-663-838

GRUNIS, A. D. A : 664

GRYGIER, T. A : 25-890-937-1134-1180-1224-1226-1347-1395-1418-1419-1420
R : 354-726-936-1034-1223-1225
V : 1386

GUARINO, M. A : 1226

GUENTHER, P. A : 1082

GUINDON, J. V : 224

GUNN, V. C. A : 1252

HAAS, J. V : 296

HACKLER, J. C. A : 3-297-298-1285-1286-1387-1421-1422-1423
R : 1284

HAGAN, J. L. A : 363-770-1422

HAGGERTY, W. A : 1179

HALL, E. M. R : 683

HAMILTON, L. R. T : 717

HAMMOND, R. C. A : 324

HANLEY, J. L. V : 52

HANN, R. G. R : 684-962

HANS, V. T : 598

HART, J. E. R : 975

HARTLAND, T. A. T : 630

HARTMAN, V. A : 278-1380
R : 279

HARTNAGEL, T. H. A : 653

HARTNAGEL, T. F. R : 188

HARVEY, M. T : 189

HARVISON, C. W. V : 820

HASLAM, P. A : 190

HAYS, G. A : 631

HEATHER, D. R. H. V : 515

HEBERT, J. V : 93-1118

HELSON, D. V : 364

HELWIG, D. R : 1119

HENDRY, C. E.	A : 1396
HENHEFFER, B. W.	A : 976
HENRY, D. R.	A : 1181
HERBERT, J.	V : 654
HERNANDEZ, N.	T : 191
HESELTINE, H. M.	A : 1135
HO, K.	A : 1285
HODGE, Z.	R : 373
HODGINS, B. W.	V : 52
HOGARTH, J.	A : 633-685 R : 632-635 V : 634
HOLMES, S. J.	A : 325
HOLT, K. A.	A : 1388
HOOPER, A.	A : 66-614
HOOPER, H. M.	A : 1035-1252
HORSBURGH, R.	V : 1120

HOUGHTON, R.	R : 1162
HOUSTON, C.	A : 1179
HUG, J. J.	G : 1199
HUNT, D. C.	A : 58
HUTCHINSON, H. C.	A : 375-1388 R : 225
HYMAN, D.	V : 516
ILE DU PRINCE-EDOUARD. DEPARTMENT OF JUSTICE	G : 452-977
INSTITUT PHILIPPE PINEL	R : 1156
INSURANCE BUREAU OF CANADA	R : 165
IRVINE, M.	A : 1177
JACKSON, M.	A : 1036
JACOB, A. G.	T : 166
JAFFARY, S. K.	V : 636

JAMES, J. T. L.	A : 1348
JAMES, L.	R : 938-939
JARVIS, G. K.	A : 227 V : 226
JASMIN, T.	A : 1397
JAYEWARDENE, C. H. S.	A : 111-356-873-874-1363-1379 R : 112-355-771-772
JEFFRIES, F.	R : 840-841
JERRY, M. B.	V : 286
JOBSON, K. B.	A : 637-855
JOHN HOWARD SOCIETY. SASKATCHEWAN, REGINA COUNCIL	R : 299
JOHN HOWARD SOCIETY OF BRITISH COLUMBIA.	A : 734
JOHN HOWARD SOCIETY OF CANADA	R : 534-638-639-891-940
JOHN HOWARD SOCIETY OF HAMILTON	R : 1306
JOHN HOWARD SOCIETY OF ONTARIO	A : 326 R : 1307

JOHN HOWARD SOCIETY OF QUEBEC	R : 1308
JOHN HOWARD SOCIETY. SASKATOON COUNCIL	R : 1309
JOHNSON, S. D.	A : 1142
JOHNSTON, W.	A : 67
JOINT COMMITTEE ON LEGAL AID	G : 735
JONES, F. E.	V : 294
JONES, R.	A : 1452
JOYNT, J.	T : 1227
JUOZAPAVICIUS, G.	G : 892
KAISER, G. E.	A : 1083
KARPIS, A.	V : 1121
KARPOFF, J. C.	T : 736
KATZ, G.	V : 1122

CONTINUED

7 OF 9

KATZ, S. A : 68

KEANE, S. A : 1252

KEATING, K. V : 454

KEECH, J. A : 228

KEEHN, J. D. V : 322

KEISSLING, J. J. R : 686

KEITNER, L. R : 36

KELLY, M. A : 978

KELLY, N. V : 774-821

KELLY, W. V : 774-821

KELLY, W. H. A : 773

KENNEDY, D. J. G : 1157-1333
R : 1334

KENNEDY, J. de N. A : 327

KENNEDY, M. A : 393
R : 1-34-35-36

KENRICK, E. W. A. A : 687

KESTERTON, W. H. V : 581

KILLKORN, L. H. R : 69

KIRKPATRICK, A. M. A : 531-532-533-599-876-979-1113-1143-1287-1438
V : 455

KITTLE, W. T. A : 1424

KLEIN, A. D. A : 655

KLEIN, J. F. A : 139-396-582

KLONOFF, H. A : 328

KNIGHT, S. A : 1177

KOENIG, D. J. R : 775

KOS-RABCEWICZ-ZUBKOWSKI, L. A : 1276

KOURI, M. A : 1409

LABERGE, D. R : 843

LAFARGE, P. A : 1439

LAFLAMME, J. P. A : 1253

LAFLAMME-CUSSON, S. R : 1209-1255
T : 1254

LAFORCE, P. T : 1349

LAFOREST, L. A : 167-342-1440-1458

LAGARDE, I. V : 517

LAJOIE, J. A : 1441

LALLIER, M. R : 1282

LAMARCHE, J. T : 670

LAMBERT, L. R. G : 192-1105-1106-1210
R : 344

LAMBERT, R : 1045

LAMBERT, S. R : 164-172

LAMONT, J. M. H. A : 94

LANDAU, B. A : 193

LANDREVILLE, P. A : 194-941-1080-1084-1256-1258-1463
R : 942-1038-1114-1257-1399
T : 1389

LANDRY, A. T : 229

LANG, P. W. A : 43

LANGLEY, M. A : 230

LANGLOIS, R. T : 107

LAPIERRE, E. P. T : 1228

LAPIERRE, J. R : 221
T : 1229

LAPLANTE, J. R : 168-231-456-688-1039

LAPLANTE, R. V : 1123

LARKINS, N. A : 620

LAROCHE, B. A : 776

LAURENDEAU, M. V : 59

LAURIN, C. T : 22

LAUTT, M. A : 1387

LAUZON, D. T : 140

LAVALLEE, C. A : 232

LAVOIE, C. T : 166

LAVY, J. C. A : 777

LAWLER, H. A : 119

LAWRENCE, L. G. A : 233

LAZURE, J. V : 23

LEBEL, B. T : 1040

LEBLANC, M. A : 71-205-235-236-300-329-423-1398
R : 17-213-234-330-883-893-1240-1241-1259-1288

LECAVALIER, M. A : 453

LECOMPTE, Y. R : 1399

LEDERMAN, J. J. A : 44

LEDERMAN, W. R. V : 689

LEDUC, R : 1045

LEE, J. C. R. A : 1179

LEE, J. D. A : 980
G : 690

LEFORT, J. E. A : 1325

LEHOVITCH, S. R : 1162

LEGENDRE, G. R : 237

LEMAY-WARREN, J. R : 238

LEMIRE, G. T : 1074

LENARD, H. B. A : 150

LEON, J. S. R : 803

LETKEMANN, P. T : 1310
V : 141

LETTE, M. R : 1097
T : 280

LEVEILLE, Y. T : 943

LEVI, N. R : 1344

LEVIN, M. R : 29

LEVINSSON, T. A : 169

LEWIS, D. T : 95

LEWIS, F. G. P. A : 981

LEWISON, E. A : 1158

L'HEUREUX-DUBE, C. A : 706

LIBBY, T. N. A : 1350

LIGONDE, P. A : 1182

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME R : 546-547-596-1086
V : 45

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.
OFFICE DES DROITS DES DETENUS R : 1085-1087

LIMOGES, T. R : 239-778-1288
V : 96

LINDEN, A. M. A : 860
R : 859
V : 583

LINDEN, E. A : 1423

LINDORES, P. A : 981

LINK, N. R : 1161

LINTON, T. E. R : 30

LIPPE, M. A : 584
T : 81

LITTLE, W. T. A : 707-727
R : 301

LOI DE LA POLICE	G : 585
LOUIE, A.	V : 586
LOVE, A. J.	R : 69
LUNDEN, W. A.	A : 1136
LUPMANIS, A.	R : 225
McCALDON, R. J.	A : 97-108
McCORMICK, C. G.	A : 1141
MacDONALD, D. S.	R : 844
MacDONALD, J. A.	A : 240-1200
MacDONALD, J. C.	A : 708
McDOUGALL, A. K.	R : 779-780
MacFARLANE, B. A.	A : 331-615-621
MacFARLANE, D.	R : 1289
McFARLANE, G.	A : 894 G : 895
McGRATH, P.	R : 382

McGRATH, W. T. A : 458-737-861-1041-1184-1185-1186-1201-1290-1311
R : 241-242-845-982
V : 455-457-587

McHUGH, A. R : 1042

McILRAITH, G. A : 983

MacKAAY, E. R : 691

McKAY, H. G. R : 383

MacKEY, J. R : 831

MacKIMMIE, R. A. G : 459

McKNIGHT, C. K. A : 113-376-1159

McLAHLAN, J. F. C. A : 169

MacLEOD, A. J. A : 243-332-1187-1442
R : 1043

MacNAUGHTON-SMITH, P. R : 1400

McRUER, J. C. R : 640

MADDEN, P. G. G : 192-1105-1106

MAGID, S. R : 460

MAGNAN, G. R : 810

MAGNAN, P.	T : 1326
MAGONE, C. R.	V : 801
MAILLOUX, N.	A : 12-124-232-244-1044-1443 R : 1045 V : 245
MAISON ST-LAURENT	R : 1351
MAISONNEUVE, D.	R : 246
MAJESTY COURTS	G : 692
MAKUCH, S.	A : 98
MALONEY, A.	R : 781
MANDEL, M.	A : 549
MANITOBA	G : 461
MANITOBA ASSOCIATION OF SOCIAL WORKERS	R : 247-588
MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT	G : 82-896-1230
MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL DEVELOPMENT. THE MANITOBA YOUTH CENTRE	G : 1062

MANITOBA. DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES — G : 709

MANITOBA. HUMAN RIGHTS COMMISSION — G : 462

MANITOBA. LAW REFORM COMMISSION — G : 464-465

MANITOBA. THE LEGAL AID SERVICES SOCIETY — G : 466

MANITOBA. THE NORTHERN CORRECTIONS COMMITTEE — G : 467-984

MANITOBA. POLICE COMMISSION — G : 782-783

MANN, W. E. — R : 1260
V : 302

MANNING, M. — V : 550

MARCHAND, P. E. — V : 518

MARCUS, A. M. — A : 151-281-282-1425-1453
R : 5-283

MARDELL, E. A. — R : 1137

MARINEAU, D. — A : 1291
R : 1288
T : 248

MARKEN, R. — V : 1124

MARKS, V. M. A : 897-898

MARKSON, E. R. A : 1380

MARQUIS, H. G : 1157

MARSCHALL, D. A : 273-862

MARSHALL, W. E. A : 170

MARSOLAIS, C. A : 1261

MARTIN, G. A. A : 562-738
R : 468

MARTIN, J. C. V : 519

MARTIN, R. T : 1183

MARTINEAU, P. T : 31

MATHESON, M. A. A : 249-1138

MATTE, A. A : 899

MATTHEWS, V. R : 424

MENARD, R. R : 237-1262-1263

MENGHILE, C. R : 1038

MEREDITH, H. A. A : 1139

MESSIER, C. R : 739

MESSINGER, H. B. A : 227

METIVIER, J. R : 7

METROPOLITAN BOARD OF COMMISSIONER OF POLICE R : 784

MEUNIER, C. R : 469

MEWETT; A. W. A : 520
R : 641
V : 519

MICHAUD, M. G : 1157

MILAN, M. A. R : 1188

MILLER, F. P. G : 945

MOHR, J. W. A : 113-284-285-376-377-421-
R : 99-287-534-569-1400
V : 286

MOKOLO, G. T : 60

MOLINS-YSAL, M. R : 444

MONCTON BOYS' CLUB R : 250

MONSMA, G. E. T : 470

MONTGOMERY, R. A : 369

MONTMARQUETTE, C. R : 213

MONTPELLIER, A. L. T : 1264

MORAND, C. A : 1160

MORF, G. V : 61

MORISSETTE, L. A : 1160

MORLAND, N. V : 1364

MORRISON, N. R. T : 171

MORRISON, W. A. A : 114

MORTON, J. D. R : 1400

MOUNSEY, S. C. A : 1327

MUNROE, A. R. R : 288

MURPHY, A. A : 978

NAEGELE, K. D.	V : 294
NAKIELNY, W.	A : 119
NARCOTIC ADDICTION FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA	R : 333
NATIONAL INDIAN BROTHERHOOD	R : 365
NATIONAL LEGAL AID AND DEFENDER ASSOCIATION	R : 740
NEASE, B.	A : 251-1226-1347-1420
NEDD, A. N. B.	A : 1193
NEGRETE, J. C.	A : 1426
NETTLER, G.	A : 1454 R : 125 V : 1365
NEW BRUNSWICK. CORRECTIONAL PROGRAM DIRECTOR	G : 986
NEW BRUNSWICK. DEPARTMENT OF JUSTICE	G : 987
NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF JUSTICE	G : 673-1005

NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE — G : 1318

NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND RECREATION — G : 497

NEWFOUNDLAND. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES AND REHABILITATION — G : 1319

NEWFOUNDLAND. TREASURY. BOARD — G : 428

NGUYEN, T. H. — A : 300
T : 303

NICOLAS, M. — T : 947

NINE, J. — A : 985

NIVOLI, G. C. — T : 378

NOBLE, R. D. — A : 589

NOEL, W. E. E. — A : 252

NORMANDEAU, A. — A : 142-401-472-1366-1402-1403-1404-1405-1406-1427-1435-1444-1445-1448
R : 402-471-778-948-949

NORTHWEST TERRITORIES. DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT — G : 1007

NOUVEAU-BRUNSWICK. CORRECTIONAL PROGRAM DIRECTOR G : 986

NOUVEAU-BRUNSWICK. DEPARTMENT OF JUSTICE G : 987

NOUVELLE-ECOSSE. ATTORNEY GENERAL. ADULT PROBATION SERVICE G : 988

NOUVELLE-ECOSSE. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES G : 1312

NOUVELLE-ECOSSE. WELFARE COUNCIL G : 253

NOVA SCOTIA. ATTORNEY GENERAL. ADULT PROBATION SERVICE G : 988

NOVA SCOTIA. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES G : 1312

NOVA SCOTIA. WELFARE COUNCIL G : 253

OBERT, A. A : 393
R : 1-35

O'CONNOR, J. A : 899

OFFICE DE LA PREVENTION ET DU TRAITEMENT DE L'ALCOOLISME ET DES AUTRES TOXICOMANIES. SERVICE DE LA RECHERCHE — R : 334

OGBORNE, A. — R : 1352

O'HEARN, P. J. T. — A : 152

OKI, G. — R : 164-172-187

OLIN, J. S. — A : 173

O'NEIL, C. F. — A : 1428

ONTARIO — G : 254-785-1231

ONTARIO. DEPARTMENT OF CORRECTIONAL SERVICES — G : 989-1107-1232

ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE — G : 901

ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE. ADMINISTRATION OF JUSTICE DIVISION — G : 710

ONTARIO. DEPARTMENT OF JUSTICE. ONTARIO PROVINCIAL PROBATION SERVICE — G : 902

ONTARIO. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL. ONTARIO PROVINCIAL SERVICE — G : 425

ONTARIO. DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL. PROBATION SERVICES BRANCH	G : 900-903
ONTARIO. DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL	G : 786
ONTARIO. LAW REFORM COMMISSION	G : 693
ONTARIO. MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES	G : 100
ONTARIO. MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES	G : 990-1046-1063-1265-1328
ONTARIO. MINISTRY OF REFORM INSTITUTIONS	G : 1234
ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL	G : 473-694-741
ONTARIO. MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL. LAW REFORM COMMISSION	G : 521
ONTARIO PROBATION OFFICER'S ASSOCIATION	A : 904
ONTARIO PROVINCIAL POLICE	G : 787
ONTARIO PROVINCIAL PROBATION SERVICE	G : 905

ONTARIO. REFORM INSTITUTIONS DEPARTMENT	G : 1233-1235
ONTARIO. ROYAL COMMISSION OF INQUIRY IN RELATION TO THE CONDUCT OF THE PUBLIC AND THE METROPOLITAN TORONTO POLICE	G : 788
ONTARIO. ROYAL COMMISSION ON VIOLENCE IN THE COMMUNICATIONS INDUSTRY	G : 127
ORLANDO, F.	T : 789
OSGOODE HALL LAW SCHOOL AND RYERSON INSTITUTE	R : 695
OUIMET, R.	A : 1047
OUTERBRIDGE, W. R.	A : 906-907 R : 474-1048
OWENS, M.	T : 696
PAGE, S.	V : 379
PALMER, E. E.	V : 522
PANZICA, N.	A : 335
PAPAZISSIS, M. G.	R : 109

PARADIS, E. R : 535

PARADIS, G. A : 1367
T : 1049

PARIZEAU, A. A : 83-1407-1445
R : 351-444-1277
V : 1292

PARIZEAU-POPOVICI, M. V : 697

PARKER, G. E. A : 44-46-616-877-1455

PARKER, M. C. A : 1329

PARLETT, T. A. A. A : 1189

PARMELEE, L. A. V : 110

PARRY, G. D. T : 946

PATTERSON, J. R. A : 832

PAULUS, I. A : 336

PAYETTE, A. T : 1140

PELLERIN, G. R : 1399

PENFOLD, D. A : 1190

PEPIN, P. R : 1038

PERRON, J. C.	T : 397
PETITCLERC, N.	R : 1266
PETTIT, D. E.	A : 366-1070
PHILIP, B. R.	A : 255
PHILIPS, J.	R : 1050
PIRS, S.	G : 908
PITMAN, R.	G : 909
PLAMONDON, R.	A : 991
POLICE COMMISSION	R : 790
POLICE DE MONTREAL	R : 791
POLICE DEPARTMENT OF REGINA	R : 792
POLICE DEPARTMENT OF SASKATOON	R : 793
POLLOCK, D.	V : 1125
POPOVICI, A.	V : 697
POREBSKI, O. R.	A : 937

PORTER, R. L.	A : 367
POSER, E. G.	A : 1172
POTTS, F.	A : 1381
POWE, L. A. Jr.	A : 551
POWELL, C. M.	V : 597-794
PRICE, R. R.	A : 380-381-992 R : 742
PRINCE EDWARD ISLAND. DEPARTMENT OF JUSTICE	G : 452-977
PRUESSE, M.	R : 1161
PUGH, B.	A : 1179
PURVIS, S. S.	A : 711
QUEBEC. COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIERE CRIMINELLE ET PENALE AU QUEBEC	G : 475
QUEBEC. COMMISSION DE POLICE	G : 795-796
QUEBEC. COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	G : 863

QUEBEC. COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES — G : 524-728

QUEBEC. MINISTERE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ETRE SOCIAL — G : 1314

QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE — A : 478
G : 357-479-480-552-797-698-699-1051

QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. DIRECTION GENERALE DE LA PROBATION ET DES ETABLISSEMENTS DE DETENTION — G : 910

QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. SERVICE DES PRISONS — G : 1052

QUEBEC. MINISTERE DE LA JUSTICE. SURETE DU QUEBEC — G : 798

QUEBEC. MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE — G : 477

QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES — G : 84-591-1313

QUEBEC. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES. SERVICE DE PROBATION POUR MINEURS DE MONTREAL — G : 911

QUEBEC. MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS — A : 1267

QUEBEC. OFFICE DE REVISION DU CODE CIVIL G : 601-712

QUEBEC. PROTECTEUR DU CITOYEN G : 476

QUEBEC. STATISTIQUES DES AFFAIRES SOCIALES G : 426

QUEEN'S UNIVERSITY R : 398-642

QUINSEY, R. E. A : 113-376

QUINSEY, V. L. R : 382-1161

QUINTAL, M. T : 256

RADOUCO-THOMAS, S. A : 337

RAFLA, M. R : 778

RAPOPORT, D. C. R : 62

RATUSHNY, E. J. A : 602-617-618

RAWLYK, G. A. V : 52

READER'S DIGEST ASSOCIATION R : 525

REES, S. J. A : 1456

REID, D. C. S. — A : 1330, R : 368

REID, R. F. — A : 174

REILLY, F. J. — T : 950

RIBORDY, F. X. — A : 25-26-27, R : 1029-1399

RICHMAN, A. — A : 338

RICHMOND, G. — R : 5

RICO, J. M. — A : 1446, R : 1278

RIVET, M. — R : 729

RIZKALLA, S. — A : 1406, R : 143-339-799, T : 800

ROBERT, P. — R : 668

ROBERT, G. W. — R : 448

ROBERTS, J. — R : 743, T : 665

ROBERTSON, W. — A : 1252

ROCKSBOROUGH SMITH, S. — A : 1003

RODGERS, A. W. V : 801

RODGERS, R. V : 538

RODRIGUEZ, V. M. H. R : 553

ROGERS, J. R : 746

ROSENBLATT, E. A : 196

ROSS, M. R : 684
T : 18

ROSS, R. R. R : 195-383

ROUSSEAU, G. T : 32

ROUSSEL, G. T : 100

ROSZMANN, D. E. R : 1162

ROWAT, D. C. V : 481

ROWE, P. M. A : 1181

ROY, C. A : 1459

ROY, M. T : 1191

ROY, R. A : 1462

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE	G : 822-823
ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE. AIR DIVISION	G : 824
ROYAL COMMISSION ON GOVERNMENT ADMINISTRATION	G : 482
RUSSON, G. W.	V : 1053
RYAN, L. J.	A : 153
RYAN, S.	A : 1457 R : 1088
SAIPE, A. L.	A : 1202
SAKOWICZ, L.	A : 1226
SAINT-LAURENT, T.	R : 715
SALHANY, R. E.	V : 656
SALUTIN, L.	A : 384
SAMSON, C.	R : 1169
SANDERSON, M.	T : 1108
SANGOWICZ, J. M.	A : 393 R : 1-34-35

SARRAZIN, M.	T : 115
SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES	G : 483-1315
SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF WELFARE	G : 993
SASKATCHEWAN. DEPARTMENT OF WELFARE. CORRECTIONS BRANCH	G : 912
SASKATCHEWAN. LAW REFORM COMMISSION	G : 484-485
SCHILLE, C.	A : 1203
SCHLOOS, B.	R : 116
SCHNEIDER, D. A.	G : 369
SCOLLIN, J. A.	V : 603
SCOTT, G. D.	A : 175
SEARLE, C. A.	A : 1409
SEELY, H. R.	A : 273
SEGUIN, F.	V : 1126
SEIGEL, L. J.	A : 1353

SELKIRK, J. F. D.	A : 951
SERVICE DE LA POLICE. VILLE DE QUEBEC	R : 802
SHAFFIR, B.	V : 296
SHAMSIE, S. J.	R : 257-258
SHEARING, C. D.	R : 803
SHEPPARD, A. F.	A : 619
SHEPPARD, C.	A : 128-1192
SHIHADEH, E. S.	A : 1193
SHOOM, S.	A : 994-1115-1268
SHUSTER, S.	T : 1194
SIDLOFSKY, S.	R : 164
SIGAL, J. J.	A : 776
SILVERMAN, H.	A : 289-592-713
SILVERMAN, R. A.	V : 1368
SINCLAIR, D.	A : 117 V : 1236

SINGH, A.	T : 117
SIREN, A.	A : 995
SISSONS, J.	V : 671
SMART, R. G.	A : 342-1414-1458
SMITH, D.	V : 370
SMITH, M. D.	A : 129
SMITH, S.	A : 1003
SNIDER, J. G.	A : 259
SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT	A : 260 R : 261-1316
SOCIAL PLANNING COUNCIL OF HAMILTON AND DISTRICT. CORRECTIONS COMMITTEE	R : 1293
SOCIETE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE	A : 212-1054 R : 159-184-262-263-264-526-657-744-856-864-875-913-952-996-997-998-999-1000-1001-1002-1065-1195-1204-1294-1369-1382 V : 1370
SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC	R : 144-400-486-487-488-489-490-491-492-493-494-554-672-804

SOCIETE D'ORIENTATION ET DE REHABILITATION SOCIALE — R : 1317

SOLOMON, H. — A : 1429

SORFLEET, P. — A : 343

SORRENTINO, R. M. — A : 63

SPENCER, J. — A : 223-291-730-1003
R : 290-1401

SPENCER, M. J. — A : 220
R : 145-265

SPETZ, S. N. — V : 527-700

STARKMAN, B. — A : 47

STEBBINS, R. A. — A : 805

STENNING, P. C. — R : 495

STEPHENSON, P. S. — A : 266

STEVENS, S. R. — R : 176

STEWART, V. L. — R : 563

STOKES, R. E. — A : 85

STONE, C. R. — A : 825

STRATHY, P. T : 953

STRECKER, M. G : 909

STREET, T. G. A : 954-955-1003

SUEDFELD, P. A : 1075-1430-1459

SULLIVAN, D. C. A : 1353

SULLIVAN, D. R. R : 386

SUMPTER, A. A. G : 895

SURRIDGE, C. T. R : 344

SWADRON, B. B. A : 385-1163
R : 386

SWEENAY, B. A : 1055

SYLVAIN, P. R : 1056

SYLVESTER, C. R : 29

SZABO, D. A : 64-71-120-496-1295-
1372-1408-1431-1445-
1446-1463
R : 19-24-146-292-444-806-
846-914-1358-1383
V : 51-70-807-1371

TADMAN, M. A : 101

TALBOT, C. K. A : 1004

TANGUAY, R : 1045

TARDIF, G. A : 427-809
R : 131-147-403-749-810
T : 130
V : 808

TATMAN, L. R : 745

TEAR, R. S. A : 898

TEDFORD, H. A : 666

TEEVEN, J. J. Jr. A : 847-848
V : 1368

TERRE-NEUVE. DEPARTMENT OF JUSTICE G : 673-1005

TERRE-NEUVE. DEPARTMENT OF PUBLIC WELFARE G : 1318

TERRE-NEUVE. DEPARTMENT OF REHABILITATION AND RECREATION G : 497

TERRE-NEUVE. DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES AND REHABILITATION G : 1319

TERRE-NEUVE. TREASURY BOARD G : 428

TERRITOIRES DU NORD-OUEST. DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT G : 1007

TESSIER, B. A : 197

TESSIER, Y. R : 810

THERRIEN, A. T : 956

THIBAULT, L. R : 267

THIFFAULT, A. A : 393-1160
R : 1-35

THOMPSON, G. A : 1179
T : 1331

TISDALE, D. E. W. A : 132-1320

TOBIN, R. T : 268

TOLHURST, G. A : 1071

TORONTO. CENTRE OF CRIMINOLOGY R : 1296-1297-1298

TORONTO METROPOLITAN POLICE R : 811

TOUTANT, C. R : 179
V : 162

TOWNSEND, M. R : 148-1354

TRAHAN, M. R : 86

TRAVISONO, A. P. A : 1428

TREMBLAY, R. R : 179
T : 345
V : 162

TREMEEAR V : 528

TREPANIER, J. G : 1237
T : 399

TROTTER, M. R : 34

TROTTIER, M. T : 1109

TROYER, J. G. A : 1057

TURMEL, J. T : 812

TURNER, J. R : 498

TURNER, R. E. A : 1166
R : 293-387-1164-1165
V : 286

TYNDEL, M. R : 177

UNIVERSITY OF ALBERTA R : 1299

URQUHART, C. A : 1285

VAMPLEW, V. L. K. A : 102

VANCOUVER POLICE DEPARTMENT R : 813

VAN GYSEGHEN, H. R : 7

VAN STOLK, M. V : 87

VAZ, E. W. A : 1432
T : 269

VEEVERS, J. E. A : 851

VENNING, C. A : 1447

VIDMAN, N. A : 63

VIGNOLA, H. P. A : 815
T : 814

VINE, W. G. T : 270

VINTZE, E. R : 179
T : 178

WAGNER, J. R. R : 373

WAKE, F. R. A : 6

WALLER, I. A : 958-1058-1433
V : 957

WARD, M. M. T : 103

WARDEN, C. J. A : 1252

WARDROPE, G. C. R : 1008-1196

WARNEFORD, A. R : 1161

WATT, D. A : 604

WEBER, S. R : 1352

WEGESSY, H. G : 892

WEILER, J. A : 104

WEILER, P. A : 564-643

WEIR, J. D. A : 1434

WEST, S. G. A : 1144
R : 1145

WESTERN CANADA WORKSHOP ON THE MENTALLY DISORDERED R : 388

WHEALY, A. C.	A : 346
WHITE, W. J.	A : 339
WHITEHEAD, P. C.	A : 342-1411-1458-1460-1461 V : 20-295-431
WILGOSCH, L.	A : 271
WILLETT, T. C.	R : 134
WILLIAMS, H. R.	A : 336
WILLIAMS, J. B.	R : 1137
WILLIAMS, P. J.	A : 850
WILKINS, C. F.	A : 1006
WILKINS, J. L.	R : 746 V : 747
WILSINS, C. F.	A : 272
WILSON, L. C.	A : 1279
WILTON, J. B.	V : 1321
WORMITH, J. S.	A : 1409 G : 1157-1333 R : 1167-1334

WRIGHT, N. A. A : 119

WRIGHT, W. F. A : 1110

WYNNE, D. E. A : 653

YEADON, M. A : 1111

YIP, C. G : 909

YOUNG, D. A. V : 826

YOUNG, J. G. A : 1168-1409

ZAMBROWSKY, J. T : 37

ZEITOUN, L. A : 959-1332

ZOLL, P. R : 1269

ZUKER, A. M. V : 593

INDEX ALPHABETIQUE DES MOTS CLES

INDEX ALPHABETIQUE DES MOTS CLES (1)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
A : 430-441-449-458-472-478-496-512-1403-1408-1446

G : 349-357-432-433-434-435-436-437-438-439-440-445-446-447-452-459-462-463-464-465-467-473-475-477-479-480-482-483-485-497-674

R : 352-429-442-443-448-456-460-468-469-471-474-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-498-846-972-1042-

T : 470

V : 70-431-450-451-454-455-497

AGENCES PRIVEES
A : 981

R : 1056

AGRESSIVITE
T : 9-11

ALBERTA
A : 363-620-711-884-980

G : 198-199-499-500-570-571-572-674-675-676-878-879-960-961-1207

R : 424-844-975

T : 470-950

(1) A : Article d'un périodique
G : Document et recherche gouvernementaux
R : Rapport de recherche
T : Thèse
V : Volume imprimé

ALCOOL
A : 68-92-155-156-157-158-160-167-169-170-173-174-175-367-1426

G : 315-675

R : 69-154-159-161-163-164-165-168-172-176-177-179-187

T : 166-171-178-345

V : 162-295-322

AMENDE
G : 857

ARCHITECTURE: PRISONS ET PENITENCIERS
G : 1059-1060-1062-1063

R : 1061-1064-1065

ARRESTATION
A : 441-595

R : 596

V : 594-597

ASSISTANCE JUDICIAIRE
A : 358-441-544-734-737-738

G : 466-475-731-735-741

R : 732-733-739-740-742-743-744-745-746

T : 665-736

V : 747

ASSISTANCE POST-PENALE
A : 1322-1323-1324-1325-1327-1329-1330-1336

G : 1328

R : 368-1335

T : 1326-1331

AVEU
A : 617-618

AVOCAT
A : 658-660-662-664-722-723-724

R : 719

T : 665-717

V : 659-661-663

AVORTEMENT
A : 41-42-43-44-46-47

V : 45

BANDE D'ADOLESCENTS
R : 237

BENEVOLES
A : 441-1028-1336-1342-1409

G : 718-892-896-908-909-928-1333-1338

R : 686-1000-1167-1334-1335-1337-1344

T : 1343

BIBLIOGRAPHIE
R : 4-145-288-383-629-746-771-841-1289

BOURREAU
A : 866

V : 842

CASIER JUDICIAIRE
A : 599

T : 598

CAUTIONNEMENT
A : 441-595-602-604

G : 436-601

R : 600

V : 597-603-606

CENTRE COMMUNAUTAIRE
G : 1339-1340

R : 1337-1341

CENTRE DE REEDUCATION
A : 249-1110-1111-1205-1206-1215-1216-1218-1219-1220-1221-1222
1224-1226-1238-1242-1247-1249-1251-1252-1253-1256-1258-
1261-1267-1268-1416-1428

G : 411-1207-1208-1210-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1237-1265

R : 195-1209-1212-1213-1223-1225-1239-1240-1241-1244-1245-1246-
1248-1250-1255-1257-1259-1260-1262-1263-1266-1269

T : 270-1109-1214-1217-1227-1228-1229-1243-1254-1255-1264

V : 1211-1236

CLASSES SOCIALES
R : 15-17-19-24

T : 8-13-16-269

CLASSIFICATION DES DETENUS
A : 1069-1070-1071

G : 1210

R : 1067

T : 1066-1068

CODE CRIMINEL
A : 44-54-174-316-346

G : 499-505

V : 364-515-519-528

COLOMBIE-BRITANNIQUE
A : 734-1138

G : 49-50-214-315-445-967-968-1021-1280-1300-1391

R : 333-775-813-1212-1302

T : 1108

V : 1211

COMMUNAUTE THERAPEUTIQUE
A : 1411-1451

CONFIDENTIALITE
A : 529-530-531-532-533

R : 534

COUR DU BIEN-ETRE SOCIAL
A : 714

G : 475

COUT DU CRIME
A : 1406

G : 437

R : 443-448-763-933

CRIME DES COLS BLANCS
V : 302

CRIME ORGANISE
A : 48

G : 49-50-475

V : 70-314

CRIME POLITIQUE
A : 53-54-56-58-63-64

R : 62

T : 60

V : 51-52-55-57-59-61-842

CRIMINALITE DE LA ROUTE
A : 65-66-67-68-160

G : 409

R : 69-165

CRIMINALITE URBAINE
A : 39-71

V : 70

CRIMINEL DE PROFESSION
A : 139

V : 141

CRIMINEL D'HABITUDE
A : 381-393-395-396

R : 397

CRIMINOLOGIE
A : 1366-1367-1372-1431

R : 1001-1356-1358-1359-1361-1369

V : 1360-1365-1368-1370-1371

CRIMINOLOGIE CLINIQUE
R : 1355

CRIMINOLOGIE: ENSEIGNEMENT
A : 805-1373-1379-1380-1381

G : 475

R : 1374-1375-1376-1377-1378-1382-1383

CRIMINOLOGUE
A : 1357-1363

R : 1362

V : 1364

DANGEROSITE
A : 281-380-381-582

R : 372-373-382

T : 374

DEFENSE SOCIALE
A : 453-1418

G : 434

R : 444

DEJUDICIARISATION
A : 1275-1276-1279

G : 209-1272-1273

R : 1270-1271-1277-1278

T : 1274

DELINQUANCE FEMININE
A : 108-180-185-186-190-193-194-196-320-321-441-1110-1111-1415

G : 192-436-1103-1105-1107

R : 181-182-183-184-187-188-195-1101

T : 189-191-1108-1109

DELINQUANCE JUVENILE
A : 12-197-202-203-204-205-212-217-219-220-223-227-228-230-232-233-235-236-240-243-244-249-251-255-259-260-266-271-272-725-837-1215-1219-1224-1247-1267-1327-1409-1423-1432-1451-1455

G : 198-199-208-209-210-214-253-254-406-591-1207-1208-1237

R : 7-15-17-28-200-201-207-211-213-215-218-221-225-231-234-238-239-241-242-246-247-250-257-258-261-262-263-264-267-292-344-715-726-729-1209-1239-1241-1244-1250-1255-1257-1259-1269-1284-1288

(Suite à la page suivante)

DELINQUANCE JUVENILE (suite)
T : 13-16-33-206-222-229-248-256-268-269-270-399-720-736-1217-1227-1228-1229-1243-1264

V : 216-224-226-245-295-720-1292

DELITS CONTRE LES ENFANTS
A : 78-80-83-85

G : 82- 84

R : 72-73-75-79

T : 76-77-81

V : 87

DELITS SEXUELS
A : 85-273-276-277-281-282-284-285-289-291-328-1453

R : 274-283-287-288-290-292-293-535-536-537

T : 100

V : 295-302-538

DETENTION AVANT PROCES
A : 604

G : 463

R : 605

V : 606

DETENTION PREVENTIVE
A : 381-395-649

DETENUS
A : 366

G : 987

R : 460

DETOURNEMENT DE FONDS
A : 1454

DEVIANCE
A : 297-298-300

R : 4-30

T : 16-32-303

V : 294-295-296-302

DISSOCIATION
A : 1075-1430-1459

G : 1072

R : 1073

T : 1074

DIVORCE
G : 577-578

DROGUES
A : 41-305-306-313-316-317-318-319-320-321-324-325-326-327-328-329-331-332-335-336-337-338-341-342-343-346-951-1411-1414-1424-1440-1442-1458-1460-1461

G : 308-309-310-311-312-315

R : 154-165-168-176-304-307-330-333-334-339-340-344

V : 295-314-322-323

DROITS DE L'ENFANT
A : 83

R : 72-79-86

V : 87

DROITS DE L'HOMME
A : 543-544-545-549-551

G : 463-476-540-541-552

R : 542-546-547-548-553-554-596-732

V : 481-515-539-550

DROITS DES DETENUS
A : 1076-1079-1080-1082-1083-1084-1463

G : 1077-1078

R : 754-1038-1045-1081-1085-1086-1087-1088

DROIT PENAL
A : 520-592

G : 500-501-502-503-505-521-523

R : 444-526-579

V : 509-511-517

ECOLE
A : 1291

R : 28-29-30-548

T : 31-32

ECOLOGIE DE LA CRIMINALITE
A : 39

R : 40-246-418-419-420

T : 38

V : 226

ECOUTE ILLEGALE
A : 545

EDUCATEURS
A : 1220

G : 1208

R : 1244-1262-1263

T : 1254

EMEUTE DANS LES PRISONS
A : 1093-1094

G : 1090

R : 1091

T : 1089-1092

EMPRISONNEMENT
A : 363-850-851-855

G : 849

R : 596-852-856

T : 853-854

ENFANTS
A : 584

G : 590

R : 588

ENFANTS: TRAITEMENT PSYCHIATRIQUE
G : 74

ENLEVEMENT
A : 63

ENQUETE PRELIMINAIRE
A : 650

ESQUIMAUX
A : 356-1449

G : 349-350-357

R : 351-352-354-355

V : 347-348-353

ETIOLOGIE
A : 2-3

R : 1

ETUDE COMPARATIVE
A : 180-259-589-621-730-734-934-1058-1426-1428-1435-1444

G : 425-475

R : 181-225-444-668-679-726-740-1358-1359-1376

T : 950

ETUDE 'FOLLOW-UP'
A : 338-894-1256-1422

R : 1266

EVASION
G : 475-1098-1099

EXHIBITIONISME
V : 275-286

FACTEURS CULTURELS
A : 25-26

T : 27

FACTEURS GENETIQUES
R : 4-5

FACTEURS PSYCHOLOGIQUES
A : 1450

FACTEURS SOCIO-CULTURELS
R : 30-267

V : 23

FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES
T : 18

FACTEURS SOCIOLOGIQUES
T : 117

V : 20

FAILLITE FRAUDULEUSE
R : 109

FAMILLE
A : 78-80

G : 1314

R : 34-35-36-161-1401

T : 33-37

V : 573-586

FOYERS NOURRICIERS
A : 271

FRAUDE
A : 108-185

G : 475

T : 105-106-107

V : 110

FUGUE
T : 1100

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
A : 825

G : 435-817-822-823-824

V : 816-818-819-820-821-826

HOMICIDE
A : 111-113-114-376-1009-1402

G : 412

R : 62-112-116-125

T : 115-117-378

HOMOSEXUALITE
A : 278

R : 279

T : 280

V : 275-286

ILE-DU-PRINCE-EDOUARD
G : 459-977

R : 69-705-769-963

IMMIGRANT
A : 25-26

T : 27

INDIENS
A : 358-359-363-366-367

G : 350-360-361-369

R : 354-355-362-365-368

T : 171-950

V : 364-370

INFANTICIDE
A : 1449

T : 76

INTERROGATOIRE
G : 609

JEUNESSE
R : 29-588

V : 587

JEUNES ADULTES
A : 252

R : 242-265

JEUX
A : 153

JUGE
A : 543-666-667-669-687

G : 480-673

R : 627-635-668-672-679

T : 670

V : 634-671

LEGISLATIONS
A : 212-220-240-331-396-580-582-584-589-898-1218-1221-1224

G : 210-507-508-524-565-570-571-572-575-576-577-578-585-590-591-886-927-1231

R : 200-201-211-264-506-525-536-537-542-566-567-569-588

T : 887

V : 379-504-510-513-514-516-518-522-527-538-550-573-574-581-583-586-587-593-648

LIBERATION CONDITIONNELLE
A : 637-931-934-935-937-941-951-954-955-958-959-1433-1441

G : 435-436-752-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-945

R : 799-916-917-919-933-936-938-939-940-942-944-948-949-952-1048-1056

T : 915-918-932-943-946-947-950-953-956

V : 957

LIBERTE D'EXPRESSION
A : 551

R : 695

LOISIRS
R : 1282

V : 1292

MAISONS DE TRANSITION
A : 1345-1347-1348-1350-1353-1420

G : 1340-1346

R : 1351-1352-1354

T : 1349

MALADIE MENTALE
A : 113-157-371-375-376-377-380-384-385-441-562-1159-1160

G : 646

R : 372-383-386-387-388-557-569-1000

T : 378

V : 295-302-379

MANITOBA
G : 82-461-463-464-465-466-467-709-782-783-896-984-1062-1230

R : 790-1304

V : 661

MARITIMES
A : 855-976

G : 988-1103

R : 250

MASS MEDIA
G : 21

T : 22

MESURES D'ASSISTANCE
A : 1332

R : 888-1301-1302-1303-1304-1306-1307-1308-1309

T : 1310-1343

V : 1321

METHODOLOGIE
A : 1387-1388-1419

R : 1384

T : 1385

V : 1386

NEGLIGENCE CRIMINELLE
A : 152

NOUVEAU-BRUNSWICK
G : 986-987

R : 963

NOUVELLE-ECOSSE
G : 253-1312

OBSCENITE
A : 89-90-94-98-101-102-104

G : 88-502

V : 93

OMBUDSMAN
G : 461-476-1077-1078

V : 481

ONTARIO
A : 251-260-285-392-621-667-738-897-904-907-978-995-1069-1094-1110-1115-1159-1163-1190-1216-1218-1221-1416

G : 254-425-473-521-693-710-741-786-787-788-892-895-900-901-902-903-905-908-989-990-1046-1063-1090-1105-1106-1107-1146-1157-1199-1210-1231-1232-1233-1234-1235-1328

R : 207-261-732-743-765-779-784-811-938-939-962-1008-1039-1101-1104-1150-1154-1164-1223-1225-1283-1293-1303-1307-1316

T : 1092-1214-1217-1331

V : 747

OPINION PUBLIQUE
A : 41-63-94-111-235-300-1410

R : 469-759-775-843-871-969-1048

T : 303-665-789

V : 295-869

PAUVRETE
G : 14

PEINES
A : 847-848

G : 625-626

R : 112-444-843-846

V : 842

PEINE CAPITALE
A : 111-114-866-872-873-874-1009-1402-1404-1457

G : 122-867-868-870

R : 871-875

V : 842-865-869

PEINES CORPORELLES
A : 876-877

R : 247

PENITENCIERS
A : 1009-1032-1036-1057-1171-1402-1437

G : 435-1012-1016-1017-1018-1072

R : 1027-1029-1030-1056-1169-1176

T : 1026-1040-1068

PENOLOGIE
G : 438

R : 628-844-845

PERQUISITION
V : 648

PERSONNEL CORRECTIONNEL
A : 1128-1129-1132-1134-1135-1136-1138-1139-1373

G : 1130-1131

R : 1127-1137-1382

T : 1140

PERSONNALITE CRIMINELLE
A : 6-10-12-1189

R : 1178

T : 11

PLEA BARGAINING
A : 651-653-655-669

R : 652

POLICE
A : 441-761-766-773-776-777-805-809-1405-1445-1462

G : 407-436-475-585-751-752-782-783-785-786-787-788-795-796-797-798

R : 456-749-750-753-754-755-757-758-759-763-765-767-769-771-772-775-779-780-781-784-790-791-792-793-799-802-803-804-806-811-813-917

T : 748-760-762-768-789-800-814

V : 574-764-774-794-801-807-808

POLICE: DELINQUANCE JUVENILE
A : 770-830-832

R : 828-831

T : 829

V : 827

POLICE: FORMATION
A : 815

R : 778-810

POLICE:HISTOIRE
T : 812

V : 756

POLICE: POUVOIRS DISCRETIONNAIRES
A : 833-837

G : 834

R : 835

T : 836

V : 838

POLICE PRIVEE
R : 840-841

T : 839

POLITIQUE CRIMINELLE
A : 1431

G : 438

PREUVE
A : 592-607-608-614-615-616-617-618-619

G : 609-610-611-612

PREVENTION
A : 233-449-1285-1286-1287-1290-1291-1295-1421-1422

G : 253-438-475-1280-1281

R : 215-221-241-250-1282-1283-1284-1288-1289-1293-1294-1296-1297-1298-1299

T : 268

V : 1292

PREVISION
A : 298-423-937-1388

R : 213-221-373-1259

T : 1389

V : 1386

PRISONS
A : 317-851-1028-1035-1037-1044-1054-1055-1058-1080-1147-1168-1174-1179-1184-1185-1186-1190-1193-1430-1436

G : 910-1046-1051-1052

R : 164-456-1008-1010-1023-1025-1031-1033-1034-1038-1039-1042-1043-1045-1048-1050-1061-1091-1175

T : 121-1020-1049-1183

PRISONS : HISTOIRE
A : 1113-1115

R : 1114

V : 1112-1321

PRISONS: LITTERATURE
V : 1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126

PRISONS: RELIGION
A : 1141-1142-1143-1144

R : 1145

PRISONS: SERVICES MEDICAUX
A : 1158-1463

G : 1146-1148

PRISONS: TRAVAIL
A : 1200-1201-1202-1203

G : 1197-1199

R : 1195-1198-1204

PRISONS ET PENITENCIERS
A : 530-1041-1047-1182-1192-1434

G : 410-436-1013-1014-1015-1021

R : 1011-1019-1024-1133-1151-1167-1196

T : 1022

V : 842-1053

PRISONS ET PENITENCIERS: EDUCATION
A : 1095-1096

R : 1097

PRISONS POUR FEMMES
A : 186-194-320

G : 192-1103-1105-1106-1107

R : 1101-1104

T : 191-1102-1108

PROBATION
A : 884-885-890-894-897-898-904-906-907-1407-1456

G : 436-878-879-886-895-896-901-902-903-905-908-910-912

R : 274-881-888-889-891-913-914-1056

T : 880-882-887

PROBATION: JUVENILES
A : 899

G : 892-900-909-911-1237

R : 883-893-1241

PROCEDURE PENALE
A : 644

G : 612-645-646

R : 657-691

V : 656

PROCES
V : 681

PROCES CELEBRES
V : 647-654

PROCUREUR GENERAL
A : 1417

PROSTITUTION
R : 91

V : 96

PSYCHIATRIE
A : 175-276-375-592-677-1147-1152-1160-1163-1166-1172-1452

G : 1149

R : 177-257-258-1150-1151-1153-1154-1155-1156-1161-1162-1164-1165

T : 374

PSYCHIATRIE LEGALE
R : 387

PSYCHOLOGIE
A : 244-1174

G : 1157

R : 195-1223

T : 1183

V : 245

PSYCHOLOGIE: TESTS
A : 1177

R : 7-1029-1225-1399

PSYCHOPATHE
R : 383

PSYCHOTHERAPIE
A : 255-1192-1205

PYROMANIE
A : 151

QUEBEC
A : 167-329-337-496-991-1080-1111-1222-1462

G : 84-426-475-476-477-480-523-590-698-699-795-796-797-798-863-910-1051-1052-1098-1099-1208-1313-1314

R : 234-471-791-802-881-888-893-914-948-949-1031-1042-1045-1085-1097-1114-1155-1156-1282-1308-1341-1393

T : 81-422-882-1040-1049-1066-1068-1140-1326-1349

V : 55-450-808-1292

RAPPORT PRE-SENTENCIEL
A : 620-621

RECEL
A : 150

RECHERCHE
A : 297-441-1238-1395-1396-1397-1398-1418

G : 475-1390-1391-1392

R : 1355-1375-1376-1377-1378-1394-1400-1401

V : 1368

RECHERCHE EVALUATIVE
R : 1393-1399

T : 9

RECIDIVE
A : 389-392-393-1258

G : 438-878-930-945-1106

R : 36-391-400

T : 390-394-398-399

REEDUCATION
A : 197-202-232

R : 1061

V : 224

REFORME PENALE
A : 1268-1439

G : 484

R : 1010-1027

REHABILITATION
A : 599-1044-1187-1311-1320-1429

G : 1300-1319

R : 301-1305-1316-1317

T : 1331

RESOCIALISATION
A : 1438

V : 216

RESPONSABILITE PENALE
A : 555-556-561-562-564

G : 558-559-560

R : 557-563

SANTE MENTALE
G : 565

R : 566-567-568

SASKATCHEWAN
A : 994-1070-1135

G : 484-692-912-993-1315

R : 683-792-793-1309

SCIENCES MEDICALES
R : 579

SEMI-LIBERTE

A : 1200

G : 1197-1199

R : 1198

SENTENCE

A : 441-449-623-631-633-637-643-685-855-1419

G : 436-613-625-626

R : 622-627-628-629-632-635-638-639-640-641-642

T : 624-630-670-696

V : 634-636

SERVICES CORRECTIONNELS

A : 966-970-971-973-976-978-979-980-981-983-985-991-992 994-995-1003-1004-1006

G : 439-709-960-961-965-965a-967-968-977-984-986-987-988-989-990-993-1005-1007

R : 846-962-963-969-972-974-975-982-996-997-998-999-1000-1001-1002-1008

V : 964

SERVICES SOCIAUX

A : 730-1111-1249-1251-1253

G : 1312-1313-1314-1315-1318

R : 1162

STATISTIQUES
A : 39-137-441

G : 350-425-426-440-475-477-676-1012

R : 40-116-424-721-791-802

T : 38-1026

V : 226

STATISTIQUES CRIMINELLES
A : 236-401-404-421-423-427-1427-1435-1448

G : 405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-428-902

R : 246-402-403-418-419-420-758-845

T : 422

V : 1368

SUICIDE
A : 118-119-120

TATOUAGE
T : 1020

TEMOIGNAGE
A : 607

G : 609-610

TERRE-NEUVE
A : 970

G : 428-497-673-1005-1318-1319

V : 764

TERRITOIRES DU NORD-OUEST
A : 1006

G : 446-447-965-1007

TERRORISME
A : 53-1412

R : 62

V : 51-55-61

THERAPIE DE GROUPE
A : 278-1168-1170-1171-1172-1409

R : 279-1167-1169

T : 1264

TRAITEMENT
A : 228-319-325-332-1174-1179-1180-1181-1182-1184-1185-1186-1187-1189-1190-1193-1206-1226-1442

G : 253-309-312

R : 172-293-400-845-1175-1176-1188-1196-1257-1294-1355

T : 1191-1194

V : 1386

TRAVAIL
A : 1332

R : 1306

TRAVAILLEURS SOCIAUX
R : 1173

TRIBUNAL DE LA FAMILLE
A : 706-707-708-711-713

G : 703-709-712-879

R : 702-704-705

V : 701

TRIBUNAUX
A : 441-677-680-682-685-687

G : 480-571-572-673-674-675-676-678-690-692-693-694-698-699-710

R : 456-679-683-684-686-688-691-695

T : 624-696

V : 681-689-697-700-747

TRIBUNAUX: MINEURS
A : 714-722-723-724-725-727-730

G : 718-728

R : 715-719-721-726-729

T : 399-716-717-720

VAGABOND
R : 299-301

VALEURS MORALES
A : 1216

R : 19-24-239

T : 8-222-1214-1227

VICTIMES
T : 103

VICTIMES: INDEMNISATION
A : 858-861-862

G : 857-863

R : 859-864

VICTIMOLOGIE
A : 860-1413

R : 149

VIOL
A : 92-97

R : 99

T : 95-103

VIOLENCE
A : 124-128-129-132-196-356-1405-1410-1425-1443-1444

G : 122-126-127

R : 123-125-131-133-134-354-355-373-382

T : 22-121-130

V : 52-59-322

VOL
A : 139-1447

R : 136

T : 140-390

V : 141

VOL A L'ETALAGE
A : 142

R : 135-138-144-145-148

VOL A MAIN ARMEE
G : 475

R : 146

VOL AVEC EFFRACTION
A : 137

VOL D'AUTO
G : 475

R : 143

T : 800

VOL ; E BANQUE
R : '47

KEY WORDS INDEX

KEY WORDS INDEX (1)

ABORTION
A : 41-42-43-44-46-47

V : 45

ADMINISTRATION OF JUSTICE
A : 430-441-449-458-472-478-496-512-1403-1408-1446

G : 349-357-432-433-434-435-436-437-438-439-440-445-446-447-452-459-462-463-464-465-467-473-475-477-479-480-482-483-485-497-674

R : 352-429-442-443-448-456-460-468-469-471-474-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-498-846-972-1042

T : 470

V : 70-431-450-451-454-455-457

AFTER-CARE
A : 1322-1323-1324-1325-1327-1329-1330-1336

G : 1328

R : 368-1335

T : 1326-1331

AGRESSIVITY
T : 9-11

(1) A : Article taken from a periodical
G : Government document or research
R : Research report
T: Thesis
V : Printed volume

ALBERTA
A : 363-620-711-884-980

G : 198-199-499-500-570-571-572-674-675-676-878-879-960-961-1207

R : 424-844-975

T : 470-950

ALCOHOL
A : 68-92-155-156-157-158-160-167-169-170-173-174-175-367-1426

G : 315-675

R : 69-154-159-161-163-164-165-168-172-176-177-179-187

T : 166-171-178-345

V : 162-295-322

ARCHITECTURE: PRISONS AND PENITENTIARIES
G : 1059-1060-1062-1063

R : 1061-1064-1065

ARMED ROBBERY
G : 475

R : 146

ARREST
A : 441-595

R : 596

V : 594-597

AUTO THEFT
G : 475

R : 143

T : 800

BAIL
A : 441-595-602-604

G : 436-601

R : 600

V : 597-603-606

BANK ROBBERY
R : 147

BANKRUPTCY: FRAUDULENT
R : 109

BIBLIOGRAPHY
R : 4-145-288-383-629-746-771-841-1289

BREAK AND ENTRY
A : 137

BRITISH COLUMBIA
A : 734-1138

G : 49-50-214-315-445-967-968-1021-1280-1300-1391

R : 333-775-813-1212-1302

T : 1108

V : 1211

CAPITAL PUNISHMENT
A : 111-114-866-872-873-874-1009-1402-1404-1457

G : 122-867-868-870

R : 871-875

V : 842-865-869

CHILD ABUSE
A : 78-80-83-85

G : 82-84

R : 72-73-75-79

T : 76-77-81

V : 87

CHILDREN
A : 584

G : 590

R : 588

CHILDREN: PSYCHIATRIC TREATMENT
G : 74

CHILDREN'S RIGHTS
A : 83

R : 72-79-86

V : 87

CLASSIFICATION OF INMATES
A : 1069-1070-1071

G : 1210

R : 1067

T : 1066-1068

CLINICAL CRIMINOLOGY
R : 1355

COMMUNITY CENTRE
G : 1339-1340

R : 1337-1341

COMPARATIVE STUDY
A : 180-259-589-621-730-734-934-1058-1426-1428-1435-1444

G : 425-475

R : 181-225-444-668-679-726-740-1358-1359-1376

T : 950

CONFESSION
A : 617-618

CORPORAL PUNISHMENT
A : 876-877

R : 247

CORRECTIONAL SERVICES

A : 966-970-971-973-976-978-979-980-981-983-985-991-992-994-995-1003-1004-1006

G : 439-709-960-961-965-965a-967-968-977-984-986-987-988-989-990-993-1005-1007

R : 846-962-963-969-972-974-975-982-996-997-998-999-1000-1001-1002-1008

V : 964

CORRECTIONAL STAFF

A : 1128-1129-1132-1134-1135-1136-1138-1139-1373

G : 1130-1131

R : 1127-1137-1382

T : 1140

COST OF CRIME

A : 1406

G : 1437

R : 443-448-763-933

COURTS

A : 441-677-680-682-685-687

G : 480-571-572-673-674-675-676-678-690-692-693-694-698-699-710

R : 456-679-683-684-686-688-691-695

T : 624-696

V : 681-689-697-700-747

CRIMINAL CODE
A : 44-54-174-316-346

G : 499-505

V : 364-515-519-528

CRIMINAL NEGLIGENCE
A : 152

CRIMINAL PERSONALITY
A : 6-10-12-1189

R : 1178

T : 11

CRIMINAL POLICY
A : 1431

G : 438

CRIMINAL PROCEDURE
A : 644

G : 612-645-646

R : 657-691

V : 656

CRIMINAL RECORD
A : 599

T : 598

CRIMINAL RESPONSIBILITY
A : 555-556-561-562-564

G : 558-559-560

R : 557-563

CRIMINAL STATISTICS (See also STATISTICS)
A : 236-401-404-421-423-427-1427-1435-1448

G : 405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-428-902

R : 246-402-403-418-419-420-758-845

T : 422

V : 1368

CRIMINOLOGIST
A : 1357-1363

R : 1362

V : 1364

CRIMINOLOGY
A : 1366-1367-1372-1431

R : 1001-1356-1358-1359-1361-1369

V : 1360-1365-1368-1370-1371

CRIMINOLOGY: TEACHING
A : 805-1373-1379-1380-1381

G : 475

R : 1374-1375-1376-1377-1378-1382-1383

CULTURAL FACTORS
A : 25-26

T : 27

DANGEROUSNESS
A : 281-380-381-582

R : 372-373-382

T : 374

DETENTION BEFORE TRIAL
A : 604

G : 463

R : 605

V : 606

DEVIANCE
A : 297-298-300

R : 4-30

T : 16-32-303

V : 294-295-296-302

DISSOCIATION
A : 1075-1430-1459

G : 1072

R : 1073

T : 1074

DIVERSION
A : 1275-1276-1279

G : 209-1272-1273

R : 1270-1271-1277-1278

T : 1274

DIVORCE
G : 577-578

DRIVING OFFENCES
A : 65-66-67-68-160

G : 409

R : 69-165

DRUGS
A : 41-305-306-313-316-317-318-319-320-321-324-325-326-327-328-329-331-332-335-336-337-338-341-342-343-346-951-1411-1414-1424-1440-1442-1458-1460-1461

G : 308-309-310-311-312-315

R : 154-165-168-176-304-307-330-333-334-339-340-344

V : 295-314-322-323

ECOLOGY OF CRIME
A : 39

R : 40-246-418-419-420

T : 38

V : 226

EDUCATOR
A : 1220

G : 1208

R : 1244-1262-1263

T : 1254

EMBEZZLEMENT
A : 1454

ESCAPE
G : 475-1098-1099

T : 1100

ESKIMOS
A : 356-1449

G : 349-350-357

R : 351-352-354-355

V : 347-348-353

ETIOLOGY
A : 2-3

R : 1

EVALUATIVE RESEARCH
R : 1393-1399

T : 9

EVIDENCE
A : 592-607-608-614-615-616-617-618-619

G : 609-610-611-612

EXIBITIONISM
V : 275-286

FAMILY
A : 78-80

G : 13-14

R : 34-35-36-161-1401

T : 33-37

V : 573-586

FAMILY COURT
A : 706-707-708-711-713

G : 703-709-712-879

R : 702-704-705

V : 701

FAMOUS TRIALS
V : 647-654

FEMALE DELINQUENCY
A : 108-180-185-186-190-193-194-196-320-321-441-1110-1111-1415

G : 192-436-1103-1105-1107

R : 181-182-183-184-187-188-195-1101

T : 189-191-1108-1109

FINE
G : 857

FOLLOW-UP STUDIES
A : 338-894-1256-1422

R : 1266

FORENSIC PSYCHIATRY
R : 387

FOSTER HOMES
A : 271

FRAUD
A : 108-185

G : 475

T : 105-106-107

V : 110

FREEDOM OF EXPRESSION
A : 551

R : 695

GAMBLING
A : 153

GANGS
R : 237

GENETIC FACTORS
R : 4-5

GROUP THERAPY
A : 278-1168-1170-1171-1172-1409

R : 279-1167-1169

T : 1264

HALFWAY HOUSES
A : 1345-1347-1348-1350-1353-1420

G : 1340-1346

R : 1351-1352-1354

T : 1349

HANGMAN
A : 866

V : 842

HOMICIDE
A : 111-113-114-376-1009-1402

G : 412

R : 62-112-116-125

T : 115-117-378

HOMOSEXUALITY
A : 278

R : 279

T : 280

V : 275-286

HUMAN RIGHTS
A : 543-544-545-549-551

G : 463-476-540-541-552

R : 542-546-547-548-553-554-596-732

V : 481-518-539-550

IMMIGRANT
A : 25-26

T : 27

IMPRISONMENT
A : 363-850-851-855

G : 849

R : 596-852-856

T : 853-854

INDIANS
A : 358-359-363-366-367

G : 350-360-361-369

R : 354-355-362-365-368

T : 171-950

V : 364-370

INFANTICIDE
A : 1449

T : 76

INMATES
A : 366

G : 987

R : 460

INTERROGATION
G : 609

JUDGE
A : 543-666-667-669-687

G : 480-673

R : 627-635-668-672-679

T : 670

V : 634-671

JUVENILE COURTS
A : 714-722-723-724-725-727-730

G : 718-728

R : 715-719-721-726-729

T : 399-716-717-720

JUVENILE DELINQUENCY
A : 12-197-202-203-204-205-212-217-219-220-223-227-228-230-232
233-235-236-240-243-244-249-251-255-259-260-266-271-272-725-837
1215-1219-1224-1247-1267-1327-1409-1423-1432-1451-1455

G : 198-199-208-209-210-214-253-254-406-591-1207-1208-1237

R : 7-15-17-28-200-201-207-211-213-215-218-221-225-231-234-238-239-
241-242-246-247-250-257-258-261-262-263-264-267-292-344-715-
726-729-1209-1239-1241-1244-1250-1255-1257-1259-1269-1284-1288

(Continuation on next page)

JUVENILE DELINQUENCY (Continuation)
T : 13-16-33-206-222-229-248-256-268-269-270-399-720-736-1217-1227-1228-1229-1243-1264

V : 216-224-226-245-295-720-1292

KIDNAPPING
A : 63

LAWYER
A : 658-660-662-664-722-723-724

R : 719

T : 665-717

V : 659-661-663

LEGAL AID
A : 358-441-544-734-737-738

G : 466-475-731-735-741

R : 732-733-739-740-742-743-744-745-746

T : 665-736

V : 747

LEGISLATIONS
A : 212-220-240-331-396-580-582-584-589-898-1218-1221-1224

G : 210-507-508-524-565-570-571-572-575-576-577-578-585-590 591-886-927-1231

R : 200-201-211-264-506-525-536-537-542-566-567-569-588

T : 887

V : 379-504-510-513-514-516-518-522-527-538-550-573-574-581-583-586-587-593-648

LEISURE ACTIVITIES
R : 1282

V : 1292

MANITOBA
G : 82-461-463-464-465-466-467-709-782-783-896-984-1062-1230

R : 790-1304

V : 661

MARITIMES
A : 855-976

G : 988-1103

R : 250

MASS MEDIA
G : 21

T : 22

MEASURES OF ASSISTANCE
A : 1332

R : 888-1301-1302-1303-1304-1306-1307-1308-1309

T : 1310-1343

V : 1321

MEDICAL SCIENCES
R : 579

MENTAL HEALTH
G : 565

R : 566-567-568

CONTINUED

8 OF 9

MENTAL ILLNESS
A : 113-157-371-375-376-377-380-384-385-441-562-1159-1160

G : 646

R : 372-383-386-387-388-557-569-1000

T : 378

V : 295-302-379

METHODOLOGY
A : 1387-1388-1419

R : 1384

T : 1385

V : 1386

MORAL VALUES
A : 1216

R : 19-24-239

T : 8-222-1214-1227

NEW BRUNSWICK
G : 986-987

R : 963

NEWFOUNDLAND
A : 970

G : 428-497-673-1005-1318-1319

V : 764

NORTHWEST TERRITORIES
A : 1006

G : 446-447-965-1007

NOVA SCOTIA
G : 253-1312

OBSCENITY
A : 89-90-94-98-101-102-104

G : 88-502

V : 93

OMBUDSMAN
G : 461-476-1077-1078

V : 481

ONTARIO
A : 251-260-285-392-621-667-738-897-904-907-978-995-1069-1094-1110-1115-1159-1163-1190-1216-1218-1221-1416

G : 254-425-473-521-693-710-741-786-787-788-892-895-900-901-902-903-905-908-989-990-1046-1063-1090-1105-1106-1107-1146-1157-1199-1210-1231-1232-1233-1234-1235-1328

R : 207-261-732-743-765-779-784-811-938-939-962-1008-1039-1101-1104-1150-1154-1164-1223-1225-1283-1293-1303-1307-1316

T : 1092-1214-1217-1331

V : 747

ORGANIZED CRIME
A : 48

G : 49-50-475

V : 70-314

PAROLE
A : 637-931-934-935-937-941-951-954-955-958-959-1433-1441

G : 435-436-752-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-945

R : 799-916-917-919-933-936-938-939-940-942-944-948-949-952-1048-1056

T : 915-918-932-943-946-947-950-953-956

V : 957

PENAL LAW
A : 520-592

G : 500-501-502-503-505-521-523

R : 444-526-579

V : 509-511-517

PENAL REFORM
A : 1268-1439

G : 484

R : 1010-1027

PENITENTIARIES
A : 1009-1032-1036-1057-1171-1402-1437

G : 435-1012-1016-1017-1018-1072

R : 1027-1029-1030-1056-1169-1176

T : 1026-1040-1068

PENOLOGY
G : 438

R : 628-844-845

PERSISTENT OFFENDER
A : 381-393-395-396

R : 397

PLEA BARGAINING
A : 651-653-655-669

R : 652

POLICE
A : 441-761-766-773-776-777-805-809-1405-1445-1462

G : 407-436-475-585-751-752-782-783-785-786-787-788-795-796-797-798

R : 456-749-750-753-754-755-757-758-759-763-765-767-769-771-772-775-779-780-781-784-790-791-792-793-799-802-803-804-806-811-813-917

T : 748-760-762-768-789-800-814

V : 574-764-774-794-801-807-808

POLICE: DISCRETION
A : 833-837

G : 834

R : 835

T : 836

V : 838

POLICE: HISTORY
T : 812

V : 756

POLICE: JUVENILE DELINQUENCY
A : 770-830-832

R : 828-831

T : 829

V : 827

POLICE: TRAINING
A : 815

R : 778-810

POLITICAL CRIMES
A : 53-54-56-58-63-64

R : 62

T : 60

V : 51-52-55-57-59-61-842

POVERTY
G : 14

PREDICTION
A : 298-423-937-1388

R : 213-221-373-1259

T : 1389

V : 1386

PRELIMINARY ENQUIRY
A : 650

PRE-SENTENCE REPORT
A : 620-621

PREVENTION
A : 233-449-1285-1286-1287-1290-1291-1295-1421-1422

G : 253-438-475-1280-1281

R : 215-221-241-250-1282-1283-1284-1288-1289-1293-1294-1296
1297-1298-1299

T : 268

V : 1292

PREVENTIVE DETENTION
A : 381-395-649

PRINCE EDWARD ISLAND
G : 459-977

R : 69-705-769-963

PRISONS
A : 317-851-1028-1035-1037-1044-1054-1055-1058-1080-1147-1168-1174-1179-1184-1185-1186-1190-1193-1430-1436

G : 910-1046-1051-1052

R : 164-456-1008-1010-1023-1025-1031-1033-1034-1038-1039-1042-1043-1045-1048-1050-1061-1091-1175

T : 121-1020-1049-1183

PRISONS: HISTORY
A : 1113-1115

R : 1114

V : 1112-1321

PRISONS: LITERATURE
V : 1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126

PRISONS: MEDICAL SERVICES
A : 1158-1463

G : 1146-1148

PRISONS: RELIGION
A : 1141-1142-1143-1144

R : 1145

PRISONS: RIOTS
A : 1093-1094

G : 1090

R : 1091

T : 1089-1092

PRISONS: WORK
A : 1200-1201-1202-1203

G : 1197-1199

R : 1195-1198-1204

PRISONS AND PENITENTIARIES
A : 530-1041-1047-1182-1192-1434

G : 410-436-1013-1014-1015-1021

R : 1011-1019-1024-1133-1151-1167-1196

T : 1022

V : 842-1053

PRISONS AND PENITENTIARIES: EDUCATION
A : 1095-1096

R : 1097

PRISONER'S RIGHTS
A : 1076-1079-1080-1082-1083-1084-1463

G : 1077-1078

R : 754-1038-1045-1081-1085-1086-1087-1088

PRIVATE AGENCIES
A : 981

R : 1056

PRIVATE POLICE
R : 840-841

T : 839

PRIVILEGED COMMUNICATION
A : 529-530-531-532-533

R : 534

PROBATION
A : 884-885-890-894-897-898-904-906-907-1407-1456

G : 436-878-879-886-895-896-901-902-903-905-908-910-912

R : 274-881-888-889-891-913-914-1056

T : 880-882-887

PROBATION: JUVENILES
A : 899

G : 892-900-909-911-1237

R : 883-893-1241

PROFESSIONAL CRIMINAL
A : 139

V : 141

PROSECUTOR
A : 1417

PROSTITUTION
R : 91

V : 96

PSYCHIATRY
A : 175-276-375-592-677-1147-1152-1160-1163-1166-1172-1452

G : 1149

R : 177-257-258-1150-1151-1153-1154-1155-1156-1161-1162-1164-1165

T : 374

PSYCHOLOGICAL FACTORS
A : 1450

PSYCHOLOGY
A : 244-1174

G : 1157

R : 195-1223

T : 1183

V : 245

PSYCHOLOGY: TESTS
A : 1177

R : 7-1029-1225-1399

PSYCHOPATH
R : 383

PSYCHOTHERAPY
A : 255-1192-1205

PUBLIC OPINION
A : 41-63-94-111-235-300-1410

R : 469-759-775-843-871-969-1048

T : 303-665-789

V : 295-869

PUNISHMENT
A : 847-848

G : 625-626

R : 112-444-843-846

V : 842

PYROMANIA
A : 151

QUEBEC
A : 167-329-337-496-991-1080-1111-1222-1462

G : 84-426-475-476-477-480-523-590-698-699-795-796-797-798-863-910-1051-1052-1098-1099-1208-1313-1314

R : 234-471-791-802-881-888-893-914-948-949-1031-1042-1045-1085-1097-1114-1155-1156-1282-1308-1341-1393

T : 81-422-882-1040-1049-1066-1068-1140-1326-1349

V : 55-450-808-1292

RAPE
A : 92-97

R : 99

T : 95-103

RECEIVING
A : 150

RECIDIVISM
A : 389-392-393-1258

G : 438-878-930-945-1106

R : 36-391-400

T : 390-394-398-399

REEDUCATION
A : 197-202-232

R : 1061

V : 224

REHABILITATION
A : 599-1044-1187-1311-1320-1429

G : 1300-1319

R : 301-1305-1316-1317

T : 1331

RESEARCH
A : 297-441-1238-1395-1396-1397-1398-1418

G : 475-1390-1391-1392

R : 1355-1375-1376-1377-1378-1394-1400-1401

V : 1368

RESOCIALISATION
A : 1438

V : 216

ROBBERY
A : 139-1447

R : 136

T : 140-390

V : 141

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE
A : 825

G : 435-817-822-823-824

V : 816-818-819-820-821-826

SASKATCHEWAN
A : 994-1070-1135

G : 484-692-912-993-1315

R : 683-792-793-1309

SCHOOL
A : 1291

R : 28-29-30-548

T : 31-32

SEARCH WARRANT
V : 648

SENTENCING
A : 441-449-623-631-633-637-643-685-855-1419

G : 436-613-625-626

R : 622-627-628-629-632-635-638-639-640-641-642

T : 624-630-670-696

V : 634-636

SEX OFFENCES
A : 85-273-276-277-281-282-284-285-289-291-328-1453

R : 274-283-287-288-290-292-293-535-536-537

T : 100

V : 295-302-538

SHOPLIFTING
A : 142

R : 135-138-144-145-148

SOCIAL CLASS
R : 15-17-19-24

T : 8-13-16-269

SOCIAL DEFENCE
A : 453-1418

G : 434

R : 444

SOCIAL SERVICES
A : 730-1111-1249-1251-1253

G : 1312-1313-1314-1315-1318

R : 1162

SOCIAL WELFARE COURT
A : 714

G : 475

SOCIAL WORKERS
R : 1173

SOCIO-CULTURAL FACTORS
R : 30-267

V : 23

SOCIO-ECONOMIC FACTORS
T : 18

SOCIOLOGICAL FACTORS
T : 117

V : 20

STATISTICS (See also CRIMINAL STATISTICS)
A : 39-137-441

G : 350-425-426-440-475-477-676-1012

R : 40-116-424-721-791-802

T : 38-1026

V : 226

SUICIDE
A : 118-119-120

TATOOING
T : 1020

TEMPORARY ABSENCE
A : 1200

G : 1197-1199

R : 1198

TERRORISM
A : 53-1412

R : 62

V : 51-55-61

THERAPEUTIC COMMUNITY
A : 1411-1451

TRAINING SCHOOL
A : 249-1110-1111-1205-1206-1215-1216-1218-1219-1220-1221-1222-1224-1226-1238-1242-1247-1249-1251-1252-1253-1256-1258-1261-1267-1268-1416-1428

G : 411-1207-1208-1210-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1237-1265

R : 195-1209-1212-1213-1223-1225-1239-1240-1241-1244-1245-1246-1248-1250-1255-1257-1259-1260-1262-1263-1266-1269

T : 270-1109-1214-1217-1227-1228-1229-1243-1254-1255-1264

V : 1211-1236

TRANSIENT
R : 299-301

TREATMENT
A : 228-319-325-332-1174-1179-1180-1181-1182-1184-1185-1186-1187-1189-1190-1193-1206-1226-1442

G : 253-309-312

R : 172-293-400-845-1175-1176-1188-1196-1257-1294-1355

T : 1191-1194

V : 1386

TRIAL
V : 681

URBAN CRIME
A : 39-71

V : 70

VICTIMOLOGY
A : 860-1413

R : 149

VICTIMS
T : 103

VICTIMS: COMPENSATION
A : 858-861-862

G : 857-863

R : 859-864

VIOLENCE
A : 124-128-129-132-196-356-1405-1410-1425-1443-1444

G : 122-126-127

R : 123-125-131-133-134-354-355-373-382

T : 22-121-130

V : 52-59-322

VOLUNTEERS
A : 441-1028-1336-1342-1409

G : 718-892-896-908-909-928-1333-1338

R : 686-1000-1167-1334-1335-1337-1344

T : 1343

WHITE COLLAR CRIME
V : 302

WIRE TAPPING
A : 545

WITNESS
A : 607

G : 609-610

WOMEN'S PRISONS
A : 186-194-320

G : 192-1103-1105-1106-1107

R : 1101-1104

T : 191-1102-1108

WORK
A : 1332

R : 1306

YOUNG ADULT
A : 252

R : 242-265

YOUTH
R : 29-588

V : 587

END